

## Nouveaux témoignages sur les émeutes en Roumanie

### Le régime du président Ceausescu s'enfonce dans la crise

Le pire exemple

Les émeutes de Brasov sont lourdes de signification pour une Europe centrale qui, décidément, aborde une nouvelle époque. La première leçon qu'on peut en tirer est que tout ce qui se passe en Roumanie n'est pas un simple fait de société, mais qu'il s'agit d'un véritable mouvement de révolte, de plus en plus vite et partout. Car ce qui pouvait hier rester confidentiel se répète désormais à travers les frontières, y compris là où un pouvoir totalitaire tente encore d'assurer sa survie par le silence.

Il y a certes quelques choses de très spécifiques roumaines dans l'affaire de Brasov. Tous les témoignages qui parviennent de Bucarest montrent à quel point ce pays est malade. Si les émeutes, comme les manifestations du 15 novembre, dénoncent la dictature, des personnalités moins... engagées tentent d'expliquer pour leur part, avec beaucoup de prudence, que Nicolas Ceausescu n'est pas l'image de toute la Roumanie. En bref, il n'est sans doute aucun pays en Europe de l'Est où le divorce soit plus flagrant, plus profond, entre la population et le régime. L'histoire si l'on se souvient de l'époque, pas très lointaine, où la Roumanie faisait figure jusqu'aux yeux d'hommes comme le général de Gaulle ou Richard Nixon de pays-pilote en matière d'indépendance à l'égard du grand frère soviétique.

Devenu de très loin le plus mauvais élève du camp socialiste, le régime de Bucarest se situe aux antipodes d'un courant réformiste d'autant plus vigoureux, en Hongrie et en Pologne par exemple, qu'il a aujourd'hui la bénédiction du Kremlin. A l'heure où M. Gorbatchev se fait le promoteur d'une « nouvelle mentalité », de la « transparence », et d'une certaine dose au moins de démocratisation, le mégalomanie, le népotisme, un nationalisme franchement xénophobe, la terreur policière qui caractérisent le « système Ceausescu » poussent à l'extrême la caricature de ce que peut être aujourd'hui un régime socialiste.

La faillite économique est à la mesure de l'échec politique. Et le Japon compare à cet égard des aspects préoccupants pour quelques-uns des voisins de la Roumanie. Si les choses vont dans ce pays plus mal qu'ailleurs, le mécontentement populaire, causé par la pénurie et la baisse relative du niveau de vie n'est pas une exclusivité roumaine.

Partout où des réformes économiques sont engagées, elles sont génératrices de tensions sociales. Il n'est plus exceptionnel, en URSS même, de voir des salariés cesser le travail dès lors que sont mis en cause ce qu'ils considèrent comme des avantages acquis. Aucun dirigeant socialiste ne peut ignorer, à l'heure actuelle, les risques politiques qu'entraîne la mise en œuvre de stratégies nouvelles - à commencer par la réforme des prix - qui seules, pourtant, pourront accroître l'efficacité de leur appareil de production.

Il faut beaucoup d'habileté et de prudence pour suivre la voie étroite qui conduit, en évitant les débordements, à des méthodes de gestion plus performantes en économie socialiste. La Roumanie offre sur ce terrain l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. On y réfléchira dans d'autres capitales.

M 0147-11240-4,50 F



Selon de nouveaux témoignages parvenus depuis, les émeutes qui ont eu lieu le 15 novembre dans la ville roumaine de Brasov étaient les plus graves depuis dix ans. Deux membres des forces de l'ordre auraient été tués. Ces manifestations contre les réductions de salaires et les pénuries témoignent de la gravité de la crise dans laquelle s'enfonce la Roumanie. M. Ceausescu a retardé de huit jours une conférence nationale que devait tenir le PC roumain début décembre, mais il n'en a pas moins quitté Bucarest, lundi 23 novembre, pour une visite en Egypte.



Lire page 3 Article de WALTRAUD BARYLI

## La préparation de l'élection présidentielle

### Gérer l'après-mai 1988

par Jean-Marie Colombani

Les candidats à l'élection présidentielle ne sont pas tous connus et déjà le débat tourne autour de l'après-1988 et de cette question : avec qui gouverner ?

MM. Lecanuet et Méhaignerie avaient donné le signal du départ en soutenant en direction des socialistes. Le retour au combat de M. Giscard d'Estaing, plein de bonnes dispositions à l'égard de l'Elysée, et surtout la « bombe » de M. Delors, énonçant à quelles conditions il accepterait d'être le premier ministre de M. Barre, ont fait le reste. M. Bérégovoy a donc pu avouer que le PS « doit trouver des alliés ». En attendant, ledit PS s'est créé... une occasion de clivage, en se séparant sur le point de savoir s'il faudrait, ou non, dissoudre l'Assemblée nationale en cas de victoire.

Cette profusion de prises de positions recouvre l'inquiétude des uns et les espoirs des autres : va-t-on pouvoir, à la faveur du scrutin présidentiel, déplacer

enfin les lignes de partage de la vie politique, au moment où celles-ci paraissent insipides à rendre compte de l'évolution et des aspirations d'une société plus consensuelle que ne le suggère le retour en force du manichéisme, dans les fourgons du traitement politique des « affaires » ?

L'après-mai 1988 apparaît toutefois aussi difficile à gérer politiquement qu'il le sera économiquement. C'est dire l'ampleur de la tâche pour qui voudra s'y atteler.

Quatre préoccupations commandent, en fait, de poser le problème devant l'opinion.

En dehors de M. Chirac, et depuis le 21 novembre, de M. Jospin, tout le monde admet aujourd'hui - à la suite des réflexions de M. Giscard d'Estaing - qu'il est délicat sinon impossible, de gouverner avec une majorité étroite. « Deux Français sur trois », souhaitait l'ancien président en 1981 ; « trois Français sur cinq », avait ranconné M. Bérégovoy en 1986 ; « 65 à

## Après l'accord budgétaire américain

### Effritement du dollar et scepticisme des marchés

Scepticisme général, tel est le verdict des marchés après l'accord conclu le vendredi 20 novembre entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire américain. La mini-hausse enregistrée à l'ouverture de la Bourse de Paris, lundi, était de courte durée. L'Asie - la Bourse de Tokyo était fermée - entraînait l'Europe. Le dollar s'effritait et s'échangeait à 5,66 FF contre 5,70 FF à la clôture de New-York, vendredi, 1,665 DM contre 1,6830 DM et 134,55 yens contre 135,65 yens.

Pour une fois, les marchés sont tombés d'accord avec le président Reagan. Dans son intervention radiodiffusée, samedi 21 novembre, le président américain avait reconnu que l'accord sur une réduction de 76 milliards de dollars en deux ans du déficit budgétaire auquel la Maison Blanche et le Congrès étaient parvenus la veille n'était « probablement pas idéal », même s'il constitue un « bon commencement ». L'effritement du dollar sur les places asiatiques - 135 yens à Hongkong, Tokyo étant fermé en raison d'une fête nationale - se répercutait en Europe, illustrant bien des réticences. Le billet vert s'échangeait à Paris, dans la matinée de lundi, à 5,66 francs (contre 5,70 à la clôture de New-York vendredi), à 1,6650 DM (contre 1,6830) et à 134,55 yens (contre 135,65). Si

les marchés des changes étaient nerveux, les places boursières étaient moroses, enregistrant de petites baisses, comme à Hongkong et Sydney, ou de petites hausses, comme à Singapour.

Certes, l'accord américain du vendredi 20 novembre avait été largement anticipé. Mais les opérations ne cachaient pas leur déception à l'idée de devoir subir encore de rudes polémiques internes au Congrès américain et les lenteurs de l'appareil législatif avant que la réduction du déficit budgétaire ne puisse entrer dans les faits. « De la célérité des parlementaires dépendra désormais une véritable accalmie sur les marchés », estimait un cambiste.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 43.)

## La rencontre Shultz-Chevardnadze

Americains et Soviétiques se sont mis d'accord sur les procédures de vérification d'une élimination des FNI.

PAGE 2

## La grève en justice

Le tribunal de Bobigny juge « illicite » un préavis de grève des navigants d'Air Inter.

PAGE 40

## Les maux de l'adolescence

Une enquête de l'INSERM sur la santé des jeunes Français.

PAGE 11

## Les fonctionnaires et l'argent

34 % estiment que leur statut n'en fait pas des privilégiés.

PAGE 40

Le sommaire complet se trouve page 48

## Le Monde

### ECONOMIE

■ Après le compromis de Washington sur la réduction du déficit budgétaire américain : « Un impossible équilibre ? », par Jean Pisani-Ferry. Comment accroître les recettes et diminuer les dépenses pour arriver à l'équilibre du budget fédéral en 1992 ?

■ Après le lancement de la fusée Ariane : « La maîtrise du téléviseur du futur », d'André Dessot. Malgré ses actuelles difficultés, le satellite TV-Sat 1 sera le premier à utiliser le nouveau standard européen de télévision, concurrent du procédé mis au point par le Japon.

■ « La lutte contre le tabac. Les planteurs existent aussi », d'Eric Fottorino.

■ La chronique de Paul Fabre : « Les illusions jamais perdus ».

Pages 35 à 38

### SPORTS

## JUDO : solidité des ceintures françaises

Les championnats du monde de judo, qui viennent de s'achever à Essen (RFA), ont été marqués par le triomphe des athlètes japonais, qui ont conquis douze médailles. Avec sept médailles, dont deux en or (Fabien Canu et Catherine Aumard), l'équipe de France se classe parmi l'élite mondiale. Chez les hommes, la victoire de Canu confirme les progrès accumulés depuis les derniers championnats du monde, alors que les dames sortent en léger recul. Des résultats bien préparés par un club, puisque quatre des sept médailles françaises sont licenciées à l'US Orléans.

Page 16

## L'affaire de Radio-Nostalgie

### Fausse factures pour le PS du Rhône

Les raisons pour lesquelles M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération du Rhône du PS, n'a pas été déféré devant le juge d'instruction chargé à Lyon du dossier de Radio-Nostalgie continuent de diviser la magistrature locale. On sait aujourd'hui qu'après l'inculpation

et la mise sous mandat de dépôt de M. Pierre Alberti, patron de la station, les enquêteurs ont saisi des fausses factures qui ont servi à financer la campagne du PS en 1986. Mais pour le parquet, M. Deschamps n'aurait été ni le bénéficiaire ni nécessairement l'intermédiaire.

LYON de notre bureau régional

Les événements survenus au palais de justice de Lyon au cours de la nuit de vendredi à samedi (le Monde daté 22-23 novembre) ne relevaient pas d'une banale divergence d'appréciation entre le parquet et un magistrat instructeur sur le déroulement de la procédure suivie dans l'affaire de Radio-Nostalgie. Ils dissimulaient un événement touchant directement au fond de l'affaire : le refus du ministère public de laisser M. Georges Fenech, juge d'in-

struction, poursuivre, comme il le souhaitait, ses investigations alors que les policiers chargés de l'enquête avaient découvert, quelques heures plus tôt, des indices matériels prouvant que le financement de la campagne du Parti socialiste pour les élections législatives de 1986 dans le Rhône a été, au moins pour partie, réalisé avec des fausses factures. Dans ce contexte, les petites phrases lâchées, vendredi soir, par des magistrats visiblement courroucés par les événements qu'ils venaient de vivre - le doyen des juges d'instruction, M. Jacques Hamy,

accouru dans la nuit au palais de justice, parlant notamment de « jamais vu » - reprennent tout leur sens. L'article 80 du code de procédure pénale, invoqué pour justifier l'attitude du parquet, stipule bien que si des « faits nouveaux » apparaissent au cours d'une enquête et qu'ils n'entraînent pas dans le champ de l'information judiciaire déjà ouverte, ils doivent être soumis immédiatement au procureur de la République.

BERNARD ELIE.

(Lire la suite page 12.)

roger du pasquier

l'islam tradition

RENAISSANCE ou PERVERSION d'une RELIGION?

Éditions Fouqui

diffusion payot webster - 295 pages : 123 F



# Etranger

## UNESCO : la fin de la Conférence générale

### « Rentrée » culturelle de l'Iran

La vingt-quatrième session de la conférence générale des Nations unies pour l'éducation et la science et la culture, ouverte le 20 octobre et qui a notamment vu l'élection du biochimiste espagnol Federico Mayor comme directeur général de l'UNESCO, s'est terminée vendredi 20 novembre à Paris. Elle a adopté pour

le biennium 1988-1989 un budget « en croissance zéro » de 350 millions de dollars (1750 millions de francs).

La conférence générale sera présidée d'ici à sa prochaine réunion plénière, en 1989, par l'ancien ministre guatémaltèque de l'éducation, M. Guillermo Putzeys Alvarez. M. Mayor a annoncé qu'il effectuera son premier voyage en Afrique, notamment en Côte-d'Ivoire. Le nouveau directeur a d'autre part commencé à réorganiser les services de presse de l'UNESCO, retirant à M. Doudou Diene (Sénégal), qui reste toutefois fonctionnaire de l'Organisation, sa charge de porte-parole.

Le parti socialiste suisse a désigné, lors de la réunion de son groupe parlementaire, le samedi 21 septembre, son candidat à la succession de M. Pierre Aubert, démissionnaire, chef du département des affaires étrangères et président de la Confédération helvétique jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit de M. René Felber, cinquante-quatre ans, actuellement responsable des finances du canton de Berne.

## M. René Felber devrait prendre la place de M. Pierre Aubert au Conseil fédéral

En optant pour une personnalité réputée modérée et pragmatique, les socialistes ont visiblement cherché à ne pas convenir leurs relations avec leurs partenaires « bourgeois » de la coalition gouvernementale. Sortis déjà sensiblement affaiblis du dernier scrutin, ils n'ont pas voulu prendre le risque d'être défaits.

BERNE  
de notre correspondant

Des trois prétendants originellement en lice au PS, M. Felber est apparu comme une solution de compromis. Un autre aspirant, M. Félicien Morel, situé à l'aile droite du parti et membre du gouvernement du canton de Fribourg, s'était retiré après les vifs remous que sa candidature avait suscités dans sa propre section.

Finalement, M. Felber a été préféré à son principal rival, M. Christian Grobet, représentant socialiste à l'exécutif du canton de Genève. Jugé plus combattif, ce dernier l'avait pourtant emporté par 59 voix contre 26 devant le comité central. Il pouvait aussi se prévaloir de l'argument que Genève n'était plus représentée au Conseil fédéral à Berne depuis 1919. Mais le groupe parlementaire a tranché en dernier ressort par 35 voix contre 27 en faveur de M. Felber.

Neuchâtelais comme M. Pierre Aubert, auquel il devrait succéder, M. Felber était un candidat francophone nettement moins contesté. Agé de cinquante-quatre ans, cet ancien instituteur a déjà une solide carrière politique derrière lui. Ancien maire de la ville du Locle, dans les montagnes neuchâteloises, il a siégé pendant quatorze ans au Conseil national à Berne avant d'être élu au gouvernement de son canton. En 1977, il avait une première fois tenté sa chance au gouvernement helvétique, mais avait dû s'effacer devant M. Aubert.

Le nouveau Parlement, issu des législatives d'octobre, élira, le 9 décembre, les sept membres du Conseil fédéral — le gouvernement suisse. Comme par le passé, il comprendra deux radicaux, deux démocrates-chrétiens, deux socialistes et un démocrate du centre.

JEAN-CLAUDE BARRIERE

Le départ mouvementé de M. M. Bow de l'UNESCO a masqué certains faits non négligeables dont la conférence a été le théâtre. Par exemple, une certaine « rentrée » culturelle de l'Iran. Deux ministres en exercice de Téhéran ont participé aux travaux, M.M. Mohamed Farhadi (enseignement supérieur et culturel) et Hassan Habibi (justice); ils ont manifesté clairement la volonté de leur gouvernement de rendre à l'Iran son impact culturel international.

M. Habibi n'a pas été élu au conseil exécutif de l'Organisation, mais il a cependant obtenu environ un tiers des voix des cent cinquante-huit membres de l'UNESCO et plusieurs délégués ont souligné que la situation politique ne justifiait pas la sorte de « quarantaine culturelle » entourant la République islamique. D'ailleurs, l'Iran a été l'un des quelques États désignés pour composer le comité consultatif chargé de la décennie du développement culturel.

M. Habibi, qui fut étudiant à Paris, à Aix-en-Provence et à Strasbourg de 1963 à 1979 et qui retourna en Iran dans l'aviation de l'ayatollah Khomeiny avant de devenir ministre de la culture puis de la justice, nous a indiqué que « le dialogue culturel à égalité entre les nations devait échapper aux aléas de la politique internationale ». Un ton nouveau dans un pays où les institutions culturelles françaises ont été fermées. Le ministre a également regretté que la France n'ait pas participé au premier Salon international du livre qui vient de se tenir à Téhéran (500 000 visiteurs).

M. Habibi, qui occupe un ministère éminemment politique dans le système khomeiniste (encore que la justice soit chapeautée par l'ayatollah Ardabili, président du Conseil judiciaire suprême) n'en dispose pas moins d'une influence culturelle, compte tenu de son expérience : juriste, spécialiste de l'imamat en droit chiite et de la sociologie judiciaire ; détenteur d'un diplôme supé-

rieur français en communication et informatique ; traducteur en persan d'œuvres importantes de Bergson, Dürkheim et Gurwitsch.

M. Habibi a d'ailleurs démenti les informations selon lesquelles ces auteurs d'origine juive sont interdits en Iran ; pas plus que ne sont censurés des poètes nationaux « licencieux » comme Saadi et Hafiz. Les cent cinquante anniversaire de la disparition de ce dernier sera célébré en 1989 par l'UNESCO avec les encouragements officiels de Téhéran. L'Iran, selon M. Habibi, marque également le renouveau de son intérêt pour le culturel en y consacrant cette année environ 250 millions de francs « malgré la guerre ». « Nous venons de rouvrir le Musée archéologique de Téhéran, qui était fermé depuis l'ancien régime et nous avons en chantier deux encyclopédies de l'Islam en persan, dont l'une s'appuie sur l'édition occidentale ».

Parmi les projets que nous a encore cités M. Habibi : la création d'une Association asiatique pour le

persan, « à laquelle le Pakistan a déjà donné son accord, mais qui intéresse aussi l'Afghanistan, l'Union soviétique, la Turquie et l'Inde » ; la réédition d'un journal français à Téhéran, qui viendrait s'ajouter aux deux revues francophones actuelles ; enfin, un vaste programme multidisciplinaire sur la Route de la soie à travers les siècles, pour lequel le sociologue Ehsan Naraghi a déjà effectué une mission pour l'UNESCO en Iran en septembre. Parmi les orientalistes qui seraient associés à ce programme multilatéral, M. Adle Chahryar, chercheur iranien au CNRS et spécialiste de l'Asie centrale, actuellement dans son pays. Des hommes existant qui, par le biais de la civilisation, maintiennent quelques liens entre l'Iran et la France en attendant que viennent les solutions politiques.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ La revue *Austrum* vient de publier un très riche numéro hors série consacré à Téhéran aujourd'hui, sous la direction de Bernard Hourcade et Yann Richard, Irakiens, 225 p., 85 F.

## Les entretiens de M<sup>me</sup> Thatcher avec M. Chirac

### Des divergences persistent entre Paris et Londres à l'approche du conseil européen de Copenhague

Dans le cadre de la préparation du conseil européen de Copenhague, le 4 et le 5 décembre, M<sup>me</sup> Thatcher a effectué, le dimanche 22 novembre, une brève visite à Paris où elle s'est entretenue avec M. Jacques Chirac. Les deux premiers ministres ont affirmé leur identité de vues sur les grands dossiers internationaux du moment, et M. Chirac a souligné le « désir commun d'arriver à des résultats raisonnables » à Copenhague, sans toutefois « préjuger » la façon dont seront réglés les « problèmes techniques difficiles touchant notamment aux questions agricoles ».

M<sup>me</sup> Thatcher a estimé, pour sa part, que la réussite du conseil de Copenhague dépend de l'issue de la réunion des ministres de l'Agriculture des Deux qui reprend, ce lundi, à Bruxelles. Selon le premier ministre britannique, la CEE doit avoir « la volonté politique de stopper la production de surplus », et il lui faut « instaurer pour tous les produits des stabilisateurs effectifs et contraignants », de manière « à éliminer les surplus à l'horizon 1992 ». La Grande-Bretagne fait de cette question un préalable à toute augmentation de la contribution

financière à la politique agricole commune sur laquelle le sommet de Copenhague devra statuer. M<sup>me</sup> Thatcher s'est également déclarée fermement opposée à l'instauration de taxes sur les matières grasses — souhaitée par la France — qui dégrèverait 2 milliards d'ECU (14 milliards de francs).

★ M. Barre en Egypte. — M. Raymond Barre a effectué une visite au Caire, le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec le président Mubarak et le premier ministre égyptien, M. Afef Sedki, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid. L'ancien premier ministre s'est félicité à cette occasion, du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Egypte et neuf pays arabes. Il a, en outre, souligné la nécessité d'un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak réclame par l'ONU, « afin de prévenir une extension du conflit ». Lors d'une conférence à l'université du Caire, M. Barre a d'autre part plaidé pour un rôle affirmé de l'investissement privé afin d'assurer la croissance des pays en développement. — (AFP.)

## Ultime rencontre Shultz-Chevardnadze

### avant le sommet de Washington

### Américains et Soviétiques se sont mis d'accord sur les procédures de vérification d'un traité sur les FNI

MM. Shultz et Chevardnadze sont arrivés dimanche 22 novembre au soir à Genève, où ils doivent d'ici à vendredi, à 14 heures, d'ici à mardi — afin de mettre au point les derniers préparatifs du prochain sommet américano-soviétique de Washington. C'est la quatrième rencontre en trois mois entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères. On a toutefois affirmé de part et d'autre qu'aucun obstacle majeur ne subsiste sur la voie d'un accord visant à la liquidation des missiles intermédiaires (FNI). Les négociateurs qui siègent à Genève auront encore deux semaines pour peaufiner le texte du traité que MM. Reagan et Gorbachev devraient signer à Washington début décembre.

Les entretiens Shultz-Chevardnadze devraient porter notamment sur la question de la vérification d'un futur traité sur les FNI. Le ministre soviétique a déclaré dimanche, à son arrivée à Genève, que des difficultés subsistent sur ce point très « sensible », mais qu'il était néanmoins convaincu que ses conversations avec M. Shultz seraient « couronnées de succès ». Dans son édition de dimanche, l'organe de parti, la *Pravda*, accusait les Etats-Unis d'avoir créé des difficultés de dernière minute, mais en notant qu'elles avaient été réglées par un compromis raisonnable et en affirmant que l'accord serait « prêt à temps ».

M. George Shultz a, pour sa part, déclaré que le traité était « pratiquement achevé », en indiquant que les deux parties s'étaient mises d'accord sur un processus d'inspection sur place. Les Etats-Unis et l'URSS ont accepté que des observateurs soient présents sur les sites de missiles des deux pays pendant dix ans après la destruction des fusées, a-t-il précisé. « Il y a accord sur toutes les questions principales (...), nous avons fondamentalement un bon processus de vérification », a déclaré M. Shultz, en ajoutant que seuls « quelques détails » de procédure restaient à régler.

Dans la matinée, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, avait déclaré à la chaîne de télévision ABC que M. Reagan pouvait très bien renoncer à un traité sur les FNI si ce dernier ne comportait pas toutes les garanties souhaitées par les Américains « sur les questions essentielles », à commencer par celle de la vérification. Le secrétaire général entendait ainsi démentir que le gouvernement américain eût relégué la question de la vérification au second plan à la suite des changements intervenus au département de la défense, et il a précisé que M. Frank Carucci, nouveau secrétaire à la défense, était « aussi

dur » dans les négociations que son prédécesseur M. Weinberger.

MM. Shultz et Chevardnadze devaient également s'entretenir à Genève du dossier plus épineux de la réduction des armements stratégiques ainsi que des problèmes régionaux. M. Shultz a indiqué à cet égard qu'il demanderait à M. Chevardnadze le soutien de l'URSS à un embargo sur les exportations d'armes vers l'Iran et un calendrier de retrait de troupes soviétiques d'Afghanistan. Au titre des préparatifs de la visite de M. Gorbachev à Washington, il sera vraisemblablement question du schéma du numéro soviétique de s'exprimer devant le Congrès américain. Cette éventualité a soulevé un tel tollé à Washington qu'il appartenait au secrétaire d'Etat de proposer à la partie soviétique une formule de rechange. — (AFP, Reuters.)

## Les manifestations d'« alternatifs » se multiplient

Plusieurs manifestations, parfois violentes, ont émaillé le week-end en Suisse. A Berne, plus de dix mille personnes, en majorité des jeunes, ont défilé samedi 21 novembre en signe de solidarité avec une vingtaine de squatters, délogés sans ménagement la semaine dernière d'un appartement où ils s'étaient installés au bord de l'Aar, le rivière qui traverse la ville.

Des incidents ont également éclaté, dans la nuit de samedi à dimanche à Zurich, autour d'un centre culturel alternatif, la « Rotfabrik » (l'usine rouge). Pendant près de deux heures, de vifs affrontements ont opposé la police à des jeunes gens ayant dressé des barricades. Ces échauffourées interviennent à quelques jours d'un référendum sur l'octroi d'un crédit de dix millions de francs suisses pour la création d'un centre culturel de jeunesse.

Enfin, à Genève, plus de deux mille personnes ont manifesté pacifiquement samedi pour protester contre la remise en marche de la

centrale nucléaire française de Creys-Malville, située à 70 kilomètres de la ville. Sur les banderoles, on pouvait lire notamment : « Chirac, la centrale craque ». Certains contestataires se sont rendus à proximité du consulat de France pour y déposer une couronne mortuaire « aux victimes des accidents nucléaires ».

J.-C. B.

## URSS : une lettre dans la « Pravda »

### « Dites-moi comment nourrir ma famille »

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

La *Pravda* a publié, le lundi 23 novembre, en première page, dans son courrier hebdomadaire des lecteurs, cette lettre d'une mère de famille de mineurs, M<sup>me</sup> Doudarev, de la localité de Chalkhan, dans le Karaganda (Kazakhstan) :

« Nous avons trois enfants, le plus petit a un peu plus d'un an. Mon mari et moi travaillons à la mine. Je suis enceinte. Je n'ai jamais écrit à un journal auparavant, mais je me suis décidée. Hier, je suis allée faire les courses avec le petit. Je voulais acheter du beurre. Vous savez, vu le magasin ! Une queue pour le pain, comme pendant la guerre. Qu'est-ce que je fais avec mon enfant ? J'ai fait deux tours et je suis rentrée à la maison.

Il y a dans notre district une grande usine de confiserie, mais les enfants n'en voient jamais. Il paraît que les choses vont s'améliorer, mais chez nous tout disparaît quelque part. Les gâteaux, le pain, le fromage, le beurre, la margarine et bien d'autres produits. Et pourtant, tous les ans, on lit dans les journaux que la production a augmenté. Mais où va-t-elle puis-elle n'est pas dans nos magasins ? C'est vrai, on trouve des conserves de poisson. On voit aussi de temps à autre de la viande, mais seulement dans les magasins coopératives à des prix impossibles. Dites-moi comment nourrir une famille dans ces conditions. Les enfants poussent. Et chaque matin, mon mari part travailler, non pas au bureau mais dans la mine. »

Dans la même rubrique, un universitaire de Simferopol, en Crimée, rapporte que son département a interrogé cent trente-sept responsables, agronomes, économistes, comptables, sur le thème : « La « perestroïka » a-t-elle fait dans votre secteur ? » : 57 % ont répondu négativement, 7 % positivement. Les autres n'ont rien répondu.

S. K.

**EAF**  
LE TELEPHONE  
DANS VOTRE  
VOITURE SOUS  
**24 H**  
**639 F**  
\* Four radiotelephone type ATN 2000 - 22 500 F  
financé et cédé par EAF 4 ans sans option avec 10 %  
crédit bon retour aux professionnels. Prix non compris.

**POSE IMMEDIATE**

**EAF LA COMMUNICATION MOBILE**  
RENSEIGNEMENTS 45 33 81 81  
Distributeur officiel ALCATEL THOMSON

Demande de documentation à retourner à  
EAF - 273, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

NOM  
ADRESSE  
CODE POSTAL  
TEL.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télégrammes : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant :  
André Fuchsberg,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouff

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Sales

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-85-91-83 ou 45-85-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE-TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés qui envoient leur demande deux semaines avant leur départ, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux et de ne garder que *Le Monde*.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2337

Le Monde USPS 788-610 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde  
c/o Speedpost, 45-45 39th Street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at  
L.C.I. and at additional mailing offices. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o  
Speedpost, U.S.A. P.O. Box 99, Street, L.C.I. N.Y. 11104.



## Etranger

### ROUMANIE : baisse des salaires et pénurie alimentaire

## Les émeutes de Brasov ont été les plus graves depuis dix ans

VIENNE  
de notre correspondant

Les manifestations qui se sont déroulées le 15 novembre à Brasov à la suite d'une protestation ouvrière contre la baisse des salaires et la pénurie alimentaire chronique (le Monde du 15 novembre) ont dégénéré en une véritable révolte contre le régime du président Ceausescu, rendant nécessaire l'intervention de l'armée. Selon des voyageurs occidentaux, témoins de scènes de violence et de pillage, au moins deux militaires auraient trouvé la mort dans les affrontements. La ville aurait été littéralement « assiégée » par l'armée pour rétablir le calme.

Le dimanche 15 novembre, les ouvriers des usines de camions et tracteurs Steagul Ross (Etendard rouge) et Tractorul - qui emploient plusieurs dizaines de milliers de personnes et où des grèves avaient déjà éclaté en novembre 1983 - auraient dû aller voter en groupe pour le renouvellement du conseil municipal de Brasov, deuxième ville de Roumanie et important centre industriel. A la suite d'une vive controverse entre des dirigeants locaux sur une réduction des salaires pour non-exécution du plan mensuel, les ouvriers, vivement irrités, avaient provoqué un incident en attaquant, puis en renversant une voiture de police.

Le mouvement a rapidement pris de l'ampleur, et en scandant « à bas Ceausescu » et « nous voulons du pain », les manifestants se sont dirigés vers la mairie et le siège du parti. Après avoir pris d'assaut les bâtiments, les manifestants ont pillé le dépôt de denrées alimentaires qui s'y trouvait et brûlé des portraits du président Ceausescu. Des drapeaux rouges, et des membres ont été jetés par les fenêtres.

Les policiers n'ayant pu maîtriser la foule ont appelé l'armée en renfort, qui a cerné une partie de la ville avec des véhicules blindés. Au

bout de six heures seulement, les forces de l'ordre, tirant en l'air et utilisant des gaz lacrymogènes, ont réussi à disperser la foule et à arrêter un grand nombre de manifestants.

Cinq jours après cette émeute, le comité politique exécutif du PC roumain, réuni le vendredi 20 novembre à Bucarest, décidait de reporter d'une semaine la conférence nationale du parti. Initialement prévue du 7 au 9 décembre, cette conférence aura lieu du 14 au 16 décembre, officiellement pour « permettre aux organes et organisations du parti de mieux la préparer ». Les observateurs estiment cependant que le régime, pris de panique devant l'ampleur des manifestations, cherche à gagner du temps pour trouver quelques bons émissaires que le président Ceausescu n'hésitera pas à sanctionner pour leurs responsabilités dans les événements de Brasov. La conférence nationale du parti a régulièrement lieu entre deux congrès du parti - en général tous les trois ans - et est appelée à faire le point sur la mise en œuvre des décisions prises par le congrès précédent.

Dans son intervention devant le comité politique exécutif, le président Ceausescu a d'ores et déjà critiqué « certains ministères et comités régionaux du parti » qui n'ont pas « mis fin aux pénuries alimentaires en appliquant avec fermeté les mesures prévues ». Son appel pressant à « éviter les pertes et gaspillages de matériel », notamment dans le domaine énergétique, et à « améliorer radicalement la situation économique dans les mois de novembre et décembre » illustre mieux que tous les chiffres la crise dans laquelle se trouve la Roumanie.

#### « Pour nos enfants »

L'émeute de Brasov, ville de Transylvanie de 334 000 habitants, dont 5 à 10 % sont de souche alle-

mande, n'est pas la première manifestation de mécontentement en Roumanie, mais sans aucun doute la plus sérieuse depuis la grève observée par 35 000 mineurs de la vallée de Jiu, en août 1977, pour protester contre des conditions de travail difficiles et un approvisionnement alimentaire insuffisant. Comme à Brasov, l'armée avait été chargée de rétablir le calme dans la vallée de Jiu. Quelques 4 000 grévistes furent sanctionnés à l'époque par un transfert forcé dans d'autres départements.

A la suite du rationnement du pain à 300 grammes par jour et par personne et de réductions de salaires en novembre 1986, des grèves avaient déjà éclaté dans plusieurs villes de Transylvanie où vit également une forte minorité hongroise (environ deux millions). Des tracts et des graffiti appelant à la « révolte » contre le régime et « de la viande, du pain et du lait pour nos enfants » ont été découverts dans plusieurs quartiers de Cluj. En janvier dernier, des tracts ont été distribués et envoyés à certaines ambassades à Bucarest, faisant appel à la grève générale et au renversement du régime Ceausescu. Selon des sources catholiques à Vienne confirmées par la revue semestrielle *Presse hongroise de Transylvanie*, dont des numéros arrivent de temps en temps à l'Ouest, les auteurs de ces tracts sont des dissidents roumains réunis dans le mouvement d'opposition Action démocratique roumaine à tendance chrétienne.

La Roumanie s'est enfoncée dans une crise économique qui semble sans issue à la suite d'une politique d'industrialisation forcée, d'une planification rigide de son économie, d'un népotisme et d'un culte effréné de la personnalité autour du « clan » Ceausescu, d'un effort rationnel enfin pour rembourser la dette extérieure avec des conséquences désastreuses pour le développement. Les pénuries sont chroniques dans tous



les domaines, et il ne fait pas de doute que le pays doit faire face à un nouvel hiver marqué par les privations les plus dures pour la population.

Le 11 novembre dernier, un décret du Conseil d'Etat a annoncé de nouvelles mesures pour économiser l'électricité et le gaz. La consommation des ménages ne devra pas dépasser des quotas autorisés, qui réduisent à un minimum l'éclairage et le chauffage des appartements, où, l'hiver dernier, 12 degrés seulement étaient autorisés. Les coupures d'électricité, qui peuvent attendre plusieurs heures par jour, sont devenues la règle en Roumanie et conduisent, dans les usines, à des retards de production, qui, carde vides, entraînent une réduction des rémunérations des ouvriers. En outre, la circulation des voitures privées est interdite l'hiver pour économiser l'essence. Cette situation désastreuse n'a pas changé en dépit de la proclamation de l'état d'urgence dans les centrales électriques en octobre 1985, où leur contrôle a été confié à l'armée.

#### Isolément

Politiquement, le régime du président Ceausescu est de plus en plus isolé, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, en visite en Roumanie en mai dernier, avait indirectement critiqué la politique économique des dirigeants roumains et fait de transparentes allusions au népotisme. Mais Nicolas Ceausescu n'a pas

cédé. Pour lui, les mesures de réforme entreprises en URSS, comportant notamment une certaine autonomie des entreprises et l'introduction d'éléments d'une économie de marché, sont des « pas en arrière ».

### Un dossier de « la Nouvelle Alternative »

Les informations sur la Roumanie contemporaine sont toujours rares. Raison de plus pour signaler l'excellent dossier que la *Nouvelle Alternative* a consacré dans son numéro de septembre 1987 à la Roumanie « sous Ceausescu ». De nombreux témoignages d'opposants vivant toujours en Roumanie ou de dissidents ayant réussi à se réfugier en Occident aident à dresser le portrait de cette société en proie à la misère économique et psychologique engendrée par le despotisme et la mégalomanie de Ceausescu. Plusieurs articles sont aussi consacrés au sort réservé aux minorités allemande et hongroise. La *Nouvelle Alternative* compile ce dossier par la première étude sérieuse sur « le goulot roumain ».

(\*) La *Nouvelle Alternative*, septembre 1987, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris - 60 F.

Sévèrement critiquée à l'Ouest pour les atteintes aux droits de l'homme, notamment à l'égard des minorités hongroise et allemande, par Amnesty International et par les organisations juives américaines qui luttent contre les restrictions au droit d'émigration des juifs roumains, la Roumanie s'est vue sanctionnée par les Etats-Unis en juin dernier par la suspension, pour six mois, de la clause de la nation la plus favorisée.

Les remaniements fréquents au sein du parti et du gouvernement, qui permettent au président Ceausescu de limoger des personnalités jugées coupables de situation « priori » sans issue, ont conduit à construire autour du président et de son épouse Elena, le numéro deux du régime, une sorte de « cordon sanitaire » de fonctionnaires faisant parti du « clan » soit par des liens de parenté, soit par leur dévouement sans faille à l'homme qui dirige depuis vingt et un ans avec une main de fer et des méthodes staliniennes la Roumanie. La grève populaire a culminé, dimanche dernier, dans une première émeute qui risque de ne pas être la dernière.

WALTRAUD BARYLL

Appel à une manifestation de solidarité. - Des associations d'émigrés roumains en France ont appelé à une manifestation de solidarité avec les ouvriers de Brasov, qui devait avoir lieu lundi 23 novembre à 18 h devant l'ambassade de Roumanie à Paris.

## Promenade « boulevard du kitsch »

BUCAREST  
correspondance

Boulevard du kitsch... C'est ainsi que les Bucarestois appellent le désormais fameux Boulevard de la victoire du socialisme : 1 kilomètre de long sur 100 mètres de large, bordé d'arbres et d'immeubles résidentiels, orné de jets d'eau, il traverse le centre de la ville naguère éparpillée par le tremblement de terre. Surgis des décombres des démolitions autoritaires et sans indemnisation, les bâtiments ont des allures très début de siècle, sinon un style franchement néofaïstiste dans la mesure et l'insuffisance de ses travaux pharaoniques. Ce décor est destiné à accueillir en apothéose les défilés de grandeur de l'homme providentiel à auquel le peuple doit aujourd'hui de ne plus avoir, au sens précis du terme, quoi que ce soit à se mettre sous la dent.

Dans des nuées de poussière, les gravats s'amoncellent et les habitants du quartier, évanoués par les grues géantes, les bétonneuses et la diligence contenue des ouvriers, ressemblent comme une litane les noms d'une vingtaine d'églises byzantines détruites. Spiridon-le-Vieux, Antim ou Vendred-Saint n'existent plus - il s'agit pourtant de joyaux artistiques des siècles passés qui faisaient la fierté du pays et sauvegardaient sa mémoire collective. Celle de Pierre-et-Paul, les-Saints-Apôtres, encore debout dans un panorama de ruines, est elle aussi promise à la pioche des démolisseurs. Domnita-Belasha, où se célébraient autrefois de somptueuses noces princières, est masquée presque entièrement par un gigantesque ensemble sans grâce. Le vieil hôpital de Brancovan, l'équivalent de l'Hôtel-Dieu de Paris, n'est qu'un souvenir...

D'aucuns parlent d'un goût du sobriété, d'autres d'une paranoïa. Dans la presse locale, bien sûr étroitement contrôlée, il n'est question que des « réalisations de prestige de l'économie roumaine ».

Qu'importe si les pommes de terre manquent, si les tomates

et autres légumes font défaut en pleine saison, si la viande et la volaille sont de vagues souvenirs de temps meilleurs ! « La révolution agraire a montré la puissance supérieure de l'agriculture socialiste », déclarait, début septembre, le président Ceausescu. En attendant, les gens ont faim et les queues n'en finissent pas de s'allonger devant les magasins pour tout ce qui fait l'ordinaire du panier de la ménagère. L'huile et le sucre sont toujours rationnés : 1 litre et 1,5 kilo par mois et par personne quand il y en a.

Aux questions candides des rares visiteurs, les guides ou accompagnateurs répondent que « la viande est notre dollar ». Devant un magasin, la nouvelle d'un arrivage de charcuterie se répand comme une traînée de poudre, tandis que la queue grossit à vue d'œil. Après des heures d'attente, la patience sera récompensée par une tranche de lard ou plutôt de couenne, ou encore quelques choses qui portent le nom de saucisson ou de jambon.

#### Suspicion et délation

Difficile cependant de faire croire que la Roumanie approvisionne le monde entier. Même l'eau minérale est introuvable, sauf dans certains grands restaurants de la capitale. Explication officielle : en cette époque d'économie à tout crin, il est inutile de gaspiller du carburant pour transporter des bouteilles vides aux sources d'eau et de les rapporter pleines aux consommateurs. De surcroît, ces eaux sont si extraordinaires qu'elles aussi prennent le chemin de l'exportation. Pour avoir le privilège d'en déguster quand même, il faut payer en monnaie sonnante et trébuchante, américaine de préférence. Même chose pour les vins, disparus depuis belle lurette des étagères et des rayons des magasins communs.

La Securitate étend toujours sa chape de plomb sur la population, entretenant la suspicion et la délation. Tout Roumain en contact avec des étrangers doit obligatoirement en référer aux organes de sécurité. Une Buc-

restoise qui avait reçu à dîner un couple de jeunes Polonais en transit vers la Bulgarie a été réveillée en pleine nuit par la milice venue perquisitionner à son domicile. Une famille ayant hébergé sans autorisation des amis soviétiques de passage s'est vu infliger une amende représentant quatre mois de salaire.

Le culte effréné de la personnalité de l'éminent conducteur et son épouse Elena ne stimule guère la lecture de la presse, pas plus que l'écoute de la radio ou de la télévision. Au demeurant, toujours par souci d'économie, dès 22 heures, les émissions s'achèvent sur la chaîne nationale. Dernière ressource pour les couche-tard, les deux chaînes bulgares, voire celle de Moscou, dont les propositions - rock, disco ou documentaire - ont nettement meilleure réputation que les locales.

L'extinction des feux à lieu bien plus tôt encore dans les rues, où la tombée de la nuit sanctionne la fin de toute activité : fautes d'éclairage public et de transports en commun, la capitale s'endort avec les poules. Les privilégiés qui disposent d'un véhicule particulier n'ont droit qu'à 30 litres d'essence par mois, si bien que Bucarest ne connaît guère d'embarras de circulation, si ce n'est en raison des déviations chaotiques mises en place pour les travaux de creusement du métro.

Ce que la majorité de la population redoute pourtant le plus, c'est l'hiver qui vient. Ces dernières années d'été ont été marquées par de nombreux débois. La chaleur adoucie est de 17 degrés au maximum dans les locaux d'habitation, mais il n'est pas rare qu'au petit matin il fasse 3 degrés à peine dans certaines chambres à coucher, et nombreux sont ceux qui se demandent comment ils feront bouillir l'eau de leur thé ou de la soupe quotidienne. Devant l'accumulation de tant d'obstacles, certains disent qu'ils se sentent perdus au fond d'un trou. Reste à savoir si ce trou a un fond...

ROMAIN VALENCE.

## BRAUDEL. L'HISTOIRE MODE D'EMPLOI.



Braudel enseigne l'histoire et présente les civilisations majeures de notre temps (Islam, Extrême-Orient, Afrique noire, Occident) sous l'éclairage de la longue durée : espace, société, économie et mentalités collectives. Une introduction à l'histoire du monde.

610 pages, 130 F.

LOWE LICHTENBERG FAUCHER



## Proche-Orient

La tension dans le Golfe

## Nouveaux incidents américano-iraniens

L'Irak et l'Iran ont poursuivi leurs attaques contre la navigation dans le Golfe, les samedi 21 et dimanche 22 novembre. Il y a eu de nouveaux incidents entre unités iraniennes et américaines. Téhéran a ainsi affirmé que des bateaux iraniens avaient tiré samedi sur des hélicoptères américains qui tentaient d'empêcher les iraniens de contrôler la cargaison d'un cargo grec.

Les appareils américains ont dû faire demi-tour, toujours selon Téhéran, alors que le cargo grec était arrosé et conduit dans un port iranien. Selon ses armateurs grecs, le *Jimilia* (29018 tonnes) faisait route à vide vers le Koweït quand il a essuyé les tirs de vedettes iraniennes. Un autre navire grec, le pétrolier *Andromeda*, a également été la cible, dans la nuit de samedi à dimanche, de vedettes iraniennes.

Un autre incident américano-iranien a été signalé par des sources maritimes, mais démenti par Téhéran : un hélicoptère de l'US Navy serait intervenu pour dissuader une vedette iranienne qui s'approchait à grande vitesse d'un navire de ravitaillement battant pavillon des États-Unis, le *Gulf Fleet 104*.

A la suite de ces incidents, le commandant des forces navales iraniennes a affirmé que celles-ci « poursuivront leur mission et riposteront aux agressions des États-Unis ». Il a en outre estimé que l'inspection par l'Irak des bateaux navigant dans le Golfe était « un acte légal » visant à empêcher l'acheminement d'armes vers l'Irak.

## Manifestations à Téhéran

Les deux attaques iraniennes font suite à une nouvelle série de raids iraniens contre des installations pétrolières d'Irak. Bagdad a notamment affirmé avoir touché dix-neuf navires au large des côtes iraniennes depuis onze jours et exprimé son intention d'intensifier encore ces opérations.

Dans les milieux maritimes, on estime que sept des vingt-six pétroliers acheminant le brut iranien à

partir du terminal de l'île de Kharg, dans le nord du Golfe, ont été endommagés par l'aviation irakienne.

Par ailleurs, la marine américaine a indiqué que ses dragueurs de mines, en opération depuis jeudi dans les eaux proches de l'île iranienne de Farsi, avaient repéré et neutralisé sept mines.

Sur le front, les Iraniens ont affirmé avoir repoussé quatre contre-offensives irakiennes dans la province de Suleymanieh, dans le nord-est de l'Irak, où les gardiens de la révolution avaient attaqué un corps d'armée irakien.

Bagdad a, pour sa part, démenti que des combats aient eu lieu dans cette région, mais continue à se préparer à une grande offensive irakienne au sud du front, où plusieurs centaines de soldats iraniens seraient massés.

Dans le même temps, Radio-Téhéran a fait état, dimanche, d'imposantes manifestations de combattants dans plusieurs villes d'Irak sur le thème « La guerre, la guerre, jusqu'à la victoire ».

De son côté, l'ambassadeur d'Irak dans les Émirats arabes unis, M. Mustafa Haeri, a déclaré dimanche que son pays était en possession d'un tel nombre de missiles américains antiaériens Stinger qu'il pouvait déclencher un scandale aux États-Unis bien plus nuisible au président Reagan que celui de l'Irak.

Les ministres de la défense des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupent les États arabes riverains du Golfe, ont affirmé leur volonté, à l'issue de la réunion, de renforcer leur coopération militaire face à la menace que représentent pour eux la guerre entre l'Irak et l'Iran.

En Irak, vingt-cinq Kurdes auraient été exécutés mercredi dernier par l'armée irakienne, et leurs maisons détruites, selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPKI), qui, allié de Téhéran, combat le gouvernement de Bagdad. — (AFP, Reuters.)



La protection sociale est vitale pour chacun. Elle concerne tout le monde mais reste souvent ignorée. Il fallait un lieu pour savoir, pour comprendre, pour échanger. Il fallait 10 000 m<sup>2</sup> pour donner aux institutions

de la Protection Sociale : Sécurité Sociale, Caisses de Retraite et de Prévoyance, Mutuelles, Assurances, Banques, etc., l'occasion de présenter ce qu'elles font, ce qu'elles proposent au public et aux entreprises.

**Du 16 au 19 Septembre 1988 à la Porte de Champerret**  
**SECUR PLUS: 1<sup>er</sup> Salon National de la Protection Sociale.**  
**Sans nul doute, l'événement de l'année.**



PADCO. ORGANISATEUR DE SALONS - 64, RUE DU ROCHER - 75008 PARIS - TÉL: (1) 42.93.60.25

## Asie

CAMBODGE : bravant l'hostilité de Pékin

## Le prince Sihanouk accepte de rencontrer M. Hun Sen en France le mois prochain

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Si les Chinois restent de marbre et les Thaïlandais plutôt réticents, les Vietnamiens se sont lancés dans une offensive diplomatique sous azimut. L'initiative du prince Sihanouk pour tenter de dénouer le conflit cambodgien près de neuf ans après l'intervention militaire vietnamienne commence à remuer pas mal de monde. « Les choses bougent sur le Cambodge », pour reprendre l'expression de M. Jacques Boyon, secrétaire d'État français à la défense, récemment de passage à Bangkok.

Le prince Sihanouk a accepté de rencontrer M. Hun Sen, premier ministre du Cambodge, aux alentours du 15 décembre à La Ferrière-Tardenois, à une centaine de kilomètres de Paris. En effet, le prince, qui séjourne dans la région parisienne depuis le 11 novembre, a reçu la semaine dernière un télégramme de M. Hun Sen, qui paraît avoir levé les derniers obstacles à la tenue de leurs entretiens.

Entre-temps, les Vietnamiens ont envoyé des émissaires en Indonésie et en Thaïlande. Hanoi tente de resserrer sa coopération avec Djakarta et de renouer le dialogue avec Bangkok. M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre et membre du bureau politique du PC vietnamien, a été reçu, le dimanche 22 novembre, à Bangkok, après un séjour d'une semaine en Indonésie, où il avait eu des entretiens avec le président Suharto. Le diplomate vietnamien chargé du dossier cambodgien, M. Nguyen Dy Nien, a fait le chemin inverse : il se trouve actuellement à Bali, pour quarante-huit heures de discussions avec M. Mokhtar Kusumasatmadja, ministre indonésien des affaires étrangères, qui avait été reçu, le 9 novembre, par M. Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay.

Antérieurement, M. Nguyen Dy Nien s'était rendu à Bangkok pour tenter d'organiser une rencontre entre M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères, et son homologue thaïlandais, le maréchal Sithi Sawetelli.

## « Un problème intérieur »

Pendant plusieurs semaines, les Chinois ont tenté de décourager le prince Sihanouk de rencontrer M. Hun Sen. Ils lui ont même demandé de reporter cette rencontre après le sommet, prévu à Manille fin décembre, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, Brunei, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Le prince n'a pas cédé, estimant sans doute qu'un tel report risquait de réduire à néant son projet. Depuis, les Chinois s'en tiennent à un propos neutre : ils « respectent » le prince Sihanouk et, ainsi que l'a dit leur président, M. Li Xianmin, lors de son séjour à Paris, ils sont favorables à un Cambodge neutre, « véritablement » dirigé par le prince, une fois les troupes vietnamiennes retirées de ce pays.

Les Thaïlandais, qui jouent également un rôle crucial dans le soutien à la résistance cambodgienne, ont une attitude quelque peu différente. Eux aussi veulent obtenir un retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge ; mais, par tempérament et parce qu'ils n'ont pas les moyens de pression des Chinois, ils se montrent plus accommodants. Le général Chavavatt, commandant en chef de l'armée de terre et qui passe pour

avoir les meilleures chances de succéder à l'actuel premier ministre, le général Pram Tinsulanonda, a récemment jeté un pavé dans la mare en déclarant que « le conflit cambodgien est une « guerre civile », un problème intérieur d'un pays communiste ».

Tout en refusant d'engager une polémique avec le patron de l'armée, dans un royaume où les militaires sont très puissants, le ministre thaïlandais des affaires étrangères a fait savoir son désaccord avec cette analyse. Il reste que le débat est ouvert ici et que Bangkok s'inquiète déjà des éventuelles conséquences d'une négociation que les Thaïlandais n'ont ni initiée ni souhaitée. Bangkok a déjà proposé au prince Sihanouk de venir résider en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais a également suggéré que les deux factions non communistes de la résistance soient placées sous le commandement unique du prince Ranariddh, le fils de Sihanouk, qui commande l'Armée nationale sihanoukiste. Il s'est cependant heurté à un refus poli, le prince Sihanouk entendant, apparemment, conserver une marge de manœuvre.

## « Retrait » ou « rotation » ?

L'hostilité de Pékin à l'égard des initiatives du prince Sihanouk s'explique facilement. Ou bien la Chine estime que le Vietnam a été assez « puni » par le prix de son intervention militaire au Cambodge et, dans ce cas, elle pourrait être favorable à une négociation d'un retrait militaire vietnamien, ou bien elle n'a aucune raison de se féliciter d'un projet qui ne va pas du tout dans le sens souhaité par Pékin.

En effet, les grands perdants dans cette affaire ne peuvent être que les Khmers rouges, que Pékin a appuyés quand ils étaient au pouvoir à Phnom-Penh et que le Chine arme, aujourd'hui, pour contrebalancer les desseins indochinois prêts à Hanoi.

Car le schéma envisagé en ce moment prévoit l'intervention d'un règlement politique avant un retrait militaire vietnamien. Ce qui revient à demander aux Vietnamiens, dans l'attente de la mise en place soit de « casques bleus », soit d'une commission internationale de contrôle, de faire contrepoids aux Khmers rouges pendant une difficile phase de transition. En d'autres termes, en cas de succès de la négociation, le prince Sihanouk pourrait regagner le Cambodge avant que les troupes vietnamiennes n'aient été retirées. Une telle éventualité a de quoi faire blêmir M. Deng Xiaoping, qui fut l'un des plus durs à l'égard des Vietnamiens lorsque ces derniers envahirent le Cambodge en décembre 1978.

Bien entendu, on n'en est pas encore là. Sur le terrain, en dépit des armes légères modernes que leur ont encore fournies récemment les Chinois, les Khmers rouges ne se sont pas montrés particulièrement agressifs, sauf peut-être aux alentours de la chaîne des Cardamomes, l'un de leurs repaires traditionnels. Quant aux Vietnamiens, ils vont procéder cette semaine à un « retrait » de troupes, plus important que les années précédentes, mais que les experts occidentaux assimilent encore à une « rotation ». Ensuite, si tout se passe comme prévu, une petite localité de la région parisienne deviendra pour un temps la « capitale du Cambodge ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## INDE

## M. Gandhi a remporté au Nagaland son premier succès électoral depuis trois ans

NEW-DELHI

de notre correspondant

La victoire remportée par le parti du Congrès Indira lors des élections locales du Nagaland constitue une divine surprise pour le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Le scrutin du 18 novembre a accordé une courte majorité (treize et un sièges sur soixante) au parti gouvernemental, et les sept candi-

dates indépendants ont déjà annoncé qu'ils lui apporteraient leur soutien. Ce relatif succès arrive à temps pour tenter d'enrayer la perte de crédibilité du Congrès (I) et de son chef.

Depuis son élection en décembre 1984, M. Gandhi a perdu toutes les consultations régionales (sauf celle du Cachemire remportée grâce à une alliance avec un parti régionaliste), et l'image de marque du « jeune et brillant » premier mini-

stre s'est considérablement ternie à la suite de scandales financiers le mettant directement en cause. Son parti a du mal à colmater les brèches de la dissidence inspirée par M. B. P. Singh. Avec l'aide de la machine électorale — encore puissante — du Congrès (I), M. Gandhi va donc exploiter au maximum cette victoire pour resserrer les rangs dans son parti et redresser sa cote de popularité.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'élection du Nagaland amoindrissent cependant la portée de ce résultat. En qualifiant celui-ci de « victoire du pouvoir de l'argent », le chef du principal parti d'opposition du Nagaland, M. Vamun, dont la formation, le Parti national démocratique Naga (NNDP), a remporté dix-huit sièges, a résumé le sentiment des observateurs qui ont suivi la campagne : le Nagaland, État situé dans l'extrême-est de l'Union indienne et frontalier avec la Birmanie, est le premier bénéficiaire de l'argent du gouvernement central après le Sikkim.

Depuis deux mois les subventions et les promesses se sont multipliées, et les Nagas avaient bien des raisons, en dépit de leur hostilité traditionnelle au pouvoir central, de se laisser tenter par des arguments aussi alléchants. Le premier ministre a effectué trois voyages en l'espace de trois mois, officiellement pour se rendre compte des effets de la sécheresse dans un État qui n'en a absolument pas souffert. Une de ces tournées fut même annulée en raison de pluies torrentielles.

Enfin, les révisions successives des listes électorales n'étaient pas de nature à renforcer le caractère « démocratique » de cette consultation.

LAURENT ZECCHINI.

## SRI-LANKA

## New-Delhi rejette les conditions posées par les séparatistes tamouls pour une prolongation du cessez-le-feu

De notre correspondant

en Asie du Sud

Le cessez-le-feu de quarante-huit heures entre les Tigres tamouls et l'armée indienne, qui devait s'achever lundi matin 23 novembre, n'aura-t-il servi à rien ? New-Delhi officiellement « regrette », dimanche, que le mouvement LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) n'ait pas répondu positivement à ce qui aurait pu être l'amorce d'un processus de paix.

Un porte-parole de New-Delhi a précisé que les conditions posées par les militants tamouls pour déposer leurs armes étaient « inacceptables ». Les Tigres demandaient une cessation de soixante-douze heures de la trêve et le retour de l'armée indienne sur les positions qu'elle occupait avant l'offensive de Jaffna. Ces conditions font suite à la publication d'un document de huit pages émanant du chef des Tigres, M. Velupillai Prabhakaran, dans lequel celui-ci justifiait son action, et faisait part de sa « profonde affection » pour le peuple indien, pour son armée. M. Prabhakaran expliquait que son organisation avait accepté de relâcher les dix-huit soldats indiens qu'il détenait en otages

depuis un mois au nom de « principes humanitaires ».

Cette libération était en fait l'un des termes d'un accord officieux entre les Tigres et l'armée indienne, le second étant le cessez-le-feu. New-Delhi est d'autant plus fondé à considérer avec scepticisme les bonnes intentions affichées par le chef des Tigres que ce cessez-le-feu n'a pas été respecté.

Les récentes initiatives épistolaires de M. Prabhakaran montrent que les Tigres, confrontés à une hostilité croissante de la population civile de Jaffna, cherchent un moyen « honorable » de mettre fin à un conflit qui a clairement leurs rangs, tout en ne reniant rien sur le fond. Ils paraissent cependant se rendre compte de l'aspect paradoxal d'une telle position, ce qui explique que, dans le même temps, ils tentent de rassembler leurs forces pour poursuivre les affrontements. On apprendrait enfin, à New-Delhi, que les pertes subies par l'armée indienne depuis le début de l'offensive sont largement supérieures aux chiffres officiels. Selon des sources du ministère de la défense, citées par le *Times of India*, près de cinq cents soldats auraient été tués au cours des combats (deux cent quarante officiellement).

L. Z.

(Publicité)  
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE **CHINOIS**  
EN CHINE  
dans une grande université  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES  
A partir de février 88, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris.  
CEPES, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

Khiary S.T. WASSINI  
**TLEMEN :**  
lettre d'outre-tombe  
de l'ALN à l'ANP  
Tribune  
100 pages - 50 F  
chez votre libraire ou  
«Chemin Verts» BP 1080  
59011 Lille  
Envoi contre 60 F franco.

مكتبة الأمل



## A travers le monde

### Colombie

**Le trafiquant de drogue Luis Ochoa a été arrêté**

Bogotá. — Le Colombien Jorge Luis Ochoa Vasquez, l'un des gros bonnets du trafic de cocaïne et l'un des hommes les plus riches du monde, a été arrêté samedi 21 novembre lors d'un contrôle de routine effectué par une patrouille de la police de la route, près de Cali, dans le sud-est du pays. Il a été transféré dimanche, par avion, dans la capitale colombienne dont l'aéroport a été pour l'occasion encerclé par un important dispositif militaire et policier. Luis Ochoa, qui est réclamé par la justice américaine, fait partie de la direction du « cartel de Medellín » (du nom d'une ville du centre du pays) qui contrôle, selon Washington, 80 % des importations de cocaïne aux États-Unis.

Agé de trente-huit ans, le trafiquant avait déjà été arrêté en novembre 1985 à Madrid et extradité le 14 juillet 1986 vers son pays. Il avait été jugé un mois plus tard sous l'accusation de... contrebande de stupéfiants. Condamné à vingt mois de détention, il avait été remis en liberté sous caution, en dépit d'une demande d'extradition des États-Unis. Il avait « disparu » depuis. Dans son classement des personnes les plus riches au monde, le magazine américain *Forbes* l'avait fait figurer à la quatorzième position, devant les Rockefeller, avec une fortune estimée à 3 milliards de dollars.

La sort de cet encombrant prisonnier est examinée actuellement par le ministre de la Justice, M. Enrique Low Murta, et par le procureur général de la nation, M. Carlos Mauro Hoyos. Il y a neuf mois un autre dirigeant de ce même cartel, Carlos Lech, avait été extradité vers les États-Unis en un temps record (moins de cinq heures) et son procès se déroule en ce moment à Jacksonville en Floride. Mais la Cour suprême a annulé depuis le traité bilatéral d'extradition qui datait de 1978. — (AFP, Reuters.)

### Egypte

**Quinze personnes inculpées pour intelligence avec la Libye**

Quinze personnes accusées d'intelligence avec la Libye, passibles de lourdes peines de prison et des travaux forcés à perpétuité, ont été défilées, le dimanche 22 novembre, devant la Cour de sûreté de l'État. Les prévenus, dont huit sont en fuite, sont accusés d'avoir contacté des responsables libyens dans le but de perpétrer des actes de sabotage en Egypte, et notamment d'avoir tenté de commettre des attentats à l'explosif contre des banques ainsi que des compagnies d'aviation occidentales.

Selon l'acte d'accusation publié par la presse du Caire, ils préparaient également un attentat contre l'ambassadeur d'Israël en Egypte et contre des touristes israéliens. Deux des inculpés auraient en outre créé une organisation paramilitaire dans le but de renverser le régime. Cette organisation aurait entamé ses activités en 1983 et a été démantelée en mai dernier.

### Espagne

**La police disperse une manifestation franquiste**

De vifs incidents ont éclaté, le dimanche 22 novembre, dans le centre de Madrid, lors d'une manifestation qui a réuni plusieurs milliers de personnes, de quatre mille à huit mille selon des journalistes présents, à l'occasion du douzième anniversaire de la mort du général Franco.

Les policiers ont chargé à plusieurs reprises pour disperser des groupes de jeunes gens armés de pierres et de divers projectiles. On ne signale cependant aucun blessé grave.

Comme les années précédentes, le gouvernement avait interdit à l'extrême droite de manifester sur la Castellana, la grande artère qui traverse Madrid. Des manifestants ont attribué les incidents à cette interdiction, qualifiée de « provocation », ainsi qu'à l'importance du dispositif de sécurité mis en place par la police.

Les manifestants étaient sensiblement moins nombreux que les autres années. Souvent très jeunes, ils scandaient des slogans tels que « Franco, Franco », « Viva España », et contre le gouvernement et le monarque. Une délégation française, portant croix celtique et criant « Espagne-France, solidarité » était présente.

D'anciens ministres du franquisme et le fils du général Franco, Carmen Franco Polo, ont participé à la manifestation, ainsi que le chef du Front national espagnol, M. Blas Pinar, qui a lancé un appel à « l'action organisée » face à la situation actuelle du pays. — (AFP.)

### Hongrie

**Rencontre entre dissidents de l'Est et intellectuels de l'Ouest**

Des dissidents d'Europe de l'Est, des écologistes des deux parties de l'Europe, ainsi que des pacifistes et quelques communistes se sont rencontrés, dimanche 22 novembre, en Hongrie, malgré l'hostilité des autorités. Finalement tolérés, ce colloque, sans précédent selon ses organisateurs, a pu avoir lieu dans une école du centre de Budapest. Environ cent cinquante personnes venues de Hongrie bien sûr, mais aussi de Tchécoslovaquie, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de seize pays d'Europe de l'Ouest et des États-Unis ont participé aux débats.

Une déclaration appelant à la création d'un mouvement démocratique pan-européen ainsi qu'à la démocratisation effective du continent a été signée par la majorité des participants. Ont refusé de parapher le document des membres des Jeunesses communistes hongroises et du Conseil de la paix de ce pays, qui est une émanation du régime. Parmi les autres sujets abordés figuraient le statut des objecteurs de conscience et le rôle de Mikhaïl Gorbatchev en Europe.

L'écrivain hongrois Mihály Vajda a estimé que les intellectuels des pays de l'Est étaient plus sceptiques que les gens de gauche à l'Ouest sur les réformes entreprises par M. Gorbatchev. Cornelius Castoriadis, sociolo-

gue vivant à Paris, a déclaré n'apercevoir aucune possibilité de changement en Union soviétique, où, selon lui, l'introduction des mécanismes de l'économie de marché va entraîner une pression sociale intolérable. — (AP, Reuters.)

### Maroc

**Grève de la faim de détenus islamistes**

Trente-quatre détenus islamistes poursuivent depuis près d'un mois une grève de la faim illimitée au Maroc, a affirmé, le samedi 21 novembre, à Paris, l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc.

Selon un communiqué de cette association, les grévistes ont entamé leur mouvement le 27 octobre.

Incarcérés à la prison civile de Safi, ils ont dénoncé, dans un message, le 10 novembre, leurs « conditions inhumaines » de détention. Ils ont réclamé la cessation des « pratiques répressives » dont ils sont victimes, l'amélioration du régime alimentaire, un suivi médical et le droit à l'information et à la poursuite des études.

Plusieurs grévistes — notamment MM. Boutahar Abdel Ghani, Mazi Abdellah, Rabi Mustaf, Hansali Mohamed, Masbah, Rifa et Zidi — seraient, selon l'Association, dans un « état très grave ».

### Bangladesh

**Poursuite de la grève générale**

La grève générale décrétée pour quarante-huit heures par les partis d'opposition a été reconduite pour douze heures (six heures lundi matin 23 novembre et autant mardi matin). L'opposition paraît plus déterminée que jamais à poursuivre un mouvement qui vise à obtenir la démission du président Ershad. Cette décision intervient alors que ce dernier a, pour

la première fois, publiquement évoqué la possibilité d'élections anticipées et appelé l'opposition au « dialogue ».

Dimanche, les affrontements entre partisans et adversaires du président, puis l'intervention de la police, ont fait des dizaines de blessés à Dacca. Plusieurs d'entre eux — dont des policiers — ont été atteints par des grenades de fabrication artisanale. Les forces de l'ordre ont procédé à une quarantaine d'arrestations. Parmi les personnes arrêtées se trouve un journaliste local, M. Ataus Samad, travaillant pour le BBC et le quotidien américain *Christian Science Monitor*. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

VOTRE MERCEDES MERITE CE QU'IL Y A DE MIEUX.



Un accueil de 7 H 00 à 19 H 30, un dépannage 24 heures sur 24 dans un rayon de 50 km autour de Paris, une adresse prestigieuse, la seule succursale de Mercedes-Benz à Paris.

**LONGCHAMP**  
Succursale Mercedes-Benz.

MERCEDES-BENZ FRANCE. Succursale de LONGCHAMP. 80 rue de Longchamp 75116 PARIS : 45.05.13.80.

**Nous Aimons Voler Et Cela Se Voit.**



**Avec Plus De 3 700 Vols Quotidiens Dans Le Monde.**

Quand les gens aiment leur métier, ils le montrent.

A travers leur sourire, leurs mains qui se tendent pour vous aider et le plaisir de vous

satisfaire, vous vous sentirez à chaque instant le bienvenu.

En choisissant Delta pour vous rendre de Paris

aux États-Unis, vous êtes certains de voyager avec la meilleure des compagnies.

C'est ainsi que nos 48.000 employés ont valu à Delta les plus hauts indices de

satisfaction passagers jusqu'ici inégalés par aucune autre compagnie aérienne.

Delta et le réseau Delta Connection desservent plus de 230 villes dans le monde. Renseignez-vous sur nos tarifs préférentiels pour les États-Unis auprès de votre agent de voyages ou chez Delta.

Nous aimons notre métier et nous voudrions vous faire partager notre enthousiasme.

Pour tout renseignement, appelez Delta Air Lines (1) 43 35 40 80. Bureau de vente: Delta Air Lines, 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

**DELTA**

Nous Aimons Voler Et Cela Se Voit.

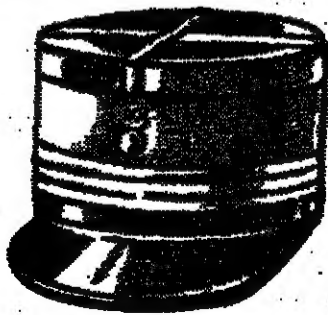


©1987 Delta Air Lines, Inc.

**La stratégie n'a pas de secret pour moi...**

**PRÉFON-RETRAITE:** Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance:

- Votre conjoint, même non fonctionnaire, peut cotiser comme vous.
- Toutes vos cotisations annuelles et de rachat ainsi que celles de votre conjoint sont intégralement déductibles de votre revenu.
- Une bonification de points est prévue pour les moins de 30 ans.
- La réversion est possible.
- La revalorisation annuelle du point est très intéressante: 8,24 % en moyenne sur les 5 dernières années.



...PRÉFON a calculé mon plan-retraite.

**PRÉFON**

**LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES**  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél.: 42.27.51.84



## Amériques

L'évolution de la situation en Amérique centrale

- Nicaragua : libération de prisonniers politiques
- Salvador : retour de dirigeants de l'opposition

L'Amérique centrale a connu un week-end paradoxal, marqué par la libération, dimanche 22 novembre, de près d'un millier de prisonniers politiques au Nicaragua, mais aussi par la recrudescence des combats dans l'ensemble du pays. Au même moment, au Salvador, un des principaux dirigeants de l'opposition liée à la guérilla, M. Ruben Zamora, restituait triomphalement dans son pays après plus de six ans d'exil.

MANAGUA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Comme il l'avait annoncé à plusieurs reprises depuis septembre, M. Zamora a décidé de prendre le risque de retourner chez lui pour

participer directement au débat politique en vue des élections législatives de 1988. Le vice-président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), bras politique du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN), la guérilla salvadorienne, avait quitté précipitamment le Salvador en 1981 à la suite de l'assassinat de son frère par les « escadrons de la mort ». Il vivait depuis en exil au Nicaragua.

A son arrivée à l'aéroport de San Salvador en provenance de Mexico, M. Zamora a été accueilli par une foule importante composée surtout de militants de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), principale fédération syndicale du pays) et de membres de son parti, le Mouvement populaire social-chrétien (MPSC, gauche). « Nous voulons discuter, a-t-il dit, avec les différentes organisations politiques et sociales en vue d'établir un

consensus national et trouver une solution politique au Salvador ».

M. Zamora a ensuite embrassé le drapeau salvadorien, un geste symbolique qui constitue une réponse cinglante au président Duarte, qui avait récemment embrassé le drapeau des Etats-Unis lors d'une visite à Washington. « C'est celui-ci le vrai drapeau de notre patrie », s'est exclamé M. Zamora.

Trois autres dirigeants du FDR, dont son président, M. Guillermo Ungo, étaient attendus lundi à San Salvador. Comme M. Zamora, ils sont accompagnés par une délégation de parlementaires étrangers et des représentants de l'Internationale socialiste. La présence de personnalités étrangères constitue une garantie symbolique pour les quatre dirigeants de gauche, qui sont toujours sur la « liste noire » des « escadrons de la mort ».

Avant de rentrer dans son pays, M. Zamora avait déclaré qu'il était conscient des risques qu'il prenait à un moment où l'on constate un retour des « escadrons de la mort », liés à certains secteurs de l'armée et à des groupes d'extrême droite opposés à la démocratisation de la société salvadorienne. Il estime cependant qu'il existe actuellement une ouverture dont l'opposition doit profiter, à la suite de la signature du plan de paix par cinq pays d'Amérique centrale, le 7 août, à Guatemala.

## Débat houleux à l'Assemblée nationale

Les dirigeants du FDR pourraient aussi avoir quelques problèmes avec leurs alliés du FMLN. Au cours des derniers mois, on a pu constater des divergences entre les deux organisations, qui semblent s'opposer de plus en plus sur la stratégie à suivre. L'affaiblissement de la guérilla sur le terrain, malgré quelques opérations spectaculaires, a convaincu le FDR qu'il était temps de chercher une solution politique, sans pour autant rompre avec le FMLN. Du moins pour l'instant.

Au même moment, au Nicaragua, les autorités sandinistes ont fait un pas de plus dans l'application du plan de paix en libérant 985 prisonniers politiques. Cette décision a été précédée d'un débat houleux à l'Assemblée nationale, où le Front sandiniste dispose de la majorité absolue.

Se faisant les porte-parole des mères des victimes de la guerre, les députés sandinistes ont réussi à limiter le nombre de libérations, malgré les demandes répétées de l'opposition de décréter une amnistie générale, conformément aux engagements pris par le Nicaragua lors de la signature du plan de paix. Un titre du quotidien *la Prensa* révèle à lui seul la déception de beaucoup de Nicaraguayens : « 900 libérés, reste 9000 ».

Le président de la commission permanente des droits de l'homme (indépendante), M. Lino Hernandez, a dénoncé l'attitude du gouvernement, qui, nous a-t-il déclaré, « cherche, une fois de plus, avec cette fausse amnistie, à tromper les nefs en Europe et aux Etats-Unis ». M. Hernandez estime que le gouvernement ne veut pas déclarer une amnistie générale pour deux raisons : « Pourqu岸, en effet, libérer dix mille personnes qui travaillent gratuitement pour l'Etat ? » « Et surtout, ajoute-t-il, les sandinistes craignent qu'un certain nombre de prisonniers, une fois libérés, se joignent à la Contra si jamais le plan de paix échouait ».

Un peu plus de 20 % des détenus libérés faisaient partie de la garde nationale de Somoza, dont la dictature a été renversée en 1979 (il reste encore près de 2500 ex-gardes nationaux dans les prisons). Les autres avaient été condamnés à de lourdes peines de prison par des tribunaux d'exception où la défense n'a pratiquement aucun droit. Une simple dénonciation suffit pour envoyer en prison pour plusieurs années un paysan (90 % des prisonniers politiques sont des paysans) soupçonné de collaborer avec la guérilla antisandiniste, la Contra.

Chapeau de paille sur la tête et petit baluchon sur le dos, ces paysans sont repartis vers leurs villages, où ils vont être confrontés de nouveau à la guerre. En fait, la situation s'est nettement aggravée dans la plupart des régions dont ils sont originaires, comme l'a reconnu samedi le ministre de la Défense, M. Humberto Ortega. « Il reste une quantité importante de contras », a-t-il déclaré à une radio locale. Il a évalué leur nombre à 6000, beaucoup plus que les évaluations officielles antérieures : « Il ne faut pas cacher au peuple la réalité et la gravité de la guerre pour éviter de le démobiliser ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

● PARAGUAY : le général Stroessner désigné comme candidat à la présidence. — Le général Alfredo Stroessner, qui dirige le Paraguay depuis plus de trente-trois ans, a été désigné, le samedi 21 novembre, par le parti Colorado au pouvoir, comme candidat à l'élection présidentielle du 14 février prochain (ce sera son huitième mandat consécutif). « J'accepte ma candidature avec honneur, car mon devoir est de m'incliner devant la volonté suprême du peuple », a déclaré le chef de l'Etat, qui est âgé de soixante-quinze ans. La plupart des partis d'opposition ne sont pas engagés à boycotter la scrutin, au sein duquel le gouvernement n'avait fourni aucune garantie sur l'équité de cette élection. — (AFP, Reuters.)

## Afrique

ALGERIE

## Le président Chadli a reçu le ministre marocain des affaires étrangères

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a quitté Alger, dimanche 22 novembre, au terme d'une visite de vingt-quatre heures en Algérie, au cours de laquelle il avait remis un message du roi Hassan II au président Chadli. Il s'est également entretenu avec son homologue, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, des efforts nécessaires pour « accélérer le processus d'édification unitaire du Grand Maghreb et lever les obstacles, en particulier le conflit au Sahara occidental qui oppose le Maroc au Front Polisario », indique l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS).

La volonté de l'Algérie et du Maroc de dialoguer malgré la persistance de la guerre au Sahara occidental ne s'est pas démentie depuis le sommet tripartite d'Alger-Lomé, où le président Chadli avait rencontré, en mai, le roi Hassan II en présence du souverain d'Arabie saoudite, indiquant notre correspondant à Alger, Frédéric Fritschier. Les ministres des affaires étrangères se sont rencontrés une demi-douzaine de fois, notamment à la mi-juillet, lorsque M. Ibrahimi fut reçu par le roi Hassan II à Casablanca. Cependant, ces discussions n'ont, pour l'instant, débouché sur rien de concret. Les relations diplomatiques, rompues depuis 1976, ne sont pas rétablies et les commissions techniques, qui devaient étudier la possibilité de sortir de vieux projets de coopération de leurs carènes, n'ont pas non plus abouti.

## Mission de l'ONU à El Ayoune

La visite de M. Filali à Alger coïncide avec l'arrivée de la commission technique de l'ONU chargée d'étudier les modalités d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, à El Ayoune (*Le Monde* du 21 novembre).

## ETHIOPIE : victimes de la sécheresse

## Des dizaines de milliers de paysans ont quitté leurs villages en quête de vivres

De nombreux paysans éthiopiens de la province septentrionale de Wollo, touchée par la sécheresse, quittent actuellement leurs villages pour aller à la recherche de vivres. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux auraient convergé vers la ville d'Inbat, dans la province voisine de Gondar, où les autorités éthiopiennes avaient établi un grand camp de ravitaillement lors de la famine de 1984-1985.

Selon certaines informations, entre sept mille et dix mille autres personnes se sont rassemblées aux abords de la ville de Karama, dans le nord de la province de Wollo, où les autorités refusent de les laisser s'établir. Ces milliers de paysans sont les premiers, sur un total de cinq millions deux cent mille personnes susceptibles d'être touchées, selon le gouvernement, qui risquent de dépendre totalement de l'aide alimentaire en 1988, en raison de la sécheresse qui sévit dans le nord et l'est du pays.

Le gouvernement éthiopien et les Nations unies comptent empêcher les gens de quitter leurs villages, en les obligeant une nouvelle fois à établir des centres de ravitaillement comme ceux où des dizaines de milliers de personnes étaient mortes de maladie, en 1985. Des milliers de

milliers de civils ont entrepris de quitter leurs villages pour se rendre à Addis-Abeba, capitale de l'Erythrée, au nord du Wollo et du Tigre, mais ne peuvent pas s'acheminer vers le sud en raison du manque de camions, et parce que le gouvernement ne peut pas garantir la totale sécurité de ces convois face aux attaques des rebelles en guerre civile avec le régime.

Pour attirer l'attention sur les maux de cette nouvelle crise alimentaire, le chanteur irlandais Bob Geldof, organisateur du concert Band Aid qui avait permis de réunir plus de 50 millions de dollars en 1984 pour les victimes de la famine, va retourner dans ce pays la semaine prochaine, a rapporté dimanche 22 novembre l'hebdomadaire britannique *Observer*.

D'autre part, les rebelles de l'Armée révolutionnaire populaire éthiopienne (ARPE) ont annoncé dimanche 22 novembre avoir capturé deux techniciens italiens travaillant à la construction d'une route dans la province occidentale de Oromia. L'ARPE, qui lutte contre le gouvernement d'Addis-Abeba depuis le début des années 70, avait déjà enlevé deux Italiens travaillant pour le même projet en décembre dernier, pour les libérer deux mois plus tard. — (Reuters.)

TUNISIE

## Les députés ont réglementé la durée de la garde à vue

La Chambre des députés a adopté, samedi 21 novembre, un projet de loi réglementant notamment la durée de la garde à vue et de la détention préventive, pour la première fois en Tunisie, deux semaines après l'accession à la présidence de M. Zine El Abidine Ben Ali.

La durée de la garde à vue est désormais fixée à quatre jours. Sur autorisation écrite du procureur général de la République, elle peut être prolongée de quatre autres jours et, « en cas d'extrême nécessité », de deux jours de plus. La durée de la détention préventive est fixée à six mois renouvelable pour six autres mois en cas de délit, pour une période plus longue dans le cas de crimes.

D'autre part, le président Ben Ali a décidé de surseoir, « au nom de la rigueur », à la construction d'un monument à la gloire du Combattant suprême, a rapporté, samedi, le quotidien *la Presse* (gouvernement). Toujours « au nom de la conscience qui prévaut actuellement au ministère du plan — plus de rigueur au niveau du choix des projets », a également été différée la construction d'une nouvelle piste à l'aéroport

de Monastir, ville natale de M. Bourguiba, « en attendant la conclusion des études quant à sa rentabilité économique ». Le chef de l'Etat a aussi demandé un réexamen du tracé des lignes du métro léger de Tunis qui « a longtemps été l'objet d'un enjeu politique pas toujours clair », précise le journal.

## Vers une normalisation avec Tripoli

Enfin, le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Mahmoud Mestiri, a été reçu samedi, à Tripoli, par le colonel Kadhafi, auquel il a remis un message du président Ben Ali. Le lendemain, le chef de la révolution libyenne, s'exprimant devant le Congrès populaire (Parlement), a affirmé qu'il était prêt à « dialoguer pour tous les moyens » le voisin du nord.

Pour sa part, M. Mestiri a déclaré, dans une interview publiée lundi par l'hebdomadaire *Al Sahab*, que la Tunisie pourrait rétablir les relations diplomatiques avec la Libye « avant 1988 ». — (AFP, Reuters.)

## ÉTATS-UNIS : détenus cubains en colère

## Révolte des « marielitos » menacés de rapatriement

Oakdale. — Un millier de réfugiés cubains incarcérés dans un centre pour immigrants illégaux, à Oakdale en Louisiane, se sont mutinés samedi 21 novembre. Après avoir incendié quatre bâtiments du pénitencier, qui s'étend sur une vingtaine d'hectares, les détenus ont pris en otage plus de vingt-cinq employés. Vingt-trois personnes ont été blessées, selon le dernier bilan fourni par les autorités américaines. L'électricité a été coupée et une zone de sécurité a été imposée dans un rayon de près de 2 kilomètres autour du centre, encerclé dimanche par plusieurs centaines de policiers, alors que des hélicoptères surveillaient la prison. Les autorités pénitentiaires et des agents du FBI, la sûreté fédérale, poursuivent les négociations avec les détenus.

Un porte-parole de la police d'Oakdale, M. Herman Perkins, a expliqué que les détenus s'étaient emparés samedi en début de soirée des grenades lacrymogènes et des matraques de leurs gardiens.

Un médecin a affirmé avoir entendu des coups de feu dans la prison, mais aucun des blessés n'a été atteint par balles. Les gardiens du centre ne sont en effet pas habituellement équipés d'armes à feu. Un membre du Congrès, M. Clyde Holloway, et trois journalistes ont été conduits séparément dans la prison à la demande de mutins qui veulent exprimer leurs revendications par voie de presse.

Cette révolte des « marielitos », qui sont arrivés aux Etats-Unis en provenance du port cubain de Mariel, intervient après l'annonce, vendredi, d'un accord américano-cubain prévoyant leur rapatriement sur La Havane, en échange de visas pour les candidats à l'émigration (le *Monde* daté 22-23 novembre). Ces réfugiés, ainsi que mille cinq cents autres incarcérés en majorité à Atlanta, en Géorgie, sont en effet jugés « indésirables » par les autorités américaines, qui considèrent qu'il s'agit de malades mentaux ou de criminels.

Les mutins ont indiqué qu'ils ne mépriseraient leurs otages que si un responsable du gouvernement américain venait discuter de ce rapatriement dont ils ne veulent pas. Le porte-parole des services d'immigration et de naturalisation, dont dépendent les centres, a cependant précisé, dimanche, que les Cubains avaient commencé à libérer des employés et que les autorités espéraient voir cette affaire prendre fin sans violence supplémentaire. « Trois ou quatre personnes au moins ont déjà été remises en liberté par les mutins », a déclaré M. Mariel Ortiz, « nous considérons qu'il s'agit d'un signe positif ».

Dans un autre centre de détention, à Laredo, au Texas, quatorze des dix-sept réfugiés qui avaient réussi à s'échapper dimanche du pénitencier, en rampant le long d'une bouche d'aération, ont été rattrapés l'après-midi même par la police américaine. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

**43 FOIS  
PAR SEMAINE,  
LE PLUS COURT  
CHEMIN  
VERS L'AFRIQUE  
PASSE PAR UTA.**

UTA dessert 21 villes africaines et effectue 43 liaisons par semaine entre la France et l'Afrique, dont 22 vols directs. En DC10 ou 747 Big Boss, retrouvez le service 3 classes UTA : Première de Luxe, Galaxy, Economique.

**UTA**

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

La majorité  
des conseillers

de  
la  
révolution  
libyenne  
s'exprimant  
devant le  
Congrès  
populaire  
(Parlement)

de

de



A l'Assemblée nationale

La majorité et l'opposition ont les mêmes inquiétudes sur les conséquences de la privatisation du Crédit agricole

La vente par l'Etat de la Caisse nationale du Crédit agricole aux caisses régionales va-t-elle vraiment profiter aux agriculteurs ? La majorité, en adoptant en première lecture à l'Assemblée nationale, le samedi 21 novembre, le projet de loi de M. François Guillaume, par 325 voix (RPR, UDF, FN) contre 248 (PS, PCF), a, certes, répondu positivement. Pourtant, le mot même qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas mis beaucoup de cœur à l'ouvrage. L'absence des députés RPR, de ces élus qui affirment que le mouvement de M. Jacques Chirac est le meilleur défenseur de l'agriculture, était frappant puisque l'Assemblée nationale allait discuter de la privatisation d'un texte qui est censé leur donner satisfaction.

Le laboureur de leur circonscription en est-il la seule explication ? Est-ce parce que le ministre de l'Agriculture n'a pas su se créer beaucoup de sympathie à l'intérieur du groupe parlementaire de son parti ? Est-ce aussi parce que la plupart d'entre eux sont loin de partager l'enthousiasme de M. Guillaume pour ce projet ? Car la discussion des articles a montré que les inquiétudes sur les conséquences de cette privatisation restaient vives. Les propos tenus par le premier ministre — en contradiction avec les assurances données au Palais-Bourbon par son ministre de l'Agriculture — sur la destination des recettes que la privatisation allait procurer à l'Etat ne sont pas de nature à tranquilliser les députés.

L'agriculture restera un secteur semi-public. Ce constat, de M. Michel Colombet (RPR, Ille-et-Vilaine) amène à se demander s'il est prudent que l'Etat se prive ainsi du contrôle de cet instrument financier exceptionnel qu'est le Crédit agricole. La gauche, au contraire, répond négativement, la droite positivement. Une partie de la majorité aurait aimé, toutefois, que l'Etat conserve un établissement public lui permettant d'intervenir financièrement. Ainsi, M. Colinat avait proposé qu'il ne vende pas le Fonds commun de garantie auquel doivent adhérer toutes les caisses régionales du Crédit agricole.

Les arguments techniques avancés par M. Guillaume ont convaincu l'ancien ministre de l'Agriculture de renoncer à son idée, mais il a obtenu que soit créé un comité permanent du financement de l'agriculture, regroupant des représentants des ministères de l'économie et de l'agriculture, de la profession agricole, ainsi que du Crédit agricole. Pour M. Maurice Aderah-Poué (PS, Puy-de-Dôme), « il ne s'agit que d'un artifice pour faire croire que ce projet ne va pas entraîner le désengagement financier de l'Etat », car, « si l'on fait remarquer, ce ne sont pas les organismes consultatifs qui manquent le plus à l'agriculture ».

Le Crédit agricole doit rester agricole. Sur tous les bancs, chacun est d'accord avec ce postulat, mais la gauche est persuadée que la logique interne du projet conduira

nécessairement la société anonyme créée par ce texte à se désintéresser peu à peu de l'agriculture non rentable. Pour éviter cette évolution et préserver le caractère mutualiste de l'institution, le PS aurait souhaité que les coopératives et les sociétés des caisses locales puissent être, eux aussi, directement actionnaires de la caisse nationale. La majorité a refusé, mais a adopté plusieurs dispositions contraires au droit normal des sociétés garantissant une place de choix aux agriculteurs dans les organes de direction du Crédit agricole.

A l'initiative de la commission de la production, les caisses régionales auront douze représentants au conseil d'administration de la caisse nationale, le délégué des organisations professionnelles venant en nombre. Mais la majorité a refusé, comme le lui demandait la gauche, que celle-ci ait droit à deux administrateurs pour qu'il n'y ait pas qu'une tendance représentée ou que le délégué unique soit désigné par les chambres d'agriculture, dont les membres sont élus par toute la profession.

A l'initiative de M. Philippe Vasseur (UDR, Pas-de-Calais), rapporteur de la commission des finances, l'Assemblée nationale, contrairement à ce qu'avait voulu le Sénat, a décidé de séparer les fonctions de président de la Caisse nationale de celle de directeur général, celui-ci devant recevoir l'agrément du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'Économie.

L'élection cantonale partielle à Marseille

Le Front national en position d'arbitre

Les résultats du premier tour, le dimanche 22 novembre, de l'élection cantonale partielle de Marseille (IX-A) sont les suivants : Inscr., 23 879 ; vot., 9 769 ; suff. expr., 9 662. MM. Robert Assante, UDF soutien RPR, 3 512 voix ; André Manivet, PS, 2 772 ; M<sup>me</sup> Danielle Douchard, FN, 1 770 ; MM. Robert Allione, PCF, 1 127 ; Gérard Mosnier-Besson, les Verts, 249 ; Georges Thollère, ext. dr., 146 ; Jean-Claude Gourheux, CNI, 57 ; Didier Turcan, ext. dr., 29. Il y a ballottage.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Cette érosion s'explique sans doute par la présence de deux autres candidats chassant sur ses terres. N'ayant pas atteint la barre des 10 % des inscrits, la candidature lepéniste, M<sup>me</sup> Douchard, ne peut pas se maintenir au second tour. Le bureau politique du Front national doit faire savoir, mardi 24 novembre, s'il appelle ou non les électeurs de M<sup>me</sup> Douchard à reporter leurs suffrages sur le candidat de la majorité. « Il faudra, a simplement précisé M. Pascal Arrighi, le chef de file du FN à Marseille, que l'on soit très gentil avec nous ».

Le candidat du PCF étant également éliminé, le second tour opposera M. Assante à M. Manivet. Son issue dépendra normalement du report de voix à droite comme à gauche, mais aussi de la participation qui, en 1982, avait augmenté de près de huit points d'un tour à l'autre.

GUY PORTE.  
[En mars 1982, les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 23 290 ; vot., 13 206 ; suff. expr., 12 898 ; André Mattéi, RPR, 6 370 ; MM. Manivet, PS, 3 868 ; Gilbert Alba, PCF, 2 166 ; Besciarrou, ext. dr., 324 ; Labourey, ext. dr., 170. Au second tour, André Mattéi l'avait emporté avec 7 721 voix contre 6 935 à M. Manivet sur 23 290 inscrits, 14 983 votants et 14 656 suffrages exprimés.]

Le danger me guette tous les jours...

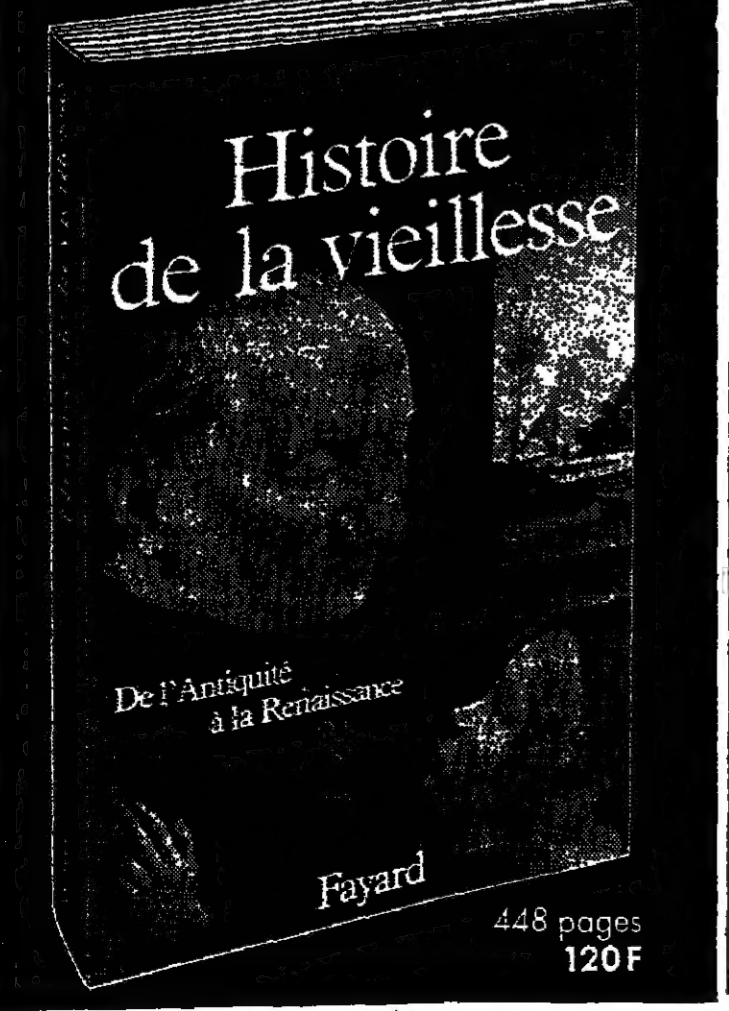
PRÉFON-DÉCÈS : Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance :  
- Pour une prime modique vous pouvez souscrire un capital qui, en cas de décès ou d'invalidité permanente absolue accidentelle, peut être doublé ou même triplé.  
- Vous pouvez bénéficier de la garantie décès jusqu'à 70 ans.  
- Vous avez le choix entre 6 niveaux de garantie.  
- Les tarifs de PRÉFON-DÉCÈS sont exceptionnellement bas.  
- Vous pouvez désigner le ou les bénéficiaires de votre choix et modifier à tout moment cette désignation.



...PRÉFON me sécurise.  
**PRÉFON**  
LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. 42.27.51.84

L'HISTOIRE chez Fayard

Le livre de Georges Minois est une étonnante réussite... La place du vieillard dans notre société invite à se pencher sur leur passé lointain.  
Jean Delumeau



Quant à M. Yves Taverrier (PS, Essonne), il s'est déclaré choqué par les déclarations du ministre et de la Fédération nationale du Crédit agricole (l'organe central, regroupant les caisses régionales), qui ont mis au défi les députés de saisir le Conseil constitutionnel d'une telle décision, que les socialistes jugent contraire à l'égalité de tous devant la loi. Tout en reconnaissant que, sans cette disposition, « le projet serait nu » et que toutes les « dérives » seraient alors possibles, M. Taverrier a assuré : « Chacun agit en conscience, une fois le projet voté ».

La majorité est consciente des risques. Aussi, elle fait remarquer qu'une disposition identique a été votée dans les années 70 pour le Crédit maritime mutuel, mais alors, rappellent les socialistes, le Conseil constitutionnel n'avait pas été saisi. Seulement, pour M. Louis Langagne (RPR, Landes), rapporteur de la commission de la production, « il faut se déterminer en fonction des intérêts des agriculteurs et non pas des risques d'anticonstitutionnalité ».

Comme dit M. Guillaume, « le Conseil constitutionnel nous départagera », car les socialistes sont bien décidés à le saisir. D'autant qu'ils estiment aussi contraire à la Constitution un autre article du projet, qui soumet la vente par l'Etat de la Caisse nationale à l'accord d'une majorité de caisses régionales de l'acheteur : « L'application d'une loi ne peut dépendre des décisions d'associations privées », a dit M. Taverrier.

L'épreuve parlementaire au Palais-Bourbon, comme au Palais du Luxembourg, fut délicate pour M. Guillaume, mais il n'a pas encore franchi le dernier obstacle.

THEYRI DREHER.

ABIDJAN AVEC UTA, ON VOUS REÇOIT 7 SUR 7.

Le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, le samedi, le dimanche. 7 jours sur 7 vers Abidjan, retrouvez le service 3 classes UTA : Première de Luxe, Galaxy, Economique.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.



## Politique

Au comité directeur du PS

## Les partisans d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale n'ont pas eu gain de cause

Le comité directeur du PS, qui s'est réuni le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, n'est pas parvenu à surmonter les oppositions entre la majorité du parti, d'une part, MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen, d'autre part.

Le désaccord porte sur le principe d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale,

M. Dominique Strauss-Kahn plonge d'emblée dans le vif du sujet. Deux cibles. L'une - l'ex-CERES - qu'on ne ménage guère; l'autre - M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS - qui a droit à plus d'égards.

M. Strauss-Kahn observe qu'il n'a pas discerné de « propositions construites, cohérentes » pour lutter contre le chômage qui n'ait été déjà formulées et intégrées dans le texte principal soumis au comité directeur. A l'intention de Socialisme et République, il qualifie amicalement d'« élève de la faule » l'idée de quitter le SME.

L'économiste en chef du PS veut faire passer un autre message, qui reprendrait à leur compte la plupart des interventions, et qui deviendrait une sorte de complainte des socialistes face aux nauages noirs qui s'accumulent à l'horizon : il y aura « encore moins à partager » que le PS ne l'espérait avant le déclenchement de la crise boursière. La gauche devra « recadrer à la baisse ses ambitions ».

Le discours de M. Strauss-Kahn résume l'ordre du jour : un dialogue de sourds entre les membres du courant AB (mitterrando-mauroyistes), d'un côté, Socialisme et République et M. Poperen de l'autre ; un constat amer de la montée des périls économiques au second semestre de 1988, qui verra peut-être le retour de la gauche au pouvoir.

M. Laurent Fabius, qui évoque le second thème, sera l'un des rares orateurs à ne pas se lancer dans le débat socialo-socialiste. L'ancien premier ministre se bornera à souligner l'unité. Il préfère que le PS s'oppose à la montée de M. Raymond Barre dans l'opinion en l'attaquant sur tous les terrains possibles.

Les autres membres du courant AB se succèdent à la tribune pour répéter sur tous les tons une même argumentation : il n'y a pas de

cas de victoire de la gauche en 1988, que MM. Poperen et Chevènement ont tenté, sans succès, de faire accepter. En outre, M. Poperen a essayé, tout aussi vainement, de convaincre les autres socialistes de la nécessité d'un « contrat » passé entre toutes les forces sociales du pays après l'élection. Quant à M. Chevènement, il a

accepté de redevenir « ministre de la République ».

L'ancien premier ministre défend le document principal en oubliant toutefois de signaler que, la semaine précédente, la convention fédérale du Nord réunie pour examiner ces propositions les a jugées « trop timides ». Le maire de Lille conclut en martelant : « Si le respect des grands équilibres est réaction-



naire, alors, seul le maintien dans l'opposition est de gauche ». Quant au souhait (exprimé par MM. Chevènement et Poperen) d'une dissolution automatique de l'Assemblée, il « manque totalement de réalisme ».

M. Emmanuelli « flingueur »

Fidèle à sa réputation de « flingueur », M. Emmanuelli dénonce les non-réponses de l'ancien ministre, ou ses réponses « en trompe-l'œil ». Le maire de Belfort a eu une phrase

proposé, toujours en vain, que le texte proposé au comité directeur soit, pour l'essentiel, remplacé par son propre document.

Les militants du PS auront donc à voter sur un texte principal et sur plusieurs variantes : la variante Chevènement, les deux amendements de M. Poperen (l'un sur la dissolution, l'autre sur le « contrat », et quatre amendements présentés par M. Raymond Barre) a commis une « double erreur » - car il a « créé la confusion entre la gauche et la droite » et fourni ce qui pourrait être « un élément de crédibilisation de la candidature Barre », - et il est de toute façon « très isolé » sur ces positions. M. Jospin, pour sa part, n'a « jamais crié à l'intérêt et surtout à la possibilité de rassembler trois Français sur cinq ». Résumons : « Jean Poperen et Jean-Pierre Chevènement pensent comme moi sur la question des alliances [...] mais je suis moins inquiet qu'eux ». Exit la dissolution automatique.

M. Raymond Barre) a commis une « double erreur » - car il a « créé la confusion entre la gauche et la droite » et fourni ce qui pourrait être « un élément de crédibilisation de la candidature Barre », - et il est de toute façon « très isolé » sur ces positions. M. Jospin, pour sa part, n'a « jamais crié à l'intérêt et surtout à la possibilité de rassembler trois Français sur cinq ». Résumons : « Jean Poperen et Jean-Pierre Chevènement pensent comme moi sur la question des alliances [...] mais je suis moins inquiet qu'eux ». Exit la dissolution automatique.

Un drôle de compromis

En ce moment où s'ouvre le rituel nocturne des commissions des révisions, les jeux apparaissent faits : M. Poperen ira au vote des militants, tout comme M. Chevènement et M. Marie-Noëlle Liememann, qui exaspère M. Jospin, s'est fait exclure par les rocardiens, a été la seule à soutenir un peu M. Delors et dépose ses propres amendements.

La nuit confirmera ce pronostic. Avec l'ex-CERES, il est vite apparu que la discussion n'aurait pas très loin. Au fil des heures, le texte déposé par le courant de M. Chevènement a pris une portée de plus en plus universelle : conçu au départ pour se substituer à l'introduction du texte principal, il a vite eu vocation à le remplacer, pour l'essentiel. Comme il n'était pas question de prendre...

Avec M. Poperen, la discussion a duré plus longtemps. Comme l'a expliqué sans rire M. Strauss-Kahn, qui, dimanche matin, rendrait compte des travaux de la nuit, on est arrivé à un compromis qui n'avait guère de défaut : l'idée centrale de M. Poperen n'y figurait plus. Alors, curieusement, l'ancien numéro deux du PS n'a pas voulu signer.

## Le nœud de la contradiction

Il y a plusieurs lectures du non-accord du comité directeur socialiste. Ces divisions affaiblissent-elles le PS, ou bien le débat le renforce-t-il ? Une seule chose est sûre : dans deux mois, après la convention nationale qui le verra adopter définitivement son programme, le PS pourra se prévaloir de son unité, « renforcée par l'épreuve de la démocratie », diront les socialistes, rendue illusoire par la persistance de désaccords de fond, diront ses adversaires.

Les débats en cours doivent paraître largement incompréhensibles à l'opinion. Il est vrai que les préoccupations tactiques, difficilement dissociables des questions de fond, sont, encore une fois, lourdement présentes. Une fraction du PS souhaite que son candidat à l'élection présidentielle s'engage à dissoudre l'Assemblée nationale s'il est élu. Or, il va de soi que ni M. Mitterrand ni un autre candidat éventuel ne prendra un tel engagement qui lui ferait les mains.

Si cette fraction n'apparaît pas très nombreuse, le candidat pourra passer ce problème par profits et pertes. Mais si les votes qui vont se dérouler à l'intérieur du PS montrent que les constataires obtiennent des scores encourageants, ces résultats constitueront une gêne pour le candidat.

D'où une question : qui va faire combien ? La situation est trop embrouillée pour que des prévisions puissent être avancées. L'habileté tactique de M. Poperen, sa capacité, celle aussi de Socialisme et République qui regroupe les amis de M. Chevènement à rassembler les

mécontents ou les inquiets peuvent s'opposer à la volonté de ne pas gêner le président et de ne pas donner l'image d'un parti divisé.

L'ex-CERES est, en tout cas, conscient lui-même qu'il prend un risque et s'expose à un score qui sera forcément en baisse par rapport à ses derniers résultats. Il y a quatre ans, au congrès de Bourg-en-Bresse (18,15 %). M. Poperen, au contraire, pourrait gagner au-delà de sa sphère d'influence réelle.

Tactiquement, la majorité du PS apparaît quelque peu déstabilisée. Les rocardiens ont rappelé que les scores, désormais mitigés de leur champion dans les sondages d'opinion, ne les empêchent pas d'occuper une place centrale dans le parti. Pour la première fois depuis le congrès de Lille et la défection de M. Poperen, les votes du comité directeur ont montré que le courant AB (mitterrando-mauroyiste) ne constitue plus, à lui seul, un « bloc de pouvoir » disposant de la majorité absolue : il a désormais besoin des voix rocardiennes. Or, les amis de M. Rocard, dans un avertissement sans faille, ont montré qu'un renversement d'alliance n'était pas une hypothèse théorique...

Trouver « quelque chose »

Pour ce qui est du courant AB, des mauvaises langues assurant que M. Jospin n'a pas trouvé, chez les « ténors » de son courant, tous les soutiens dont il aurait dû disposer dans la nuit de samedi.

Sur le fond, les débats de la fin de la semaine ont montré, à la fois

que le PS a conscience de l'ampleur des difficultés qui l'attendent et qu'il revient au pouvoir et combien il semble désarmé - tout comme, d'ailleurs, ses adversaires - face à cette perspective. Trois attitudes semblent se dessiner : celle des rocardiens, qui, comme l'a dit M. Alain Richard, pensent que la seule marge de manœuvre est la démonstration d'une « autre façon de faire de la politique ». Celle du courant mitterrando-mauroyiste, qui donne vraiment l'impression de s'en remettre à la « magie Mitterrand ». Celle, enfin, de l'ex-CERES et de M. Jean Poperen. Ces derniers n'ont pas forcément des idées convergentes. Mais ils ont au moins conscience que, si la « magie Mitterrand » peut permettre de gagner l'élection, elle cesse d'opérer dès le lendemain, et qu'il faut donc trouver « quelque chose ».

M. Jospin s'insurge quand on lui fait remarquer que MM. Poperen et Chevènement ont probablement raison, au moins sur un point : quand ils affirment que, si la gauche ne parvient pas, dans les six premiers mois d'un nouveau septennat, à prendre des mesures tangibles pour les catégories sociales les plus touchées par l'approfondissement de la crise, la déception sera grande et le reflux brutal. M. Jospin a été vacciné par l'expérience 1981-1986. Il ne veut pas que la gauche refasse les mêmes erreurs. Il ne souhaite pas qu'elle jette « tout sur la table » en arrivant. Il n'a pas tort non plus. Et là est le nœud de la contradiction à laquelle se heurtent les socialistes.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

• Remplacement de Roger Fajardie au comité directeur du PS. - La convention nationale du PS a procédé, le dimanche 22 novembre, au remplacement en son sein de Roger Fajardie (membre du courant de M. Mauroy), décédé, par un membre du même courant. M. Gilbert Bonnemaison, député de Seine-Saint-Denis et maire d'Épinay-sur-Seine, suppléant du comité directeur, vient ainsi trôner. M. Marie-Laure Morin, de Haute-Garonne, juriste spécialiste de droit du travail, devient suppléante à la place de M. Bonnemaison.

• Les Verts « s'inviteront » à Metz. - A l'occasion d'une assemblée générale tenue à Metz, le samedi 21 et le dimanche 22 novembre, les Verts ont repoussé une motion préconisant une « alliance circonstanciée » des écologistes avec le PS. M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a lancé un appel à l'unité du mouvement, victime d'atomisation interne, et a affirmé défendre 441 promesses de signatures d'élus, en espérant atteindre le cap des 500 dans les quinze jours. Abordant la question du financement de la campagne électorale, M. Waechter a indiqué qu'il se

rendra à l'invitation de M. Jacques Chirac adressée aux partis représentés à l'Assemblée nationale. « Nous serons quand même à la réunion [de Metz], a-t-il dit, nous n'avons pas besoin d'invitation pour y être ».

• M. Olivier d'Ormesson a donné sa démission du groupe des Droites européennes que préside M. Jean-Marie Le Pen, à l'Assemblée de Strasbourg. M. d'Ormesson qui a proposé de M. Le Pen sur les chaires à gaz, - « un détail » -, siègera désormais parmi les non-inscrits.

**LE MEILLEUR JOUR  
POUR ALLER  
A DOUALA,  
C'EST MARDI,  
MERCREDI  
OU VENDREDI.**

Et la meilleure heure pour aller à Douala c'est  
11h20 le mardi, 22h15 le mercredi et  
23h59 le vendredi. Si après cela, vous allez à  
Douala sans y aller avec UTA, c'est  
vraiment que vous êtes dans un mauvais jour.

**UTA**

Doyle Dane Bernbach

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

Gérer l'après

Le monde

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie

La philosophie



# Politique

## Gérer l'après mai 1988

(Suite de la première page)

Aujourd'hui encore, elle privilégie un rapprochement entre socialistes et centristes, et pousse à la composition d'un gouvernement idéal.

La tactique, enfin, incite à parler d'ouverture. Chacun des candidats potentiels du second tour — du moins ceux que l'opinion désigne comme tels — doit, en effet, se donner des maintenant une image de « rassembleur ». Chacun doit donc être celui qui peut le plus faire bouger les frontières politiques. A ce jeu, MM. Mitterrand et Barre sont les mieux placés. Le premier parce qu'il est seul à tirer bénéfice de la cohabitation; le second parce que M. Delors a, d'un coup, rendu crédible son aptitude.

Pourtant, le débat risque de tourner court. Dans sa configuration actuelle, la compétition présidentielle oppose les « rassembleurs » entre eux. Mais chacun doit d'abord mobiliser son propre camp. M. Mitterrand se réattribue le qualificatif de « socialiste ». M. Barre, lui, comme y insiste M. Pasqua, qu'il aura besoin de toutes les voix du RPR.

Tout le jeu consiste donc à ne pas exclure l'hypothèse d'une recombinaison des forces politiques sans trop se découvrir, pour éviter l'accusation de « trahison ». Si M. Delors — alias saint Jean Bouche d'Or — a obtenu tant d'écho, c'est parce qu'il a fait fi de ces considérations tactiques à un moment où, hélas, le paysage est vitrifié: socialistes et centristes, par exemple, se réfugient chacun derrière son champion et n'en bougeront pas avant l'échéance. En outre, comme le constate avec regret M. Chaban-Delmas, « à cinq mois de l'élection, nous sommes dans un marasme que l'on ne peut pas rompre ». Et surtout, chacun sait bien que quiconque souhaite une recombinaison le recherche, selon l'expression du président de l'Assemblée nationale, « avec l'idée de faire exploser le dispositif qui est en face ». Pour M. Mitterrand, casser la droite; pour M. Barre, casser le PS. Si bien qu'à l'inverse des élections précédentes — 1965: constitution de la FGDS, 1969: ralliement de Jacques Duhamel à Georges Pompidou, 1974: ralliement de MM. Lecanuet et Chirac à M. Giscard d'Estaing — les recensements ne pourront intervenir qu'après le scrutin de 1988, et non avant.

Or les chances de voir aboutir de tels rapprochements ne sont pas considérables: elles sont, en outre, très faibles selon les candidats.

Un combat et un résultat serré entre M. Mitterrand et M. Barre rendraient particulièrement malaisés

un déplacement de frontières, ne serait-ce que parce que leurs troupes respectives — qui sont la clé d'un tel mouvement — se seraient affrontées trop rudement pour pouvoir s'embrasser sans risque dès le lendemain du scrutin. Elles le pourraient d'autant moins que quatre mois plus tard — élections cantonales — et dix mois plus tard — élections municipales — la bipolarisation reprendra tous ses droits. Comment gérer des recensements nationaux avec une vie locale fortement bipolarisée?

Le culte de M. Barre pour le scrutin majoritaire, bipolaire par définition, sa conception du jeu politique — la majorité est constituée de ceux qui le soutiennent au second tour, les autres ayant vocation à former l'opposition — ne le prédispose guère à une large ouverture. D'autant que les socialistes, s'ils faisaient mouvement vers lui, laisseraient libre un vaste espace à gauche, et prendraient ainsi le risque d'une scission en leur sein (1).

La manœuvre est à peine plus facile pour M. Mitterrand qui voudrait, si l'on en croit M. Bérégovoy, constituer autour de lui « une majorité de centre gauche ». A l'inverse de M. Barre, qui se veut avant tout fidèle à la V<sup>e</sup> République, M. Mitterrand s'est transformé, à l'épreuve de la cohabitation, en adepte d'une « nouvelle présidence ». (2) Il ferait alors face à des droites composites et toujours embarrassées par la lancinante question de l'alliance avec l'extrême droite.

L'élection cantonale de Marseille vient à point nommé pour rappeler l'actualité, interrogative qui lui est posée est de savoir s'il pourra, longtemps et sans risque, avancer masqué. L'attitude de M. Jospin devant le comité directeur du PS n'avait d'ailleurs d'autre but que de permettre au président de garder ce masque.

La seconde, plus générale, concerne la recombinaison du paysage politique. Est-elle souhaitable? Permettrait-elle, comme semble le croire M. Chaban-Delmas, de traiter des problèmes urgents laissés sans réponse par deux ans de cohabitation-conflict? A moins que l'alternance, ou plutôt la succession des alternances, ne soit un meilleur moyen de résoudre lesdits problèmes, et de faire vivre la démocratie.

Là n'est pas le moindre des enjeux de l'après-1988.

JEAN-MAURICE COLOMBANI

(1) M. Chirac s'est lui-même placé hors de ce débat en affirmant qu'il gouvernerait, s'il était élu, avec la majorité parlementaire telle qu'elle est.  
(2) Le Nouveau Président, de J. Jaffré et O. Duhamel (Le Seuil).

## PROPOS ET DÉBATS

M. Pasqua

Gagner par l'union

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » le dimanche 22 novembre, a déclaré: « Ce qui menace la majorité, c'est la division. Cela ne pourra être que par là qu'elle sera battue. Or elle ne le sera pas si elle est unie quel que soit le candidat qui arrivera en tête au premier tour. Quel que soit le candidat de la gauche — je dis bien quel qu'il soit, — il sera battu par M. Chirac ou par M. Barre. Prétendre aujourd'hui, avant même le premier tour, faire un sondage sur le second tour ne repose sur aucune donnée sérieuse. »

A propos du financement de l'activité publique, le ministre de l'intérieur a estimé que « le meilleur contrôle des finances des partis politiques est la publication de leurs comptes », ce qui inciterait tout le monde « à une certaine modération ». Il considère toutefois que le financement des partis au fond public « risquerait de figer la situation et donnerait une rente de situation extraordinaire aux partis actuels au détriment de ceux qui pourraient venir à se constituer demain. »

M. Pasqua pense, en revanche, que les candidats à l'élection présidentielle sont « prêts à plafonner leurs dépenses » qu'il évalue à environ 100 millions chacun.

M. Devedjian

Influencer le cours de la justice

M. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, secrétaire national du RPR nous a déclaré: « Il est singulier que le président de la République, qui, en sa qualité de président du Conseil supérieur de la magistrature, participe à l'avancement des magistrats, se permette d'influencer l'opinion des juges qui ont à connaître de l'affaire Proust ou de l'affaire Luchaire et de leurs éventuels suspects. Contrairement à ce qu'il affirme, le président influence le cours de la justice par

ses déclarations touchant à la moralité des personnes mises en cause ou inculpées. Par ailleurs en mettant sa main au feu pour le Parti socialiste, il montre qu'il connaît mieux les finances de son ancien parti que les affaires de défense nationale, bien qu'il soit cependant chef des armées. »

M. Chaban-Delmas

Franchir le couloir

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, invité du « Club de la presse », d'Europe 1, le dimanche 22 novembre, a souhaité « que l'on franchisse le couloir qui sépare la droite de la gauche », tout en admettant que l'on « risque de paraître suspect » lorsque l'on dit cela à cinq mois de l'élection présidentielle. Observant qu'on ne peut pas « rompre » « un marasme indissoluble », il a invité les responsables politiques « à cesser de se quereller pour un temps afin de résoudre les trois ou quatre problèmes essentiels du pays ».

Le maire de Bordeaux a rappelé qu'il soutiendrait la candidature de M. Chirac au premier tour. Mais il a indiqué qu'il n'éprouve « aucun regret » de ne pas avoir été appelé à Matignon en mars 1986, affirmant que « gouverner pour gouverner » ne l'intéressait guère.

M. Léotard

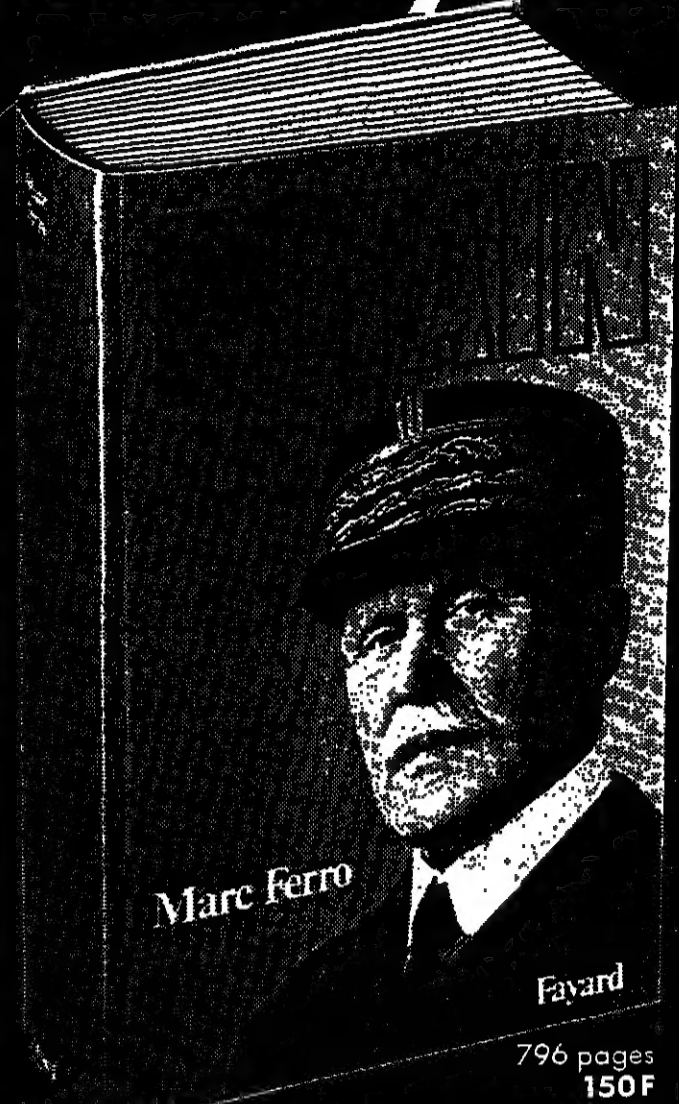
Exclure ceux qui feraient alliance avec le FN

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, interrogé par la « 5 », le dimanche 22 novembre, a annoncé qu'il demanderait l'« exclusion » du Parti républicain, dont il est secrétaire général, de tout membre du parti qui ferait alliance avec le Front national lors d'une élection nationale ou locale.

A propos du financement des partis politiques, M. Léotard a souhaité le vote d'une loi mais a ajouté: « Cela ne règlera pas définitivement la question. »

## PRIX CLIO 1987

# L'HISTOIRE chez Fayard



Jusqu'à la démesure superbe, c'est une première. Là où les spécialistes renâclaient, Ferro a osé: bravo!

Jean-Pierre Rioux - Le Monde

## M. Chirac devant les Clubs 89

### La majorité doit assurer de bons reports de voix

NANCY de notre correspondant

Pas de fausse note pour la majorité, le samedi 21 novembre, à l'Opéra-théâtre de Nancy, où se tenait l'assemblée générale des cent quarante Clubs 89. Au terme des travaux, M. Chirac a été accueilli

par M. Rossignol, ministre, maire de la ville, qui avait joué le matin même à Metz le rôle d'invité surprise dans le premier colloque du réseau harriste « réel », qui réunissait les militants de Lorraine, d'Alsace et de Champagne-Ardenne. « Une visite d'amitié. On a toujours besoin d'amitié dans la

majorité », avait commenté le président du Parti radical.

C'est ce qu'a demandé, en d'autres termes, M. Michel Aurillac, président des Clubs 89. « Nous ne pouvons pas que l'idée d'une primauté entre les deux candidats de la majorité doive conduire à un affrontement. Au sein de la majorité, il y a peu de différences d'idées. Il n'y a pas de problème idéologique mais sur le choix du meilleur. »

Pas d'états d'âme non plus pour les membres des Clubs 89, dont les travaux visent à donner « un contenu de réflexion » à la campagne de M. Chirac, selon les termes employés par M<sup>me</sup> Nicole Catala, vice-présidente.

« Notre conviction est qu'il ne faut pas rejeter les thèmes de 1986: liberté et responsabilité. Il faut rappeler qu'ils sont en danger et qu'il faut les conforter par la durée », a déclaré M. Aurillac. Dans la perspective de la présidentielle, les Clubs 89 ont déjà mis en place trente groupes de travail, dont les résultats commenceront à être rendus publics dans le courant du mois de janvier.

Lors du banquet de clôture, devant les quatre cent cinquante représentants des Clubs 89, M. Chirac a souhaité la réaffirmation de la cohésion majoritaire: « De récentes élections de conseillers généraux ont fait apparaître un mauvais report des voix au sein de la majorité. C'est un danger, cela ne doit plus se reproduire. Pour le premier ministre, l'opposition actuelle est minoritaire et n'a aucune chance de devenir majoritaire avant les élections. « Il ne devrait donc y avoir pour la majorité qu'un seul risque, son propre comportement », a-t-il ajouté.

M. Chirac a évoqué ce que les Clubs 89 appellent « l'éthique » majoritaire pour 1988. Il a demandé une campagne « où toutes les sensibilités composant la majorité s'expriment, mais dans des conditions où chacun, s'étant senti respecté, puisse apporter sa voix au second tour au candidat de la majorité le mieux placé ».

J.-L.B.

## La philosophie m'aide à raisonner...

PRÉFON-ÉPARGNE: Quelques-uns des avantages de notre régime de prévoyance:

- Une réduction d'impôt pour vous, et en plus, pour chaque enfant à charge, réduction fiscale cumulable avec les déductions PRÉFON-RETRAITE.
- Une rentabilité intéressante: votre épargne progresse sans que vous ayez à vous occuper de rien.
- Les intérêts produits par votre épargne sont nets d'impôt (1).
- Vous êtes exonéré de la taxe d'assurance (1).
- Votre épargne est disponible à tout moment.
- Votre capital PRÉFON-ÉPARGNE est exonéré des droits de succession.

(1) Sous réserve de la condition légale de durée.



...PRÉFON m'aide à épargner raisonnablement.

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES  
95, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél.: 42.27.51.84

# SINGAPOUR! SINGAPOUR! SINGAPOUR! CHAQUE SEMAINE NOUS RÉPÉTONS TROIS FOIS LA MÊME CHOSE.

En 747 Big Boss et plus précisément tous les mercredis à 20h20, tous les vendredis à 18h20 et tous les dimanches à 22h10. Singapour, c'est toujours plus facile d'y aller avec UTA. Doit-on vous le rappeler?

UTA

Doyle Dane Bernbach

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.



## Politique

La préparation du XXVI<sup>e</sup> Congrès

## Reprise en main au PCF

L'Humanité du lundi 23 novembre annonce, sans commentaire, que soixante-quatre conférences fédérales départementales, préparatoires au prochain vingt-sixième congrès du PCF, ont eu lieu samedi et dimanche. Mis à part quatre fédérations (Corse-du-Sud, Doubs, Meurthe-et-Moselle, Haute-Vienne), qui posaient encore récemment des problèmes à la direction nationale, il est probable que toutes les autres ont apporté un soutien massif à la direction du parti.

La délégation de la fédération communiste du Doubs au congrès apportera, peut-être avec celle de Corse-du-Sud, une tonalité différente dans un concert unanimiste. En l'absence volontaire de M. René Le Guen, membre du bureau politique, la conférence fédérale a été par 95 % des voix le projet de résolution de la direction nationale et a adopté un projet lourdement amendé. M. Martial Bourquin, premier secrétaire fédéral, et la direction sortante ont été réélus.

La délégation de Meurthe-et-Moselle sera homogène et orthodoxe, la direction nationale, représentée sur place par M. Claude Billard, membre du bureau politique, ayant réussi à reprendre en main administrativement cette fédération. Le rapport d'activité du premier secrétaire sortant (dont l'élection n'a jamais été ratifiée par le comité central), M. Jean-Paul Mougé, a été repoussé de justesse par 99 voix contre 85 pour et 9 abstentions. M. Mougé a été remplacé à son poste par M. Claude Fischer, une institution qui s'est illustrée dans la « normalisation » de la section de Blésois-Réaumont-Moson (Le Monde du 22 octobre) et qu'on dit promise au comité central.

Le projet de résolution, amendé uniquement sur la force de frappe, a été adopté par 130 voix contre 8 et 58 abstentions. Tous les contestataires ont décidé de ne pas se représenter dans les instances dirigeantes (comité fédéral). Ainsi, M. Colette Goussier, député, et M. Bogdan

Politzanski, président du groupe communiste au conseil général, n'en font plus partie.

En Haute-Vienne, notre correspondant Georges Chatain nous indique que le projet de résolution du congrès a été adopté, dans la forme élaborée par la direction nationale, par 141 voix contre 3 et 8 abstentions (la conférence fédérale préparatoire au précédent congrès avait regroupé 170 délégués). M. Maurice Maron, cadre à la Sécurité sociale, a été élu premier secrétaire fédéral, en remplacement de M. Eric Fabre, démissionnaire de la direction fédérale avec une trentaine de ses camarades (Le Monde du 6 et du 7 novembre), dont M. Marcel Rigout.

L'ancien ministre, qui entend rester député, a été accusé, lors de cette conférence, de souffrir de « problèmes psychanalytiques du même genre que ceux de Waldeck Rochet » en son temps. Les élus cantonaux et municipaux ont boycotté très largement cette assemblée départementale.

O. B.

Ouverture du nouveau débat sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

## La charrue devant les bœufs...

La discussion du nouveau projet de statut pour la Nouvelle-Calédonie, qui commence le lundi après-midi 23 novembre à l'Assemblée nationale et qui durera sans doute plusieurs jours, illustrera à merveille l'expression familière : « Mettre la charrue devant les bœufs ».

L'ambition de cette énième réforme est, en effet, selon son inspirateur, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, d'assurer le rétablissement du « dialogue » et de la « concertation » sur le territoire afin de « favoriser le retour à une coexistence harmonieuse des différentes composantes de la communauté calédonienne ». L'intention est louable mais elle se fonde sur un postulat prématuré puisqu'elle présuppose que la victoire de la majorité conservatrice au référendum du 13 septembre a, ipso facto, créé les conditions de la paix civile.

Faire comme si...

Où, non seulement ce scrutin, boycotté par les trois quarts des Calédoniens, n'a pas supprimé les obstacles à une « coexistence harmonieuse », mais les événements survenus depuis le 13 septembre sur le territoire — l'assassinat des deux militaires responsables du massacre de Hienghène en 1985, puis la mort du jeune Léopold Dawano tué le 6 novembre par les gendarmes à la tribu de Saint-Louis — n'ont fait, au contraire, qu'aggraver davantage la rupture entre les deux principales communautés. Jamais le plus important parti politique du territoire, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, présidé par M. Jacques Lafleur, député RPR, ne s'était montré aussi dominateur. Jamais le FLNKS, accusé à la défensive, n'avait aussi clairement légitimé à l'avance, dans ses directives à ses militants, le recours à la violence au nom de l'« auto-défense » et de la « résistance ». Sur le terrain, le blocage apparaît donc total et la volonté exprimée par les chefs indépendantistes de s'opposer « par tous les moyens » à la mise en œuvre de ce nouveau statut, s'il est promulgué, n'est pas de nature à justifier l'optimisme du ministre des DOM-TOM.

Partant du principe qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, M. Pons, qui n'avait de toute

façon pas le choix après avoir imposé son référendum, a décidé de faire comme si... Comme si le FLNKS pouvait être contraint de courber l'échine et jouer finalement le jeu d'une régionalisation revue et corrigée en faveur du RPCR ; comme si, faite de FLNKS, il pouvait éventuellement y avoir une coopération canaque de rechange avec l'appui de Mélanésiens autonomes assez téméraire, pour braver leurs frères de race dans leurs propres fiefs ; comme si le maintien de la présence de l'armée en brousse pouvait durer éternellement ; comme si l'entrée en vigueur de ce plan — le troisième en quatre ans — n'était pas subordonnée, en vérité, au résultat de l'élection présidentielle de 1988. Mais en prenant toutefois la précaution de prévoir que les nouvelles élections régionales, dont tout dépendra, « auront lieu dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi ».

Le ministre des DOM-TOM pensait avoir trouvé la clé de casse-tête en prévoyant, d'une part, d'assurer à la minorité indépendantiste une place non négligeable au sein du futur conseil exécutif du territoire (composé de dix membres, dont un président élu par l'assemblée locale, cinq élus à la proportionnelle et quatre membres de droit : les présidents des conseils des quatre régions), d'autre part, de renforcer le pouvoir d'arbitrage du haut commissaire, délégué du gouvernement sur le territoire. L'exposé des motifs du projet de loi souligne ainsi : « Afin de renforcer l'assurance que la loi des minorités ne se voit pas évincer de la gestion du territoire, l'article 40 dispose que pour les matières les plus importantes relevant des attributions de l'exécutif (projet de budget, organisation des services terri-

toriaux, réglementation des prix, acquisitions et attributions foncières, etc.), les décisions du conseil sont prises à la majorité des deux tiers. Cette mesure, qui devrait inclure les uns et les autres au dialogue, ne doit pas toutefois permettre à la minorité de bloquer le fonctionnement des institutions. C'est pourquoi l'article 124 du projet prévoit que le haut commissaire provoque une nouvelle réunion du conseil exécutif et se substitue à lui s'il constate que la majorité requise ne peut être obtenue ».

Bien qu'on n'ait jamais vu, en Nouvelle-Calédonie, un haut commissaire prendre ses distances à l'égard du RPCR sans être aussitôt traité par M. Lafleur et ses amis de « traître à la patrie » et mis en quarantaine par l'administration territoriale, ce schéma théorique n'était pas dénué d'intérêt.

Malheureusement pour M. Pons, ce savant montage a été mis à bas avant même l'ouverture du débat en séance publique puisque la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur proposition de M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure, décidait, vendredi, de s'aligner sur les « ultras » du RPCR en faisant sauter le verrou de la « majorité qualifiée des deux tiers » auquel le ministre des DOM-TOM tenait tant. Ce faisant, les députés de la majorité ont réduit la participation hypothétique des représentants de la minorité à une simple figuration au sein du futur conseil exécutif du territoire. Au moment même où, à la Réunion, le premier ministre, chef de la majorité, réaffirmait encore « contraste révélateur — sa volonté de « dialogue » en Nouvelle-Calédonie... »

ALAIN ROLLAT.

## Les jours de la fédération du Doubs sont comptés

« Il faut en finir avec la conception religieuse de la vérité venant d'en haut, dont la base n'aurait qu'à s'imposer. En aucun cas, la critique n'est un affaiblissement. » L'avenir proche dira si ces mots seront fétus à M. Martial Bourquin.

Le premier secrétaire de la très contestataire fédération du Doubs, dont le rapport d'activité a été adopté par 130 voix contre 3 et une abstention — un résultat sans précédent — est sorti grand vainqueur, avec son équipe de direction, de la conférence fédérale. M. René Le Guen, membre du bureau politique chargé de « suivre » cette fédération, a préfacé, par décision préalable du « BP », ne pas assister à la seconde journée, dimanche, des débats.

Il avait l'impression d'être dans « un autre parti » et les interventions des délégués, samedi, lui sont apparues « insupportables ». « Pour

éviter l'escalade », il a laissé le champ libre à la direction qui venait d'être légitimée, initié en cela par une petite dizaine de délégués minoritaires « orthodoxes ». Ce qui a fait dire à une représentante ouvrière d'Audincourt : « Après les pœux de bananes, la politique de la chaise vide. »

Le projet de résolution de la direction nationale a été modifié par des « amendements lourds » sur l'analyse interne des reculs électoraux, la reconstitution du paysage politique, l'évolution en cours en URSS, l'abandon total et définitif de la force de dissuasion nucléaire et le fonctionnement du centralisme démocratique. Le projet ainsi amendé a obtenu 113 voix pour, 4 contre et 13 abstentions. Un vote indicatif sur le projet initial a donné le résultat suivant : 124 contre, 4 pour et 2 abstentions.

Considérant que la direction sortante « a failli », les six délégués minoritaires proposés par le comité fédéral pour siéger dans cette instance ont refusé de se présenter.

Bien que M. Bourquin, réélu à son poste, ait affirmé dans son rapport introductif que sa fédération a « des désaccords importants mais non essentiels » avec la direction, qu'elle partage l'analyse de cette direction sur certains points (la crise, le consensus droite/PS, le socialisme autogestionnaire) et qu'elle est d'accord avec le choix du candidat Lajoinie, il est clair que le conflit est arrivé à son stade ultime entre Besançon et Paris. Au mieux, M. Bourquin et son équipe ne seront pas ratifiés par la direction nationale, au pis, cette fédération sera dissoute... plus tard. Dans les deux cas, les jours sont comptés.

O. B.

(Publicité)



## Comité International Tran Van Ba - Committee to Rethink Vietnam

# COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE VIETNAM

## PARIS, 3 et 4 décembre 1987

CENTRE DE CONFÉRENCES INTERNATIONALES, 19, avenue Kléber, PARIS-16<sup>e</sup>

« Vietnam ! Que faire ? Casser les cailloux pour recoudre le ciel. »

TRAN VAN BA, fusillé à Saigon le 9 janvier 1985.

## PREMIÈRE JOURNÉE

- 9 h Ouverture
- 9 h 30 La conduite de la guerre
- 14 h 30 Le Vietnam et l'opinion occidentale
- 16 h 30 Le facteur vietnamien

## DEUXIÈME JOURNÉE

- 9 h Le Vietnam de 1975 à aujourd'hui
- 11 h La stratégie soviétique
- 15 h Les leçons du Vietnam
- 16 h 30 Le communisme est-il réversible ?
- 18 h 30 Conclusions générales
- 20 h Dîner de clôture

## LISTE DES PARTICIPANTS

Elliot ABRAMS, sous-secrétaire d'État pour les affaires inter-américaines ; Jean-Louis ARNAUD, journaliste ; Edward BEHR, journaliste, écrivain ; Jean-Marie BENOIST, philosophe, écrivain ; Alain BESANÇON, journaliste, écrivain ; Ernesto BETANCOURT, directeur de radio ; Peter BRAES-TRUP, rédacteur en chef du *The Wilson Quarterly* ; Vladimir BOUKOVSKY, écrivain ; Jacques BROUYELLE, journaliste, écrivain ; Georges BUIS, général ; Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; CAO TRIEU Phong, ingénieur ; William COLBY, ancien directeur de la CIA ; Peter COLLIER, écrivain ; Amiral CHUNG TAN Cang, ancien commandant de la marine sud-vietnamienne ; Pierre DARCOURT, journaliste, écrivain ; John DECAMP, vétéran de la guerre du Vietnam ; Midge DECTER, présidente du Committee to Rethink Vietnam ; Jean-François DENIAU, ancien ministre ; Jacqueline DES-

BARATS, démographe ; Blair DORMINEY, directeur exécutif du Committee to Rethink Vietnam ; M. Stanton EVANS, écrivain ; Françoise GAUTIER ; André GLUCKSMANN, philosophe ; Owen HARRIES, diplomate ; Mike HEALEY, général, ancien commandant des Special Forces au Vietnam ; HOANG VAN Chi, écrivain ; Christian JELEN, journaliste ; Henry KISSINGER, ancien secrétaire d'État ; Robert KOMER, ancien conseiller à la Maison-Blanche ; LAM NGOC Diép, ingénieur ; Michaël LEDEEN, avocat ; LE QUANG LUONG, ancien commandant des troupes parachutistes sud-vietnamiennes ; Emmanuel LE ROY LADURIE, historien et professeur au Collège de France ; Guenter LEWY, écrivain, professeur au MIT ; Esmeralda LUCCIOLI, docteur en médecine ; Jean MAIS, prêtre des Missions étrangères de Paris ; Claude MALHURET, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé des Droits de l'Homme ; Datuk MUSA

bin HITAM, professeur ; NGUYEN DAC Khé, ancien ministre ; NGUYEN NGOC Quy, docteur en médecine ; NGUYEN VAN CANH, chercheur au Hoover Institution ; Richard PERLE, ancien secrétaire adjoint à la Défense ; Douglas PIKE, directeur de Indochinese Studies (Université de Berkeley) ; Norman PODHORETZ, écrivain, directeur de Commentary ; Sabine RENAULT-SABLONIERE, attachée de presse ; Jean-François REVEL, philosophe, journaliste, écrivain ; Al SANTOLI, écrivain ; Amiral James STOCKDALE, Hoover Institution ; Colonel Harry SUMMERS, écrivain militaire ; THAI QUANG Trung, historien, juriste ; Olivier TOOD, journaliste, écrivain ; TON THAT Thien, professeur d'Université, ancien ministre ; TRAN VAN Tong, président du Comité International Tran Van Ba ; Mario VARGAS LLOSA, écrivain ; Patrick WAJSMAN, directeur de *Politique Internationale*.

## SUR INVITATION

Pour toute information, contactez : 42-25-49-16 - 47-23-78-20  
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS

مكتبة الأمل



Une enquête de l'INSERM sur la santé des jeunes

Maux d'adolescents

On croit tout savoir ou presque sur les adolescents, leur santé et leur comportement. Outre qu'il s'agit là de données souvent grossières ou ponctuelles, les études réalisées sur ce thème depuis une quinzaine d'années n'ont pas permis de préciser l'évolution dans le temps des consommations « à risques » (alcool, tabac, médicaments, drogues) par les jeunes. Elles n'ont pas non plus permis de définir quels signes pouvaient permettre chez des derniers de prédire l'évolution de cette consommation. C'est pour permettre d'apporter une réponse à ces deux questions que les chercheurs de l'unité 169 de l'INSERM ont entrepris pour la première fois une enquête prospective auprès des adolescents (1). Quatre cent quatre-vingt jeunes de seize ans ont, après tirage au sort, donné leur accord en mars 1983. Ils ont été suivis (questionnaires personnels, examens médicaux, entretiens individuels) jusqu'en mars 1985. Trois cent vingt-sept d'entre eux ont, au total, pu participer à l'ensemble de cette étude.

Au premier rang des problèmes évoqués : la fatigue et les troubles du sommeil. Un tiers des adolescents se disent souvent fatigués. Cette proportion est nettement plus importante parmi les filles (47 %) que parmi les garçons (22 %). Un constat que les chercheurs de l'INSERM relient aux troubles du sommeil qui concernent un nombre important de jeunes.

Parmi les autres symptômes ou pathologies fréquemment rencontrés : l'acné (20 % de filles, 10 % de garçons), des céphalées (respectivement 30 % et 10 %) et une certaine « nervosité » (40 % et 20 %). On note fréquemment des éléments de syndrome dépressif, chez les jeunes filles en particulier.

Au chapitre des drogues, les jeunes qui passent toute leur adolescence sans jamais « goûter » un produit (boite, alcool, tabac, médicaments psychotropes) ou illicite font figure d'exception. On apprend que 40 % des garçons et 28 % des filles fument au moins dix cigarettes par jour ; 52 % des adolescents et 21 % des adolescentes boivent de l'alcool régulièrement. Une proportion équi-

valente fait l'expérience d'un moins trois ivresses dans l'année ; 20 % des garçons et 54 % des filles utilisent au moins un médicament psychotrope.

Par ailleurs, 26 % des garçons et 16 % des filles font l'essai d'une drogue illicite. Selon les chercheurs de l'INSERM, l'essai d'une telle drogue se banalise entre seize et dix-huit ans. La drogue illicite est expérimentée à dix-huit ans par environ un garçon sur quatre, et une fille sur douze. Alors qu'à seize ans, 21 % de ceux qui ont l'occasion de prendre une drogue se font l'expérience, à dix-huit ans, 80 % de ceux qui ont cette même occasion la saisissent. Ce phénomène laisse penser que la méfiance à l'égard des produits diminue fortement entre seize et dix-huit ans.

L'alcool concerne avant tout les garçons, et la prise de médicaments psychotropes, les filles. L'enquête de l'INSERM met en lumière le fait que les jeunes qui commencent à prendre un produit en quantité

Les adolescents français sont-ils en bonne santé ? Comment vivent-ils et comment s'exprime chez eux la « crise », qui marque généralement cette période charnière de l'existence ? Encore inédite, une enquête de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) apporte une série de réponses souvent inattendues, et fournit aussi une photographie instructive sur la vie mal connue des jeunes d'aujourd'hui. Elle souligne en particulier l'importance de la consommation par les adolescents d'alcool, de tabac, de médicaments psychotropes et de drogues illicites.

importante, tabac ou alcool, ou à essayer une drogue illicite, continuent à le faire dans près d'un cas sur deux. Cependant, les filles abandonnent plus facilement l'usage du tabac, de l'alcool ou d'une drogue alors que les garçons persévèrent dans la majorité des cas.

Contrairement aux adultes chez lesquels la consommation régulière d'alcool est souvent socialement intégrée, les jeunes Français font un usage plus toxicomane de l'alcool, usage proche du modèle anglo-saxon.

« La précocité de la recherche réitérée d'ivresse s'avère un facteur de gravité évident », soulignent les chercheurs de l'INSERM qui expliquent par ailleurs que « la recherche répétée et précoce d'ivresse est un facteur prédictif important de l'usage ultérieur d'une drogue illicite ».

Une sexualité de plus en plus précoce

« Les garçons, concluent les chercheurs de l'INSERM, consomment fréquemment de l'alcool, du tabac, et des drogues illicites. Ils se manifestent fréquemment par la violence physique et commettent des actes délictueux. Ces conduites augmentent et s'installent de manière durable durant l'adolescence. Les filles, quant à elles, consomment peu d'alcool, de tabac ou de drogues. Elles s'expriment peu souvent par des accès de violence physique, et font moins d'actes délictueux. Chez elles en revanche, la consommation de médicaments psychotropes et les troubles fonctionnels sont fréquents. On peut donc conclure que garçons et filles se conforment vers l'image sociale de leurs sexes. Les garçons s'orientent vers l'image sociale de « virilité » à travers des comportements bruyants et agressifs, les filles vers celle d'une féminité passive concentrée sur le corps à travers des pratiques somatiques ».

L'étude de l'INSERM fournit d'autre part des données intéressantes concernant la vie sexuelle des adolescents. Il apparaît très nettement, par comparaison avec des études antérieures, que l'âge des premières expériences sexuelles est

de plus en plus précoce, tant pour les jeunes garçons que, dans une proportion moindre il est vrai, pour les jeunes filles. A dix-sept ans, 63 % des garçons et 38 % des filles ont une vie sexuelle. A dix-huit ans, ce pourcentage passe respectivement à 67 % et 45 %.

L'homosexualité reste chez les adolescents un phénomène très marginal (1 % seulement des jeunes semblent concernés). Parmi ceux qui ont des relations sexuelles à dix-sept ans, 15 % des garçons et 47 % des filles ont un moyen de contraception. Une donnée qui devra être prise en considération et analysée, si l'on veut améliorer l'efficacité des campagnes d'information sur le SIDA auprès des jeunes.

JEAN-YVES NAU.

(1) La santé des adolescents, étude de M. Choquet, S. Lédoux et H. Menko (unité 169 de l'INSERM).

# SUP DE CO ROUEN FERME SES PORTES.

Du 30 novembre au 4 décembre, Sup de Co Rouen ferme ses portes. Corps enseignant et étudiants quittent le campus pour aller sur le terrain. Plus de 500 personnes dans toute la France, pour visiter les classes préparatoires au haut enseignement commercial, et rencontrer les décideurs en entreprises. Leur mission ? Vendre la métamorphose de Sup de Co Rouen.

Métamorphose du recrutement. Sup de Co Rouen crée, avec trois grands établissements supérieurs d'enseignement commercial, un concours (ECRICOME) pour sélectionner les meilleurs éléments. Les premières estimations situent le nombre des candidats à plus de 3000 pour 145 places.

Métamorphose du projet pédagogique. Dès l'oral du concours, l'école cherche à optimiser les potentiels psychologiques de l'étudiant. Et tout au long du cursus de 3 ans, les différents modules proposés contribuent à développer ses atouts personnels, et à structurer ses compétences de futur manager.

Métamorphose de l'outil pédagogique. Ce projet éducatif s'appuie sur une réalité : le doublement de la superficie consacrée à l'enseignement. L'école atteint ainsi un très fort ratio m<sup>2</sup> éducatif/étudiant.

Quant à l'informatique, intégrée aux différentes disciplines, elle ne sacrifie pas à la mode exclusive de la micro, mais s'appuie sur un équipement en réseau de grande qualité.

Cette métamorphose n'est possible que par la volonté de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen, et la coopération d'entreprises régionales, nationales et européennes. Des sociétés qui, par la taxe d'apprentissage, ou par des contrats de partenariat, participent au développement d'une des plus grandes écoles de gestion de France.

Quand Sup de Co Rouen ferme ses portes, c'est pour mieux les ouvrir. Sur l'avenir.

Sup de Co Rouen - Boulevard André Hégat - 76120 Mont-Saint-Aignan - Tél. : 26.74.83.88

**Sup de Co rouen**  
UNE GRANDE ÉCOLE SE DÉCHAÎNE.

FAITS DIVERS

Dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Max Frérot tire sur un vigile

C'est bien Max Frérot, a confirmé la police ce week-end, qui a tiré sur un vigile, jeudi 19 novembre, à Paris, alors qu'il était surpris en train de voler autour d'une voiture. L'artificier de la branche lyonnaise d'Action directe, en fuite depuis mars 1986, se trouvait dans un parking souterrain, au 30, rue Falguère (15<sup>e</sup>), quand deux gardiens lui ont demandé ce qu'il faisait. Max Frérot s'est alors dirigé sans un mot vers une moto et a tiré sur les vigiles avec un pistolet à grenaille, blessant l'un d'eux sans gravité à la tête.

Dans le même arrondissement, la police avait déjà découvert, en décembre 1986, l'une des caches de Max Frérot dans le sous-sol d'un garage de l'immeuble Ribet. Le dernier membre important d'Action directe en liberté est principalement soupçonné d'avoir commis l'attentat contre la brigade de répression du banditisme, à Paris, au cours duquel l'inspecteur Marcel Besdevant trouva la mort.

Incidents à la prison de Bois-d'Arcy. — Une vingtaine de détenus de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) ont provoqué, le dimanche 22 novembre en fin d'après-midi, des débuts d'incendies dans leurs cellules, afin d'attirer l'attention des autorités sur leurs conditions de vie. Ces incendies ont été très vite maîtrisés, et le calme est revenu dans la soirée sans que les forces de police aient eu à intervenir.

Manifestation à Castres. — 1 500 personnes environ ont participé, samedi matin 21 novembre, à Castres, à une manifestation pour protester contre le meurtre d'un Algérien, Snoussi Bouchiba, tué par deux parachutistes du 8<sup>e</sup> RPIMA, le mercredi précédent, dans cette ville. Cette manifestation, organisée notamment par le MRAP, le PCDT, le CGT, le PS et SOS-Racisme, s'est déroulée sans incident.



## Société

## L'affaire de Radio-Nostalgie sur le terrain politique

## Fausses factures pour le PS du Rhône

(Suite de la première page.)

Celui-ci se trouve alors placé devant plusieurs possibilités : ou bien rédiger un réquisitoire suppléant pour permettre au magistrat instructeur de poursuivre aussi ces nouvelles infractions ; ou demander la désignation d'un autre juge d'instruction - une mesure qui se justifie pleinement lorsque les investigations ouvrent sur des faits manifestement différents - ou bien encore, et plus simplement, demander le renvoi en « citation directe » ou classer le dossier. Voilà pour la théorie.

Dans le cas particulier de l'affaire Radio-Nostalgie, M. Christian Gaillet, procureur de la République à Lyon, nous a bien précisé, samedi 21 novembre, que son choix n'était pas fait. « Je n'exclus pas la possibilité de faire ouvrir une nouvelle infor-

mation judiciaire. Mais, pour l'instant, j'estime ne pas bien maîtriser les faits nouveaux apparus au cours de l'enquête. J'ai besoin de compléter mon information. » Car les « faits nouveaux » ne sont pas contestés, et le débat porte seulement sur l'opportunité de laisser, ou non, M. Georges Fenech les instruire.

Qu'avaient donc découvert, vendredi 20 novembre, les spécialistes de la police judiciaire qui puisse expliquer que M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, secrétaire général adjoint de la mairie de Villeurbanne, après avoir été entendu le matin comme « témoin », une convocation lui avait été délivrée le 18 novembre - ait été placé ensuite en garde à vue l'après-midi et, enfin,

transféré en début de soirée au palais de justice aux fins d'une présentation devant un juge d'instruction ? La réponse est maintenant connue : une masse de fausses factures, à en-tête d'une agence de publicité lyonnaise, la société OPIES - société en nom personnel, créée et dirigée un temps par M. Jacques Boyer, aujourd'hui salarié de l'entreprise.

Ces factures d'un montant global inférieur à un million de francs, adressées à une dizaine de sociétés lyonnaises, auraient servi à payer l'imprimerie choisie pour réaliser des affiches de la campagne socialiste des législatives 86.

Saisis le 20 novembre, un peu avant midi, par les policiers de la brigade financière du service régional de police judiciaire dirigé par

M. Michel Richardot, ces documents avaient été placés sous scellés et remis, le soir même, à M. Fenech. Les enquêteurs, placés sous la responsabilité directe du commissaire principal Mozul, qui avaient interpellé vendredi matin M. Boyer, ont entendu l'ex-directeur de l'OPIES sur les conditions dans lesquelles ces factures, ne correspondant à aucun service, ont été établies, et ses déclarations figurent dans les procès-verbaux. Ils ont également interrogé M. Deschamps sur l'existence de ces fausses factures, d'autant que le responsable de la fédération du Rhône aurait été accusé par M. Boyer d'avoir servi d'intermédiaire. Une confrontation entre les deux hommes a d'ailleurs été organisée par les policiers et M. Boyer aurait maintenu ses déclarations. Un autre

témoignage, se rapportant à cette fausse facturation, aurait été recueilli par les policiers.

Ces éléments, pour constituer des faits nouveaux, étaient-ils suffisants pour permettre au magistrat instructeur de demander qu'on lui défère M. Deschamps ? Les avis sont partagés. Au parquet de Lyon, on considérerait, lundi 23 novembre, qu'il convenait d'approfondir les recherches car il n'apparaissait pas que M. Deschamps ait été le bénéficiaire des fausses factures.

Mais une des sociétés ayant accepté de participer à ces actions délictueuses, sous la forme du règlement de plusieurs factures d'un montant total inférieur à 100 000 francs, n'étant autre que Radio-Nostalgie, on comprend mieux pourquoi M. Fenech a officiellement, vendredi, en sortant de son bureau après minuit, son irritation de ne pas avoir été saisi, officiellement - et immédiatement - de l'instruction concernant ces « faits nouveaux ». N'était-il pas fondé, en se référant à la pratique habituelle, de considérer que ces éléments étaient directement liés à l'enquête judiciaire sur Radio-Nostalgie et qu'ils pouvaient le conduire - comme ne manquent pas de le penser déjà quelques-uns de ses collègues - compte tenu de leur caractère à la fois grave et étayé par des indices matériels, à délivrer, sinon des mandats de dépôt, du moins des inculpations ?

Le ministre des magistrats en général, du juge Fenech en particu-

lier - dont la réserve n'a d'égale que la rigueur - ne facilite guère les choses. Il est certain que le magistrat instructeur, après avoir demandé l'avis du doyen des juges d'instruction, a rédigé l'ordonnance de « soit communiqué » en insistant sur la connexité entre l'enquête sur Radio-Nostalgie et les éléments nouveaux. Il est tout aussi certain que la décision du parquet a été précédée d'une longue réflexion - deux heures environ - alors qu'un réquisitoire suppléant est délivré fréquemment dans le quart d'heure qui suit la demande.

La décision « a été prise à Lyon » confirmait-on samedi au parquet et « Paris en a été informé ». Une décision lourde de conséquences, qu'un substitut du procureur, spécialisé dans les affaires financières, M. Brice Robin, a été chargé de communiquer, un peu après 23 heures, à M. Fenech. Sans doute informé téléphoniquement du « refus d'informer » manifesté par le parquet, le doyen des juges d'instruction est accouru. Mais son intervention, comme celle de M. Fenech, ne pouvait que se plier au légalisme de la décision du parquet.

Deux personnes au moins peuvent se satisfaire de ce différend judiciaire : MM. Boyer et Deschamps, qui, sans avoir été entendus par le juge d'instruction, ont quitté librement le palais de justice peu après minuit, bénéficiant d'une situation que certains qualifient déjà de « grave défaillance de la justice ».

BERNARD ELIE.

## M. Hernu : « Des dossiers de nature à gêner certains »

M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, a déclaré à Lyon qu'il était « certain de l'honnêteté de M. Deschamps » et que si celui-ci devait être inculpé « c'est qu'on viserait autre chose ». Interrogé à Paris par l'ancien ministre de la Défense, l'ancien ministre de la Défense a estimé qu'on lui faisait « une sorte de procès en spéculations » et qu'il y avait des gens qui parlaient trop. « Je n'ai pas de mandat de dépôt », pour conclure qu'il connaissait « des dossiers de nature à gêner un certain nombre de gens ».

Interrogé le dimanche 22 novembre au « Grand jury RTL-Je S'informe », sur le sens qu'il donnait à cette « menace », M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a répondu : « Je n'ai pas de mandat de dépôt à donner à M. Hernu, d'autant que je pense que ses menaces ne nous (la majorité) concernent en rien. (...) Il s'agit d'une affaire interne aux dirigeants socialistes. Il y en a qui doivent se sentir concernés par ces menaces. C'est donc à eux de se retourner vers M. Hernu. »

## Des parasites sur le réseau

LYON.

de notre bureau régional

L'enquête sur les sociétés liées, de près ou de loin, à Radio-Nostalgie, réclame compétence et patience. Patience, parce que chaque fois ou presque que les enquêteurs poussent une porte, une autre apparaît derrière. Conduisant parfois à une impasse, souvent à la découverte de nouvelles infractions. De plus, M. Pierre Alberti semble avoir fait preuve, en l'espèce, d'une capacité étonnante à compliquer le réseau des sociétés avec lesquelles il était en affaires.

Au cœur du système une association fondée en 1982 et un label - Radio-Nostalgie - devenu, depuis, propriété commerciale et personnelle de M. Alberti. Une raison sociale réputée, distribuée, au gré des arrivées et des régions, aux radios désemparées d'entrer dans le réseau en qualité de franchisees. Parallèlement, et pour faire vivre le réseau des radios, une société commerciale - Cap Conseil, SARL dont le gérant est M. Alberti, détenteur de la majorité des parts

- et plusieurs régies publicitaires régionales - RGC à Paris, RCA sur la Côte d'Azur, ou BPS-Régie pour la région Rhône-Alpes. Un ensemble d'un excellent rapport financier. En 1986, Radio Monte-Carlo décidait de prendre 35 % du capital de Cap Conseil (pour 4 millions de francs) et des discussions devaient prochainement aboutir à l'entrée d'un troisième partenaire - la société Gilbert Gras - par le rachat de 14 % des parts de M. Alberti.

## Des spots payés en nature

C'est précisément en s'intéressant à la régie lyonnaise que les enquêteurs découvrent les premières infractions économiques et (ou) financières. Le travail des policiers conduira, en juin 1987, le gérant de BPS-Régie, M. Bruno Pellerin, et son associé, M. Yves Savry, devant le juge d'instruction M. Georges Fenech, qui les inculpera d'abus de biens sociaux, de faux en écriture et usage de faux, et les fera écrouer trois semaines à la prison Saint-Paul.

Continuant leurs investigations, et forte sans doute des explications fournies par les premiers inculpés, mécontents, semble-t-il, des méthodes de M. Alberti, les enquêteurs de la police judiciaire se penchent, cette fois, sur les activités de l'association Radio-Nostalgie et sur celles de son support économique, Cap Conseil. Ils découvrent ainsi que M. Pierre Alberti tire profit directement - et personnellement - du produit de certains contrats publicitaires (des « échanges marchands » comme on baptise cette pratique) payés en nature, par des spots sur les ondes de la radio. Voitures, voyages et autres biens matériels, ainsi sont offerts au patron, à ses associés, ses parents ou à ses amis. Au détriment de la régie publicitaire, qui doit percevoir en principe 40 % sur tous les contrats, et de Cap Conseil qui reçoit le complément, soit 60 %. C'est dans ce contexte qu'apparaît d'ailleurs la fameuse Renault 11 mise, un temps, gratuitement à la disposition de M. Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération socialiste du Rhône, qui la rachète à l'association

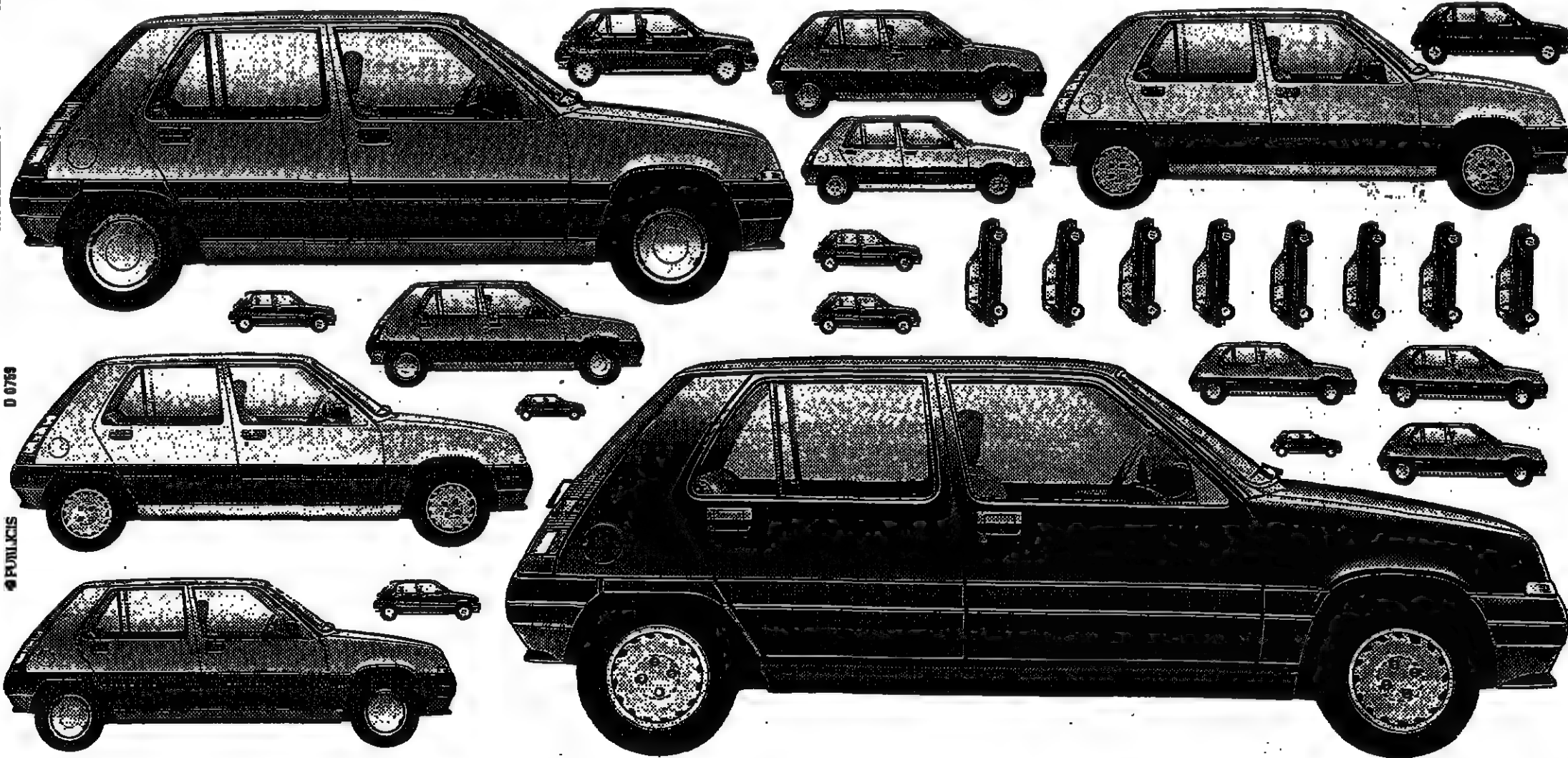
quelques mois plus tard. Les policiers découvrent aussi, à l'occasion de cette enquête, que le salon lyonnais spécialisé dans les soins du corps dont le publiciste revient plusieurs fois par jour sur les ondes de Radio-Nostalgie appartient à M. Alberti et que ces spots sont donc diffusés sans contrepartie financière.

Toutes ces pratiques, constitutives des délits d'abus de biens sociaux ou de recel d'abus de biens sociaux, accompagnées généralement des infractions complémentaires classiques, « faux en écriture » et « usage de faux », conduiront cinq personnes dans le bureau du juge d'instruction, jeudi 18 novembre (le Monde du 21 novembre).

C'est en examinant très minutieusement la comptabilité de Radio-Nostalgie que les hommes du commissaire principal Mozul ont découvert le document qui les a conduits à s'intéresser à la société OPIES (voir l'article ci-contre) et à ouvrir un nouveau chapitre de l'enquête.

B. E.

## 27 VERSIONS A PARTIR DE 43872F



## LA VIE ÇA ROULE EN SUPERCINQ

SupercinQ! Quelle est la vôtre? La réponse est chez le concessionnaire Renault le plus proche! Prix au 17/09/87. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement.

3 ou 5 portes, essence ou Diesel, avec ou sans turbo, boîte automatique ou mécanique; il y a 27 façons de vivre en

RENAULT préconise elf

RENAULT  
DES VOITURES  
À VIVRE

هكنا من الامم



## Société

### ÉDUCATION

#### CORRESPONDANCE

### « Ce que nous ne voulions pas... »

M. Eric Beaumont, professeur et ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, nous adresse la lettre suivante concernant la création de l'école normale de Lyon.

Il m'est difficile de laisser passer l'expression de « combat d'arrière-garde » qui désigne dans l'article intitulé « L'ouverture de l'école normale supérieure de Lyon » (le Monde du 19 septembre), l'opposition active des élèves et de l'ensemble des personnels durant de longues années au transfert des sections scientifiques de l'école normale supérieure de Saint-Cloud à Lyon.

Personne ne songera à contester que la décentralisation est une bonne chose, surtout lorsqu'elle porte sur des organismes de qualité comme l'ENS de Saint-Cloud. Mais pourquoi donc vers une zone dont l'équipement fait plutôt penser à une reconcentration ? Elle ne pouvait plus demeurer à Saint-Cloud : fallait-il la laisser végéter pendant dix ans sous le prétexte d'un déménagement « imminent » ?

Nul, non plus, ne poussait la « ringardise » au point de rejeter l'idée que les ENS deviennent mixtes, mais cela justifiait-il de séparer les sections scientifiques des littéraires, au lieu de leur donner les moyens de développer ce potentiel pluridisciplinaire, notamment dans les activités de recherche de pointe ? Il n'y avait rien d'incongru à fusionner les concours, voire les écoles, de Fontenay et de Saint-Cloud, mais aucune autorité, à l'époque, n'a voulu se compromettre à garantir que cela n'aurait pas de pair avec une réduction des potentiels scientifiques et de recherche. Personne ne trouvait sanglant de repenser

et réformer, s'il y avait lieu, les missions et le fonctionnement des ENS, mais ces projets, sous tous les gouvernements, ont été conçus hors de toute concertation avec les personnes concernées (...).

Et il y a sans doute d'excellentes raisons à cela. « Sponsoring » de la bibliothèque, privatisation de la restauration, de l'entretien et de la surveillance de l'école, financement de deux chaires par des « entreprises

locales », stages, contrats de recherche... Le redéploiement des capitaux industriels européens a besoin dans la région d'éléments de qualité pour les laboratoires privés, qui ne tarderont pas à accueillir dans leur giron des élèves formés à grands frais par un État incapable, ensuite, de leur permettre d'exercer leur talent dans de bonnes conditions. S'il n'y a pas de recherche fondamentale sans recherche appliquée, la « nécessaire symbiose avec le

monde de l'entreprise » que réclament, selon vous, les responsables locaux, cache en fait pudiquement une réalité plus grave : la captation, par la libre entreprise triomphante, des potentiels d'enseignement et de recherche grâce au désengagement (quand ce n'est pas la complicité) de l'État et au détriment du service public.

C'est de tout cela que nous ne voulions pas.

#### REPÈRES

##### Education

##### Des enseignants dans la rue

Plusieurs milliers d'enseignants — 8 000 selon la police et 30 000 selon les organisateurs — ont défilé, dimanche 22 novembre à Paris, pour la revendication de leurs salaires et de leur profession, à l'appel de cinq syndicats de la FEN (SNES, SNEP, SNETAP, SNFEN et SNESup) et d'une trentaine de sections départementales du SNI-PEGC dirigées par la tendance Unité et Action de la FEN, où militent les communistes.

Les manifestants, qui ont marché sous la pluie entre la Sorbonne et le ministère des Finances, s'étaient réunis sur le thème : « Vivent les profs, vivent les jeunes ! ». Brandissant pancartes, banderoles et ballons multicolores, encouragés par des orchestres de jazz ambulants, ils ont réclamé une augmentation de 20 % de leurs rémunérations et l'élévation du niveau de recrutement et de formation, à hauteur de la maîtrise pour tous. Cette journée d'action intervenait peu avant les élections professionnelles dans l'éducation nationale, fixées au jeudi 3 décembre.

##### Université

##### L'UNEF-SE manifestera le 26 novembre

L'UNEF-Solidarité étudiante a décidé, lors de son congrès réuni à Saint-Étienne, les 21 et 22 novembre, de maintenir la manifestation nationale prévue pour le jeudi 26 novembre, afin de réclamer une hausse sensible du budget de l'enseignement supérieur. Ce rassemblement précédera deux autres manifestations : l'une le 29 novembre, organisée par l'UNEF indépendante et démocratique et par SOS-Racisme ; l'autre le 5 décembre pour l'anniversaire de la mort de Malik Oussekine, défilé lors des manifestations de l'an dernier. Le président de l'UNEF-SE, Xavier Aknine, explique que « ces trois manifestations n'ont pas le même objet et que l'expérience du mouvement de l'an dernier montre qu'il peut y avoir un effet d'entraînement ». L'UNEF estime que le mécontentement grandit depuis la rentrée, et que, par « une tactique insidieuse et dévastatrice, le gouvernement Chirac veut arriver aux résultats qui avaient pu être repoussés grâce aux luttes étudiantes de l'hiver dernier ». — (Corresp.)

##### Racisme

##### Premières réactions au rapport Hannoun

SOS-Racisme a accueilli « avec plaisir » le rapport du député RPR M. Michel Hannoun sur « le racisme et les discriminations en France » (le Monde du 21 novembre), soulignant que « le ton de ce rapport est en rupture complète avec ce qui a été dit et fait depuis deux ans vis-à-vis des immigrés ». Pour sa part, l'association France Plus a félicité M. Hannoun pour sa « démarche courageuse » tandis que le MIRAP a pris connaissance de ce document « avec intérêt ». Cependant, l'organisation de rapatriés Le Retour estime, quant à elle, que « si le racisme doit bien être combattu, il doit l'être sous toutes ses formes, tout autant pour le crime odieux de Castres, que pour ceux commis en Corse par le FLNC ou ceux perpétrés par des organisations islamiques fondamentalistes ». Enfin, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a déclaré le 22 novembre au Grand Jury RTL-le Monde : « Ce rapport a le mérite d'exister. Il servira de base aux réflexions du gouvernement. Cela ne veut pas dire que

### MÉDECINE

#### Sous le nom de MM1

### Un nouveau médicament contre le SIDA serait expérimenté au Zaïre

KINSHASA  
de notre envoyée spéciale

Deux chercheurs, le professeur Luchuma, quarante-cinq ans, zairais diplômé de l'université catholique de Louvain, immunologue, et le professeur Ahmed Shafik, égyptien, professeur de chirurgie à l'université du Caire, proctologue et gastro-entérologue, proposent un nouveau traitement du SIDA. Les résultats d'une expérimentation faite avec un médicament préparé au départ au Caire, le MM1, ont été présentés le

samedi 21 novembre à Kinshasa au cours d'une conférence de presse.

L'équipe égypto-zairoise a suivi l'évolution de la maladie pendant six mois et demi chez trente-neuf patients contaminés, tous zairais. Deux groupes étaient étudiés. Le premier, dit « témoin », de vingt personnes, a été soumis au traitement habituel. Le second, composé de douze hommes et sept femmes dont l'âge variait de dix-huit à cinquante et un ans, tous atteints du SIDA, a bénéficié d'une cure de MM1, et de divers soins complémentaires. Cette cure comportait une série d'injections intramusculaires : dix au rythme d'une fois tous les deux jours, puis dix au rythme d'une fois par semaine.

Aujourd'hui l'état de douze membres de ce groupe se serait amélioré : reprise de poids, pour certains d'entre eux, retour à une activité professionnelle. Deux autres patients ont quitté l'hôpital sans donner de nouvelles ultérieures, cinq sont décédés dont deux pour des motifs, précise l'équipe, autres que le SIDA. Les patients du groupe « témoin » sont, eux, tous décédés.

Des examens biologiques effectués avant et après la cure traduisent une amélioration certaine, selon l'équipe. En particulier le taux des lymphocytes T4 a été « normalisé ». La cure de MM1 n'aurait entraîné aucun effet secondaire majeur.

Selon ses inventeurs, le MM1 est un agent antiviral. Il renforce l'immunité déprimée, et il est atoxique. Trois propriétés, affirment les chercheurs, que le MM1 possède simultanément, contrairement aux autres médicaments testés actuellement.

Il est à noter que l'équipe a présenté ses travaux au grand public sans les avoir préalablement portés à la connaissance de la communauté scientifique. Cette dernière, pour apprécier le bien-fondé de la découverte égypto-zairoise, a besoin de plusieurs éclaircissements : la nature (chimique ou végétale) du produit, et sa composition ; une description précise de l'état des patients avant la cure ; des résultats complets ; un plus grand nombre d'expériences observées sur une durée plus longue.

DANIELLE ROUARD.

MAINTENANT,  
C'EST FACILE D'ÊTRE  
A LA PAGE\*  
PARTOUT EN  
FRANCE.

\* page : prononcez "paidge". En français : radiomessagerie.







## Société

A Paris, Lyon et Marseille

### Des dispensaires pour les brutes domestiques

Le 30 novembre à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon, sera ouvert un « centre d'accueil pour les hommes violents ». Dans ce singulier dispensaire comme il n'en existe aucun autre en Europe, les « cogneurs » font enfin trouver à qui parler. Une équipe de psychologues et de travailleurs sociaux s'est proposée à cette tâche délicate : recueillir les confidences de ceux qui, dans le secret de leur foyer, frappent leurs épouses, leurs compagnes et parfois leurs enfants.

Pour échapper aux corrections, la violence fait souvent par faire ses valises. Elle se réfugie chez des amis, auprès de parents ou dans l'un de ces foyers pour femmes battues qui se sont multipliés ces dernières années. L'homme reste seul et ne sait plus que faire pour tenter de reconstruire son ménage. Personne jusqu'ici ne l'aide à analyser son comportement et à retrouver son équilibre.

La violence à domicile est un sujet tabou et par conséquent fort mal connu. Tant qu'il n'y a pas de plainte, la police s'interdit de franchir le mur de la vie privée. Quant à l'entourage, son attitude oscille de l'indifférence au ricane ment gêné. En France, les autorités enregistrent annuellement vingt mille cas de femmes battues, chiffre qui, selon les associations sociales, serait très supérieur de la réalité. En effet, un sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif de couples américains a révélé que, libes, 28 % d'entre eux échangeant des horions au moins une fois au cours de leur vie. Au Québec (8 millions d'habitants), les femmes battues seraient au nombre de trois cent mille. L'an dernier, quarante-cinq épouses y ont été tuées par leur compagnon au cours d'une de ces pugiles dramatiques.

C'est précisément au Canada que les centres pour hommes violents sont nés. Ils ont été lancés il y a six ans par un psychologue, M. Robert Philippe, qui a réussi à convaincre les autorités de leur efficacité.

L'expérience canadienne a attiré l'attention d'un certain nombre de psychologues français, notamment de M. Claude Mestre-Moulas, quarante-sept ans, enseignant à Paris. Avec un groupe de travailleurs sociaux, il a créé l'an dernier une association pour la prévention de la violence en privé qui se propose d'ouvrir un centre à Clichy dès les premiers jours de 1988. Celui-ci a reçu du ministère des Affaires sociales, de la délégation à la condition féminine et du secrétariat aux droits de l'homme une triple subvention dont le total se monte à 200 000 F.

A Villeurbanne, l'initiative vient d'une équipe animée par M. Daniel Welter-Lang mais, on ne sait pourquoi, elle ne bénéficie pour l'instant d'aucune aide publique. Un troisième centre devrait avoir pignon sur rue à Marseille au cours du premier trimestre de 1988. D'autres associations sont en gestation à Bordeaux, Saint-Etienne, Strasbourg et Rouen.

MARC AMBROISE-RENDU.

RELIGIONS

A Saint-Nicolas du Chardonnet

### Rendez-vous manqué entre le cardinal Gagnon et les intégristes

« Visiteur apostolique » désigné par le pape auprès de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X de Mgr Lefebvre, le cardinal canadien Edouard Gagnon a rencontré, le dimanche 22 novembre à Paris, les responsables de la paroisse de Saint-Nicolas du Chardonnet et du Centre Henri et André-Charlier, dont M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national. Il avait en revanche refusé d'assister à la messe dans l'église de Saint-Nicolas, occupée depuis dix ans par des intégristes. Le cardinal Gagnon doit encore se rendre à Flavigny (Côte-d'Or) et au monastère du Barroux (Vaucluse).

Il était tout à fait fidèle de Saint-Nicolas du Chardonnet : les jeunes femmes en mantille noire et foulard Hermès, les enfants en manteau bien mariné, sages comme des images pieuses, les hommes, jeunes et vieux, à genoux en prière ou feignant un sommeil.

Appareils de photos à la main, certains avaient fait le voyage de province pour montrer au cardinal venu de Rome que « les traditionalistes sont une force ». Tous étaient radieux. « Un cardinal à Saint-Nicolas, c'est extraordinaire », dit une mère de famille venue de Vincennes (Seine). Enfin, Rome accepte de voir ce que nous sommes. On va pouvoir rentrer dans le sein de l'Eglise et garder notre liturgical.

Tous les regards étaient fixés sur un trône de drap de couleur pourpre, celle des cardinaux, au milieu du chœur où venait d'entrer le cortège des célébrants, précédés d'une litanie d'enfants de chœur, les jupes aussi rouges que la soutane. En ce jour de Sainte Cécile, patronne des musiciens, les organes roulaient de plaisir.

Mais l'Introït et le Gloria étaient passés et le trône restait désespérément vide. Le trébuchement des soutanes noires et des surplis blancs,

faisant le va-et-vient entre le chœur et la sacristie, n'annonçait rien de bon. Après l'Evangile chanté en latin, l'abbé Laguerie bondissait au micro et, en guise d'hommage, exprimait son « immense douleur » et sa colère.

Le cardinal Gagnon ne viendrait pas. Le trône avait été préparé depuis dix jours, mais il était devenu « le trône de la désolation ». « Tous les fils sont au rendez-vous », dit le curé de Saint-Nicolas, mais le père est absent. « Il cite Saint-Paul : « On nous traite d'imposteurs et pourtant nous sommes dans la vérité ». Il rappelle la visite avortée du précédent délégué de Rome, M. Jean Guittou, en 1977. « Déjà, on nous

avait envoyé un entremetteur (sic), qui avait interrogé en ces termes Mgr Ducaud-Bourges : « Pouvez-vous m'assurer qu'en venant à Saint-Nicolas, je ne commets pas un petit péché véniel ? »

La tension monte dans l'assistance. « J'espère qu'un jour on pourra voir ici des évêques et de la pourpre », ajoute le jeune curé. « Nous pensons à notre évêque Mgr Lefebvre. Lui au moins est toujours fidèle au rendez-vous. » Et il achève sa philippique par le souhait que la mission du cardinal Gagnon ne soit plus entravée par « les embûches des évêques français ».

Des pleurs seconcent certains fidèles. « C'est un manque de charité », commente l'un d'eux. « Une

injustice, ajoute un autre, qui se perpétue contre les prêtres de Saint-Nicolas. » Collaborateur du cardinal Gagnon, Mgr Camille Perle, un Luxembourgeois, prend à son tour le micro, se dit frappé par la foule des fidèles et par leur tristesse, mais aussi assuré que la mission du cardinal-visiteur n'était pas compromise. Astucieusement, il ajoute : « Votre présence témoigne de votre attachement à l'Eglise catholique et à la personne du Saint-Père que vous êtes venus vénérer à travers le cardinal Gagnon. »

Mgr Lustiger

fait un geste

Le cardinal envoyé par Rome avait été indisposé par le bruit fait autour de sa visite en France. Sa présence à la messe de Saint-Nicolas avait été annoncée le dimanche précédent par le curé de la paroisse. Le cardinal Gagnon pouvait-il cautionner ainsi l'histoire de cette église occupée depuis dix ans malgré toutes les actions introduites par l'archevêché de Paris ?

Qui plus est, le hasard avait voulu que la même matinée, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, fasse lui-même un geste de conciliation envers les traditionalistes. Il a célébré pour la première fois la messe dans l'ancien rite préconciliaire à Saint-Eugène (neufième arrondissement), seule église parisienne bénéficiaire de l'indult de Rome du 3 octobre 1984, qui autorise la messe selon le rite de saint Pie-V à condition qu'elle soit célébrée par des prêtres en communion avec leur évêque. Respectant la stricte consigne de discrétion donnée par Rome sur la mission du cardinal Gagnon, l'archevêque de Paris s'est refusé à tout commentaire sur l'incident de Saint-Nicolas du Chardonnet.

Même si la mission d'information du cardinal Gagnon auprès des communautés traditionalistes de France, d'Allemagne et de Suisse n'est pas compromise par le rendez-vous manqué de Saint-Nicolas du Chardonnet, la vérité oblige à dire qu'elle a mal commencé.

HENRI TINCQ.

DÉFENSE

### L'annuaire « Flottes de combat 1988 » juge préoccupante la situation de la marine française

L'annuaire *Flotte de combat 1988*, qui vient de paraître, qualifie de « grave » et de « fort préoccupante » la situation de la flotte de surface française. « Les constructions navales, en cours ou inscrites à la programmation militaire, ne permettent pas de remplacer les bâtiments qui doivent être radisés en raison de leur âge », écrit l'auteur de l'annuaire, M. Jean Labayle-Coubat, de l'académie de marine, qui fait autorité.

Cet ouvrage, richement illustré, recense, tous les deux ans, la composition des marines de guerre dans le monde. Avec un tonnage global de l'ordre de 300 000 tonnes, la marine française demeure la quatrième marine de guerre dans le monde, loin derrière les Etats-Unis (4 200 000 tonnes), l'Union soviétique (3 540 000 tonnes), la Grande-Bretagne (590 000 tonnes), et devant le Japon (228 000 tonnes) et l'Allemagne fédérale (170 000 tonnes).

Pour M. Labayle-Coubat, la force sous-marine soviétique est « énorme » puisqu'elle représente, à elle seule, plus de la moitié du tonnage de la flotte. Pour les Etats-Unis, la marine est devenue l'élément-clé de la politique militaire et donc de la politique étrangère.

Assistant à la présentation à la presse de cet annuaire, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Bernard Lonzan, a tenu à souligner que, quelque modeste que soit sa taille, la marine de guerre française est investie de la lourde responsabilité de près de 85 % du potentiel nucléaire de la France, avec ses sous-marins nucléaires lance-missiles balistiques et ses avions Super-Etendard, porteurs d'une arme nucléaire préstratégique, à bord des porte-avions français.

\* *Flottes de combat 1988*, de Jean Labayle-Coubat et Bernard Prezelin, Editions maritimes et d'outre-mer, 936 pages, 620 F.

# TDF LANCE OPERATOR. LE SERVICE DE RADIOMESSAGERIE A COUVERTURE NATIONALE.



TDF, c'est Télédiffusion de France. Nous lançons le "paging". La radiomessagerie. Une idée nouvelle qui a déjà conquis les Etats-Unis et la plupart des pays européens. Le principe est simple. On peut vous joindre où que vous vous trouviez en France, et on peut vous appeler du monde entier.

On peut surtout vous transmettre un vrai message : numéro de téléphone à rappeler, information chiffrée ou tout message préalablement convenu. C'est pour cela que nous l'avons appelé Opérateur. Avec Opérateur, vous savez qui cherche à vous joindre. Où que vous soyez, en voyage, en réu-

nion, en week-end, ou ailleurs, vous êtes averti sans être dérangé. Opérateur garde 6 messages en mémoire et ne sonne que si vous le souhaitez. Alors, pour faire connaissance avec Opérateur chez le distributeur agréé le plus proche, téléphonez sans attendre au **NUMERO Vert** Appel gratuit 05.15.16.15.

**OPERATOR**  
LA RADIOMESSAGERIE PAR TDF

le message qu'il vous faut.  
quand il faut.







France

MUSIQUES

Les Rencontres contemporaines de Metz

Du paradis à l'enfer

Une Coréenne, un Cubain, Nono, Kagel, Huber et Zygmunt Krauze ont illustré les Rencontres internationales de musique de Metz, qui offraient par ailleurs trop de partitions bonnes pour les oubliettes.

En trois jours, nous avons connu à Metz tout ce que l'on peut attendre d'un Festival de musique contemporaine, du meilleur au pire. Le meilleur, d'abord, grâce à un concert superbe, vendredi, de l'Orchestre du Südwestfunk de Baden-Baden, ce qui se fait de mieux en la matière avec l'Ensemble Intercontemporain, sous la direction de Michael Gielen. Nino, de Yehudi Gheib-Pagan, une Coréenne de quarante-deux ans, s'inspire d'un Poème d'amour à la terre, écrit au cours d'une insurrection populaire de son pays, qui s'achève par un massacre en 1980. L'opulence de ce bien tuné à l'orientale fait penser à Isang Yun, fleur imposante dominée par une puissante percussion, des accents déchirants des cuivres. Cette musique de la terre, épaisse, meurtrie, secouée par des soubresauts tragiques, pénétrée rageusement, prend bientôt une dimension cosmique, survoltée par une sérénité lumineuse et comme une sourire bondissant, dominant « l'histoire des larmes brillantes ».

longeait cette contemplation de plus en plus profonde, où la musique semblait nous adresser quelques signes rares et parfaits comme un jardin zen. Elin Brief, de Mauricio Kagel, « scène de concert pour mezzo et orchestre », traite au contraire un sujet très réaliste, une « lettre d'amour », mais comme une « romance sans paroles » chantée, qui englobe ainsi maintes significations indéfinies : déclaration, passion, rupture, adieu ? Avec une habileté diabolique, le musicien enchaîne les climats dramatiques, sanglotants, hésitants, serins, jusqu'à la cassure finale, tandis que plane la voix captivante de Klara Czardas. Un « must » de Kagel.

Ce même vendredi, à l'église Notre-Dame, le Chœur du Bach-Verein et l'Ensemble Köln donnaient la première française des Cantiones de circolo grante de Klaus Huber (1924) sur un poème d'Heinrich Böll, qui évoque la cathédrale de Cologne glissant dans le champ de ruines de la dernière guerre, après l'apocalypse nazie. Le texte est enveloppé par des chœurs qui jaillissent de toutes parts (chantant en latin de vieux textes visionnaires d'Hildegard von Bingen) et des instruments solistes placés en différents points de l'église ; mais leurs interventions, pour belles et harmonieuses qu'elles soient, paraissent surtout décoratives en regard de la force terrible du poème de Böll, déclamé par un professeur exceptionnel, Theophil Maier, et contrepointé par une contrebasse très expressiviste.

Comme dans un film de Cocteau. Pour se reposer de ces émotions, on alla au Palais des sports entendre tout à loisir la rivière souterraine de Zygmunt Krauze, diffusée en continu dans un labyrinthe composé de sept petits polygones avec autant de sources sonores différentes. En passant de l'un à l'autre, on croissait des promeneurs silencieux, qui semblaient surgir d'un air comme dans un film de Cocteau. Et les musiques se mélangeaient pour composer des architectures fluctuantes de sons instrumentaux (piano, accordéon, violoncelle, guitare, clarinette, etc.), synthétisés et électroniques. Une musique de jets d'eau et de reflets, toujours ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, en bain sonore inclinant au rêve et à la méditation, calme et consonnant. Beaucoup de

La TVA baisse le 1<sup>er</sup> décembre

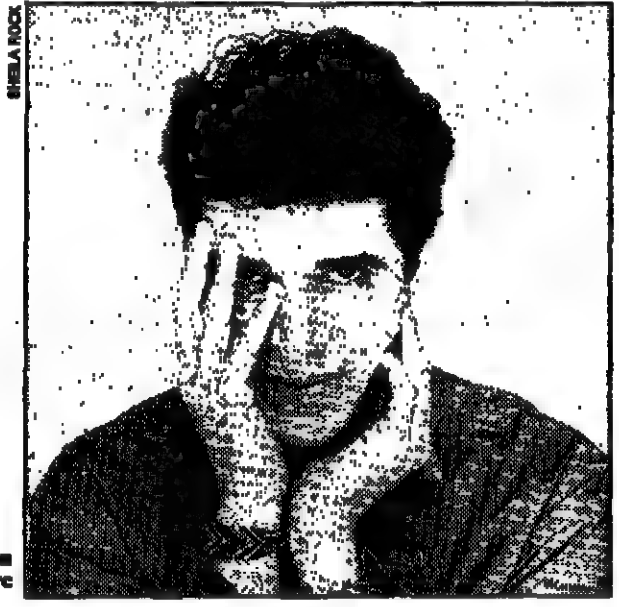
Nouveau visage de l'industrie musicale

Les professionnels de la musique ont obtenu du ministère des finances la baisse de la TVA à la veille des fêtes de fin d'année. Un changement parmi d'autres dans un secteur en pleine transformation.

droits des artistes et musiciens interprètes (ADAMI) a créé avec les producteurs une société civile (le SPRE) chargée de percevoir la « rémunération équitable ». De son côté, la société de perception et de distribution des droits des artistes musiciens (SPEDIDAM) aura compétence exclusive pour recevoir et répartir les rémunérations dont les bénéficiaires sont des artistes interprètes (par exemple musiciens accompagnateurs), dont les noms ne figurent pas sur l'étiquette ou au générique.

Cheval de bataille de l'industrie musicale pendant dix-sept ans, la baisse de la TVA sur les disques et les cassettes prendra effet un mois plus tôt que prévu, soit à compter du 1<sup>er</sup> décembre prochain, et passera de 33,3 % au taux moyen de 18,6 %.

La loi prévoit que « le quart des redevances pour la copie privée et la moitié des sommes irrégulièrement de la rémunération équitable » doivent être affectées à des actions pour la création, la diffusion et la formation, en partie à travers la Fondation pour l'aide à la création et à la diffusion musicale et sonore imm-



Julien Clerc

d'année va être annoncée par une campagne de promotion sans précédent des firmes discographiques, notamment sur les chaînes de télévision.

cée par les sociétés de perception et de répartition des auteurs, compositeurs et producteurs.

La baisse du taux de la TVA devrait relancer les ventes dans un marché en mutation : en 1986, 49 745 718 exemplaires de 45 tours simples ont été vendus, soit 13,6 % de moins qu'en 1985 ; 26 820 123 albums microsillons ont été achetés par le public, soit 16,3 % de moins que l'année précédente ; 20 906 225 cassettes ont, soit, une légère augmentation de 0,9 %, et 6 225 041 compactes, soit une progression de 166,4 %.

La baisse de la TVA, accompagnée de mesures d'accompagnement, pourrait faciliter aussi dans les prochains semaines la naissance d'un fonds d'intervention pour la distribution à l'intention des disquaires-détaillants singulièrement minés par la crise.

Les paroliers minoritaires

Côté SACEM, les revenus des auteurs et compositeurs continuent à refléter les transformations de l'industrie musicale comme le changement opéré il y a déjà quelques années parmi les plus forts « toucheurs » de droits.

Il y a douze ans, parmi les vingt premiers « toucheurs », il y avait beaucoup d'auteurs, quelques compositeurs et un certain nombre d'auteurs et compositeurs-interprètes.

Les paroliers non seulement ont régressé mais sont devenus minoritaires (quatre seulement dans les vingt premiers en 1986), cinq compositeurs de films (parmi lesquels Georges Delerue et Maurice Jarro) sont dans le peloton de tête car leur musique s'exporte dans le monde entier, les auteurs-compositeurs ne sont plus les mêmes : ils se nomment à présent Renaud, Michel Berger, Jean-Jacques Goldman, Serge Gainsbourg et huit créateurs décédés sont bien « placés » dans le hit-parade : Daniel Balavoine, Fauré, Milhaud, Poulenc, Prokofiev, Ravel, Stravinski et Saint-Saëns.

Quarante-huit membres de la SACEM ont perçu en 1986 plus de 1 million de francs de droits, quatre-vingt-un plus de 500 000 F et, au bas du tableau, douze mille trois cent cinquante-sept moins de 4 000 F.

CLAUDE FLÉOUTER.

La répartition des droits d'auteurs SACEM

	NOMBRE d'ayants droit en 1983	NOMBRE d'ayants droit en 1986
Moins de 4 000 F	15785	12357
De 4 000 à 44 000 F	4868	3974
De 44 000 à 75 000 F	574	312
De 75 000 à 125 000 F	378	277
De 125 000 à 300 000 F	481	289
Plus de 300 000 F	497	233
Total des ayants droit	21583	17442

« Le Pont des soupirs », au Théâtre de Paris

Offenbach à Venise

Tandis que les agences de voyages tentent de persuader leurs clients que l'hiver est encore la meilleure saison pour visiter Venise, le Théâtre de Paris propose pour un prix nettement inférieur, une soirée dans la Cité des Doges.

Voici donc le Pont des soupirs, musique d'Offenbach, livret de Ludovic Halévy et Hector Crémieux, adaptation de Jean-Michel Ribes. Les décors de Patrick Dutreuil et bien l'illusion que le spectateur se croit vraiment transporté au bord du Grand Canal.

Sans être véridique, l'intrigue de cet opéra-bouffe, créé en 1861, reste fort vraisemblable : le doge Cornaro, qui commande une expédition contre les Turcs, a préféré préférer la fuite au lieu de vaincre, et de

ramener une belle captive aux yeux perdus. Il est vrai qu'il est marié ; mais, pendant son absence, sa femme se laisse courtiser de bon gré par le page Amoroso et, à son corps défendant, par l'ignoble Malatesta. De retour à Venise, incognito, Cornaro découvre que sa fille le déçoit et, surtout, qu'elle est mise à prix pour défection devant l'ennemi.

On ne dira pas la suite, car l'histoire commence là ; elle est assez amusante, au fond, pour qu'on laisse au spectateur le plaisir de la découvrir. La partition d'Offenbach, dont la verve ne s'exerce pas, comme parfois, au détriment de la qualité musicale, contient quelques refrains mémorables, des assemblés un peu travaillés et au moins deux jolies romances, curieusement confiées au méchant Malatesta. Pierre Catala (certains soirs) les chante avec un art et une fraîcheur reconfortants.

Maurice Silye (Cornaro) et Yves Bissan (Cascadetto) sont excellents, eux aussi ; les interprètes

de « Caterina et d'Amoroso » tournent « d'un soir sur l'autre, mais, à en juger par ceux que nous avons entendus, et surtout par la belle tenue générale des rôles secondaires, on doit conclure que la distribution n'a pas été réunie à la légère. Un comédien, Philippe Khorsand, remplace en outre un Khorasand dans un rôle en fin de soirée du président du conseil des Dix.

La mise en scène de Jean-Michel Ribes joue le jeu de l'opéra-bouffe, sans forcer la note ; on s'amuse sans arrière-pensée et l'on peut y venir en famille. Les musiciens, entassés dans une fosse exigüe, dirigés tout à tour par John Burdick et Amaury du Clozel, tentent plus d'arduer à cette tâche que leurs illustres confrères des théâtres nationaux dans les mêmes occasions. Soudain, comme cela dure jusqu'à la fin des représentations, qui ne devraient pas s'achever avant la mi-janvier.

GERARD CONDE.

★ Théâtre de Paris, 20 h 30.

Le premier concours européen de piano

Le culot, l'idéal et l'ECU

Le premier concours européen de piano vient d'avoir lieu à Luxembourg. Il a été conçu et organisé par un jeune pianiste qui a réussi à convaincre les politiques et les mécènes.

Un jeune Lorrain de vingt-six ans, Didier Cahen, vient de vivre une aventure incroyable, qu'il avait pourtant entièrement programmée. Pianiste, diplômé de Sciences-Po, membre des Communautés européennes, il s'était mis en tête il y a deux ans de créer un concours de piano qui soit à la fois une aide aux jeunes artistes et une manifestation de conscience européenne.

Armé d'idéal et de culot, il alla frapper à toutes les portes, obtint l'accord de lord Plumb, président du Parlement, de M. Jacques Delors président de la Commission des Communautés, du président Giscard d'Estaing et du chancelier Schmidt, et, de fil en aiguille, mit tout le monde de son côté.

Bon européen, Didier Cahen décidait que les différentes épreuves auraient lieu dans les trois capitales de la région : Bruxelles et Luxembourg, et seraient associées à une promotion de l'ECU, idée géniale grâce à laquelle les institutions communautaires offrent un premier grand prix respectable (7 500 ECU, soit 52 500 francs français) : ce qui voyant, de grandes banques, Saint-Gobain, les principales firmes d'informatique ainsi que la SACEM et Air France firent tomber aussi quelque 20 000 ECU dans l'escarcelle des concurrents.

C'est ainsi qu'avant la structure la plus légère qui soit, fondée sur l'enthousiasme d'un groupe de jeunes, ce qui n'allait pas sans risques, la finale du premier concours européen de piano a eu lieu les 18 et 19 novembre à Luxembourg, en présence de la grande duchesse, avec l'Orchestre de RTI et sous les yeux de millions de téléspectateurs européens, y compris extra-communautaires puisque la Bulgarie et la Tchécoslovaquie la transmettaient en direct.

Dernière chance pour Didier Cahen : ce concours, qui suscitait plus de scepticisme chez les artistes que chez les politiques en raison de la multiplicité des compétitions internationales, a révélé quelques excellents lauréats. Un Italien de dix-sept ans, Francesco Cipolletta, à la technique étincelante, fit merveille dans le Deuxième Concerto de Rachmaninov. Dans le Concerto de Marcel Merceier (compositeur lorrain, maître de Didier Cahen), morceau

imposé où ses camarades parurent quelque peu besogneux. Il sut établir un bon personnel entre des épisodes curieusement disparates, où l'on côtoyait Bartok et Messiaen, Prokofiev et Ravel, avec des bouffées de romantisme, en un discours par ailleurs spontané et vivant.

Tandis que le jury de la critique musicale lui décernait son prix sans partage, le jury officiel le couronnait ex aequo avec un grand Anglais de vingt-huit ans, Christopher Oakden, virtuose confirmé, mais au style assez monocorde et sans imagination dans le Troisième Concerto de Prokofiev. Je ne serais pas étonné que son compatriote Ian Fountain, aussi grand que lui (2 mètres), dix-huit ans, malgré son quatrième prix, ne vienne à le dépasser si son jeu très fin s'affermait davantage et s'il domine un certain narcissisme.

L'honneur de la France était défendu par une jeune fille de vingt-quatre ans, d'origine japonaise, Mariko Kaneda (troisième prix), vive, spontanée, dévorant le Deuxième Concerto de Saint-Saëns comme une cavale à travers l'espace, mais qui devra soigner davantage son phrasé et son toucher expressif.

Les concurrents étaient accompagnés fort honorablement par l'Orchestre de RTI, sous la direction de Jacques Mercier dans la superbe salle du Conservatoire de Luxembourg, où deux mille élèves de toutes nationalités forment eux aussi une communauté européenne de la musique.

J. L.

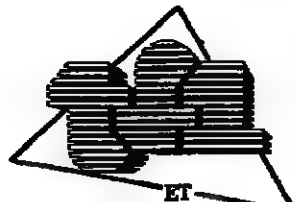
**CHAI LOT** LE SOULIER DE SATIN  
Paul Claudel • Antoine Vitez  
Grand Théâtre 47.27.81.15  
Du 8 novembre au 20 décembre  
Joué en semaine en 7 soirées, le dimanche en continué de 13h à minuit. Relâche lundi et mardi.







L'ASSOCIATION DES TROPHÉES DE L'ENTREPRISE  
PRÉSIDENT : CLAUDE-NOËL MARTIN



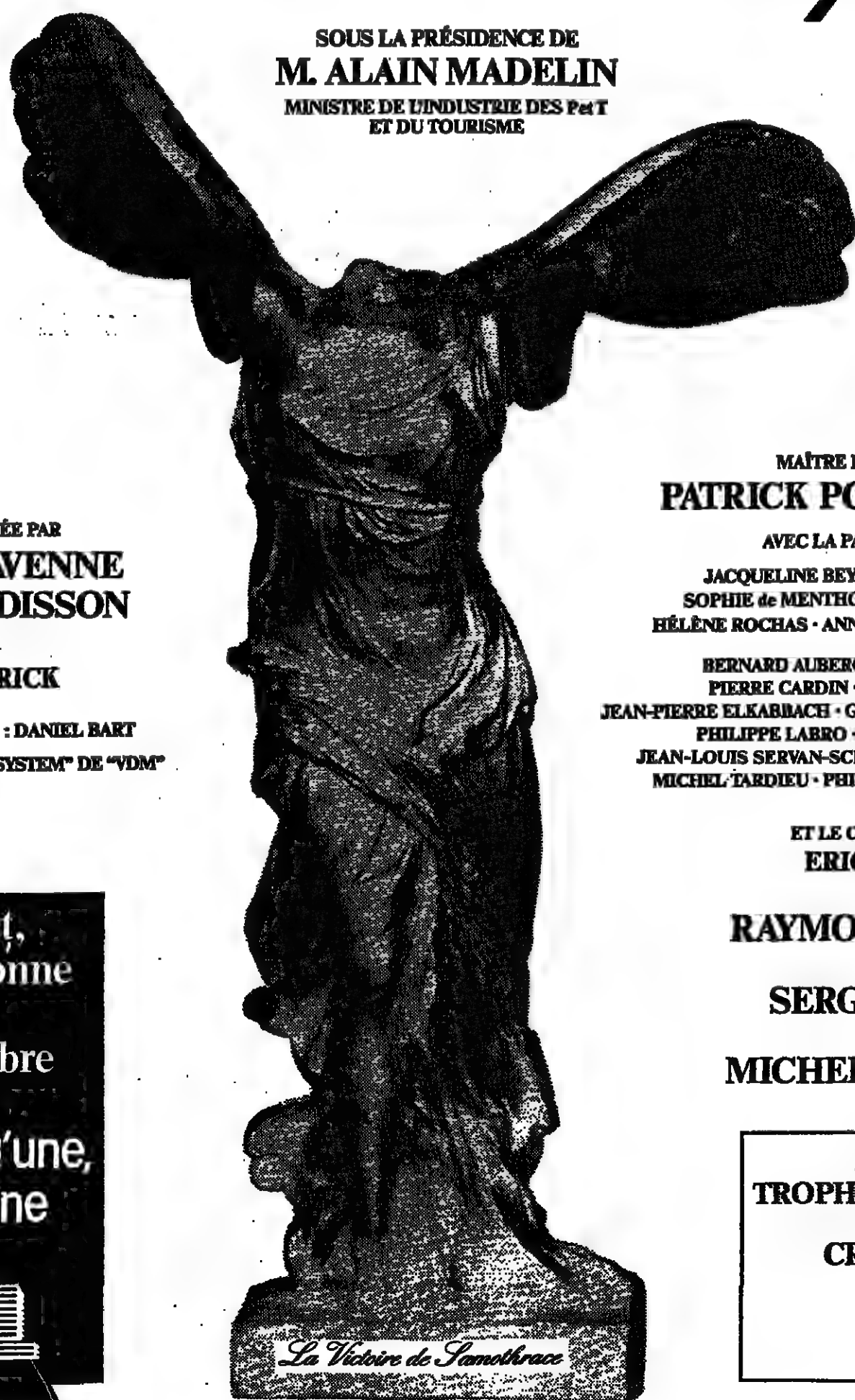
ET  
LE CRÉDIT AGRICOLE



PRÉSENTENT

# La Nuit des Trophées de l'Entreprise

SOUS LA PRÉSIDENTIE DE  
**M. ALAIN MADELIN**  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE DES P.T.  
ET DU TOURISME



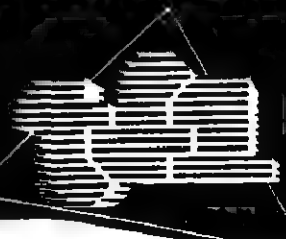
CONÇUE ET PROPOSÉE PAR  
**GEORGES CRAVENNE**  
ET **THIERRY ARDISSON**

RÉALISÉE PAR  
**ANDRÉ FLÉDÉRIK**

COORDINATEUR TECHNIQUE : DANIEL BART  
AVEC LE CONCOURS DE "VIDEO SYSTEM" DE "VDM"  
DE LA SEE

et de  
**Bull**

En direct,  
de la Sorbonne  
Lundi  
30 Novembre  
21 h 50  
Il n'y en a qu'une,  
c'est la Une



MAÎTRE DE CÉRÉMONIE  
**PATRICK POIVRE D'ARVOR**

AVEC LA PARTICIPATION DE

JACQUELINE BEYTOUT • MICHÈLE COTTA  
SOPHIE de MENTHON • CATHERINE PAINVIN  
HÉLÈNE ROCHAS • ANNETTE ROUX • ANNE SINCLAIR

BERNARD AUBERGER • JEAN BOISSONNAT  
PIERRE CARDIN • FRANÇOIS de CLOSETS  
JEAN-PIERRE ELKABACH • GABRIEL FARKAS • MARCEL JULLIAN  
PHILIPPE LABRO • EMMANUEL de LA TAILLE  
JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER • PAUL-LOUP SULITZER  
MICHEL TARDIEU • PHILIPPE VASSEUR • ALAIN WEILLER

ET LE CONCOURS DE  
**ERIC BLANC**

★  
**RAYMOND DEVOS**

★  
**SERGE LAMA**

★  
**MICHEL SARDOU**

LA 1<sup>re</sup> NUIT DES  
TROPHÉES DE L'ENTREPRISE  
EST PARRAINÉE PAR LE  
**CRÉDIT AGRICOLE**



*La Victoire de Samothrace*











## Informations « services »

Du 26 novembre  
au 6 décembreLa Braderie de Paris  
sera... au Bourget

Après la porte de Versailles l'autre hiver et le CNIT au printemps de cette année, la Braderie de Paris s'installera au Bourget du 26 novembre au 6 décembre. Artisans — notamment des verriers, fabricants de prêt-à-porter, spécialistes de l'habitat, de la décoration, de l'électroménager, avec des incursions dans la haute-fidélité, la vidéo et la télévision, quelque sept cents exposants seront sur place.

Pour la première fois, en outre, la société Eco System, qui importe au nom et pour le compte de ses clients des véhicules neufs des pays de la CEE (des voitures aussi bien étrangères que françaises), sera présente.

« Le bus d'Eco System, selon son fondateur, J.-C. Rouves, est d'ouvrir aux consommateurs français la possibilité de profiter des avantages que procure le marché commun sans avoir à supporter les inconvénients liés à la procédure d'importation. » Autre argument : les prix de vente pratiqués sont inférieurs de 7 % à 13 %. C'est en tant que prestataire de service et avec, sur son stand, plusieurs modèles de véhicules d'importation que la société se présente. On se doute que les activités d'Eco System sont diversement appréciées par les nombreux professionnels de l'automobile. A ce titre, la présentation publique que la Braderie de Paris offre à cette société ne manquera pas d'intéresser.

Etats généraux  
du troisième âge

Du 25 au 29 novembre se tiendront à Mâcon (Saône-et-Loire) plusieurs manifestations consacrées aux personnes âgées. Des groupes d'amateurs « troisième âge » y donneront un festival de théâtre, d'autres participeront à des épreuves sportives pour les plus de cinquante ans. Des colloques réuniront d'une part, les journalistes européens spécialistes des « seniors », d'autre part, les personnels soignants des maisons de retraite, et enfin des chefs d'entreprise sur « L'avenir du régime des retraites ». Les journées « L'âge dans tous ses états » seront clôturées par M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés.

★ Inscriptions : 95, rue Rambuteau, 75006 Paris, Tél. : 85-38-08-38.

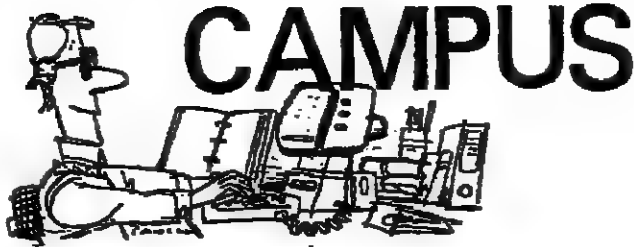
## EN BREF

● **Pétrole arabe.** — Un séminaire sur le « pétrole arabe » est organisé, les 23 et 24 novembre, à Paris, par le Centre de commerce franco-arabe et le Centre arabe d'études pétrolières. Les débats, qui porteront notamment sur les prix du brut, les perspectives de l'OPEP et la guerre du Golfe, seront animés par plusieurs personnalités du monde arabe et de spécialistes du pétrole, dont M. Belkacem Nebli, ministre algérien de l'énergie; le D<sup>r</sup> Youssef Bel-Abbès, ambassadeur du Maroc; le D<sup>r</sup> Abdelrazek Al Hashimi, ambassadeur d'Irak; M. Abdelatif El Hamad, directeur du Fonds arabe de développement économique et social; M. Michel Jobert, ancien ministre; M. Pierre Desprairies, président d'honneur de l'Institut français du pétrole; M. Bernard Poige de Combre, directeur à Elf-Aquitaine.

● **Chandlers de commerce franco-arabe.** 93, rue Lamartine, 75116 Paris, tél. : (1) 45-33-20-12, poste 157.

● **Métronos.** — Une des célèbres rames vertes « Sprague » du métro sortira de sa retraite dans la soirée du samedi 5 décembre pour une promenade insolite dans la capitale. Le voyage s'effectuera, sans changement, de la gare du Nord à la gare du Sud, via la Courneuve, l'Est, le Père-Lachaise et la place d'Italie, en utilisant, pour passer d'une ligne à l'autre, les records mystérieux que les voyageurs n'empruntent jamais. Un bar sera installé à bord du train. Le parcours sera commenté et comportera plusieurs arrêts-photo. Départ vers 19 h 30, retour vers minuit.

★ 180 F par personne. Inscriptions et chèques avant le 30 novembre auprès du COPEF, 15, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.



## CAMPUS

Une école pour reprenneurs d'entreprise

CINQUANTE cinq pour cent des chefs d'entreprise ont plus de cinquante ans. Dans les dix prochaines années, cinquante pour cent environ des entreprises devront donc changer de « patron ». Cette situation n'est pas sans risques lorsque l'on sait que près d'un tiers d'entre elles déposent leur bilan, ou connaissent d'importantes difficultés, dans les trois ans qui suivent la reprise.

Créée en mars, à Laval, par la chambre de commerce et d'industrie, l'Ecole des managers a pour but de faciliter la « passation des pouvoirs » au sein de l'entreprise, et d'aider les « reprenneurs » à être opérationnels dès leur prise de fonction. Il ne s'agit pas de délivrer un diplôme de plus mais de donner au nouveau dirigeant une formation adaptée à la société qu'il vient de reprendre en main.

L'école accueille, par promotion de quinze personnes, des hommes et des femmes qui seront bientôt chefs d'entreprise, soit parce qu'ils prendront la succession familiale, soit parce qu'ils se sont rendus acquéreurs d'une société. La formation est répartie sur dix-huit mois. Les deux premiers mois sont réservés à un enseignement commun à tous futur « patron ». Les six mois suivants, ils se partagent entre l'école et leur future entreprise. Une fois en place, le nouveau patron bénéficiera d'un suivi de l'école durant dix mois. Trois sessions sont programmées en 1988, en février, mai et octobre.

★ Ecole des managers, chambre de commerce et d'industrie de Laval et de la Mayenne, 12, rue de Verdun, BP 708, 53002 Laval Cedex.

Droit de la mer  
à Brest

Le Centre de droit et d'économie de la mer et la Société française pour le droit de l'environnement organisent les jeudi 26 et le vendredi 27 novembre, à l'université de Brest, leur congrès annuel sur le thème « Développement récent du droit de l'environnement marin ». Différents spécialistes interviendront notamment sur les thèmes de la réglementation internationale et sur « les instruments de réparation et de répression ».

★ Centre de droit et d'économie de la mer, faculté de droit de Brest, BP 331-22273 Brest Cedex. Tél. : 95-44-33-53.

## HEC + X = Cosmos

Les élèves d'HEC et de l'Ecole polytechnique s'associent pour lancer Cosmos. Une longue nuit qui se déroulera le

vendredi 11 décembre, à Paris, sur le campus de Polytechnique. Concerts, défilé de mode, cinéma et discothèque géante animeront cette soirée qui débutera à 22 heures. Tél. : 60-19-40-50 ou 39-56-71-42.

Sup de Co Nantes  
s'étend

L'Ecole supérieure de commerce de Nantes a lancé « un important programme d'extension et d'équipement » pour se préparer aux échéances européennes de 1992. Elle a invité les fournisseurs de lycées, les responsables de relations humaines de grandes entreprises et des parents d'élèves pour l'inauguration de ses nouveaux locaux qui lui permettront d'accueillir désormais des promotions de 140 étudiants.

★ ESC, 8, rue de la Jonellière, BP 72, 44003 Nantes Cedex. Tél. : 40-29-44-55.

## Échecs

CHAMPIONNAT  
DU MONDE  
SÉVILLE  
1987

Samedi 21 novembre, théâtre Lope de Vega, à Séville. Sur la scène, l'échiquier, les deux fauteuils et l'arbitre du match, M. Gjissen. Pas de Kasparov, pas de Karpov. Dans la salle, les spectateurs sont venus pour la reprise de la quinzième partie, ajoutée vendredi 16 h 30. M. Gjissen n'ouvre pas l'enveloppe contenant le coup de Karpov (on saura plus tard que c'était 43-F7) mais n'annonce pas non plus que la partie est nulle. Vingt minutes, irrécables, s'écoulent, et Kasparov, bleu-jean et chemise sans cravate, arrive dans la salle de presse.

Le champion du monde fait alors savoir que Karpov a bien proposé la nulle mais qu'il refuse maintenant de signer la feuille de match. Il ajoute, mystérieux et ravi : « S'il a fallu quinze heures à Karpov pour se décider à offrir la nulle, je peux bien prendre trois heures pour l'accepter ». Là-dessus, il va signer la feuille de match et rentre chez lui.

Score : 8-7 en faveur du champion du monde. Seizième partie, le lundi 23 novembre.

★ B. de C.

Quinzième partie :  
nulleA « mal élevé »  
mal élevé et demi...

Arrive alors Karpov. Furieux, le challenger donne la clé de l'imbricatio : « Samedi matin, j'ai fait savoir à l'arbitre que je proposais la nulle. Il a téléphoné à Kasparov. On lui a répondu qu'il faisait une promenade. J'ai accepté d'attendre. Quand M. Gjissen a rappelé on lui a dit que Kasparov faisait une petite sieste et qu'il répondrait plus tard. J'ai trouvé que c'était un comportement incorrect et j'ai dit à l'arbitre que je retirais mon offre ».

Bien entendu, Karpov savait parfaitement que le règlement lui interdisait de rétracter son offre (Kasparov avait bien dit s'y plier lors de la dixième partie) et il signa, à son tour, la feuille de match sans saisir le comité d'appel. Kasparov, qui l'avait traité de « mal élevé » vendredi (Le Monde daté 22-23 novembre), lui a bien rendu son impolitesse.

Score : 8-7 en faveur du champion du monde. Seizième partie, le lundi 23 novembre.

★ B. de C.

## MUSÉE RODIN

77, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) — M<sup>e</sup> Varanne  
**Ornement de la Durée**  
Isidore Duncan, Ruth St-Denis, Adolphe Willette, Lila Fuller  
Photographies : Collection Auguste-Rodin  
Tous les jours, sauf mardi, 10 h - 17 h, du 30 septembre au 30 novembre

## PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle et semestrielle  
pour jeunes bacheliers  
11 ans d'expérience  
dans la préparation des grandes écoles  
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS  
48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. (1) 45-66-59-98

KASPAROV  
Et le Fou devint Roi

Les vrais enjeux  
de la revanche  
contre Karpov  
Albin Michel

## Naissances

— Philippe SERRES,  
Jeanne MANGIN-SERRES  
ont l'honneur d'annoncer le  
dépôt de leur fils aîné

Aime-Pauline,  
Dumont, le 18 novembre 1987.

## Décès

— M<sup>me</sup> Nathalie Agorger  
et Alexandre,  
M<sup>me</sup> Henriette Agorger,  
M<sup>me</sup> Nicole Gavezotti,  
Danielle et François Butet  
et leur enfants,  
Charles Agorger  
et ses filles,  
Hélène et Jean-Marie Viellard  
et leurs enfants,  
Richard Agorger  
et ses enfants,  
Cécile et Michel Agorger-Maignan  
et leur fille,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernadette  
et leurs enfants,  
Et tous ses nombreux amis,  
ont le plaisir d'annoncer le décès de  
docteur Pierre AGORGER,

le jeudi 19 novembre 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi  
24 novembre, à 14 heures, en l'église de  
Roche, (près de Châteaubleau,  
Creuse).

Ses fleurs et couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

424, rue du Condorcet,  
45170 Saint-Lyé-la-Forêt.

— Le personnel  
Et les administrateurs de l'Association  
des mieux prescrits et de l'Union nationale  
des associations de Formation  
médicale continue (Unafom),  
ont le plaisir d'annoncer le décès de  
survenu le 19 novembre 1987, de

docteur Pierre AGORGER,  
directeur de la rédaction  
de la revue Prescrire,  
président de l'Unafom.

Un service sera rendu à sa famille  
le mardi 24 novembre, à 14 heures, en l'église de  
Roche, 23270 (près de Châteaubleau,  
Creuse), pour exprimer leur  
cœur et leur affection.

(Le Monde du 22 novembre.)

— Saint-Gervais d'Anvergne (Puy-  
de-Dôme).

M<sup>me</sup> Jean Bouchet,  
M<sup>me</sup> Jean Bouchet,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont le plaisir d'annoncer le décès de

M. Jean BOUCHET,

leur époux, père, grand-père et arrière-  
grand-père,

survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi  
19 novembre dans la plus stricte intimité,  
à Saint-Gervais d'Anvergne (Puy-  
de-Dôme).

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », sont priés de  
joindre à leur envoi de texte une  
dernière bande pour justifier de  
cette qualité.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du samedi 21 novembre 1987 :

## DES ARRÊTÉS

● Du 9 novembre 1987 portant  
classement au titre des sites de  
l'ascenseur à bateaux des Fontaines,  
à Arques (Pas-de-Calais).

● Du 4 novembre 1987 portant  
fixation des caractéristiques techniques  
des liaisons spécialisées à large  
bande de fréquence de qualité radio-  
phonique.

## UNE LISTE

● D'admissibilité au concours  
externe d'entrée à l'Ecole nationale  
d'administration (1987).

Sont publiés au Journal officiel  
du dimanche 22 novembre 1987 :

## DES ARRÊTÉS

● Du 2 novembre 1987 fixant les  
listes de classement au concours  
1987 pour l'entrée à l'Ecole normale  
supérieure de Caen (sections A 1,  
A 2, A 3 et D 1, D 2 et D 3) (1<sup>er</sup> et  
2<sup>es</sup> concours).

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Jacques et Marianne GARSON,  
ont l'honneur d'annoncer le  
dépôt de leur fils aîné

Laurent et Jérôme.

De la part de  
M<sup>me</sup> S. Garson,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Hubert,  
M<sup>me</sup> Paul Garson et M<sup>me</sup>,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Hubert,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Hubert,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gabriel Tchoul.  
Ainsi que les familles parentes et  
allées.

Les obsèques auront lieu le mardi  
24 novembre 1987, à 14 h 15, au cimetière  
du Montparnasse, où l'on se réunira à la porte principale, 3, boulevard  
Edgar-Quinet.

51, rue de Passy,  
75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Claude Goudet,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Goudet,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Goudet  
ont le plaisir d'annoncer le décès de  
Valérie et Régis,  
Catherine et Antoine,  
Dorothée, Mathias, Jérôme, Laurent,  
Hélène, Martial,  
ses petits-enfants,  
Oliver,  
son arrière-petit-fils,  
ont le plaisir d'annoncer le décès de

M. FULCRAS GOUDET,

survenu le 16 novembre 1987, à l'âge de  
quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
19 novembre, dans l'intimité familiale.

2, rue d'Italie,  
94300 Vincennes.  
16, rue de Bellevue,  
77210 Avon.  
26 Hartfield Road,  
Chesham, Bucks.  
KT 92 9W (Grande-Bretagne).

— On nous prie d'annoncer le décès de  
à Dieu de

M. Pierre HENRY,  
ingénieur des Arts et métiers.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
mardi 24 novembre 1987, à 13 h 30, en  
l'église Notre-Dame de Vincennes,  
82, rue Raymond-de-Temple, 94300  
Vincennes.

De la part de  
M<sup>me</sup> Marcel Henry  
Et M<sup>me</sup> Georges Auger,  
sa mère et sa belle-mère,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Xavier Haudaroy,  
M<sup>me</sup> Catherine Henry,  
ses enfants,

3, rue de Beaufort,  
94300 Vincennes.

— M. Bernard Labasse,  
son père,  
Ses frères et sœurs,  
Gilles Wacogne,  
ont le plaisir d'annoncer le décès de

Catherine LABASSE,

survenu le 16 novembre 1987.

Ses obsèques auront lieu le mercredi  
25 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-  
Augustin, à Paris, son inhumation aura  
lieu le même jour, à 14 h 30, à Colline-  
Reaumont, 62600 Bort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Dieu a rappelé à lui

M<sup>me</sup> Pierre LAVAUT,  
née Anne-Marie Gachet.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
26 novembre 1987, à 11 heures, en  
l'église de Montréal (Yonne).

De la part de  
M<sup>me</sup> Pierre Lavaut,  
56, rue Fondary,  
75015 Paris.

## CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : ..... 60 F  
Abonnés (avec justification) : ..... 60 F  
Communications diverses : ..... 72 F  
Insertion minimum 10 lignes (dont 4  
lignes de bannière). Les lignes en capi-  
tales grasses sont facturées sur la  
base de deux lignes.

Form. : 42-47-85-03.

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

— M<sup>me</sup> Marcel Seydoux,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Hubert Seydoux,  
Olivier, Gabrielle  
et Geneviève,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Lionel Seydoux,  
Nicolas et Pierre,  
M<sup>me</sup> Evelyn Seydoux,  
M<sup>me</sup> Brian Seydoux,

ont le plaisir d'annoncer le décès de

M. Marcel SEYDOUX,

survenu le 20 novembre 1987, à  
Mendon.

Le service religieux aura lieu au temple  
de Mendon-Bellvue, 14, rue du  
Bassin, le mardi 24 novembre, à  
11 heures.

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36

36.16 TAPEZ LM16

(Publicité)

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en

## FONDS DE COMMERCE

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le jour-  
nal spécialisé depuis 42 ans

« LES ANNONCES »  
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.05.30.36



# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Juriste chez Schlumberger

Schlumberger

Schlumberger recherche un  
**JEUNE JURISTE  
INTERNATIONAL**

Ayant une formation 3<sup>e</sup> cycle universitaire et/ou un diplôme juridique étranger équivalent, vous avez acquis un début d'expérience en droit des affaires ou en droit du commerce international.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière. Vous seconderez dans un premier temps, à Paris, le Directeur Juridique du Groupe et participerez à ce titre à diverses missions nécessaires à votre formation, avant de prendre, à moyen terme, un poste opérationnel dans l'une des Sociétés du Groupe, en France ou à l'étranger.

Le goût de l'initiative et des responsabilités ainsi que la faculté de communiquer, vous permettront de vous intégrer comme membre à part entière dans une équipe de gestion.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité indispensable dans un groupe international sont les garants de votre réussite au sein de Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence SLJ/5294 à

SCHLUMBERGER LIMITED  
Département du Personnel  
42, rue Saint-Dominique  
75340 PARIS CEDEX 07

## • Chef de produit un véritable marketing opérationnel... un tremplin pour l'avenir

Une importante filiale d'un Groupe Alimentaire Français de premier plan, marques connues de renommée internationale, aborde une nouvelle phase de développement et recherche un Chef de produit motivé et créatif qui participe à la réussite des nouveaux objectifs de sa Direction Marketing.

**Son profil :** HEC, ESSEC, ESCP... Il devra disposer d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans acquise dans les produits de grande consommation au sein d'un groupe performant (alimentaire de préférence).

**Sa mission :** Intégré dans une structure légère et dynamique, il participera :

- à la définition des axes de développement des marques dont il aura la charge,
- au positionnement et à la mise en œuvre sur le terrain des nouveaux produits,
- à la gestion du budget publicitaire et promotionnel de ses produits.

Poste intéressant, fortement responsabilisé, qui s'inscrit dans le cadre d'une politique générale fondamentalement prospective et innovatrice.

Poste à Paris

référence 47 A 834-7 M

Même société offre à un

## • Débutant HEC, ESSEC, ESCP... un parcours prometteur en marketing

Assistant chef de produit, le titulaire du poste sera associé à des actions variées qui utilisent l'ensemble des techniques publicitaires.

Une option et des stages dans la branche marketing de produits de grande consommation, la bonne pratique de l'anglais, une ouverture aux autres vous permettront d'être associé à un marketing très opérationnel et aux relations internationales qu'impliquent les produits concernés.

Poste à Paris

référence 47 A 835-7 M

De larges perspectives d'avenir existent dans la société et le groupe pour des candidats créatifs et rigoureux, capables d'amener une véritable contribution personnelle.

Ecrire en précisant la référence -  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## GROUPE SEMENCIER INTERNATIONAL

Leader dans son secteur, recherche pour faire face au développement de ses activités en France son

## Directeur Général France

Ce poste de haut niveau, basé en région parisienne conviendrait à un homme jeune et ambitieux capable de prendre en main le développement d'une société semencière dynamique (70 personnes, CA 150 millions de F) à très fort potentiel de croissance.

**De formation agronomique supérieure**, il assurera l'interface entre le marché, la production et les services de recherche et développement.

**Homme de communication**, il entretiendra des contacts étroits avec les autres sociétés du groupe.

**Une solide expérience du marché semencier**, une grande disponibilité (déplacements fréquents en France et à l'étranger) ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont les trois atouts dont disposera cette personne pour réussir à développer la dynamique de croissance de la société.

Merci d'envoyer votre C.V. à notre conseil : M. FAUCONNIER  
40, rue Paul Valéry - 75116 PARIS.

## jeune avocat H/F

CABINET D'AVOCAT D'AFFAIRES

LYON

Notre Cabinet, implanté à Lyon, est un des tout premiers Cabinets d'Avocats français, hors Paris. Nous pratiquons uniquement le droit des affaires. Notre activité se partage également entre le judiciaire et le juridique.

La synergie qui en découle, la compétence de notre équipe, la qualité et la précision de nos analyses et de nos conseils, les résultats que nous obtenons sont très appréciés de nos clients.

Pour être en mesure de poursuivre notre développement, nous recherchons un nouveau collaborateur. Une expérience d'avocat civiliste vous a familiarisé avec la procédure et vous a donné une bonne aisance à la barre ; vous êtes intéressé par le droit des affaires ; votre rigueur, votre sens de l'analyse vous permettent d'être concis et efficace, vos qualités relationnelles sont reconnues et vous aimez travailler en équipe.

Nos clients internationaux apprécieront votre maîtrise de la langue anglaise.

Votre réussite pourra déboucher sur une association.

Si vous êtes intéressé à développer votre carrière dans une région qui offre une qualité de vie appréciée, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. XB38 à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité.

COCEPLAN

11, rue Victor Hugo, 69002 LYON  
2, rue Louis David, 75016 PARIS.

## Futur responsable du service qualité automobile

BOUSSOIS

BOUSSOIS, filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, recherche un Ingénieur ECR, AM ou grande école équivalente, ayant 5 ans d'expérience industrielle méthodes ou production acquise dans un domaine de fabrication en moyenne et grande série, pour succéder à son Responsable du service qualité automobile lors de son départ en retraite dans deux ans.

Dans un premier temps, il sera chargé d'élaborer et de développer les méthodes en termes de suivi qualité et de contrôle des procédés de fabrication.

Dans un deuxième temps, en tant que chef de service, il aura la responsabilité complète de la conception et de la mise en œuvre du programme qualité.

Cette fonction charnière entre Production et Clients, se situe dans le contexte du contrôle total de la qualité. Elle implique d'être en relation étroite et suivie avec les constructeurs automobiles dès la mise au point des nouveaux produits et d'avoir un rôle moteur d'animateur et de formateur auprès de l'ensemble du personnel des usines.

Ce poste peut être basé à Paris ou à l'usine de BOUSSOIS dans le Nord.

Ecrire sous réf. 47 A 819 - 7 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Chef du service juridique France et international

Une importante société industrielle, 2000 personnes, ayant des activités, des implantations et des actionnaires internationaux, rattachée à un groupe français de tout premier plan, recherche son Chef de Service Juridique.

Il assumera la responsabilité de l'ensemble des problèmes juridiques de la société : droit des sociétés, droit contractuel, propriété industrielle, immobilier, assurance, contentieux, acquisitions, cessions...

La réussite dans ces fonctions importantes implique :

- une formation juridique supérieure - droit des affaires ;
- au minimum, cinq ans d'expérience dans un service juridique d'entreprise internationale ou en cabinet ;
- de parler et rédiger en anglais ;
- de bonnes connaissances en allemand (au minimum lecture courante).

Réelles possibilités de développement de carrière dans le Groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 47 A 833 - 7 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Schindler

ROUX COMBALUZIER SCHINDLER est la filiale de SCHINDLER, 2<sup>ème</sup> groupe mondial d'ascenseurs. Avec un effectif de 2500 personnes et un chiffre d'affaires de 1 milliard, nous sommes le second ascensoriste en France, partout présent, y compris dans les grands ouvrages (Pyramide du Louvre, métro de Lille, Ministère des Finances...).

Pour renforcer nos équipes de chantiers, nous recherchons des :

## INGENIEURS TRAVAUX

Ils suivent les grandes affaires et coordonnent les opérations entre les différents acteurs des chantiers (maîtres d'œuvre, commerciaux, monteurs...).

Environ 30 ans, une formation d'Ingénieur ELECTRO-MECANICIEN, vous avez une expérience dans le Second Œuvre (chauffage, ventilation).

Vous êtes diplomate, pragmatique, adaptable, tout en sachant vendre efficacement vos idées.

Dans notre Société, vous trouverez de réelles opportunités d'évolution rapide.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la réf. 3350 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

28 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

Etablissement bancaire  
recherche pour renforcer Service Financier

## ANCIEN ELEVE DE GRANDES ECOLES avec expérience bancaire

• 30 ans environ.

Adresser C.V., photo et prétentions à  
Crédit Municipal de Paris Service du Personnel  
55, rue des Francs Bourgeois 75004 Paris.

Revue spécialisée en AUDIO/VIDÉO  
recherche

## COLLABORATEUR(TRICE)

sachant rédiger avec CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES.

Emploi stable.

Réponse sous le n° 7 073, LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue Montessuy, PARIS-7.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



### MENSIA CONSEIL

Jeune société de conseil implantée à Paris  
(quartier Opéra)

Dans le cadre du développement de notre activité ORGANISATION ET STRATÉGIE.

#### 2 CONSULTANTS

Etudes supérieures, 2 ans d'expérience.

Vous avez les qualités suivantes :

- Une sûreté et une rapidité de diagnostic ;
- Une forte rigueur intellectuelle allée à un sens critique aigü ;
- Une culture économique et littéraire solide, et vous ne craignez pas que nous le vérifions ensemble.

Nous vous proposons de participer à des missions d'audit de fonctionnement, d'audit stratégique et à la mise en œuvre concrète des plans de mutation élaborés avec nos clients.

Si en plus vous aimez froter votre intelligence à celle d'autrui dans le cadre d'un travail en équipe, si vous manifestez une forte plasticité intellectuelle qui vous amène à préférer la méthode aux méthodologies, si votre assurance personnelle garantit la modestie indispensable à une « éthique du service », vous serez très heureux de vous associer rapidement au choix et à la mise en œuvre de notre stratégie au service des organismes et des sociétés qui nous auront choisis et que nous aurons choisis.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et photo sous le n° 8161, LE MONDE PUBLICITÉ, en précisant la réf. de poste, 5, rue Maitland, 75007 PARIS.

#### recrute

Dans le cadre du développement de notre activité SYSTÈMES D'INFORMATION.

#### UN CONSULTANT

grande école, avec une première expérience.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur.

Vous avez acquis une expérience d'un ou deux ans dans le domaine de la conception d'outils de gestion.

Vous serez dans un avenir proche responsable de missions d'audit de fonctionnement, de conduite d'équipes fonctionnelles, de diagnostics de procédures et de systèmes de gestion.

Vous avez obligatoirement un sens aigu du pragmatisme, vous êtes clair et fiable. réf. B.

#### UN ARCHITECTE CONCEPTEUR

##### INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Ingénieur grande école, option informatique (Eminag, ECP...), vous concevez et développez des logiciels, depuis un à deux ans.

Votre passion pour l'informatique vous a permis d'acquies une très grande culture technique (IA, génie logiciel algorithmique, systèmes d'exploitation, langages).

Vous participerez activement à la conception de systèmes de gestion et de pilotage de la nouvelle génération intégrant les techniques de l'intelligence artificielle.

Vous serez moteur dans leur réalisation et leur intégration dans les systèmes d'information des entreprises. réf. C.

JEUNE SOCIÉTÉ EN COMMUNICATION AUDIOVISUELLE EN PLEINE CROISSANCE recherche son

### Responsable de réseau commercial

Convierait à un homme de 30 ans, disponible, d'excellente présentation. Une expérience des affaires commerciales, de la gestion avec connaissance de la distribution et du contrôle des stocks.

Sera chargé de construire, animer et coordonner l'action d'un réseau de vendeurs (10 à 12), assurer la logistique en amont et en aval de la vente.

Confirmé par une expérience professionnelle, il aura une grande aptitude du travail en équipe.

Poste à pourvoir sur Paris.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à : TECHNIMAGE - Service du Personnel 19, rue Péclet, 75739 PARIS Cedex 15.

### Gestion des carrières cadres SPECIALISTE DES POLITIQUES DE REMUNERATION

La nouvelle équipe de direction des ressources humaines de ce groupe industriel français (35000 personnes), de notoriété internationale, a pour objectif prioritaire d'améliorer la gestion prévisionnelle en définissant et en mettant en place des systèmes et outils performants.

Cette organisation nécessite la création d'un poste qui couvre l'un des aspects importants de la gestion des carrières des cadres (7000) : conception, proposition et mise en œuvre de politiques de rémunération adaptées et dynamiques.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience professionnelle significative dans ce domaine. Intégré dans une structure légère (10 personnes), il travaillera de façon autonome au sein d'une équipe jeune et motivée. Les perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du Groupe sont multiples et variées.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4863 S à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

### CHARGE DU RECRUTEMENT DES INGENIEURS ET CADRES

DANS

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE APPARTENANT A UN GRAND GROUPE

Votre mission : Vous assurez la sélection des candidats et la conduite des entretiens pour recruter des ingénieurs et Cadres de haut niveau, dans une entreprise d'électronique de pointe. Vous participez à leur intégration et leur suivi.

Vous intervenez dans la mise en œuvre d'un important projet d'évolution des méthodes de management.

Votre profil : Diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur, université...), vous justifiez d'une solide expérience du recrutement dans l'industrie (5 ans).

Le poste est situé en proche banlieue sud de Paris, et doit être pourvu rapidement.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation et prétentions sous référence 82101/LM à

HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

### RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION



La Société PAUL PREDALTY (C.A. plus de 500 millions) est "leader" national dans le domaine des jambons supérieurs. Elle se développe à un rythme important grâce à une politique marketing qui s'appuie sur la qualité de ses produits et sur un outil de production maîtrisé et performant.

Rattaché à la direction de la logistique industrielle, le titulaire du poste anime une équipe de 3 personnes. Dans un premier temps, il sera responsable du suivi et du contrôle des états et des tableaux de gestion de production selon des procédures qui sont définies : rendement, matière et main d'œuvre, stock produits semi-finis et finis. Dans un deuxième temps, il participera au développement de nouveaux systèmes et d'outils (informatique industrielle) afin de mettre en place une gestion de production "automatisée" qui incorporera l'ensemble des données du processus industriel : planning, ordonnancement, livraisons.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un candidat (28 minimum) possédant une formation adaptée (BTS, DUT... gestion) et ayant acquis déjà une expérience dans le domaine : gestion industrielle, comptabilité analytique, méthodes. Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement au sein de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 8/14 BU à :

EGOR PROMOTION

63, rue de Pantheu - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

### futurs CADRES dirigeants

Jeunes diplômés de haut niveau, vous aimez prendre des risques ?

Prenez-les avec nous : couvrir le risque, c'est notre métier depuis plus de 100 ans.

Nous sommes une grande compagnie d'assurances, au 12<sup>e</sup> rang européen (1986 - C.A. : 23 milliards de francs). L'innovation et l'expansion sont deux mots clés au sein de notre groupe. Vous savez, comme nous, que pour accéder au monde de l'assurance, il faut une formation rigoureuse de haut niveau.

Pour continuer notre développement, nous cherchons de jeunes diplômés énergiques, volontaires et ambitieux pour les former et qu'ils deviennent nos dirigeants de demain.

Vous avez un BAC + 4, soit une maîtrise universitaire, soit un diplôme d'une école de commerce, de gestion... et vous avez de très bonnes notions d'anglais. Notre programme de formation est à la mesure de vos aspirations. Pour en savoir plus, contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h. Précisez la réf. BBSI.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidatures, sous la référence BBSI/M, à ALLO-CARRIERES 71, avenue Victor-Hugo 75118 PARIS, qui transmettra.

General  
Accident

(045.02.15.74)

### CONSULTANT EN RECRUTEMENT,

jeune  
et déjà  
professionnel...

JFD conseil

8, rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS.

Le développement de nos activités de marchés nous amène à rechercher pour notre Direction Financière et de la Trésorerie (un(e)

### PREVISIONNISTE CONSEIL

(SALLE DES MARCHÉS)

Vous participerez au développement des outils de prévision existants ainsi qu'au suivi de l'évolution des principales devises et principaux taux d'intérêt. Vous assurerez également une fonction d'information et de conseil auprès des opérateurs de la salle des marchés, des exploitants et de notre clientèle d'entreprises.

Vous avez une solide formation en économie internationale et en statistique ou économétrie (DESS, DEA, Doctorat Sciences Eco, ENSAE, Ingénieur Economiste...). Votre première expérience (2-3 ans) au sein d'une banque, d'une société de conseil ou d'un organisme international vous a permis d'acquies une bonne connaissance des TECHNIQUES DE PREVISION.

Très proche des marchés, vous avez un esprit de décision, du goût pour le travail en équipe, un très bon contact humain et d'excellentes capacités rédactionnelles. Vous maîtrisez la langue anglaise et l'outil informatique.

Adressez lettre de candidature et CV à B.F.C.E. - Département du Personnel - 21, Boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

BFCE Banque Française  
du Commerce Extérieur

La société de Services de Propriété Industrielle du Groupe CGE

S O S P I

recherche

pour son Département

Marques et Modèles

#### Un(e) collaborateur(trice)

#### JURISTE (DESS)

Expérience minimale dans le domaine

3 ans.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à :

SOSPI

14-16, rue de la Z... - 75008 Paris.

Paris

Société du Secteur de Haute Technologie à Vocation Internationale recherche

### Juriste d'Entreprise

Diplômé de l'Université

Maîtrise en Droit des Affaires au minimum.

Il aura acquis une première expérience professionnelle de 3 ou 4 ans.

Il devra parler l'anglais et rédiger dans cette langue.

Ses qualités :

La rigueur morale et professionnelle

L'imagination et le dynamisme

Le sens du travail en équipe

Adressez lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 5402 M

à l'Agence Desein 15 rue du Louvre, 75001 Paris qui transmettra.

مكتبة المجلد



**RECHERCHE - DEVELOPPEMENT  
MATIERES PLASTIQUES TECHNIQUES**

Une grande société chimique, filiale d'un très grand groupe, leader européen dans plusieurs de ses activités, offre deux postes dans l'un de ses laboratoires situés en Normandie.

**Ingénieur synthèse macromolécules**

Ingénieur docteur ou Docteur 3<sup>e</sup> cycle (ayant débuté une thèse dans ce domaine), il pourra être débutant ou avoir 1 à 3 ans d'expérience. Il sera à même d'animer une équipe et de travailler en relation avec les pilotes, la fabrication, les services de mise en œuvre des matériaux.

**Ingénieur mise en œuvre des matières plastiques**

Mines, AM, INSA... ayant effectué un doctorat ou ayant 3 ans d'expérience professionnelle dans la transformation des matières plastiques. Il aura de bonnes connaissances en mécanique, matériaux, calcul scientifique et si possible en CAO et CFAO. référence 47 A 837-7 M

Ces deux postes impliquent la connaissance de l'anglais et couvrent de réelles et larges possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire en précisant la référence.  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



"L'univers des matériaux"  
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (ciment, matériaux, biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), recherche pour son Groupe Opérationnel : PLATRES (Société PLATRES LAFARGE et ses filiales françaises et étrangères), 1500 personnes, 2 milliards de CA, son

**Responsable juridique**

Rattaché au Directeur Financier, il aura en charge l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe. Ce poste très enrichissant par sa polyvalence, conviendrait à un juriste d'entreprise diplômé d'études supérieures, et disposant de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans une entreprise internationale.

« Anglais indispensable, connaissance de l'italien souhaitée. » Une formation complémentaire dans le domaine de la gestion (type IAE) ne peut qu'augmenter les possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe LAFARGE COPPEE.

Poste : proximité Avignon.

Ecrire sous référence 47 A 838 - 7 M - Discrétion absolue

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Risques techniques  
Secteur pétrochimique**

Multinationale française (4,5 milliards de CA), notre société a pour vocation de prendre des engagements financiers sur des entreprises du monde entier. L'importance des risques couverts implique l'intervention d'experts qui évaluent la qualité de ces risques et effectuent des diagnostics techniques.

Poursuivant notre développement, nous recherchons un

**Jeune ingénieur**

Etude et suivi de dossiers, négociations commerciales avec des partenaires principalement à l'étranger impliquent que vous parliez parfaitement anglais.

Ingénieur diplômé de Grande Ecole, la trentaine, vous avez une expérience professionnelle en exploitation, maintenance de grandes installations ou en ingénierie. Vous êtes prêt à être dans le secteur assurance. Nous vous apprendrons bien sûr les spécificités de notre métier... ceci vous permettra d'aborder de nouvelles techniques d'analyse intellectuellement passionnantes.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. 2227 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe), 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



**BERNARD JULHIET**  
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

**ETABLISSEMENT  
DE CREDIT  
DE 1<sup>ER</sup> PLAN**

recherche

**FISCALISTE  
EXPERIMENTE**

Vous avez :

- un DEA ou un DESS de Droit privé
- 5 à 10 ans d'expérience acquise au sein de l'Administration des Impôts, d'un Cabinet juridique et fiscal important ou d'une banque.

Votre rémunération sera fonction de la valeur de votre expérience. Vous adresserez votre lettre man. accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo, en indiquant vos prétentions à PUBLIVAL1167 - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

Vous devrez, au sein de notre service fiscal :

- intervenir en tant que conseil auprès des différents responsables de notre établissement et de nos filiales.
- proposer, pour les dossiers qui vous seront confiés, les solutions fiscales les mieux adaptées.

**Fermentation - Purification - Ultrafiltration**

Nous investissons très fort dans la Biochimie... Et vous ?

**ADJOINT  
DE  
PRODUCTION**

Etablissement de Développement et de Production d'un leader de la Chimie pharmaceutique, l'une des voies de notre expansion passe par la Biochimie. Nous investissons beaucoup en Recherche et passons actuellement en phase de Production. Nos outils existent ou se mettent en place, nos processus également. D'abord Bras Droit du Responsable du Département Biochimie, vous lui apporterez votre concours pour tous les problèmes techniques, y compris la GPO. Votre réussite dans cette première mission vous conduira assez rapidement vers une affectation opérationnelle.

Ingénieur, 4 à 5 ans d'expérience dans une industrie utilisant des techniques similaires vous ont donné les bases nécessaires et convaincu de l'avenir des biotechnologies avancées.

Poste basé en Provence.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la réf. C/BI/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHA-ANTIPOLIS

**LE DÉPARTEMENT DU DOUBS**

France

POUR SA DIRECTION DES ACTIONS  
SOCIALES, PAR VOIE DE DÉTACHEMENT :

**UN RESPONSABLE  
DE SERVICE chargé de :**

- Organisation, méthode, des services administratifs
- Analyse de gestion.
- Contrôle et gestion des établissements sociaux et médico-sociaux.

Profil recherché :

- Niveau bac + 4 ;
- Si possible expérience professionnelle.

Pourrait faire partie de l'équipe :

- Les inspecteurs des affaires sociales et sociales et de la fonction publique territoriale ;
- Les attachés de l'Etat et de la fonction publique territoriale.

Dossier de candidature :

- Une demande écrite sur papier libre, précisant les motivations du choix de ce poste ;
- Un curriculum vitae détaillé relatant la formation acquise et la carrière du candidat ;
- Des photocopies de l'arrêté de nomination dans le grade et du dernier arrêté de promotion d'échelon, devra être adressé avant le 15 novembre 1987 à :

Monsieur le Directeur des Actions sociales du Doubs  
15, rue de la Préfecture, 25043 BESANCON CEDEX  
TEL. : 81-82-80-33

Pour la Gironde

recherche

**ATTACHÉS COMMERCIAUX  
EN PUBLICITÉ**

pour nouveaux quotidiens  
journal Bordeaux matin.

TEL 56-44-54-08.



**COURVOISIER**  
Le Cognac de Napoléon

**RESPONSABLE  
ETUDES DE MARCHÉ**

SUD-OUEST

COURVOISIER - (800 millions de CA - 83 % à l'exportation) - recherche pour doter une équipe dynamique son Responsable Etudes de Marché.

Vous serez chargé de la collecte, du traitement et de l'analyse des données (statistiques de ventes, parts de marché de la société et de la concurrence, activités publicitaires, études de consommation, etc...) relatives à l'ensemble des marchés (environ 140) où sont commercialisés nos produits.

Âgé de 28 à 35 ans, de formation Ecoles de Commerce (ou équivalent), parfaitement bilingue Français/Anglais, vous posséderez une expérience tant au niveau des études quantitatives que qualitatives.

Si vous voulez nous rejoindre, adressez lettre manuscrite, c.v. et photo au Directeur des Relations Humaines, COURVOISIER S.A., 2 place du Château, 16200 Jarnac.

**COMMUNICATION par CÂBLE**

**COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT**

Opérateur français, leader des services de communication par câble, filiale de Caisse des Dépôts Développement (CDD), société nouvelle en pleine expansion sur un marché d'avenir, recherche à pourvoir pour ses services centraux, le poste de :

**RESPONSABLE VENTE / MARKETING**

MISSION

- définir et animer la politique de vente des services ;
- définition de la programmation ;
- études de la tarification ;
- animation de la force de vente ;
- définir et mettre en œuvre les actions relatives au marketing ;
- conseiller et aider les sociétés clientes à mettre en œuvre leurs propres actions de marketing et vente des services.

PROFIL SOUHAITE

- formation supérieure (HEC ou équivalent) ;
- expérience approfondie de la mise en marché de produits "grand public" (produits culturels en particulier) et de l'animation de force de vente ;
- âge : minimum 35 ans.

Poste à pourvoir en 88 - REMUNERATION selon QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à G. MISSONNIER, COMMUNICATION-DEVELOPPEMENT, 4 place R. Douzy, PARIS 15<sup>e</sup>, qui examinera les candidatures.

**Consultant**

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant.

Atteint par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguë. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXAL, 27 rue "l'abbé" 75009 Paris, sous référence 6151, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

Nous sommes un groupe international de tout premier plan parmi les constructeurs mondiaux d'équipements pour véhicules.

Nous recherchons pour notre filiale française

**JURISTE**

(DEA droit des affaires ou droit des sociétés)

Sous la direction du Responsable des Affaires Juridiques, il sera chargé d'assurer le conseil et l'assistance des filiales du Groupe, principalement en matière de droit des sociétés (préparation des Conseils, Assemblées, fusion, augmentation de capital) et de propriété industrielle.

Le candidat devra posséder une expérience d'au moins 5 ans en Cabinet ou dans l'industrie ainsi que de solides connaissances en fiscalité.

La maîtrise de l'italien sera un atout supplémentaire.

Poste situé en proche banlieue ouest.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions...) sous référence 9921 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra.



**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## unigrains

### Participer au développement des industries céréalières

Nous sommes une société financière d'intervention et de développement dans le domaine agro-alimentaire. Nous vous proposons d'être notre responsable du secteur des industries céréalières. Vous serez chargé d'analyser en permanence l'évolution du secteur, de proposer, préparer et suivre, sur les plans techniques, économiques et financiers, les interventions menées dans les entreprises notamment de meunerie, panification et malterie. Diplômé de l'enseignement supérieur : Agre, Agr, IAA ou HEC, ESSEC... ou Université, vous possédez une bonne culture en économie et en gestion. Vous avez acquis une expérience professionnelle d'une dizaine d'années soit à un poste de responsabilité (membre d'une équipe de Direction, de contrôle de gestion...) dans une entreprise industrielle ou commerciale de taille moyenne, soit aux services études/développement/engagement d'une entreprise, d'un organisme professionnel ou financier. Vous avez une certaine connaissance de l'agro-alimentaire. L'activité, basée à Paris, mais comportant de fréquents déplacements (deux jours/semaine) peut convenir à une personne soucieuse d'apporter une contribution personnelle et de qualité à l'évolution des industries céréalières.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3107/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé  
CEGOS**

## L'INSPECTION GENERALE

X. Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP... vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois. Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquerrerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaire pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement,

dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque. L'inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence JH 15 Banque Indosuez Service recrutement, carrières, 9, rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



**BANQUE INDOSUEZ**

Un monde d'opportunités

## BANQUE HERVET

### JURISTE EXPERIMENTE

Afin d'instruire et de suivre les procédures judiciaires des dossiers contentieux, particuliers et entreprises, la Direction des Affaires Juridiques de la Banque recherche un JURISTE EXPERIMENTE.

Votre formation, maîtrise de droit privé, votre expérience de 3 à 5 ans dans une formation similaire ainsi que de bonnes connaissances du droit bancaire, des voies d'exécution et des procédures collectives vous permettront rapidement de prendre en charge la responsabilité des dossiers.

Rigueur, analyse mais aussi des qualités relationnelles sont indispensables pour mener à bien les différentes missions qui vous seront confiées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M45/J à Marie-Dominique LEVREUR - BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127 avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

PRO. DE L'EXECUTION  
EN REGIE, SUPPORT OU AGENCE...



**HAVAS**  
annonces classées (PARIS 20)  
1<sup>er</sup> REGISTREUR DE PETITES ANNONCES EN FRANCE,  
54 journaux régionaux, nationaux et internationaux; 100 millions de C.A.  
recherche son :

## CHEF D'EXECUTION H/F

Il ou elle dirige une équipe de 10 personnes sous l'autorité du Directeur Commercial. Outre le management, la coordination et le suivi d'une excellente exécution, le candidat devra faire preuve d'un esprit très relationnel et commercial. En conséquence, sa disponibilité et son dynamisme seront appréciés.

Vous êtes esprit d'analyse capable d'améliorer encore nos prestations vous conduisant à vous consacrer aux projets marketing ou techniques de la Direction d'HAVAS annonces classées.

Agé(e) d'au moins 28 ans, vous serez, si possible, diplômé(e) de l'enseignement supérieur et posséder une expérience de responsable ou minimum de 3 ans dans le secteur de l'activité publicitaire ou du média-planning. Le poste est à pourvoir rapidement.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à : M. Daniel ROBIN, Directeur Général, HAVAS annonces classées, référence C.E. 159, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. La confidentialité des candidatures est garantie.

### TOULOUSE

L'un des premiers groupes industriels français, dans un secteur de technologie de pointe, recherche le chef du service

### Ressources Humaines et Formation

Rattaché au Directeur des Affaires Sociales et responsable d'un service de 35 personnes, il conduit une politique dynamique dans les trois axes que comporte sa mission :

- gestion des effectifs, des carrières et des emplois : à partir des besoins qualitatifs et quantitatifs des hiérarchies, il innove dans la création et la mise en place d'outils performants.
- accueil : il suit l'intégration des nouveaux embauchés, l'affectation et le déroulement des stages, la gestion du « 1<sup>er</sup> logement ».
- formation : il supervise l'équipe chargée de la définition du plan de formation.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra faire la preuve d'un professionnalisme acquis dans une grande entreprise au sein d'un service similaire.

Merci d'adresser dossier complet, photo et rémunération actuelle sous référence 021/1/M.



nicole dominique  
maury sperte  
conseil

1, place Wilson 31000 Toulouse

Un des plus importants groupes industriels français,  
très implanté internationalement, recherche des

## Responsables juridiques filiales

Agés d'environ 30 ans, ils posséderont une bonne expérience internationale en matière de négociation de contrats et de propriété industrielle afin de pouvoir prendre en charge la responsabilité juridique de filiales ou de divisions dont la plus importante atteint 2 milliards de chiffre d'affaires et emploie 3000 personnes.

Dynamisme et sens du contact obligatoire. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 9907 à

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.



**L'Équipement Automobile**  
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux  
27 800 personnes, C.A. 12,1 Milliards de Francs  
dont 46 % réalisés à l'étranger.  
recherche, pour son activité Essaiage  
un jeune INGENIEUR diplômé Grande Ecole (ou ESC) ayant une expérience de deux ans en milieu industriel dans le

### contrôle de gestion

Votre pratique de la comptabilité analytique, des prix de revient ainsi que des études de rentabilité vous permettront d'être rapidement opérationnel en tant qu'Adjoint au Contrôleur de Gestion d'un important établissement de production et d'assumer ensuite des responsabilités plus larges. Le Groupe vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Pour ce poste basé en région Centre-Ouest notre Conseil Giovanni MOULY vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V. et lettre manuscrite) sous référence 708 à :

SCA Perspectives  
58, rue de Chateaudun  
75008 PARIS

**SCA  
Perspectives**

Groupe industriel multinational  
C.A. : 15 milliards de francs

recherche

### AUDITEURS INTERNES CONFIRMES

Diplômés de l'enseignement supérieur à orientation financière et de gestion (HEC, ESC...) et ayant acquis une expérience de trois années minimum dans des services de gestion financière, comptable, informatique, ou dans un service d'audit d'une société multinationale industrielle, afin de participer, au sein d'une équipe nouvellement créée, à diverses missions d'audit opérationnel et financier. Outre leur compétence technique, ces futurs collaborateurs devront faire preuve d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation et de mobilité.

L'anglais courant lu, parlé et écrit est indispensable : une seconde langue serait appréciée.

Le poste basé à Paris, implique de fréquents déplacements. Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, sous n° 8179, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7.

Groupe international - 3000 personnes (BTP) recrute

## CADRE JURIDIQUE/ASSURANCE

Titulaire d'une maîtrise de droit ou DESS/DEA à dominante juridique, vous disposez d'une expérience d'environ 9 ans des problèmes de contentieux et d'assurance, en entreprise ou en cabinet d'expert. Vous traiterez, au sein de notre service juridique, les expertises, dossiers de sinistres, garanties décennales, etc. en liaison constante avec les directions opérationnelles.

Une connaissance des Bâtiments Travaux Publics ou du droit de la construction (formation, stages ou expérience) serait un atout important.

Le sens de l'organisation, la ténacité et le goût des contacts multiples sont des qualités essentielles pour ce poste situé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre + CV sous référence DJNF à  
**BOURDIER** - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
Qui transmettra en toute confidentialité

## Groupe Expansion

recherche

### assistante trésorerie-finances

Elle sera chargée de préparer la consolidation des comptes des différentes sociétés du groupe en collectant l'information, en contrôlant sa cohérence et en suivant le programme de consolidation. Elle devra constituer et mettre à jour une base de données financières sur micro-ordinateur. Enfin, elle assistera le responsable de la trésorerie.

Ce poste conviendrait à une jeune diplômée d'études comptables ou financières (IUT, ESC...) éventuellement débutante et intéressée par une activité d'analyse.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo) s/Réf. ASS.M sont à adresser à :

**GROUPE EXPANSION, Nicole JULHIET**  
2, rue Béranger, 75139 PARIS Cedex 3.

Vous êtes N° 2 d'un service commercial d'une entreprise industrielle.

Vous avez l'ambition de devenir N° 1 c'est-à-dire :

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous souffrez de structures lourdes, écumantes et démotivantes.

Nous vous offrons autonomie et responsabilité.

Nous sommes une équipe motivée avec de nombreux projets d'avenir.

Prenez contact avec nous en envoyant C.V., photo et prétentions s/réf. 9002 à **VALENS CONSEIL** - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

A bientôt, nous aurons été devant nous.

### PARIS

En bonne place dans la profession et en forte croissance (+ 50% en 86, + 60% en 87) Jean-Claude MAURICE est un Groupe de Conseil et Services en ressources humaines (recherche, organisation, animation, communication). Pour accompagner ce développement nous recherchons un

## Consultant confirmé

Pour vous assurer une importante et rapide évolution, nous vous faisons bénéficier de la synergie des diverses activités, de moyens informatiques évolués, de moyens télématiques originaux, d'un service spécifique d'approche directe, de moyens documentaires, d'implantations régionales, d'actions coordonnées de développement.

Diplômé d'une grande Ecole, vous souhaitez valoriser une expérience déjà confirmée de Conseil et/ou de Recrutement.

Autonome, vous vous êtes attaché à mettre au service de votre activité. Ambitieux, vous pouvez réaliser au sein de notre équipe votre projet de partenariat. Merci de nous adresser votre dossier sous réf. B 1780 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.



**Jean-Claude Maurice S.R.**  
12, rue de Pontfieu - 75006 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

مكتبة القاهرة



**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**NICE**

**GRIESSER**  
*la maîtrise de la lumière*  
PROTECTION SOLAIRE / FENÊTRES / THERMOCLIMAT

Filiale française d'un groupe européen, leader dans son secteur d'activité — les fermetures et protections solaires en aluminium — usine de 12.000 m<sup>2</sup>, 12 Agences Régionales, 250 personnes, nous recherchons pour notre Siège de Nice, un

**Ingénieur**  
**Chief de Service**  
**Recherche & Développement**

Rattaché à la Direction Marketing, vous êtes un homme charnière entre le marché et la production. Gérant une équipe de 7 personnes, vous conduisez les actions visant à développer de nouveaux produits et à adapter les produits existants aux nouvelles réalités du Marché. A partir de l'analyse des besoins, vous initiez les projets, orientez les recherches techniques, coordonnez la réalisation des prototypes.

Jeune Ingénieur, votre expérience de 3 à 5 ans s'est développée dans une activité d'étude proche des réalités du Marché, de préférence dans l'industrie des produits du bâtiment. Associé à rigueur et méthode, nous souhaitons trouver en vous enthousiasme, initiative, ainsi qu'une grande ouverture d'esprit et une bonne capacité à mobiliser et gérer une équipe ; une bonne connaissance de l'allemand constituerait un plus.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 780 M à Bernard Julhiet Ressources Humaines Provence - 23 rue de la Buffa - 06000 Nice. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**BERNARD JULHIET**  
**RESSOURCES HUMAINES PROVENCE**  
Membre de Syntec

La ville d'Amiens (Somme)  
135 000 habitants

recherche  
**DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA ZUP NORD**

**UN CHARGÉ DE MISSION ÉCONOMIQUE**

Responsable d'interventions économiques et d'actions en faveur de l'emploi des habitants d'un quartier d'Amiens.

Connaissance des problèmes de l'emploi et de gestion des entreprises (expérience dans une mission locale, ou ANPE, ou Service Economique, ou Chambre des Métiers appréciée).

Formation requise : BAC + 4.

Caractéristiques : contrat d'un an à temps plein, éventuellement renouvelable.

Les candidats peuvent adresser leur dossier : lettre manuscrite, c.v. + photo, diplômes, à Monsieur le Maire d'Amiens, B.P. 2720, 80027 Amiens Cedex avant le 11 décembre 1987.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez appeler le 22-97-41-73.

**Directeur général**  
**425.000 F**

**SHEAFFER**

Ce groupe international recherche le directeur général de sa filiale française spécialisée dans la vente de produits de prestige. Implanté dans Paris, il rendra compte au vice-président international basé en Grande-Bretagne et assurera la gestion complète des opérations en France dans le cadre des objectifs définis (chiffre d'affaires et marge). Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial et parlant l'anglais couramment. Rompu à la vente à la distribution spécialisée d'articles soumis au principe des collections et caractérisés par leur qualité, il doit avoir exercé des responsabilités marketing et commerciales et justifier parallèlement d'une double expérience d'animation d'équipe et de gestion d'un centre de profit, si possible intégré à un groupe international. Fonction des compétences proposées, la rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 425.000 francs, sera assortie d'un intéressement et d'une voiture de fonction. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9327M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Laboratoire pharmaceutique mondialement réputé grâce à la qualité et à la technicité de nos produits, nous recherchons la

**Directeur général**  
**de notre filiale française**

- En liaison directe avec le siège, vous conduirez notre politique marketing et commerciale (planification, budget, réalisation et contrôle) et vous assurerez le développement de l'organisation interne (hommes, logistique).
- Vous disposez d'une solide expérience marketing, de préférence dans le domaine des biens de consommation à forte valeur ajoutée. Vous avez de bonnes connaissances en finance et administration, acquises par exemple dans la gestion d'un centre de profit, et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Votre dynamisme et votre autorité sont largement reconnus.
- Nous vous proposons de prendre en charge une petite équipe et de la faire progresser avec un challenge extrêmement motivant, dans un environnement technologique de pointe.

Notre Conseil vous assure d'une totale confidentialité et vous remercie de lui adresser un dossier complet sous la référence EES à MERCIER URVAL, 14 bis rue Derr, 75006 PARIS, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

**UN(E) JURISTE**  
**à mi-temps**

Filiale pharmaceutique française du groupe multinational chimique Imperial Chemical Industries recherche, pour son siège à CERGY UN(E) JURISTE à mi-temps, dont la mission, dans un souci de "service", requiert efficacité, flexibilité et qualité de contact, sera :

- d'assurer un rôle de conseil juridique auprès des différents départements de la société;
- d'établir et de suivre tous les contrats de l'entreprise;
- de prendre en charge les contentieux.

Si vous avez une maîtrise de Droit des Affaires, une expérience de 3 à 4 ans dans une entreprise pharmaceutique et que ce poste vous intéresse, envoyer CV + photo + présentations au Département Recrutement - Direction des Ressources Humaines - ICI-Pharma - B.P. 127 - 95022 CERGY Cedex.

**ICI-Pharma**  
**LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE**

**Directeur**  
**production et achats**

Notre société, filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de parfumerie de haut de gamme. Elle recherche son directeur production et achats. Rattaché directement au président, il aura l'entière responsabilité humaine, budgétaire et technique de la production (stockage, fabrication-conditionnement, cotextion, expéditions) et s'attachera à optimiser les achats dont il prendra la responsabilité directe. En outre, il prendra en charge la gestion des ressources humaines de l'entreprise (110 personnes) : formation, recrutement, gestion sociale. Ce poste très complet s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur diplômé plus formation spécialisée aux achats type ESAP, disposant d'une expérience significative de la fonction achats en milieu industriel qu'il aura complétée par une première approche des problèmes de production, et motivé par les aspects de gestion sociale. La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Nanterre. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S8253M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**responsable de programme**  
**dans les Alpes**

Avec un CA de 3 milliards de FF, nous sommes un des trois grands de la promotion immobilière en France. Notre nom est synonyme de qualité. Dans une des grandes stations des Alpes, nous développons un programme immobilier haut de gamme de 40 000 m<sup>2</sup>.

Nous cherchons celui qui prendra en mains ce programme dans tous ses aspects : négociations foncières, relations avec les collectivités territoriales, les conseils, les entreprises et qui supervisera les budgets et la commercialisation.

Pour cela, il sera basé pendant 2 à 3 ans dans la station ou à proximité immédiate.

Vous avez 30 à 32 ans, une formation supérieure et une expérience réussie dans la promotion immobilière.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV, sous réf. 968-02, à notre Conseil

**ONOMA**  
26 rue de Berr, 75006 Paris.

**La Ville de La Ciotat**

LA VILLE DE LA CIOTAT, qui a engagé une politique économique dynamique : recherche

**SON RESPONSABLE**  
**DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES,**  
**AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.**

Sa mission sera de mettre en œuvre les orientations municipales en matière d'actions économiques.

Il aura des relations avec les chefs d'entreprise, et devra connaître les procédures d'aménagement et d'implantations d'entreprises.

IL DOIT AVOIR UNE PARFAITE CONNAISSANCE :

- des entreprises ;
- des diagnostics financiers ;
- et des plans de financement des opérations d'aménagement et d'implantation.

Les candidatures, avec un C.V. détaillé, seront adressées à M. LE MAIRE de LA CIOTAT, HOTEL DE VILLE, QUI GANTEAUME, BP 121, 13713 La Ciotat Cedex.

**Chef du service**  
**relations publiques**

Véritable promoteur du développement de la politique de l'eau pour le bassin Artois-Picardie, cet établissement d'une centaine de personnes agit en admet technique et financièrement les industriels et collectivités locales décidés à améliorer les ressources en eau et à lutter contre la pollution. Souhaitant poursuivre et accentuer ses efforts de sensibilisation de l'opinion aux problèmes de l'eau, il recherche son nouveau responsable relations publiques. Evolué auprès du directeur et avec l'appui d'une petite équipe, il sera chargé de développer la communication auprès de publics très variés (élus locaux, industriels, scientifiques, grand public...) par les actions suivantes : organisation de manifestations, réalisation de supports d'information, promotion de nouvelles interventions de l'agence, relations avec la presse, soutien aux structures éducatives... Ce poste basé à Douai s'adresse à un professionnel de la communication de formation supérieure et possédant une première expérience réussie en entreprise ou en agence. La rémunération sera fixée en fonction des compétences offertes. Ecrire à J.B. DE GANDT en précisant la référence A/8998M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 28.72.52.25  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Adjoint au Chef de Production**  
**GROUPE INTERNATIONAL D'ENGINS DE MANUTENTION**

Que vous soyez débutant ou déjà expérimenté dans la fabrication mécanique en usine, ce qui nous intéresse c'est votre volonté de vous impliquer dans les grands projets qui vous seront confiés.

Filiale d'un groupe international, notre Société produit et vend des engins de manutention avec 900 personnes réparties sur plusieurs sites de fabrication. Pour l'un d'eux situé dans l'Oise, nous recherchons l'adjoint du Chef de Production.

A court terme, sous la responsabilité du Chef de Production que vous seconderez, il vous sera confié des missions de réorganisation d'importance stratégique.

Agé de 30 ans environ, vous êtes ingénieur mécanicien (Arts et Métiers par exemple), vous possédez une première expérience en fabrication mécanique soit en méthodes, soit en production. Homme de terrain, vous savez communiquer à tous niveaux. Homme de réflexion, votre rigueur et votre honnêteté intellectuelle sont reconnues par vos pairs.

Après une période de formation, vous intégrerez une usine de 300 personnes située dans l'Oise. Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier comprenant lettre manuscrite de motivation, CV et photo, en indiquant votre rémunération actuelle et la référence 541 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

**STRATOS**  
60, Chaussée d'Antin  
75009 Paris

**Ecole Internationale de Vente et de Gestion**  
implantée Sud de la France  
membre d'un groupe renommé de formation  
recherche son

**DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT ET DE LA PÉDAGOGIE**

30-45 ans, bilingue français-anglais. Expérience PMI, homme de contacts, sens organisation, dynamique et disponible rapidement, expérience et compétence pédagogiques.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite à : IDECOM  
Réf. M20/11 - 24, rue de Lisbonne  
75008 PARIS

**Conseiller de vente**

La filiale française d'un important groupe industriel suisse, réputée dans le domaine des éléments de transmission d'énergie et de transport recherche, pour la région parisienne, un conseiller de vente âgé d'au moins 28 ans. Rattaché à l'agence de Paris, il aura pour mission d'assurer le développement commercial de sa région en sollicitant les constructeurs et les utilisateurs industriels de ses produits de haute performance. A terme, une personnalité de valeur pourrait se voir confier la responsabilité de l'agence parisienne. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement technique supérieur, justifiant d'au moins cinq années d'expérience dans la vente de composants techniques. A la rémunération, composée d'un fixe important, s'ajoute une voiture de fonction. Une formation technique est assurée par l'entreprise, en France et à la maison mère en Suisse. Le poste suppose une résidence en région parisienne. Ecrire en précisant la référence S/8222M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



# Le Monde

## CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## BAGAGERIE - MAROQUINERIE DE LUXE

## ANIMATEUR FORMATEUR HF

### Réseau International de Boutiques

L'expansion de notre réseau (près de 100 boutiques et points de vente dans le monde), son élargissement géographique nous amène à rechercher celui ou celle qui saura :

- dans un souci de performance et d'image, élaborer les programmes de formation destinés aux personnels des boutiques (techniques de vente, gestion commerciale, merchandising, connaissance des produits), ainsi que les pédagogies et supports adaptés ;
- les mettre en œuvre à travers des actions de formation et d'animation assurées, soit en direct, soit à travers les relais nécessaires (pays lointains...) ;
- valider la formation auprès du Personnel de Vente et des Responsables de Boutiques pour y apporter les aménagements nécessaires et souhaités.

Nous désirons rencontrer pour ce poste, un candidat qui, non seulement justifie d'une réelle compétence en matière de formation, mais qui possède aussi l'expérience, le sens de la distribution et de la vente au détail.

Anglais indispensable, une autre langue serait un plus.

Merci d'envoyer votre candidature, sous référence 302.PA.009 M, à notre Conseil, qui vous documentera avant de vous rencontrer en toute confidentialité.

**centor** 13 bis, rue Henri Moinier  
75003 PARIS

## PARACELUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 50 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 5 500 lits.

cherche pour ses implantations dans la région parisienne

## UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prérez d'adresser votre C.V. à l'adresse suivante :  
PARACELUS KLINIK FRANCE S.A.R.L.  
à l'attention de D. U. SCHLEWING PDG  
19-21, av. du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY.

## DIRECTEUR DES EXPLOITATIONS

NOUS SOMMES LE PREMIER GROUPE DE SANTE FRANÇAIS et nous vous demandons de mettre en place et assurer le contrôle de gestion et d'être le superviseur de nos centres de profit "cliniques".

Vous avez une formation supérieure financière et économique et/ou médicale, vous possédez un sens relationnel reconnu. Le fait de bien connaître l'hospitalisation privée serait un atout majeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3758 à Lévy-Tourmy/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 09, qui transmettra.



## GROUPAMA

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES  
SANDRA SORAVIE

LA CAISSE REGIONALE DU NORD, A LILLE. NOUS AVONS UN MARCHÉ, DES PRODUITS, UNE FORCE DE VENTE. NOUS CREATONS ET OFFRONS LE POSTE DE MARKETING DE LA DISTRIBUTION DE NOS PRODUITS, POUR UN :

## Jeune Sup de Co HF

Chargé de développer nos moyens de distribution, de concevoir et mettre en place les actions de nos Commerciaux-Conseils. Le candidat recherché est un créatif, doublé d'un gestionnaire, il a le sens du contact, le goût de l'animation et du travail en équipe. Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous référence 720 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez  
75013 PARIS

Hay Management Consultants

## HAY STRATEGIE &amp; ORGANISATION

activité en plein développement au sein de  
HAY FRANCE recherche un

## Consultant expérimenté

de formation supérieure (X, HEC, Sciences Po...) complétée par une expérience professionnelle (au moins 7 ans) dans les domaines planification stratégique/gestion générale/organisation.

Le salaire sera très motivant pour un candidat autonome, performant et capable de s'intégrer à une équipe dynamique et ambitieuse (avec la qualité de ses prestations).

Adresser C.V. et lettre manuscrite (avec photo), sous référence 870134, à Robert LE LANN.

Sonia Lippys

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

## F.F.P.

CONSEIL

LE NOUVEAU PARTENAIRE  
DE LA DISTRIBUTION

Fort de 20 ans d'expérience dans la grande distribution,

**MURICE PERRY**

crée un cabinet conseil essentiellement orienté vers ce secteur et ses partenaires :

• conseil opérationnel, • recrutement, • formation.

F.F.P. CONSEIL - 10, RUE BEZOUT 75014 PARIS - TEL. : 40 47 00 97

**R** Société de prêt à porter de luxe de réputation internationale recherche son :

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Ses fonctions lui feront prendre en charge :

- la gestion du personnel,
- l'établissement et le suivi des contrats,
- le contentieux,
- le secrétariat général.

Basé à Paris, le poste comportera de fréquents déplacements de courte durée.

Le candidat idéal, âgé de 25 à 30 ans, sera titulaire d'un diplôme d'études supérieures juridiques (licence, maîtrise) et possèdera une expérience d'au moins deux ans dans la fonction personnelle et le droit immobilier.

Il sera doté de bonnes qualités relationnelles et aura une réelle capacité d'autonomie.

Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative.

Envoyer C.V. + photo + prétentions

s/réf. 10204,

qui seront transmis par :

Pierre Lichau

PUBLICITE DE RECRUTEMENT

10, rue de Lamoignon - 75001 PARIS

## LA MUTUALITE FRANÇAISE

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES de sa DIRECTION PREVOYANCE

## JURISTE H/F

SON PROFIL : titulaire d'une formation juridique de haut niveau en Droit privé (diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DESS ou Institut des Assurances).

Expérience minimum de 5 à 10 ans au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui vous a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle, ...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (réf. 10204) et rémunération souhaitée à :  
MUTUALITE FRANÇAISE,  
Division des Relations Sociales,  
56 à 60, rue Nationale, 75001 Paris Cedex 13.



MUTUALITE FRANÇAISE

UNIVERS DE  
LA GESTION

Pour la future « autorité de Bourse »...

Vers un corps d'inspecteurs...



La profession boursière, ce sont aujourd'hui : 6 000 personnes dans les charges d'agents de change à Paris et en province, ainsi que 800 personnes dans les services de la Chambre Syndicale de la future Société des Bourses Françaises. Elles ont pour mission la diversification des marchés financiers et la profonde mutation de la place financière française, les missions et les rôles de chacun évoluent. Pour faire face à cette « nouvelle donne », la Chambre Syndicale entend faire évoluer son Service Contrôle vers un véritable

## Corps d'inspecteurs

qui aura pour mission d'effectuer des audits externes des sociétés de Bourse pour préparer les décisions des autorités du marché. Ce corps d'inspecteurs devra s'assurer du bon respect des règles de fonctionnement des marchés (déontologie et réglementation professionnelle) ainsi que de la qualité de la gestion économique et financière de ces sociétés au regard des risques financiers courus par elles, compte tenu de leurs engagements pris sur les différents marchés.

Aussi recherchons-nous des CHEFS de MISSIONS des grands réseaux bancaires, ou des managers de cabinets d'audit anglo-saxons. Une double formation (scientifique + gestion) serait particulièrement appréciée. Venez en parler avec nous. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence V/C/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



SCMC - MONEP

Jeunes DUT, voulez-vous être...

dans le vent ?...

Les bons marchés se trouvent bien que les vents tournent et que le « grain » passe. Le MONEP permet d'anticiper les négociations de la Bourse de Paris. Vous êtes un battant et le monde de la finance vous attire. Nous vous proposons une formation spécifique sur ce nouveau produit. Nous attendons

## 1 chef de groupe

qui assurera l'organisation et la surveillance des options sur le MONEP. Un profil plutôt commercial, où l'autorité, la souplesse, la rapidité et l'efficacité sont essentielles.

## 3 assistants chefs de groupe

qui assisteront le Chef de Groupe dans le suivi du marché et des cotations.

Pour le poste de Chef de groupe, nous souhaiterions que vous ayez une première expérience professionnelle, à caractère commercial à dominante financière, si possible, et une formation « Techniques de Commercialisation ». Pour les Assistants, une formation type BAC G2 est attendue. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence cholea.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SI VOUS REVEZ DE REFAIRE L'ORGANISATION...

## Chef de projet en organisation

Stué en Normandie près de ROUEN, nous sommes un des plus importants établissements (1 250 personnes) du Groupe LEGRAND, leader sur le marché de l'appareillage électrique.

Nous vous proposons, en tant que CHEF DE PROJET EN ORGANISATION, un objectif à la mesure de vos ambitions : améliorer la performance de nos services administratifs.

Rattaché à notre Responsable Organisation/Animation, vous serez chargé : d'animer des groupes de créativité d'analyser notre activité administrative (structure, procédures) - et de promouvoir des techniques nouvelles (bureautique, vidéo, etc.).

Tout ceci vous amènera naturellement à participer à l'élaboration puis à la mise en œuvre de notre plan de qualité administrative.

Cette nouvelle mission, nous la proposons à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur minimum BAC+4 (ESIC, Ecole d'Ingénieurs, Université), auquel nous apporterons une méthode basée sur une démarche participative et une formation sanctionnée par un master en organisation.

Si déjà « repenser » l'organisation d'une importante structure administrative (250 personnes) vous attire, alors ouvrez les portes d'un groupe de 12 500 personnes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : M. Alain DUBAL - Service du Personnel - LEGRAND NORMANDIE - Rue Paul-Nouel - 76770 MALAUNAY.

legrand

مكتبة الشارقة





La SDR de l'Ouest, établissement financier régional, spécialisé dans les financements à terme des entreprises, recherche pour son siège social situé à Nantes, un

## JURISTE D'AFFAIRES

Il assurera la mise en place, la formalisation, le suivi des contrats de prêt et les opérations de crédit, l'immobilier des PME, au sein d'un service de 8 personnes. Titulaire d'une maîtrise en droit privé, il a acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans un établissement financier réalisant du crédit bail immobilier. Merci d'adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions, sous référence 2330 M, à :

**BR conseil**  
9, boulevard Gabriel Guist'hay - 44000 NANTES.

BORDEAUX, ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
A VOCATION ÉCONOMIQUE  
recrute son

## RESPONSABLE DE LA FORMATION

Les candidats de formation supérieure (Université - Grande Ecole) auront environ 30 ans et devront présenter une première expérience réussie dans la formation professionnelle continue, en organisme ou en entreprise. • Dynamique, imaginatif, tourné vers la réflexion, il participera au développement de l'établissement, auprès du Secrétaire Général. • Doué pour les relations humaines, il assurera avec efficacité les contacts avec ses partenaires habituels que sont le Conseil Régional, les administrations et les organismes concernés par la formation.

Adresser lettre manuscrite et CV + photo à **JACQUES PETITEAU CONSEIL** 28, rue Lecoq 33000 BORDEAUX Confidentialité des candidatures garantie.

Du commercial au recrutement - NANTES

## CONSULTANT

Avec 60 consultants effectuant plus de 3200 recherches chaque année, le Groupe EGOR se place, en France, au premier rang des Cabinets conseil en recrutement. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Nantes, réunissant déjà une dizaine de collaborateurs, un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PMI et PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en relations humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, au sens large du terme, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des atouts importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, attractive. La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M GM/EOA, à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Le département des Landes connaît un formidable essor touristique. Afin de répondre aux nouvelles exigences liées à ce développement et pour relever les défis actuels de ce secteur économique, le COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME (association loi 1900), recherche

## DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

A la fois homme de contact et gestionnaire, vous connaissez l'évolution des impératifs du tourisme et vous possédez l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies dynamiques.

Vous serez chargé de concevoir, d'organiser et d'assurer la politique touristique du département.

De formation supérieure, vous justifierez une expérience réussie dans une fonction de direction en rapport direct avec le tourisme.

Une maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable. Des connaissances en allemand seraient un atout supplémentaire.

Le poste est basé à MONT-DE-MARSAN.

Merci d'adresser une lettre de motivation, CV, photo, en précisant la rémunération actuelle, à :

M. Jean-Yves MONTUS, Président du Comité Départemental du Tourisme, Hôtel du Département - B.P. 259, Rue Victor-Hugo, 40000 MONT-DE-MARSAN.

CABINET LIBRAL

offre poste

## chargé d'études fiscales et d'études juridiques

Compétence  
Sens du contact  
Expérience

Ecr. pour compt. Inform. :  
FSA 10, 11, Grande 75000 Paris

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

Paris-8, spécialisé en droit des sociétés recherche

## JURISTE

25/30 ans, titulaire d'une maîtrise de droit des affaires et d'un DESS de droit des affaires, ayant une expérience professionnelle minimum de 2 ans en droit des sociétés acquise en cabinet. Pratique de l'anglais appréciée.

Poste à pourvoir DÉBUT JANVIER 1988. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et photo à : E.C.F.J., Service du Personnel, 48 bis, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS.

## Consultant en systèmes d'information et organisation informatique

Diplômé d'une grande école -X, CENTRALE, MINES, INST, ENSIMAG, HEC, ESSEC- vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Nous vous proposons une fonction autonome et l'accès rapide au management d'équipe. Après une période de formation, nous vous confierons tout ou partie de la réalisation d'études et de conseil en organisation informatique et systèmes d'information. C'est un domaine où notre société occupe une place de premier plan auprès de grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous permettent d'envisager une diversification de notre clientèle et des perspectives d'évolution de carrière motivantes pour nos consultants. Merci d'adresser votre candidature sous référence C/115.87/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolée 75116 Paris.



## UNIVERS DE LA GESTION

La Bourse, c'est votre métier...  
ou votre passion...



C'est dans la tempête que l'on reconnaît les bons marins et vous voyez au-delà d'un coup de table ! Vous êtes dans un milieu vivant qui bouge et vous recherchez vos compétences en matière boursière. Le Directeur Général de la SCMC, filiale de la Compagnie des Agents de Change, le MONEP (créé en septembre 87), souhaite s'adjointre un

## Responsable département Bourse

Directement en prise avec le marché, votre rôle : l'organiser, le gérer, surveiller la régularité des opérations et encadrer une équipe motivée (16 personnes), jeune et dynamique.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et avez plusieurs années d'expérience en matière de techniques boursières, venez nous rejoindre. A bientôt pour en parler avec vous.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/RDB/LM.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Jeunes ESC, Dauphine, ...  
de l'audit externe, ou de l'inspection bancaire...

Vous êtes un Jeune Auditeur dans un Cabinet Anglo-saxon (cf. les Big Eight) ou inspecteur au sein d'un Grand Réseau Bancaire. Nous vous offrons l'opportunité, à PARIS, de rejoindre notre

## Département contrôle

dans lequel vous aurez l'occasion de contrôler les négociations effectuées sur le marché des Options Négociables de la Bourse de Paris, le MONEP, en liaison étroite avec l'ensemble des Adhérents, Charges d'Agents de Change, Banques... Votre mission ? Veiller à l'application de la réglementation par une analyse et un audit des opérations qui se traitent sur ce Marché, évaluer les risques encourus par les divers intervenants, et vous assurer de la régularité des écritures comptables enregistrant les positions des uns et des autres. Un rôle essentiel où vos qualités de diagnostic, d'entregent ainsi que vos capacités rédactionnelles doivent vous permettre de réussir. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/TRO/LM.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## BUDGET ET STRATEGIE

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et pouvez faire valoir une expérience de 3 ou 4 ans acquise dans un établissement financier ou bancaire, au sein d'un cabinet d'audit ou dans le service contrôle de gestion d'une grande entreprise.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration, et au suivi des budgets de la banque, et de conseiller les unités opérationnelles dans leurs choix stratégiques.

Banque Indosuez  
Service recrutement, carrières  
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08



**BANQUE INDOSUEZ**

Un monde d'opportunités

LYON

Filiale d'un important groupe immobilier, notre Société compte parmi les premières dans le domaine de la gestion et de l'administration d'immeubles.

Notre groupe représente à la fois la tradition, l'expérience, et la solidité, mais également le dynamisme et une foi inébranlable dans l'avenir de l'immobilier de qualité.

Ces mots de notre Président sont notre message à l'

## ADJOINT DE DIRECTION

que nous recherchons.

Responsable du Service copropriété, il assure d'une part, et personnellement, la gestion d'un portefeuille en copropriété de façon globale (technique, juridique, comptable, conseils syndicaux, assemblées générales...), et d'autre part supervise 2 gestionnaires responsables de leur propre portefeuille.

Il possède des connaissances juridiques et comptables sérieuses, une expérience réussie dans un domaine similaire, mais également des qualités relationnelles, un sens commercial développé, et une très grande disponibilité.

Au-delà de ce poste, l'importance de notre groupe assure un développement de carrière privilégié à un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous la réf. 483 à : Pierre LICHIAU 12, rue du Président Carnot 69008 LYON, qui transmettra.



**EUROCARD FRANCE S.A.**

Société Financière Internationale, filiale du Crédit Agricole et du Crédit Mutuel recherche

## "JUNIOR" HEC - ESSEC - ESC

vos missions  
vos profils

Promouvoir notre politique commerciale auprès des banques (fréquents déplacements en province).

Vous avez un tempérament affirmé de vendeur, nous vous offrons de mettre en pratique vos connaissances des techniques du marketing.

Vous connaissez la micro-informatique et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à :

**EUROCARD FRANCE - Direction du Personnel**  
16, rue Lecoq - 75015 PARIS.



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Assurer le secrétariat général  
d'une jeune société en expansion...

C'est l'opportunité que nous proposons à un généraliste de formation supérieure en gestion ayant eu, au-delà de ses compétences financières, s'ouvrir au management des hommes ainsi qu'aux différents aspects fonctionnels de l'entreprise.

Très jeune société en France, filiale de groupes importants, notre vocation est d'offrir un ensemble de prestations novatrices et performantes dans le domaine des transactions interbancaires. Notre savoir-faire nous assure de larges perspectives d'évolution.

Le Manager que nous recherchons assure l'ensemble des fonctions administratives et financières : gestion, fiscalité, administration du Personnel. D'une manière plus large, il assiste le PDG dans l'ensemble de ses tâches : organisation et animation des équipes, mise en place des procédures internes, représentation de la société à l'extérieur notamment vis-à-vis des clients (grandes banques).

Nous vous voyons, à 35 ans environ, de personnalité ouverte et affirmée, maîtrisant l'anglais et l'outil informatique. La connaissance du milieu bancaire peut être utile, mais n'est pas indispensable. Enfin, n'oublions pas vos qualités relationnelles et d'animation qui pourront s'exprimer pleinement au sein d'une équipe jeune et enthousiaste, dans un domaine en constante évolution.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 704.11, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,  
Recrutement  
Humaines,  
113 rue de  
l'Université  
75007  
PARIS.

Prendre en main la Direction Financière,  
puis la faire évoluer...

Banlieue Ouest de Paris

C'est le challenge que vous propose la filiale française en plein essor (60 MF - 60 personnes) d'un des leaders internationaux de l'informatique.

Bras droit du Directeur Général pour la France et la Belgique, interlocuteur permanent de l'international, vous prendrez en charge en toute autonomie, la direction des services financiers, comptabilité, administration des ventes comprenant une dizaine de personnes. Au-delà de la supervision des opérations comptables, du reporting, de la fiscalité, de l'administration du personnel, vous assurerez personnellement le processus de contrôle de gestion (plans et budgets) et l'optimisation du cash. Vous serez le garant de nos procédures.

A 30/35 ans environ, de formation supérieure (finances - comptabilité), vous apporterez une solide expérience professionnelle de la gestion dans un environnement anglo-saxon, ainsi que la souplesse et la fermeté nécessaires pour vous imposer.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 706.11, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,  
Recrutement  
Humaines  
113 rue de  
l'Université  
75007  
PARIS

Mission de Conseil  
Opérationnel  
pour Jeunes Financiers

Faire de la gestion et de la finance sur le terrain, être en contact avec les réalités quotidiennes tout en s'appuyant sur une technique solide : telle est l'opportunité que vous offre Duquesne Purina (1 milliard de CA, 8 usines, 550 personnes en France), filiale du groupe américain Ralston Purina.

Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une Direction Régionale, responsable de la gestion des risques clients d'une division. Vous assisterez nos concessionnaires dans leurs problèmes de gestion et de financement et nos commerciaux dans le choix de leurs stratégies de développement.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure (ESC ou maîtrise + DEC), ayant de préférence une première expérience de gestion. Qualités de contact, mobilité, disponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

Des postes seront proposés dans plusieurs régions.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 705.11, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,  
Recrutement  
Humaines  
113 rue de  
l'Université  
75007  
PARIS.



## sofinarex

Société Financière Nationale  
de Révision et d'Expertise Comptable  
recrute

EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMÉS  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

STAGIAIRES AUTORISÉS

pour des postes de

DIRECTEURS REGIONAUX

CHEFS DE BUREAUX

CHEFS DE GROUPE

Expérience Groupe Financière appréciée

Les postes sont à pourvoir dans les grandes

agences régionales et plus particulièrement à

AMIENS - ANGERS - BESANCON - BEZIERS

BIARRITZ - BORDEAUX - CANNES

CHALONS SUR MARNE

CLERMONT-FERRAND - DIJON

GRENOBLE - LILLE - LIMOGES - LYON

AIX - MARSEILLE - MONTPELLIER

MULHOUSE - NANCY - ORLÈANS - PARIS

EST ET PARIS OUEST - POITIERS - RENNES

ROUEN - ST QUENTIN - STRASBOURG

TOULOUSE - TOURS.

Envoyer photo, C.V. et présentations à :

sofinarex - 20, place de l'Iris

LA DEFENSE - 92411 COURBEVOIE Cedex.



GROUPE SPÉCIALISÉ  
EN INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

recherche, pour accompagner son développement.

RESPONSABLE FINANCIER

Rend compte directement au Président, il aura

pour mission :

□ Dans un premier temps,

• Le montage et la négociation de dossiers

de financement à moyen et long terme.

• La réalisation d'études financières nécessi-

ties par les objectifs de croissance externe.

□ Dans un second temps,

• La mise en œuvre d'un contrôle de gestion

des activités du Groupe.

• L'assistance auprès des filiales sur des pro-

jets d'investissement ou de financement.

Ce poste doit évoluer, pour un candidat de valeur,

vers celui de Directeur Financier du Groupe.

De formation supérieure, âgé au minimum de 30 ans,

il aura une solide expérience d'analyse financière

dans le secteur des Services, acquise dans la Banque

ou à la Direction Financière d'un groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et pré-

sentations à : SAINT-HONORE CONSEIL, sous réf. AGA,

47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75006 Paris.

SAINT HONORE CONSEIL

Correspondance de Rothschild

BANQUE PRIVEE 8°

CADRE D'EXPLOITATION

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous prenez

en charge une partie de notre fonds de commerce

PME - PMI et assurez le développement. Nous

souhaitons recruter un cadre d'environ 30 ans

diplômé de l'enseignement supérieur ou auto-di-

plômé ayant une expérience de 2 à 5 ans d'exploita-

tion en clientèle PME-PMI. Dynamique, sens

du risque, esprit d'équipe et goût marqué de la

prospéction commerciale sont les qualités que

nous privilégions. Salaire de l'ordre de 180-

200.000 F. Libre rapidement si possible.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1211

(lettre manuscrite, CV, photo) à

François MICHAU Conseil

BANQUE - FINANCE

53, Bd d'Anglemont

75110 LE VESINET.

UNION COMMERCIALE

AGENCE DE PUBLICITÉ

PARIS-17°

recherche

COMPTABLE

Age moyen 25/30 ans

Le poste s'adresse à une (ou) candidate(s) possédant

3 à 5 années d'expérience de la comptabilité

généraliste et/ou spécialisée en F.M.E.

Adressez C.V. + photo à l'attention de Joëlle GUY-

FIER, C.M./S.D.O. 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.

Le Monde  
CADRES

Banque privée  
A TAILLE HUMAINE FILIALE D'UN GRAND GROUPE  
P. attachement  
recherche un

## ATTACHÉ DE CLIENTÈLE

Agé de 30/35 ans environ, doté d'une très bonne culture générale, vous avez développé en cours des 3 à 5 dernières années auprès d'une banque ou d'une compagnie d'assurances une clientèle de particuliers de haut niveau et vous justifiez de très bons résultats.

Restent dans ce milieu que vous aimez, vous recherchez une occasion d'accroître votre carrière.

Nous sommes un établissement bien placé pour le conseil et la gestion de patrimoine, et pour vous donner cette opportunité.

Vous développerez votre propre fonds de commerce par apport de nouveaux clients dont vous assurerez le suivi (conseil et vente de produits financiers).

Les perspectives de carrière sont à proportion, pour un homme de caractère.

Classification (III à V) et rémunération (+ ou - 200 000 F) seront fonction de l'expérience acquise.

Dynamisme, sens de l'écoute, excellent contact, sens du risque, loyauté et esprit d'équipe sont les qualités que nous privilégions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à M. NEUMAIER, 3, rue Marbeau, 75116 Paris, sous la réf. 907 M.

Marketing international  
agro-alimentaire

Nous recherchons

le directeur  
de notre département  
fruits et légumes

MISSION :

Il sera chargé de la communication en faveur des fruits et légumes en France et à l'étranger, avec l'assistance de deux responsables marketing.

PROFIL :

- Homme (ou femme) de marketing, il aura une solide expérience de chef de groupe dans le secteur agro-alimentaire (nouveau ou ancien).

- Actif, dynamique, responsable, il sera doté d'une forte personnalité.

Adm. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. s/r 8174 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessmy, 75007 PARIS.

PROMOTEUR IMMOBILIER

recherche pour participer à son développement

responsable d'agence

Formation technique, administrative et commerciale. Formation Bac + 2 + quelques années d'expérience immobilière.

Adm. candidat, manuscrite + photo, 1, r. Châtelet, PARIS-2°.

APS, 1, r. Châtelet, PARIS-2°.

Cabinet Conseil-Formation

recherche

1 FORMATEUR

30/40 ans. Spécialisé en

management participatif et/ou

marketing vente. Vécu d'entre-

prise et expérience formation

en cabinet. Sans commercial.

Exp. d'équipe.

Env. C.V., lettre manuscrite,

photo et présentations à :

PROSPECTIVE ACTION,

121, rue St-Lazare, PARIS-8°.

Imprime association rurale

UNION COMMERCIALE

recherche

JURISTE

ayant soit une bonne formation

3° cycle en droit social soit une

première expérience de conseil

en entreprises ou un cabinet

chargé de gérer les fonds

de la formation professionnelle

et de conseiller les adhérents.

Env. lettre manuscrite, C.V.,

photo et présentations à :

Directeur général

UNION COMMERCIALE

184 A, rue du Faubourg-Saint-

Denis, 75010 PARIS.

FÉDÉRATION FRANÇAISE  
DES SOCIÉTÉS DE PROTEC-  
TION DE LA NATURE

recherche

collaborateur

commercial

diplôme IUT (technique

de commercialisation)

ou équivalent.

Env. C.V., photo et présentations

à IFIM, 87, rue Cuvier,

75231 PARIS Cedex 05.

IFTIM

en liaison avec l'ANPE

recherche

Ses futurs

enseignants

Des les carrières :

logistique et sécurité.

Ses chargés de

relat. avec les

entreprises.

Les candidats et candidate

(départés des O.M.),

agés prioritairement de moins

de 25 ans, posséderont le

permis V1 et auront obligatoi-

rement obtenu l'agrément d'un

diplôme BAC + 2 dans l'une

des spécialités suivantes :

- Transport et logistique ;

- Hygiène et sécurité ;

- Technique de

communication.

Ne seront définitivement

recrutés à l'issue d'un stage

de formation rémunéré de

10 semaines.

poste disponibles

dans toute la France

Société étudiante

recherche un

INGÉNIEUR

TECHNICO CCIAL

pour région Est

• Très b. connait. en serv-

ices machines indep.

• Allemand courait exigé.

Env. à M. IVANKOVIC Mar-

bourg, Str. 4 68000 Mannheim.

184 A, rue du Faubourg-Saint-

Denis, 75010 PARIS.

## camif

Notre métier : La Vente Par Correspondance.

Nos moyens : des Catalogues et des Magasins.

Notre dimension : 1 300 salariés pour un C.A. de

3,5 milliards. Nos partenaires : plus de 900 000 Clients-

Sociétaires et 5 500 fournisseurs. Notre projet, nos politiques

privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les hommes et les

bonnes, acteurs de notre réussite.

Le défi coopératif dans la distribution d'aujourd'hui.

Recherchons pour notre Direction Financière

CONTROLEUR DE GESTION HF

CONFIRME

Directement rattaché au Directeur Financier et animant une équipe de

4 personnes, il sera responsable de la gestion des coûts analytiques et

budgétaires de l'Entreprise. Il développera les outils informatiques, assurera la

diffusion des informations dans les différents services et réalisera des analyses

de gestion spécifiques.

CHARGES D'ETUDES HF

Ces fonctions s'adressent à des jeunes Collaborateurs capables d'assurer des

analyses de gestion, des études de rentabilité et de participer au suivi analytique

et prévisionnel des principaux secteurs de l'entreprise.

Tous ces emplois s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement

supérieur (E.S.C., D.E.C.S.) ayant une excellente maîtrise des mécanismes

comptables, de bonnes connaissances en informatique et les qualités de

l'homme de communication. Une expérience professionnelle en entreprise ou

cabinets est recherchée.

Ces postes sont à pourvoir à NIORT,

ville où les secteurs tertiaires et informatiques sont en expansion.

Adressez C.V. + photo + présentations à la Direction du Personnel

Trévins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.

184 A, rue du Faubourg-Saint-

Denis, 75010 PARIS.



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



DIVISION  
MAGASINS

Nous sommes un groupe de communications multimédia qui compte notamment une chaîne de 100 magasins en Grande Bretagne réalisant 1 milliard de francs de Chiffre d'Affaires.

Nous créons notre premier magasin en France à Paris sur une surface de 3000 m<sup>2</sup> consacrée à l'ensemble des supports musicaux (disques, cassettes, compact disks et vidéocassettes) dans tous les styles (variétés, jazz, classique...).

Nous recherchons aujourd'hui des responsables, hommes ou femmes, pour participer à notre développement.

## Responsable Administratif Junior

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sera responsable du recrutement, des définitions de fonctions, de la détermination des systèmes de motivation, de la rémunération du personnel.

D'une manière générale, il organisera le planning de travail et s'assurera de la bonne marche du magasin.

Le candidat aura une formation supérieure DUT (Gestion du personnel) ou BAC + 4, complétée par une expérience similaire de 2 à 3 ans dans la fonction.

Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter Ives Pecaut au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + rémunération + tél à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous réf. 1079 IP/LM.

## Chef Comptable

Rattaché au Directeur du magasin, il sera responsable de la mise en place et du suivi des procédures comptables, de l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, de la paye et des déclarations fiscales. Il aura à encadrer une équipe de 5 à 6 personnes.

Jeune et motivé, le candidat devra justifier d'une première expérience, si possible dans la grande distribution. De bonnes notions en anglais sont souhaitées.

Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter Michel Galant au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + rémunération actuelle + tél à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous réf. 1000 MG/LM.

## Contrôleur de Gestion Junior

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sera responsable de la mise en place, du suivi, et du contrôle : des budgets et de l'analyse des écarts, des tableaux de bord et des procédures informatiques de gestion.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce, possédant 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en contrôle de gestion, le candidat sera motivé par la distribution aura un excellent niveau d'anglais.

Le poste comporte de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Contacter Ives Pecaut au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + Rémunération + tél à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous réf. 1078 IP/LM.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

Haute-Savoie

## Gestionnaire tout terrain pour 9 filiales étrangères !

CONTRÔLEUR DE GESTION A L'INTERNATIONAL

Distributeurs des produits hors de France (dont USA et JAPON), nos 9 filiales (180 personnes) ont hissé SOMFY au premier rang mondial sur son marché des systèmes de commande électrique et automatique pour manœuvre de stores, volets roulants... (400 millions de CA dont 70 % à l'étranger).

Les activités de conception et de fabrication tout comme la holding dont elles dépendent, sont situées en Haute-Savoie (400 personnes).

Rattaché à notre Président, vous déterminerez, puis mettrez en place dans chacune de ces filiales, les meilleurs moyens d'optimiser leur efficacité et leur rentabilité. L'harmonisation des procédures budgétaires, que vous aurez conçues, fera partie de votre mission, mais il vous faudra avant tout élaborer et mettre en place les solutions optimales en matière d'organisation, de gestion ou de management.

Ce poste s'adresse donc à un homme disponible (fréquents déplacements à l'étranger) mais aussi capable d'effectuer chacune de ses missions avec autonomie et forte implication personnelle. Nous attacherons également beaucoup d'importance aux grandes qualités relationnelles qui vous permettront de valoriser avec efficacité vos compétences (type ESC). 3-4 ans de gestion d'un centre de profit à l'étranger ou une expérience des réseaux de distribution industriels internationaux serait un atout important. Bien entendu vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise peut-être même aussi la langue allemande.

Nous vous remercions donc d'adresser votre candidature (CV détaillé, lettre, photo et salaire actuel) au service du personnel de SOMFY, sous référence CGI, BP 152, 74300 Cluses.



Nous sommes la filiale française d'une multinationale européenne. Avec un chiffre d'affaires de 1.100 MF et 40% du marché, nous avons une position de leader. Nous recherchons notre

## Responsable Comptabilité Générale

Oise 240 - 260 KF

Il aura pour principales responsabilités la comptabilité générale jusqu'au bilan, l'établissement des déclarations fiscales ainsi que l'élaboration du reporting.

Véritable Manager, il sera capable d'organiser son équipe et de faire évoluer le système comptable et informatique. Pour gérer nos importants volumes d'opérations, le candidat aura l'expérience de la grande entreprise (10 années minimum) et sera titulaire du DECS. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est nécessaire.

Contacter Paul Mercier au 40.70.00.36 ou envoyer CV + lettre manuscrite + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19, avenue George V - 75008 Paris sous réf 254 PMM



Michael Page Comptabilité

Spécialiste en recrutement comptable  
Paris-Londres-Bruxelles-Amsterdam-New-York-Sydney

## Contrôleur de gestion

Nous sommes une société industrielle (400 personnes) fabriquant et distribuant des produits de haute technologie leaders sur leurs marchés. Sous l'autorité du directeur administratif et financier, le contrôleur de gestion que nous recherchons sera chargé de : mettre en place un système de gestion performant (outil de comptabilité analytique, procédures de gestion et informatisation), de préparer le budget, d'analyser les écarts par rapport aux prévisions.

Diplômé d'une école supérieure de gestion vous avez une expérience confirmée de ce type de fonction (3 à 5 ans) acquise dans un contexte industriel et une bonne pratique de l'outil informatique.

Votre performance sera un facteur déterminant pour une évolution rapide dans notre société ou dans le grand groupe industriel dont nous sommes la filiale.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.117.87/MA à notre Conseil GIRESE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



IMPORTANT CABINET  
D'AUDIT PARISIEN  
recherche un

## ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

- Il contribuera à :
- la mise en place des outils de gestion
- l'établissement des budgets
- le développement des tableaux de bord
- l'analyse des écarts et la définition des mesures correctives.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, le candidat aura acquis une première expérience de contrôle de gestion (3 à 5 ans).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 69722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra.

## Cadre Comptable DEBUTANT

Titulaire du DECS, un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.

Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés). Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de filiales.

Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co, Maîtrise) serait appréciée.

Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6130) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Etablissement financier  
de premier plan  
recherche

## ANALYSTE FINANCIER

Intégré dans une équipe de 10 analystes financiers travaillant de manière sectorisée, il aura la responsabilité du secteur «hautes technologies» (aéronautique, électronique, etc).

Il suivra et réalisera des analyses sur les valeurs cotées de ce secteur économique.

Pour ce poste qui exige autant de rigueur que de curiosité intellectuelle, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles d'Ingénieurs...) ayant si possible 2 années d'expérience professionnelle dans le tertiaire financier ou dans le secteur aéronautique.

Ecrire avec CV, photo et prêt. sous réf. 82417 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ETABLISSEMENT DE CREDIT  
recherche

## Directeur d'Agence

Paris Réf : FB 77 MO

Rattaché à la Direction des Agences, ses principales responsabilités comprennent :

- L'encadrement et l'animation d'une Agence employant une dizaine de personnes.
- La gestion des dépôts et le suivi des opérations pour le compte des clients particuliers et institutionnels de l'Etablissement.
- Le développement des relations commerciales et la promotion des services financiers auprès de la clientèle.

Doté d'une bonne formation commerciale ou technique de banque et d'une expérience d'au moins cinq ans de direction d'agence, vous souhaitez valoriser vos qualités de manager en participant à l'expansion d'un Etablissement dynamique.

Contacter Frédéric Foccard au (1) 40.70.00.36 ou envoyer un curriculum vitae + n° de téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V - 75008 Paris, en mentionnant la référence.



Michael Page Banking

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney  
Spécialiste en recrutement bancaire

Nous sommes une PME en forte croissance  
fabricant de bijouterie

et la recherche de son

## CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du directeur financier

- Vous serez responsable de l'unité comptabilité générale.
- Vous animerez son équipe.
- Vous analyserez et formaliserez les procédures.
- Vous serez responsable des états financiers et de la fiscalité courante.
- Vous avez environ 35 ans.
- Vous possédez un DECS complet et 3 ans ou moins d'expérience dans la fonction.
- Vous avez des talents d'organisateur et vous savez communiquer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée sous n° 8 182 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## CHEF DE SERVICE - AUDIT COMPTABLE

## DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

De formation grande Ecole de Commerce ou Universitaire, vous possédez un très bon niveau de formation comptable (DECS minimum). Familier des comptabilités anglo-saxonnes, vous avez, de plus, de bonnes connaissances en fiscalité.

Pour des déplacements fréquents dans nos filiales françaises et étrangères, vous êtes disponible et vous maîtrisez la langue anglaise. Une expérience de quelques années en révision comptable dans un cabinet d'expertise serait un atout supplémentaire vous permettant de réussir dans ce poste et d'évoluer, à terme, au sein du Groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ce poste est basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à P.M. LABINAL - Ch. LEFRANCOIS - Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales - BP 218 - 78051 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX.

 précision mécanique  
**labinal**

## Juste à temps !

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE RENOMME, nous repensons totalement notre organisation dans une philosophie de flux tendus ; le directeur de notre usine (500 p. dans l'Oise) qui investit 50 MF dans notre outil de production, cherche son

## responsable de la gestion de production

Ingénieur avec une première expérience de la fabrication ou diplômé d'une grande école de gestion ayant participé à une belle action d'organisation industrielle, vous arrivez à la trentaine et ambitionnez de diriger une opération d'envergure.

Venez régler nos approvisionnements, organiser une collaboration efficace avec nos 70 fournisseurs en Europe, créer avec nos informaticiens une GPAO moderne, bâtir et exploiter notre système de programmation des fabrications, organiser nos stocks et nos transports. Angles indispensables.

Ecrivez à notre consultant, J.P. DOURY (réf. 5133 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

## RANK XEROX

Jeune potentiel Direction Finance  
optimisez vos capacités en contrôle de gestion

Au sein du Service Chiffre d'Affaires de la Direction Planning et Contrôle de Gestion, nous vous confierons dans un premier temps les prévisions du Chiffre d'Affaires de la Société dans le cadre de l'élaboration des plans à court et moyen terme.

Vous proposerez à la Direction Générale les plans d'action découlant de l'analyse des écarts et des tendances.

Vous négociez avec la Direction Marketing pour optimiser la croissance du Chiffre d'Affaires.

Diplômé Grande Ecole, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience. Autonome et rigoureux, vous prenez des initiatives et aimez les contacts. Vous avez le goût des outils informatiques et cherchez toujours à les améliorer.

Vos preuves faites dans ce poste, une évolution vous sera offerte au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature avec CV sous réf. G.L.M.19 à Hélène Loutchou - RANK XEROX - Direction des Ressources Humaines - 93607 Aubry-sur-Bois Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION  
GESTION INDUSTRIELLE - ORDONNANCEMENT/LANCEMENT - APPROS

Prestigieuse marque de maroquinerie/bagagerie de luxe, notre notoriété mondiale est à l'image de notre développement exceptionnel. Au sein d'un centre de production regroupant 3 Unités, nous créons, en Vallée du Rhône, le poste de "Contrôleur de Gestion". Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, de Commerce, de Gestion, vous avez complété votre formation par un DECS. A 38 ans environ, votre expérience s'est élargie en ayant abordé ces problèmes en production, ordonnancement/lancement et appro. L'utilisation de la micro-informatique vous est familière. Nous sommes équipés en IBM XT et parquons Framework II ainsi que DBase II Plus. Nous offrons une réelle opportunité pour un Collaborateur de valeur, qui saura imposer par ses compétences, son professionnalisme, la qualité de ses contacts et par sa loyauté personnelle.

Cette offre doit rester votre intérêt, pour en savoir plus, adressez votre candidature, sous référence 203.PA.007 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer en toute confidentialité.

**centor** 13 bis, rue Henri Moinier  
75009 PARIS

## Secteur bancaire

## Lyon

Jeune auditeur :  
compétences comptables et qualités de contact  
pour mission de contrôle et d'organisation

Grande banque régionale, nous vous proposons d'intégrer notre Direction de la Comptabilité.

Formé à notre environnement, vous assurez le contrôle d'opérations comptables spécifiques au milieu bancaire. Vous intervenez dans l'élaboration de notre projet d'organisation en participant à la mise en place d'un progiciel de comptabilité générale et analytique.

Diplômé d'une grande école de gestion + DECS ou équivalent, vous avez acquis une première expérience

de 2 à 3 ans en Cabinet ou au sein d'une Direction Comptable et Financière.

Au-delà des compétences comptables indispensables, vos qualités relationnelles et votre diplomatie vous permettront d'analyser, convaincre et former les équipes qui vous entourent.

Ce poste, à pourvoir au Siège à Lyon, s'adresse à un tempérament ouvert et dynamique qui saura évoluer vers d'autres responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature, à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous réf. 205 M, à Michèle GOMEZ.  
ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CEDEX.

**ALGOE**

Groupe industriel en biens d'équipement  
n° 1 mondial dans son secteur recherche  
CONTROLEUR DE GESTION

Ce spécialiste confirmé, issu d'une école supérieure de comptabilité ou équivalent, aura une excellente connaissance de son métier (comptabilité analytique, générale, systèmes de gestion informatisés) et une expérience minimum de 3 ans.

Il contrôle, analyse, détecte, chiffre, compare, présente régulièrement un état, participe aux bilans mensuels et annuels, propose des solutions efficaces pour une meilleure performance. Allemand expé. Anglais apprécié.

Lieu de travail : CHATEAUROUX.  
Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. G/C/G à M. GINISTY, STUDIS, 91, avenue de la République, 75011 PARIS

DIRECTEUR FINANCIER  
FINANCIER & INFORMATIQUE

Marseille

Important groupe de sociétés du secteur du logement social - 20 000 logements gérés - ayant son siège à Marseille, recherche son directeur adjoint responsable des services comptables, financier et informatique.

Directement impliqué dans le développement des sociétés du groupe il devra posséder :

- Une solide formation de base de type ESC, ESSEC, plus DECS, ainsi qu'une bonne connaissance du droit des sociétés ;
- Une expérience significative de la fonction ;
- Une large ouverture d'esprit fondée sur l'analyse et la créativité, au service de l'amélioration, de la performance et du devenir.

Adresser c.v., lettre manuscrite, plus rémunération actuelle, à EUROSUD N° 4 117, 248, av. Roger-Salengro, 13344 Marseille C. 15.

**WAGONS  
LITS**

La Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

recherche pour son département aéroport à ORLY un

RESPONSABLE DE  
LA COMPTABILITE

Avec l'aide de son équipe, il aura pour mission :

- la conduite du projet de décentralisation de la comptabilité et de son traitement informatique

- la supervision de la comptabilité de 4 établissements en succursales (200 millions CA)

Une formation supérieure comptable (type DECS) est nécessaire, ainsi qu'une expérience confirmée de 3 ans minimum dans des fonctions similaires.

Connaissance informatique nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à EUREST - Service Recrutement, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

Nous sommes un important groupe français prestataire de services. Pour occuper le poste de Directeur Comptable et Financier, nous recherchons la fonction de :

DIRECTEUR FINANCIER  
ADJOINT 400 KF MARSEILLE

Ce collaborateur direct sera chargé d'organiser la gestion centralisée des opérations comptables et financières de nos Sociétés, avec l'appui d'un solide outil informatique.

Missions : • Assistance, contrôle et suivi des services administratifs et financiers du siège : Comptabilité, Trésorerie, Consolidation, Actions Juridiques, • Coordination et animation des équipes (70 personnes), • Analyses, prévisions et propositions dans un souci constant d'optimiser les performances du système.

Profil : De formation supérieure, vous disposez d'une excellente pratique des techniques financières, comptables et fiscales, exercées dans un poste similaire.

Adaptabilité, sens de l'organisation et des relations humaines sont indispensables pour évoluer rapidement parmi nous.

Notre sur le poste adressé à tout candidat postulant.

**RC**  
RATOCORP

Merci d'adresser dossier de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 211 M, 90, rue de Rome 13006 MARSEILLE. Confidentialité assurée.

## GROUPE ELA

Expertise comptable - commissariat - conseil - informatiques, recherche

## INTERVENANTS

Niveau N2 - N3.

Ecole de Commerce ou équivalent.

Envoyer C.V. à D. LANGMANTIL, 13/15, rue Buffon - 75005 PARIS.

Grande banque de dépôts à Paris recherche dans le cadre de la création d'un département change

## Cambiste confirmé

Ayant une connaissance approfondie du comptant et du terme ainsi que des instruments de gestion de trésorerie devises.

## Cambiste clientèle

Dont les compétences techniques et les qualités relationnelles sont des atouts pour le suivi de la clientèle de la banque.

L'intégration des candidats dans une structure nouvelle leur permettra de participer au développement de l'activité internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2589 M à

**SOURCE** 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
qui transmettra en toute confidentialité

Nous sommes un important organisme de retraite par capitalisation, et créons le poste d'

Adjoint au Responsable  
du Service Retraites  
Formation Scientifique

Paris

A 25/30 ans environ, titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées, avec si possible un complément de formation en gestion, expérimenté depuis 2/3 ans, vous présenterez un profil idéal pour :

- encadrer et former une équipe de 20 personnes

- organiser la mise en place de nouvelles procédures informatiques

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à Catherine LARZY sous réf. M 8987 à CHN® Ressources Humaines, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS qui révélera en toute confidentialité.



CHN

هكنا من النهر



# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Strafor**  
groupe Stealcase Strafor

regroupe l'ensemble de ses ACTIVITES MOBILIER BOIS en une division européenne  
(300 personnes - CA 300 MF - 3 établissements industriels) et recherche un

## contrôleur de gestion

Il jouera un rôle actif auprès du DIRECTEUR GENERAL de cette nouvelle Division ayant de forts objectifs de développement au niveau international et bénéficiant d'investissements importants sur le plan des équipements. Il assurera la mise en place d'outils de gestion dans chaque unité industrielle. Il coordonnera l'action des Contrôleurs de Gestion usines et supervisera en parallèle le Service de Gestion Administrative et du personnel.

Cette création de poste nécessite une participation et de la décision, un sens et esprit d'initiative et s'adresse à un DIPLOME GRANDE ECOLE DE GESTION, de 30 ans maximum, possédant 3 à 5 ans d'expérience du Contrôle de Gestion industriel et ayant une bonne pratique de l'anglais.

Localisation : région de Charente.

Les données de candidature - sous réf. 3414 M à préciser sur l'enveloppe - seront traitées confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

## A 30 ans prenez la barre d'un centre de distribution

**Diplômés d'Etudes Supérieures**

**Gervais Danone**  
Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1<sup>er</sup> producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité : trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Diplôme ESC, universitaire ou ingénieur en poche, vous avez fait d'emblée le choix d'intégrer une petite structure responsable, donnant libre cours à vos initiatives et à votre personnalité. Aujourd'hui la trentaine, vous avez acquis une expérience de 3-5 ans de la gestion et de l'animation d'une PME ou d'un centre de profit. La compétition quotidienne pour les délais, les résultats, pour maintenir un niveau élevé de motivation de vos équipes, de satisfaction de vos clients... vous avez appris.

Aujourd'hui, être le n° 2 ne vous suffit plus. La structure Distribution de Gervais-Danone FRANCE, vous propose le challenge de la direction d'un de ses centres de distribution.

Votre mission : distribuer nos produits aux meilleures conditions de coût et de qualité de service, dans le cadre d'un budget défini. Vous serez responsable d'un CA de plusieurs centaines de millions de francs. Vos moyens : un établissement de 30 à 60 personnes à diriger, des installations adaptées, une gestion de stocks performante.

Vous intégrerez une équipe de professionnels de la distribution mobilisés autour de la valorisation de notre image de qualité du service et des produits. Votre évolution de carrière est ouverte. Notre Groupe sait donner de la valeur aux talents.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 62 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 18.

**BSN**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## LE BRAS DROIT DU DIRECTEUR FINANCIER DANS UN GRAND GROUPE DE PRESSE

La rapidité du développement d'un important groupe de presse magazine français conduit son directeur financier à rechercher son assistant.

Plus particulièrement chargé du contrôle budgétaire, il devra établir des tableaux de bord par revue et par société afin de suivre la rentabilité, réaliser les budgets annuels et les estimations financières de chaque magazine.

Votre diplôme d'école de commerce en poche, titulaire d'un DECS ou équivalent, l'idéal serait que vous soyez familiarisé avec cette fonction dans la presse.

Vous n'êtes pas avare de votre temps, vous êtes imaginatif et avez toujours été attiré par le travail en petite équipe.

La réussite de nos derniers lançements et les nombreux projets que nous avons en train vous permettront sans doute de progresser avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (curriculum vitae, lettre manuscrite, photo) sous la référence M 280 à Marc SCHORESTINE, Alliance RH, 124 bis av. de Villiers, 75017 PARIS.

**alliance RH**  
124-BIS, AVENUE DE VILLIERS - 75017 PARIS.

**bioMérieux**  
Produits et réactifs de laboratoire

Première société française de réactifs pour le diagnostic biologique, recherche pour l'une de ses filiales basée à Florence, un

## contrôleur de gestion

Sa mission consistera à développer au sein de cette société nouvellement acquise un outil de gestion performant (comptabilité analytique, contrôle budgétaire).

Il travaillera en étroite liaison avec le Directeur Administratif local et sera rattaché fonctionnellement à la Direction Financière du Groupe, dont il sera le correspondant.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent), il a acquis une première expérience du contrôle de gestion en milieu industriel, il est familiarisé avec l'environnement informatique et parle couramment l'italien.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.C. ALERNE - bioMérieux - Chemin de l'Orme - MARCY LETOLLE 69782 CHARBONNIERES Cedex.

Pierre Lichard

Notre filiale (500 personnes) est organisée en 5 centres de profit répartis nationalement. Le poste que nous créons à Paris s'adresse à un homme de 35 ans, issu de l'enseignement supérieur (sup de co, sciences po, ESSEC, DECS) justifiant de 5 années d'expérience au moins.

Homme de terrain, mobile et disponible, doté de talents relationnels, vous aurez à animer des comptables/décentralisés, à assurer le reporting mensuel de la filiale et à normer les organisations administratives.

Nous avons confié la recherche à L.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS à qui nous vous prions d'adresser lettre + CV + photo + rémunération s/réf. 5202 M à l'attention de Guy BRENGARD.

**Animer contrôler organiser**  
5 centres de profit  
un challenge pour un "contrôleur"

**IPPA**

**STÉ INTERNATIONALE DE HAUTE TECHNOLOGIE**  
(38 rue de RENNES)  
recherche

## ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER

Missions : - Comptabilité générale, déclarations sociales et fiscales.  
- Mise en place de la comptabilité analytique dans le cadre d'une G.P.A.O.  
- Participation au suivi des filiales étrangères.

Profil : - Formation supérieure : MSTCF, cursus Expertise comptable, ESC + DECS.  
- Connaissance comptabilité anglo-saxonne et consolidation appréciées.  
- Utilisation informatique de gestion.  
- Expérience 3 ans minimum.  
- Anglais lu et écrit.

Recevoir n° 8149 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montesson, 75007 Paris.

## Construisez avec nous la banque de demain ! ORGANISATEUR

Nous sommes une grande banque régionale implantée dans l'Est de la France. Déterminés à relever les défis de la banque de demain, grâce à nos structures et notre potentiel technique et humain, nous désirons renforcer notre service organisation et recherche un jeune organisateur.

Opérationnel rapidement, il prendra en charge des projets dans le cadre de la refonte du système d'information. En relation avec les différents services et le département informatique, il analysera l'existant, prendra en compte la transformation des besoins et mettra en forme les procédures et les circuits de traitement des informations.

Nous recherchons un organisateur pragmatique ayant une formation scientifique supérieure (Bac + 4, école d'ingénieur) ou une formation commerciale supérieure. Sa ténacité, son sens de l'analyse, son esprit de synthèse, ses capacités d'écoute et son autonomie seront déterminants. Agé de 28 à 35 ans, il aura une première expérience de 3 à 4 ans dans ce domaine.

Nous lui proposons un travail passionnant dans un environnement jeune et dynamique. La fonction est évolutive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous références M 412032 A à :

**EGOR BANQUES & SERVICES**  
10, rue de Barri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE HOLLANDE ITALIE PORTUGAL BRASIL JAPON

**egor**

**En selle !** Paris

Solidairement implantée depuis 100 ans dans le monde du sport hippique, notre société de 170 personnes (650 MF de CA) s'est lancée depuis quelques années dans une importante mutation pour faire passer au mieux ses prestations et évoluer dans le goût du public. Elle recherche pour renforcer son potentiel d'évolution un

## Jeune contrôleur de gestion

Il sera chargé principalement de concevoir un système de contrôle de gestion, d'organiser les circuits des informations, de suivre la trésorerie et les placements financiers. De formation supérieure, type ESC, vous n'êtes pas insensible aux activités de loisir et vous recherchez, après une première expérience de 2 à 3 ans, un poste où votre potentiel pourra être valorisé rapidement. Votre capacité d'analyse, votre goût de la gestion et vos connaissances en micro-informatique seront vos meilleurs atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à Dominique de VERNEUIL, ARCHE CONSEIL, sous référence 571.

44, rue Duquesne **arche conseil** 69 006 LYON

## LE MATIF : Troisième place mondiale, bientôt la deuxième

pour son contrat national

Ce succès est dû notamment à une très bonne maîtrise des nouvelles technologies financières développées par la CCIFF, Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris.

La CCIFF assure toutes les opérations d'administration de contrôle et de garantie des contrats négociés sur le MATIF. Avec des cadres jeunes et bien formés, un effectif qui double tous les six mois, un état d'esprit résolument novateur, la CCIFF, assurée de la pérennité, nourrit de fortes ambitions tant nationales qu'internationales.

Le département "Contrôle" crée 3 postes de :

## Jeunes CONTRÔLEURS

Chez les adhérents (banques, agents de change...), vous vérifierez le respect des règles en vigueur, évaluez les risques pris par les intervenants à l'égard du marché, assistez le service MATIF de l'adhérent... Chaque vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport.

Diplômé de l'enseignement supérieur **hec, iep, sup de co...** vous souhaitez démarrer votre carrière en participant au formidable développement des marchés financiers.

La rigueur, le sens du détail, le goût pour l'analyse, l'esprit de synthèse, mais aussi les qualités de contact et de diplomatie sont nécessaires pour réussir.

Une formation vous sera assurée et l'évolution de votre carrière pourra être rapide.

Faites-nous part de vos motivations en adressant votre dossier de candidature sous référence M/190 à

**otnicar** 3, av. Berthe Albrecht 75008 Paris

**IFP** **INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE**

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour sa Direction Financière, située à Ruell-Malmaison (92) un

## CADRE COMPTABLE

rattaché directement au Directeur Financier

Il est chargé

- de la supervision de l'ensemble des travaux du Département Comptabilité/Finances, de l'arrêté des comptes ainsi que de l'établissement des documents de synthèse et des déclarations fiscales.
- de l'organisation du Département, de l'actualisation, en liaison avec la Direction Informatique, des pratiques et procédures.

Une formation D.E.C.S. nouveau cursus ou équivalent est exigée.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 32436 à Contessa Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**CONTESSA**

**BANQUE PRIVEE**

## chef de service comptable

**HF**

Dans le cadre d'un important développement de nos activités, nous recherchons le responsable de notre service comptable.

Sous l'autorité d'un Sous-Directeur, vous dirigerez une équipe de 3 personnes et prendrez en charge :

- l'organisation des procédures comptables ; bilan, comptes de résultats, déclarations aux administrations.
- l'ensemble des opérations comptables ; bilan, comptes de résultats, déclarations aux administrations.

Vous avez obligatoirement une expérience de la comptabilité bancaire acquise, si possible, après une formation supérieure.

Une expérience des nouveaux instruments financiers, de la consolidation des bilans et de la micro-informatique serait un plus.

Votre rémunération sera motivante.

Lieu de travail : Paris 9<sup>e</sup>.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 5083/LM, à

**MEDIA EM**  
71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Importante société textile recherche

## JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour sa filiale allemande proche de FRANCFORT

- Formation : école de commerce ou de gestion.
- Parfaitement bilingue.
- Poste à pourvoir en RFA. Libre rapidement.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous le n° 8129 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montesson, PARIS-7.







### LA LUTTE CONTRE LE TABAC

## Les planteurs existent aussi

**E**N France, dix-huit mille petits exploitants vivent encore peu ou prou de la culture du tabac. « C'est une production stabilisatrice du revenu familial. 80 % des exploitations retirent de cette plante 40 % à 60 % de leurs ressources brutes », explique M. Michel Jarrige, secrétaire délégué de l'UNITAB (Union internationale des planteurs de tabac) et directeur de la Fédération nationale des planteurs de tabac.

Sous toutes les latitudes, le tabac est une culture de zone pauvre ou défavorisée. On le trouve au sud des Etats-Unis, de l'Italie ou de l'Espagne. Dans l'Hexagone, 60 % des 15 000 hectares plantés en différentes variétés (tabac noir, virginie, burley), se situent en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées. Des régions où le revenu agricole est inférieur de 25 % à la moyenne nationale. L'Alsace, le Sud-Est (Isère), le Centre (Val de Loire) et quelques terres du Nord complètent le panorama tabacole.

La lutte contre l'herbe à Nicot — du nom du diplomate qui, au seizième siècle, introduisit en France cette plante américaine — intéresse directement les planteurs. « Il serait suicidaire et malhonnête de nier les effets négatifs sur la santé de l'exces de tabac », souligne M. Jarrige. Mais les campagnes ont été mal faites. Jusqu'à, dans tous les pays du monde, ces grands battages ont favorisé le recul de la consommation chez les plus de cinquante ans, alors qu'elle progressait

dans des proportions fantastiques chez les jeunes. »

Si les planteurs de tabac, à la demande du ministère de l'Agriculture, ont participé à l'élaboration du rapport Hirsch sur le tabac, ils sont loin d'en partager les conclusions. « Nous sommes très mécontents. Les problèmes ont été abordés avec des a priori. Ainsi le postulat est que notre secteur, dont le chiffre d'affaires atteint 1 milliard de francs, va disparaître, indépendamment des campagnes anti-tabac. »

Quant à la reconversion, à peine évoquée dans le document remis à M<sup>me</sup> Michèle Berzack,

Près de vingt mille agriculteurs tirent de l'herbe à Nicot la moitié de leurs ressources.

ministre de la santé, elle fait sourire le directeur des planteurs. « Tout se passe comme si la vie de dix-huit mille familles puisant une part substantielle de leur revenu dans le tabac était secondaire. Imaginons de remplacer cette culture en Lot-et-Garonne par la tomate, dont le mode et le revenu d'exploitation sont comparables. Si on ajoute 1 500 hectares de tomates dans ce département, à raison de 40 tonnes de rendement par hectare, le marché de Marmande risque de ne pas s'en remettre. Il en ira de même dans le Sarladais, si on plante des fraises à la place du tabac. »

Une décennie après la loi Veil, le nouvel assaut des pouvoirs publics contre le tabagisme déstabilise un milieu agricole déjà très affaibli. En 1978, les planteurs cultivaient 22 000 hectares de tabac noir, dont 95 % de la récolte étaient achetées par la SEITA. Mais les goûts ont changé : les consommateurs français et européens préfèrent les variétés américaines (mélange de virginie et de burley).

Les membres de l'UNITAB (CEE, Autriche, Suisse et Chypre) ont dû rapidement s'adapter à cet engouement pour les tabacs blonds, que les utilisateurs tiennent, à tort, pour moins nocifs. En 1986, le tabac noir ne couvrait plus que 9 500 hectares. Les

d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), au titre du soutien au marché du tabac. L'an passé, l'addition s'est élevée à 1 milliard d'ECU environ (6,9 milliards de francs).

En contrepartie, la Communauté a accepté de n'opérer aucun prélèvement (taxe) sur les variétés étrangères qui pénètrent sur son territoire. Cette perméabilité des frontières fait la part belle au tabac américain, en même temps qu'elle consacre un manque à gagner non négligeable pour les finances des Douanes.

« Changeons ce système qui est exclusivement dépendant, propose M. Jarrige. Mais comment convaincre les Etats-Unis de modifier les règles générales du GATT ? » Conscients de l'obstacle, la Commission de Bruxelles s'oriente dans une autre direction : plafonner le montant des aides consacrées au tabac à leur niveau actuel, quel que soit le volume de production. Concrètement, cette politique de stabilisation budgétaire (que la CEE envisage pour la plupart des productions agricoles) risque d'enfermer les planteurs dans un système de quotas.

#### Au profit du fumeur

La menace est d'autant plus lourde que la grande majorité des exploitations tabacoles pratiquent aussi l'élevage laitier, dont l'offre est « sous surveillance » depuis 1983. « On nous reproche de coûter 5 % de la PAC [politique agricole commune], alors que la valeur ajoutée du tabac dans l'économie agricole européenne est de l'ordre de 0,5 %, admet M. Jarrige. Mais il y a une opposition entre la politique structurelle de Bruxelles, qui incite à développer les cultures déficitaires, et sa politique budgétaire, qui ne peut pas les payer. »

Certains experts sont conscients des distorsions de l'actuel système de primes, qui dissocie le prix du tabac payé au planteur de celui de la cigarette : si le premier est doublé, le deuxième augmente de 6 % seulement (1). Autrement dit, c'est le contribuable européen qui, par le jeu de la prime versée à la manufacture, encourage un bas prix de la cigarette au profit du fumeur...

Les choix de Bruxelles et les attaques contre le tabac conjuguent leurs effets au moment où les membres de l'UNITAB subissent les dégrèvements du marché international.

ERIC FOTTONINO.  
(Lire la suite page 36.)

(1) Une cigarette contient en moyenne 0,8 gramme de tabac. Le prix du tabac — prime incluse — représente 6 % du prix de la cigarette.



### LA RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

## Un impossible équilibre ?

par JEAN PISANI-FERRY (\*)

L'aura donc fallu que le spectre de la dépression revienne hanter le monde pour que, au terme de quatre semaines de « sommet », un compromis incomplet soit trouvé entre le président Reagan et les négociateurs du Congrès sur les voies d'une réduction du déficit budgétaire américain.

Trente milliards de dollars en 1988, 46 milliards en 1989 : les montants de réduction annoncés ne sont négligeables ni en comparaison du PIB, dont ils représentent respectivement 0,6 % et 0,9 %, ni au regard du trou du budget, 148 milliards en 1987.

Il n'est pas certain, cependant, que les réductions effectives soient à la hauteur de ces chiffres. Quand bien même cela serait le cas, il reste à expliquer qu'il ait fallu tant de drames et tant d'efforts pour avancer dans la résolution d'un problème qui était devenu, aux yeux de beaucoup d'observateurs, le problème central de l'économie mondiale.

Le déficit budgétaire américain n'est pas exceptionnel par son niveau : en proportion du PIB, il ne dépasse guère que d'un point celui du Japon. Le niveau de la dette publique n'est pas non plus particulièrement alarmant : 45 % du PIB, soit moins qu'au Japon, et deux fois moins qu'en Italie ou en Belgique. Mais il est source de graves déséquilibres en raison du comportement des agents privés américains : la faiblesse constante de leur épargne ne permet pas que l'Etat soit fortement déficitaire.

Seul un appel permanent à l'épargne étrangère permet ainsi de maintenir le déséquilibre présent des finances publiques. Or après l'avoir fait avec enthousiasme durant plusieurs années, poussant ainsi le dollar vers le haut, les investisseurs étrangers se sont, depuis un an environ, montrés de plus en plus réticents à acquiescer des titres américains. C'est pour cette raison qu'il est devenu impératif de ramener le déficit à des proportions plus acceptables.

Les éléments de ce diagnostic sont connus, et les partenaires des Américains ont quelque mal à comprendre qu'un problème aussi clairement identifié n'ait pas été porté remède plus tôt. Mais, aux Etats-Unis, peut-être plus encore qu'ailleurs, la politique budgétaire résulte d'un jeu de forces et de contraintes internes dans lesquelles les considérations internationales tiennent peu de place.

Le déficit actuel des comptes fédéraux est une création de M. Reagan. Auparavant, le solde du budget fédéral connaissait des fluctuations importantes et pouvait être fortement déficitaire au cours des récessions, mais il demeurait en moyenne proche de l'équilibre. Depuis 1981, il s'est, en revanche, creusé ce que l'on appelle un déficit de plein emploi, c'est-à-dire un déficit qui ne doit rien à la conjoncture : après cinq ans d'expansion, et indépendamment même du récent choc boursier, on ne pouvait guère attendre du cycle qu'il améliore la situation des finances publiques.

#### Une certaine indifférence

Les origines du problème sont claires : voulant rompre avec la tradition d'austérité qui faisait des républicains les « collecteurs d'impôt du Welfare State », et les rendait impopulaires, le président Reagan inaugura son mandat par une baisse des prélèvements sur les ménages et les entreprises. Celle-ci devait, selon les plus convaincus des « économistes de l'offre », se financer elle-même en stimulant la croissance.

Les responsables budgétaires comptaient plus sérieusement et plus classiquement sur l'alourdissement automatique de la fiscalité par l'inflation, dans un système où les tranches de l'impôt sur le revenu n'étaient pas indexées. Parallèlement, le nouveau président affichait l'ambition de freiner

les dépenses civiles ; le vote d'embellie des allègements fiscaux (tax cuts) devait permettre, en plaçant le Congrès devant ses responsabilités, d'obtenir du législatif des coupes dans les programmes fédéraux.

Ce plan témoignait d'une certaine indifférence aux risques de déficit. Il s'avéra rapidement que ces risques étaient réels. L'ironie a tout d'abord voulu que l'administration Reagan ait été victime du plus grand succès économique de son mandat : joignant ses effets à ceux de la récession de 1982, la désinflation, beaucoup plus rapide que prévu, prive en effet le gouvernement fédéral des recettes sur lesquelles comptait le budget.

L'indexation des tranches du barème, en 1985, acheva de transformer les allègements fiscaux en acquis permanent pour les ménages. La réforme fiscale de 1986, qui fut, en définitive, l'œuvre commune du président et des démocrates du Congrès, consolida enfin cet acquis en transférant aux ménages une partie du bénéfice que les allègements de 1981 avaient apporté aux entreprises.

Ce verrouillage des recettes fut progressivement complété par celui des grands programmes de dépenses : le système fédéral de retraites (la Social Security) et divers autres programmes ayant rapidement été mis hors d'atteinte, largement d'ailleurs à l'initiative de l'administration elle-même, et les intérêts de la dette étant par nature indépendants de la volonté du législateur, il ne resta plus guère de lignes sur lesquelles économiser pour compenser l'important accroissement des dépenses de défense.

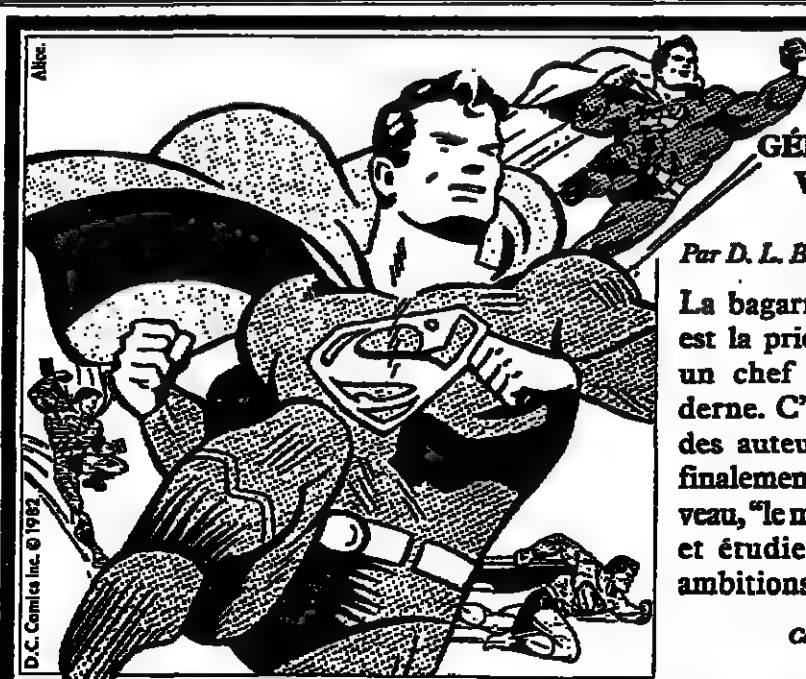
Si divers programmes d'aide sociale, de recherche ou d'urbanisme ont été sévèrement amputés, les dépenses civiles, dans leur ensemble, sont en défilé.

(\*) Economiste au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

native loin d'avoir subi les réductions drastiques attendues. Le freinage avait d'ailleurs déjà eu lieu : la période de hausse rapide de ces dépenses avait pris fin dès le milieu des années 70.

Le déficit du budget fédéral ne fut ainsi que la conséquence subie de choix effectués en amont. La complexité d'un processus parlementaire — dont on a pu dire qu'il était devenu à peu près incompréhensible, même pour les membres du Congrès, — rendit seulement les décisions plus difficiles encore. La caractéristique de la procédure budgétaire américaine est en effet sa grande fragmentation : les décisions de taxation et de dépenses appartiennent largement à un ensemble de commissions spécialisées, et la conciliation entre leurs préoccupations et les objectifs macroéconomiques de la politique budgétaire est dans ce pays une difficulté permanente.

(Lire la suite page 36.)



#### GÉRER POUR VAINCRE

Par D. L. Bradford et A. R. Cohen

La bagarre pour la qualité est la priorité absolue pour un chef d'entreprise moderne. C'est la conclusion des auteurs qui proposent finalement un concept nouveau, « le manager-révéléur », et étudient ses stratégies, ambitions et performances.

Collection « Gestion » puf  
256 pages - 138 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## LA LUTTE CONTRE LE TABAC

## Buralistes par la force de la loi

On les appelle, officiellement, débiteurs de tabac. Leur vrai nom, c'est plutôt Maurice, Raymond ou Marie-Claude, parce que ces trente-neuf mille « buralistes » que compte la France sont aussi les complices des petits marchands glauques, les amis des soirées qui commencent mal. Ouverts quand personne ne l'est encore et quand personne ne l'est plus, ils sont restés parmi les derniers des commerces de « proximité ».

Vieux négociants en tout cas que ces bureaux de tabac. Sous Colbert, l'État, en rachetant la Compagnie des Indes occidentales, alors en fort mauvaise passe, acquiert du même coup le privilège du commerce avec les Antilles et donc celui du tabac. La Révolution met fin au triple monopole de culture, de manufacture et de vente du tabac; mais Napoléon, en le rétablissant, organise l'administration spéciale des tabacs dans sa forme quasi définitive. Après de nombreux écartés, la vieille Régie se transforme, en 1880, en Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, la SETA.

Du monopole de vente au public qui leur est concédé (par la direction générale des impôts, c'est-à-dire par le ministère des finances), les débiteurs de tabac tirent leur statut, bien particulier. « Nous sommes un peu commerçants, et un peu fonctionnaires », résume le propriétaire du Dorlan, un bar-tabac du creux d'arrondissement.

## Une faible remise

Fonctionnaires, ils le sont, jugent-ils, non sans satisfaction, lorsqu'ils doivent aller chercher à la poste leurs timbres, s'approvisionner en cigarettes, ou, en province, délivrer les congés (droits de circulation) des grèves et des écoles. Ces « charges d'emploi » sont d'ailleurs plus nombreuses qu'avant puisque cinq mille débiteurs de province jouent désormais le rôle de correspondants locaux des impôts, tenant les livres de la Régie et percevant les droits...

C'est plutôt quand il leur faut couvrir leur deuxième casquette — celle de commerçants — que les buralistes s'agrippent. Il est vrai que les marges, ou plutôt la remise pratiquée, est très faible: de l'ordre de 6 % de marge nette pour le tabac, et à peine 3 % pour les timbres. Les trois quarts des débiteurs ne tirent de cette vente que 1 000 F mensuels.

On comprend mieux que le tabac ne soit perçu, la plupart du temps, que comme une activité accessoire. Certains originaires ont choisi d'annexer au tabac un magasin d'articles de pêche (quelques espèces en

Bretagne) ou, même de... pompes funèbres (la « circuit court », selon les mauvaises langues). D'une manière générale, le moitié des débiteurs de tabac sont « humides » (c'est-à-dire couplés avec un bar) et l'autre moitié « secs » (débit-presse, quelques civettes...).

Ce sont ces derniers, bien sûr, qui ont le plus de mal à joindre les deux bouts. Même à la Cvette, place du Palais-Royal (le nom est déposé), « on ne s'en sort que sur la quantité », et le produit des ventes, s'il fait vivre cinq personnes, ne permet pas d'engranger de bénéfices. Depuis dix ans, la célèbre boutique — celle dont parle Casanova dans ses Mémoires et où la princesse de Chartres venait empiquer sa tabatière — s'est d'ailleurs diversifiée dans les montres et les stylos.

Reste que, si l'on se suffit pas à lui-même, le tabac est néanmoins un « bon produit d'appel », comme disent les débiteurs. Pratiquement insensible aux diverses campagnes antitabagiques, du moins quantitativement parlant, il incite toujours le passant à entrer et à consommer. Marcel Blaustein-Blanchet l'avait bien compris, qui a placé un délit de tabac dans chacun de ses drugstores.

## En plein repli

Reste à savoir si ces avantages réussissent à effacer les inconvénients de la vente forcée. Que feraient les débiteurs si on leur retirait, du tabac en vente dans les supermarchés ?

À la Confédération des débiteurs de tabac de France, M. Eugène Rémy, son président, étudie la question en jugeant le cas « peu probable ». « Édouard Leclerc souhaitait le faire. Aussi ai-je pris les devants pour mettre le réseau des bureaux de tabac à sa disposition. Il ne m'a pas répondu. Moi, je ne peux que me contenter de placer le gouvernement français devant ses responsabilités... »

L'ancien député au Parlement européen se contente, pour l'instant, de faire pression sur le ministère du budget pour que soit définitivement interdite la vente par distributeurs automatiques des débiteurs. « N'y a-t-il pas un risque énorme dans cette trop grande liberté laissée aux adolescents d'acheter des cigarettes en toute liberté ? »

Mais il défend aussi, bien sûr, les intérêts de sa profession. Une profession en plein repli — on comptait quarante-sept mille débiteurs de tabac il y a dix ans — et dont les plus lucides se disent prêts, en cas de déréglementation sauvage, à abandonner leurs activités de tabac.

ARIANE CHEMIN.

## Les planteurs existent aussi

(Suite de la page 35.)

En 1986, les stocks accumulés chez les producteurs s'élevaient à 7,6 millions de tonnes, soit l'équivalent de quatorze mois de consommation ! Cette pléthore, ajoutée à la baisse du dollar, a fortement pesé sur les prix.

Les États-Unis, qui ont laissé filer leur production, se sont retrouvés l'an passé à la tête d'un million de tonnes de tabac invendu. L'administration Reagan ayant refusé d'assurer le coût du stockage, les grands producteurs de cigarettes (Philip Morris, R.J. Reynolds) ont constitué un pool afin d'éponger le surplus. Ces firmes multinationales ont ainsi stoppé leurs achats au Brésil, qui a expédié sans entrave son tabac sur la CEE, premier importateur mondial.

Les planteurs français redoutent l'intervention croissante des États dans le commerce du tabac. Au cours des derniers mois, l'un des plus grands fabricants ouest-allemands de cigarettes a acheté 10 000 tonnes de virginie au

Japon sur la base de 1 dollar le kilo « rendu Hambourg ». Compte tenu de leurs coûts de production, les membres de l'UNITAB ne peuvent « passer » au-dessous de 3 dollars.

Les paysans nippons sont-ils plus efficaces ? Sans doute pas. Mais ils reçoivent une subvention de 10 dollars par kilo ! Même scénario en Égypte, où les planteurs français étaient récemment en passe de conclure un contrat. « Des Américains sont arrivés. Ils

ont apporté le tabac et les dollars pour payer le tabac », raconte M. Jarrige.

Dans ce contexte, le délégué de l'UNITAB ne peut dissimuler ses craintes. La production européenne ne représentant que 7 % de l'offre mondiale (400 000 tonnes sur 6 millions de tonnes), la tentation est grande de l'éliminer. Les planteurs de tabac sont, selon lui, une cible facile pour les tenants d'une agriculture « moderne » qui rêvent, en France, d'un secteur ramené à

trois cent cinquante mille exploitations et d'un « axe désertique Paris-Madrid ».

« Ce n'est pas notre affaire de nous prononcer sur la nocivité du tabac et sur le caractère licite ou non de sa culture. D'une graine quasi microscopique nous savons faire une plante et fournir une matière pour une industrie qui a un marché. Nous sommes partie prenante à son approvisionnement », affirme M. Jarrige. Au moment où l'Espagne et la Grèce (troisième exportateur mondial) prennent une position grandissante dans les échanges européens, la situation du tabac français se fragilise.

« Si le marché le désire, nous produisons moins de nicotine dans le tabac, conclut M. Jarrige. Il existe des techniques pour cela. On n'en connaît aucune, en revanche, qui permette à dix-huit mille planteurs de vivre en renouant à leur culture. Il n'y a pas de fumée sans feu.

ERIC FOTTORINO.

## Carottes et civettes

D'où vient ce losange rouge qui signale les débits de tabac ? C'est, tout simplement, une carotte stylisée. Les rouleaux de feuilles de tabac, que l'on livre pressés et liés par une ficelle, présentent en effet une ressemblance évidente avec le légume bien connu.

Pour les civettes — les magasins spécialisés dans les articles et produits pour fumeurs — les explications sont moins claires. Parce qu'on y vendait naguère des parfums, certains prétendent qu'on avait choisi pour emblème ce merveilleux carrosse à cause de sa fameuse poche qui sécrète une matière odorante.

## LA RÉDUCTION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

## Un impossible équilibre ?

(Suite de la page 35.)

La méthode retenue à partir de 1985 pour venir à bout du déficit consista pour les partenaires du jeu budgétaire à se faire les prisonniers volontaires d'une contrainte globale : une fois votée, la loi Gramm-Rudman-Hollings devait imposer le retour à l'équilibre en 1991 (1). Tout projet de budget s'écarterait des objectifs fixés était promis à des coupes dont le caractère aveugle devait en principe être dissuasif. Le caractère inconstitutionnel d'un élément du dispositif initial — le préfixe « définitif » — ne fut cependant perçu que quelques années plus tard.

En septembre dernier, le Congrès a révisé en votant une nouvelle mesure de la loi, constitutionnelle cette fois. Mais il choisit en même temps de relâcher la contrainte en repoussant à 1993 l'objectif d'équilibre, et en évitant de fixer aux budgets prédictoraux

l'Office budgétaire du Congrès, elle résulterait en effet pour moitié environ d'effets transitoires de la réforme fiscale, qui va réduire les recettes en 1988 et 1989 après les avoir accrues cette année, de ventes d'actifs, et d'aménagements comptables.

Les projections à législation constante de l'Office indiquent dans ces conditions que, sous l'hypothèse d'une poursuite de l'expansion le déficit devrait augmenter en 1988 et d'ici 1992 se maintenir grosso-modo au niveau actuel. Bien que très en deca des objectifs de la loi, une telle évolution permettrait de le ramener à 2,5 % du PIB, contre 5 % en 1986.

Il est cependant très improbable, même si la tourmente financière actuelle ne débouche pas sur une récession, que les conditions économiques soient aussi bonnes

grammes déjà fortement amputés et un rognage marginal des budgets de la défense et de la protection sociale.

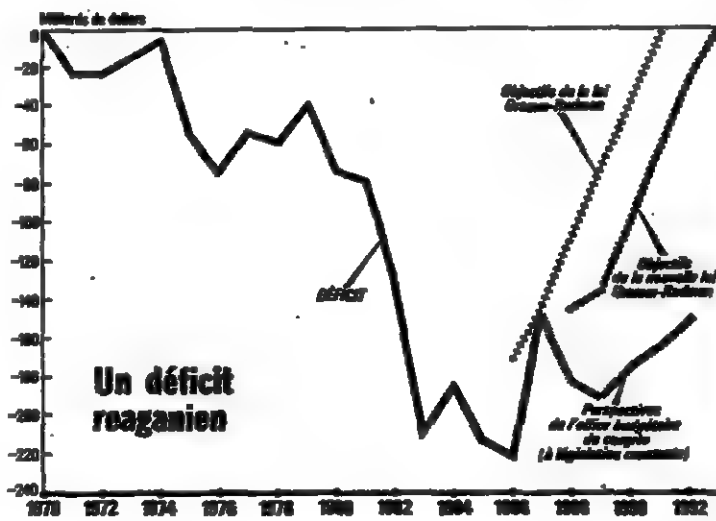
La réforme fiscale, en rendant l'impôt plus équitable et en abaissant les taux d'imposition marginaux, a objectivement préparé le terrain à un accroissement des prélèvements sur les ménages. Mais les Américains se sont à ce point convaincus de la nocivité des impôts fédéraux qu'une telle mesure passait encore récemment aux États-Unis comme la plus sûre recette pour une débâcle électorale.

Une chose est certaine cependant : l'instrument budgétaire est

aux États-Unis destiné pendant de longues années à être orienté dans un sens restrictif. Comme l'usage discrétionnaire de l'instrument monétaire est parallèlement soumis à de sévères contraintes, les marges de manœuvre de la politique économique vont se trouver singulièrement réduites. Il faut souhaiter que les autres pays industriels sauront compenser cette rigidité nouvelle de leur partenaire par une flexibilité accrue.

JEAN PISANI-FERRY.

(1) « Le mandat du déficit budgétaire américain », de Jean-Michel Charpin, *Le Monde de l'économie*, 12 août 1986.



Un déficit reaganien

de 1988 et 1989 des objectifs trop ambitieux : en tout état de cause, les coupes automatiques ne pourront excéder 23 milliards pour 1988 et 36 milliards pour 1989. Ce sont ces limites que l'administration et les dirigeants du Congrès ont décidé de dépasser pour répondre à l'inquiétude des marchés.

Est-il possible que le déficit soit effectivement fortement réduit au cours des prochaines années ? Il semblerait à première vue qu'on soit en bonne voie d'y parvenir, puisque entre 1986 et 1987 il est ramené de 220 à 148 milliards de dollars, résultat conforme à l'objectif initial. Mais cette très forte amélioration est en partie fictive : selon les estimations de

que prévu. Que la croissance des prochaines années soit réduite à 2 % l'an au lieu des 2,7 % prévus, et le déficit sera à l'année terminale, accru de 60 milliards ; que les taux d'intérêt augmentent d'un point au lieu de se maintenir au niveau actuel, et il augmentera de 20 milliards de dollars.

Rejoindre l'équilibre en 1992 nécessiterait dans ces conditions des efforts tout à fait considérables. Même le respect d'un objectif moins ambitieux — il n'y a d'ailleurs pas de raison économique de viser un équilibre rigoureux — impose de recourir à d'autres moyens que des ventes d'actifs, « recettes de poche » des coupes additionnelles dans des pro-

## L'ÉVOLUTION DES DEPENSES FÉDÉRALES

	Part dans les dépenses (1986)	1969-1976 Nixon-Ford	1977-1980 Carter	1981-1986 Reagan
Ensemble	100	+ 3,2	+ 3,5	+ 3,9
Défense	22,1	+ 4,2	+ 3	+ 6,6
Depenses civiles non sociales	58,8	+ 1,4	+ 3	+ 1,7
Depenses sociales	41,1	+ 5,5	+ 3	+ 2,2
- Sécurité et santé	34,3	+ 1,7	+ 3,8	+ 3,6
- Aide sociale	7,9	+ 14,1	+ 3	+ 6,6
- Chômage	1,9	+ 24,1	+ 3,6	+ 5,6
Autres dépenses	15,7	+ 3,3	+ 3,1	+ 4,4
Intérêts de la dette publique	13,1	+ 4,5	+ 19	+ 11,4

Source : comptabilité nationale.

PARTEZ A LA CONQUÊTE DU MONDE  
MAÎTRISEZ VOS ATOUTSLE MÉTIER DE L'ICI  
DÉVELOPPER LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE PAR :

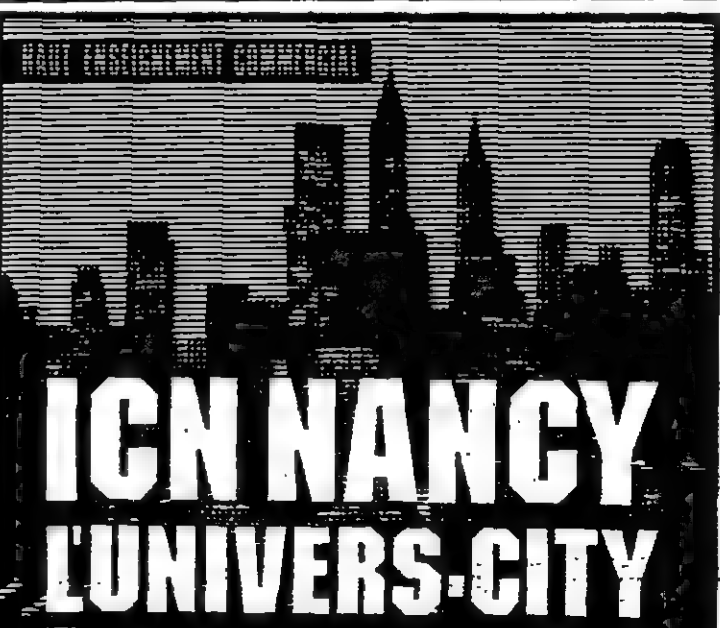
- DES FORMATIONS DE HAUT NIVEAU POUR LES CADRES
- DES SÉMINAIRES SUR DES THÈMES D'ACTUALITÉ
- DES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES ADAPTÉS AUX BESOINS DES ENTREPRISES.

I.C.I.  
INSTITUT DE COMMERCE  
INTERNATIONAL

Téléphone : (1) 47.84.66.66

ORDRE RUE CARDINET, 100 PARIS, FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : l'ICN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : l'ICN. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2<sup>e</sup> année) doivent présenter le concours national de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance, Expertise Comptable (14 UV/16 grâce à la MISTC I), Systèmes d'Information et Organisation.

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

ICN

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

ICN : 4, rue de la Ravinelle - Case 41 - 54035 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

\* dans 30 villes. Banque d'épreuves communes en 1988 avec 3 autres écoles.

مكتبة جامعة القاهرة



LA CRISE DES INVESTISSEMENTS

# Une myopie locative

par GUY G. ESCULIER (\*)

À la sortie du dernier conflit mondial, c'est d'Amérique que sont venus les préceptes du « marketing » qui allaient petit à petit convaincre les Européens d'être un peu moins des ingénieurs et un peu plus des vendeurs en faisant passer les besoins du marché avant les préférences des techniciens.

Un professeur américain en renom avait lancé sa croisade sous le titre « La myopie de la commercialisation » dans un article qui fit sensation à l'époque et demeure un texte fondamental pour les Business Schools (1).

Ces dernières années, un autre type de myopie est en train d'obscurcir la vue des économistes et des gouvernants, ainsi que celle de la majeure partie des dirigeants des industries de biens d'équipement, durement ébranlées par ce qu'on appelle mondialement la crise des investissements.

Cette nouvelle forme de myopie peut s'observer dans toutes les déclarations, tous les écrits, toutes les études qui se consacrent à l'analyse de cette crise et à la recherche de solutions pour en sortir.

Toutes les incitations fiscales ou financières, toutes les recommandations techniques et commerciales sont tour à tour évoquées par ceux qui traitent de la crise des investissements industriels.

## Comme pour le logement

Tout est donc dit... sauf ce qui est en train de devenir l'essentiel. Comme cela se produit chaque fois qu'une évolution majeure et fondamentale se met en marche spontanément, c'est-à-dire sans avoir été précédée par la pensée et les écrits de théoriciens, les acteurs de la scène économique restent fidèles au décor traditionnel du passé, ne se rendant pas compte de la profonde transformation en train de s'opérer dans le comportement des chefs d'entreprise qui devraient être des investisseurs, en ont de moins en moins envie, et pour cause, et sont en train de se convertir en candidats locataires. Avec une nuance majeure, c'est qu'il y a pénurie de biens d'équipement disponibles locativement.

Le fait que l'industrie, au sens moderne du mot, soit une activité qui, après tout, a moins de trois siècles d'existence, alors que l'immobilier et le logement remontent eux à la nuit des

temps, explique peut-être que la location s'ait droit de cité pour les bâtiments beaucoup plus que pour les machines, qualifiées de « biens mobiliers » dans le jargon fiscal et financier.

Il suffit de passer en revue tout ce qui est dit et écrit sur la controverse soulevée par l'opportunité des aides à l'investissement : pas un mot sur l'investissement locatif, alors que ce concept a été et demeure l'un des leitmotivs des ministres du logement et de l'urbanisme auxquels leurs collègues ministres successifs de l'industrie gagneraient à demander des renseignements.

On pourrait en dire beaucoup sur les raisons, plus ou moins justifiées, de la réticence à investir qui tourne autour de l'accroissement des incertitudes fiscales, politiques, économiques, sociales, que la mondialisation de l'économie et l'accélération médiatique de l'information contribuent à développer.

Toujours est-il que le fait est là et que le rébus à résoudre consiste à mettre au travail dans les entreprises de production des machines et des équipements que les industriels n'ont pas envie de se « mettre sur le dos » en les achetant, incertains qu'ils sont de pouvoir les faire tourner assez longtemps pour pouvoir rentabiliser la mise de fonds.

En matière de logement, il y a longtemps qu'un rébus similaire a présidé au développement de la propriété locative avec toutes sortes de formules allant du plus précaire au plus contractuel.

En matière de biens d'équipement, la première opération d'envergure, qui remonte aux années 1930, a été la commercialisation par voie locative des matériels mécanographiques des Bull, IBM et autre Remington, formule qui a été reprise par la suite pour les ordinateurs et les photocopieuses.

La seconde opération d'envergure concerne les véhicules poids lourds industriels dont une bonne partie est utilisée sous forme locative, modalité qui s'est étendue timidement aux chariots élévateurs et qui, sous une forme spéciale, est pratiquée dans le BTP (Bâtiment et Travaux publics) pour les engins de travaux et le matériel de chantier.

Tandis que l'industrie française moribonde de la machine-outil reste complètement aveugle à toute ouverture vers la location, à de très rares exceptions près, une série d'actions récentes sont

venues faire faire un pas de géant à l'activité locative des équipements : c'est l'industrie aéronautique qui en a été le théâtre au niveau de la scène internationale.

Là où le leasing avait été adopté depuis longtemps, est apparu ce qui est appelé pudiquement le « leasing à fenêtre » qui permet de mettre fin à court terme à un crédit-bail contracté à long terme sans beaucoup de préavis ni d'indemnité, ce qui revient ni plus ni moins à une location pure et simple « à la petite semaine ».

## Des placements financiers

En prenant sur eux de s'occuper du matériel rendu disponible par l'écourttement anticipé du crédit-bail, les constructeurs d'avions ont démontré leur clairvoyance de l'évolution vers l'économie de location que plusieurs organismes locatifs, disposant de moyens financiers très importants, se sont mis à exploiter en pratiquant l'operating lease.

Jusqu'à présent, contrairement à ce qui s'est passé pour le logement, il n'a jamais été question de favoriser, sinon d'aider, l'investissement locatif en biens d'équipement. La controverse sur les aides éventuelles est limitée aux achats des industriels utilisateurs, alors que des actions destinées à favoriser le développement de puissants organismes locatifs devraient permettre un bien meilleur rapport coût/efficacité pour les pouvoirs publics et pour les constructeurs de biens d'équipement. La myopie locative, comme la *marketing myopia*, finira par être une maladie identifiée puis par être l'objet de soins curatifs.

En dehors de ces considérations qui militent en faveur d'une évolution accélérée vers l'économie de location, il y a un autre aspect de choses qui vient d'être mis en lumière par la récente tornade qui secoue les milieux financiers et boursiers de tous les pays.

Il apparaît, en effet, comme l'a fort bien analysé une récente

étude effectuée en RFA par l'université de Constance, qu'en période de trésorerie abondante (en particulier grâce à la baisse de la fiscalité sur les sociétés), les entreprises, au lieu de consacrer leurs ressources à l'investissement, s'orientent de préférence vers les placements financiers, voire vers la spéculation ou vers de fructueux paradis fiscaux.

On assiste d'ailleurs à l'éclosion, dans les grands groupes de services financiers spécialisés, équipés à grand renfort de publicité, de « salles de marché » à faire pâlir d'envie les professionnels. Cette déviation de la fonction industrielle est certainement l'un des éléments qui expliquent la stagnation des investissements.

## A l'image des particuliers

A partir du moment où l'Etat, au lieu de consentir aux entreprises des avantages fiscaux qui s'avèrent ainsi l'être sans résultat pour l'investissement, réserverait ces avantages aux organismes locatifs loueurs de biens d'équipement, chacun resterait dans son

rôle et exercerait son métier dans le bon sens : faire fructifier les ressources disponibles en les investissant dans l'achat de machines à louer pour les uns, bien utiliser les machines louées pour les autres, qui n'auraient plus à choisir entre l'investissement industriel et le placement financier et n'auraient plus à hésiter ou à reculer devant la décision d'investir par suite d'incertitudes et de craintes sur l'avenir à moyen terme.

Aux particuliers qui peuvent de plus en plus tout louer (automobiles, outillage, skis, vêtements, tableaux, etc.) viendrait de plus en plus s'ajouter les industriels dont l'envie d'être propriétaire passe après celle d'avoir la jouissance des biens.

L'économie mondiale moderne évolue inexorablement vers l'économie de location. Souhaitons que la France, terre traditionnelle de la propriété, ne soit pas la dernière à s'organiser pour répondre aux aspirations locatives des industriels.

(1) Th. Levitt (Harvard Business Review).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

All these Notes have been sold. This announcement appears as a matter of record only.



## Republic of Finland

FF700.000.000

Floating Rate Notes due 1994

Issue Price of the Notes: par

Crédit Commercial de France

BNP Capital Markets Limited • Caisse des Dépôts et Consignations  
Generale Bank • Morgan & Cie S.A.

Arab Banking Corporation (ABC) Paris Branch • Bank of Tokyo Capital Markets Group  
Bankers Trust International Limited • Banque Bruxelles Lambert S.A.  
Banque Générale du Luxembourg S.A. • Banque Indosuez  
Banque Internationale du Luxembourg S.A. • Banque Paribas Capital Markets Limited  
Citicorp Investment Bank Limited • County NatWest Limited  
Crédit Agricole • Crédit Industriel et Commercial de Paris  
Crédit Lyonnais • Crédit du Nord  
Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft  
IMI International Limited • Istituto Bancario San Paolo di Torino  
Kansallis Bank Group • Manufacturers Hanover Limited  
Postipankki • Privatbanken A/S  
Société Générale • Swiss Bank Corporation International Limited  
Union Bank of Finland Ltd. • Westdeutsche Landesbank Girozentrale

New Issue • October 22, 1987

## OFFREZ-VOUS LE CADEAU QUI FERA CARRIÈRE

HP-INC  
BUSINESS CONSULTANT  
VOTRE GESTIONNAIRE FINANCIER  
• BANQUE: Rentabilité/Amortissement/Taux d'intérêt.  
• VENTE: Prévisions/Marges/Bénéfices.  
• GESTION D'AGENDA: Horaires/Calendrier.  
• Version française/Sélection par menus.  
Fonctions personnalisables/Imprimante en option.  
LA RÈGLE A CALCUL 1<sup>er</sup> distributeur agréé des calculatrices HEWLETT-PACKARD-FRANCE vous propose d'assister à une démonstration.



1290F TTC

Offre valable du 15 nov. 87 au 15 janv. 88

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
HP-INC • 11 rue d'Appelton n° 3 • ENTREPRISE  
LA RÈGLE A CALCUL 65 bd Saint-Germain BP 300 75228 Paris cedex 05  
Tél.: (1) 43.25.68.88 - Télécopie: (1) 43.25.22.76 - Télax: RAC 201 324 F

Le Monde  
sur minitel

## BOURSE :

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE



## La chronique de Paul Fabra

## Les illusions jamais perdues

Il y eut d'abord ceux qui estimaient que le plein-emploi, ou la quasi-plein-emploi, était un acquis définitif de notre époque. Ils constituaient, moins de quinze ans en arrière, la très grande majorité des spécialistes, professionnellement reconnus ou autopromus, de l'économie. La très petite minorité d'entre eux qui osaient soulever l'hypothèse d'un retour au chômage massif qu'on avait connu « avant guerre » (entre 10 % et 25 % selon les pays) n'étaient pas pris au sérieux. C'est que leurs alarmes étaient particulièrement insupportables. A supposer qu'elles se vérifiaient, c'est elles qui remettraient en question le sérieux des bienheureuses certitudes alors très largement partagées.

Ces croyances rassurantes trouvaient leur justification dans la doctrine enseignée sous le nom de « science économique » dans toutes les universités de l'Occident. Plus naïvement, elles s'exprimaient sous la forme d'un double postulat : il est impossible qu'on voie réapparaître un grand nombre de chômeurs, car « les gouvernements ne le permettraient pas » (sous-entendu : ils sont capables de s'y opposer) ; les gouvernements en question seront d'autant plus contraints à prendre les contre-mesures supposées efficaces que l'opinion publique — suprême argument ! — « ne tolérerait pas » leur passivité dans ce domaine.

Telle était la conviction des hommes politiques eux-mêmes dont les déclarations, sauf rares exceptions, ne sont en général que le reflet des préjugés ambiants. En janvier 1971, alors qu'ils approchaient à grands pas les premières tempêtes monétaires et financières qui allaient conduire trois ans plus tard à la première grosse récession de l'après-guerre, Georges Pompidou déclarait qu'il allait « choisir » (sic) pour le VI<sup>e</sup> Plan un taux de croissance « aux alentours de 6 % », assurant qu'« on pourrait l'atteindre dans une situation de l'emploi convenable », ce qui pouvait vouloir dire à l'époque : sans tension excessive sur le marché de la main-d'œuvre. Cette année-là, le gouvernement poussait les gens privés d'un travail à s'inscrire à l'ANPE ; selon les experts du Plan, le « clignotant » du chômage devait s'allumer quand le chiffre des inscrits dépasserait trois cent vingt mille.

Il ne faudrait pas croire que les illusions entretenues par les plus hautes autorités sur la pérennité d'un boom économique de plus en plus poussé, précède, fondamentalement, d'une sorte de droit à l'emploi, furent sans conséquences. Elles contri-

buaient à encourager maints chefs d'entreprise à chercher la solution de tous leurs problèmes dans une course indéfinie à l'augmentation du chiffre d'affaires. D'où le surendettement et l'engorgement d'investissements peu rentables qui devaient par la suite se révéler de lourds handicaps quand la conjoncture se retourna sous l'influence, précisément, de ces deux facteurs.

Cependant le ralentissement très net de la croissance, après son arrêt brutal en 1975, et la montée insurmontable du chômage à partir de ce moment-là n'allaient pas ouvrir les yeux sur les réalités d'une situation de plus en plus dangereuse. L'idée était profondément ancrée que les prix et les salaires ne pouvaient que continuer de monter. Plus encore que la région du chiffre d'affaires, l'illusion de l'inflation éternelle qui lui est, du reste, liée devait manifester sa nocivité, tant en ce qui concerne la gestion des entreprises que celle des budgets familiaux.

Nous les dirigeants des affaires, grandes ou petites, ni les ménages ne furent aidés, là non plus, à se méfier du piège qui allait se refermer sur eux. Tout un climat s'installa pendant les années 70, et au tout début des années 80, pour cacher les inévitables conséquences de toute inflation prolongée.

On crut au contraire, au mépris de la logique et des enseignements d'une expérience historique constante (mais qui se préoccupait encore de raisonnement et d'histoire ?), que le mouvement ne pouvait avoir qu'une seule direction. C'est ainsi que tous les services d'études de toutes les grandes banques du monde émettaient leurs prévisions sur l'hypothèse jamais discutée que le prix du pétrole ne pouvait que s'élever. D'où les prêts sans compter au Madeco ou au Nigéria.

Les divergences d'opinion ne portaient que sur le rythme de l'inévitable révolutions. Il y avait ceux qui pensaient qu'on arriverait au cours de 40 dollars le baril avant 1990 et ceux qui estimaient qu'on y arriverait un peu plus tard. On expliquait cela, vaguement, par la toute-puissance des petits potentats du Golfe et par le « réchauffement » du climat, sans jamais s'envisager, rareté ou pas, que dans l'immédiat les

coups de force de l'OPEP étaient rendus possibles par une vague d'inflation sans précédent dans le monde. En son absence, il eût été hors de question que le client du « cartel » puisse trouver les moyens de paiement nécessaires pour satisfaire ses exigences.

Quand, ignorant ces belles courbes ascendantes établies par les experts, les prix du pétrole vinrent à s'effondrer — d'environ 70 % pendant les trois premiers mois de 1986 — les meilleurs esprits, dont un ancien président de la République française célèbre pour ses prévisions économiques et financières (il annonça pour la première fois avant les élections de mai 1986 que, sauf en France, la crise était finie), vinrent dans ce phénomène la forme d'une « manne ». Mieux encore : la baisse du pétrole devait être, par elle-même, un puissant facteur de diminution de l'inflation.

Typique illustration du pseudo-raisonnement statistique pour lequel le mode de calcul de l'indice des prix est promu au rang de principe de causalité : la chute du prix du pétrole se répercute sur l'indice, elle est donc une cause de diminution de l'inflation. L'enchaînement des faits indique qu'on se trouve là en présence d'une curieuse inversion des facteurs. Au moment où les cours du pétrole se sont écroulés, le mouvement de désinflation était déjà bien engagé dans le monde. Cet écoulement n'était qu'une spectaculaire manifestation. A peine plus spectaculaire du reste que la chute antérieure de certaines autres matières premières (l'existence du cartel n'avait que retardé l'échéance).

La brutalité et la généralité des baisses intervenues auraient dû mettre sur la voie : on était bel et bien entré (entre 1980 et 1983, selon les pays) dans un nouveau cycle caractérisé par le déclenchement de puissantes pressions déflationnistes. Pour comprendre pourquoi le mot n'est pratiquement jamais prononcé, ni la chose évoquée, il faut se rappeler que tous les efforts intellectuels déployés depuis un demi-siècle par les économistes (à commencer par leur chef de file, John Maynard Keynes) ont consisté à exorciser le spectre de la grande dépression des années 30. La réapparition de phénomènes de déflation est une grande défaite. On préfère le nier que reconnaître la réalité.

Ce formidable tour de passe-passe n'est possible, malgré l'évidence des faits — effondrement successif ou simultané de toutes les valeurs artificiellement gonflées : dollar, franc, pétrole, argent-métal, flote de commerce, créances sur le Madeco et le Brésil, titres de la Bourse en attendant certains biens immobiliers et les œuvres d'art (y compris les tableaux de Miro) — que parce que les méthodes de la pensée économique contemporaine aboutissent presque inévitablement à défigurer et à tronquer le sens des concepts.

Au contraire des économistes contemporains, les plus grands économistes de la génération précédente auraient vu dans l'inflation et la déflation les deux faces d'un même phénomène (rien à voir ici avec la « dialectique » marxiste qui n'a jamais servi, en économie pas plus qu'ailleurs, à poser ni à résoudre les problèmes). Si on s'en souvient, l'inflation a toujours pour origine une expansion débridée du crédit, on ne s'étonnera pas que sa destination normale est de déboucher sur la déflation. Qui dit inflation de crédits sous toutes ses formes sous-entend accumulation indéfinie de l'endettement. Il arrive toujours un jour où des débiteurs surchargés ne peuvent plus payer. C'est le retournement. Ceux qui comptaient sur des entrées d'argent sont frustrés à cause de la déflation, totale ou partielle, des emprunteurs.

C'est pour le particulièrement voyant pour la théorie économique moderne, c'est que son remède contre le retour d'une grande dépression consistait, soit ouvertement (voir en particulier les écrits du Prix Nobel 1987 de sciences économiques Robert Solow), soit, plus hypocritement, à considérer une inflation « modérée » comme le moindre mal. Mais l'inflation n'est pas un monstre qui se laisse facilement apprivoiser. Tôt ou tard, selon que l'accumulation de l'endettement est rapide ou lente, elle engendre la déflation.

Le retournement devient inéluctable au grand dam des entreprises, des ménages et des Trésors publics, à partir du moment où l'accumulation des dettes dégrade tellement les conditions générales du crédit que les taux d'intérêt s'élèvent. Quand, par suite du ralentissement de l'activité économique concomitant de la course

générale à la liquidité (pour simplifier, disons : on liquide les stocks pour payer son banquier), la hausse des prix se ralentit et, dans les secteurs les plus exposés (voir ci-dessus), fait place à des baisses. Le niveau des taux d'intérêt demeure élevé.

Il y a à ce maintien une raison très forte, à laquelle ne semblent pas penser ceux qui s'étonnent de voir « les taux réels ne pas suivre le mouvement de désinflation ». Ils ne le suivent pas parce que, précisément, cette désinflation a d'abord pour conséquence d'affaiblir un peu plus la situation des débiteurs qui ne peuvent plus compter sur les hausses de prix et de salaires pour alléger le poids de leurs dettes. La valeur moyenne de leur « signature » se dégrade, les nouveaux crédits qu'on leur consent sont plus chers.

Le phénomène est très net aux Etats-Unis, où, depuis 1985 — début de la chute du dollar, qui n'est pas autre chose qu'une dévaluation des créances libellées en cette monnaie — on voit les agences spécialisées à la qualité de la signature des grands emprunteurs rétrograder. En France, les choses sont moins visibles mais l'occultation des phénomènes ne les fait pas disparaître.

Que penser des prévisions de ceux qui, aujourd'hui, veulent faire croire que la plus violente crise boursière de tous les temps, loin d'accroître dangereusement la déflation, ne devrait avoir que peu d'effet sur l'économie « réelle » ? S'agit-il, dans leur esprit, tout bien pesé, d'une nouvelle manne dans la mesure où l'économie financière, dégonflée, cesserait de sucer le sang des vrais producteurs de biens et services ? Sur une période de dix ans, tel sera peut-être l'effet ultime de la chute.

Mais d'ici là ? Les optimistes d'aujourd'hui s'appuient, faut-il le faire remarquer, sur les mêmes schémas d'analyse qui, tour à tour, ont abouti à des conclusions erronées sur le plein-emploi, la durabilité de l'inflation et son corollaire le maintien *ad vitam eternam* de taux d'intérêt favorables aux emprunteurs, l'impossibilité à notre époque de la déflation. Il était également impossible, selon eux, qu'à notre époque un 1929 boursier ait lieu. Comme il s'est tout de même produit, ce sont les conséquences qui leur paraissent maintenant « impossibles ». Fussions-ils, pour la première fois, avoir raison !

## UNE COMPÉTITION ENTRE L'EUROPE ET LE JAPON

## La maîtrise du téléviseur du futur

Mis sur orbite par Ariane, TV-SAT 1 sera le premier satellite à utiliser le nouveau standard européen de télévision.

Les consommateurs paient un surcoût estimé à 20 ou 30 %. De plus, cette guerre n'a fait aucun vainqueur : chaque camp garde un standard de très médiocre qualité (des trois, le NTSC est le plus mauvais) comparé au cinéma (sept fois plus de détails), technologiquement dépassé et sans avenir.

Ni le PAL ni le SECAM, encore moins le NTSC ne peuvent vraiment s'adapter aux nouveaux moyens de transmission que sont les satellites (à cause du manque de puissance « embarquée », les émissions sont encore à la merci des perturbations atmosphériques) ou des câbles (la multiplication des programmes et l'ouverture de plusieurs voies pour le son rendent leur utilisation très difficile). Plus aucun ingénieur ne songe depuis longtemps à rajeunir l'un des trois standards dans le cadre des perfectionnements prévus : image hi-fi au début des années 90 ; passage à la télévision haute définition (TVHD) et au « grand écran » vers 1996 ; numérisation complète des matériels de traitement de l'image à la fin du siècle en vue d'améliorer encore la qualité vidéo et de favoriser la miniaturisation.

Par rapport à son rival japonais, le standard européen possède d'incalculables avantages, étant notamment compatible avec le perso existant de télévisions. Toutefois, pour capter les émissions venues du ciel, les particuliers devront munir leurs installations des équipements adéquats, soit une dépense de 5 000 à 6 000 francs (antenne, démodulateur, récepteur et décodeur).

En brassant, avec des variantes, les signaux suivant un mode fréquentiel, les trois standards actuels engendrent des phénomènes d'interférences à l'origine de nombreux défauts, notamment du papillotement, du scintillement des lignes, des effets de flamme ou de l'impression d'escalier mobile. Le D2 Mac Paquet les efface, utilisant, lui, la technique du multiplexage analogique des composants — d'où le mot Mac.

Les signaux sont envoyés par rafales — d'où le nom de Paquet — les couleurs sont mieux séparées et les images plus nettes. Les ingénieurs ayant choisi, pour son codage, la technologie peu ordinaire du duo-binaire — d'où D2 : il s'agit d'une astuce électronique qui permet de réduire de moitié environ la plage occupée par les signaux, d'où la possibilité de doubler en plusieurs langues, de sous-titrage, etc.

En outre, le nouveau standard est évolutif, ouvrant la voie à la télévision hi-fi. Une image vidéo complète se compose de

520 625 points ; en fait, l'image (standards PAL, SECAM) offerte au téléspectateur contient à peine plus de 275 000 points (180 000 pour NTSC), ce qui est très loin des 2 millions de points fournis par le cinéma 70 mm. Le D2 Mac Paquet garantit 80 000 points de plus pour le SECAM et le PAL (50 000 pour le NTSC). La télévision hi-fi permettra de passer de 355 000 à 460 000 points.

Cette télévision devrait entrer en scène vers le milieu de la prochaine décennie. Il s'agit d'un procédé consistant à doubler le balayage de trame à la réception, améliorant de façon saisissante la qualité de l'image. Ce traitement électronique spécial donne en principe ses lettres de noblesse au grand écran (1 mètre de diagonale). Il préparera la venue de la vraie télévision à haute définition, attendue trois ou quatre ans avant la fin du siècle. Ses images seront alors superbes : avec une définition de 1 250 lignes, leur résolution effective sera de 1,6 million de points, c'est-à-dire très voisine de celle du cinéma.

Toutefois, le nouveau standard n'a pas encore remporté une victoire complète. Lors d'une réunion intermédiaire à Genève, du 2 au 8 novembre, le CCIR (Comité consultatif international des radio-communications) a reconnu officiellement le D2 Mac Paquet. C'est un succès pour le standard européen ; mais ce dernier ne sera définitivement adopté que lors de la prochaine session plénière du CCIR, en 1990.

L'éventualité est hautement probable, car la majorité, c'est-à-dire la plupart des pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie (Chine comprise), l'Australie et tous les pays de l'Est se sont prononcés en faveur du nouveau standard européen. Tous savent pertinemment que le franchissement de diverses étapes devant conduire à la TVHD est à peu près impossible dans un laps de temps aussi court (dix ans) sans recourir au D2 Mac Paquet, conçu, de plus, en suivant la norme de télévision numérique adoptée en 1982 par le même CCIR.

Le système japonais suppose, lui, le changement radical de tous

les matériels existants (studio, émission, réception, etc.), ce qui est irréalisable sur le terrain. Incompatible, il est aussi difficilement adaptable, étant fait pour fonctionner sur un réseau électrique de 60 hertz et occupant, même compressé, un trop large canal pour les bandes de fréquences européennes. Son bon emploi dépend de l'arrivée des satellites émettant dans les hyperfréquences, ce qui n'est pas pour demain, compte tenu des problèmes de propagation atmosphériques.

L'enjeu est cependant bien trop important pour croire un seul instant que les Japonais vont abandonner, d'autant que, malgré ses défauts, leur procédé est d'excellente qualité. Quelle que soit la voie empruntée, dans les quinze à vingt ans à venir, le pari mondial des téléviseurs (600 millions d'appareils) sera presque entièrement renouvelé. Aussi, décidé à se tailler la part du lion, les Japonais vont-ils déclencher un véritable tir de barrage. « Au plus, il y aura deux standards, dit-on chez Sony. Nous croyons toutefois avoir encore des chances de gagner. » Ce seront probablement les Etats-Unis qui feront la décision.

Dans cette compétition, l'Europe, avec Thomson, vient de marquer un sérieux point. Avec son rachat de la division produits grand public de General Electric, le groupe français capte en même temps 20 % du marché américain des téléviseurs. Grâce aux 12 % déjà détenus par Philips, les deux groupes partenaires sont en mesure de négocier l'entrée outre-Atlantique du D2 Mac Paquet.

En outre, les compagnies américaines de télédiffusion par câble semblent vouloir se rallier au standard européen qui leur permettra d'offrir immédiatement un nouveau service à leur clientèle sans changer de récepteur. Pour peu que Philips parvienne à convaincre Sony, son complice dans l'aventure du disque compact, de changer de camp, la partie serait gagnée. Cependant, à la veille du lancement d'Ariane, Européens et Japonais ont décidé de mettre en place, début 1988, un groupe de travail pour tenter d'harmoniser les technologies.

ANDRÉ DESSOT.

APRÈS le son « lasérisé », l'image. Le progrès technologique dans le domaine de la télévision ne se concrétisera pas sans conflit. Déjà, l'avènement de la couleur, au début des années 60 aux Etats-Unis, à la fin en Europe, avait opposé violemment les procédés américains (NTSC), allemand (PAL) et français (SECAM).

Le monde de la vidéo a été divisé en trois grandes zones : l'une composée de l'Amérique du Nord, d'une partie de l'Amérique du Sud (Chili, Bolivie, Pérou, Equateur, Venezuela, Surinam) et du Japon, où le NTSC règne

sans partage ; une autre constituée de la RFA, de la Grande-Bretagne, du Benelux, des pays scandinaves, de la Suisse, de l'Espagne, du Portugal, du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, convertis au PAL ; enfin, la troisième, plus restreinte, regroupe la France, la Grèce, l'Italie, l'URSS et les pays de l'Est, tous ralliés au SECAM.

La coexistence des trois systèmes est ruineuse pour tout le monde. Les industriels sont incapables d'allonger vraiment leurs séries de fabrication pour faire des économies d'échelle, et les

**SOYEZ À L'ÉCOUTE**

**Drôles de Citations**

**Savoir PRENDRE DES NOTES vite et bien**

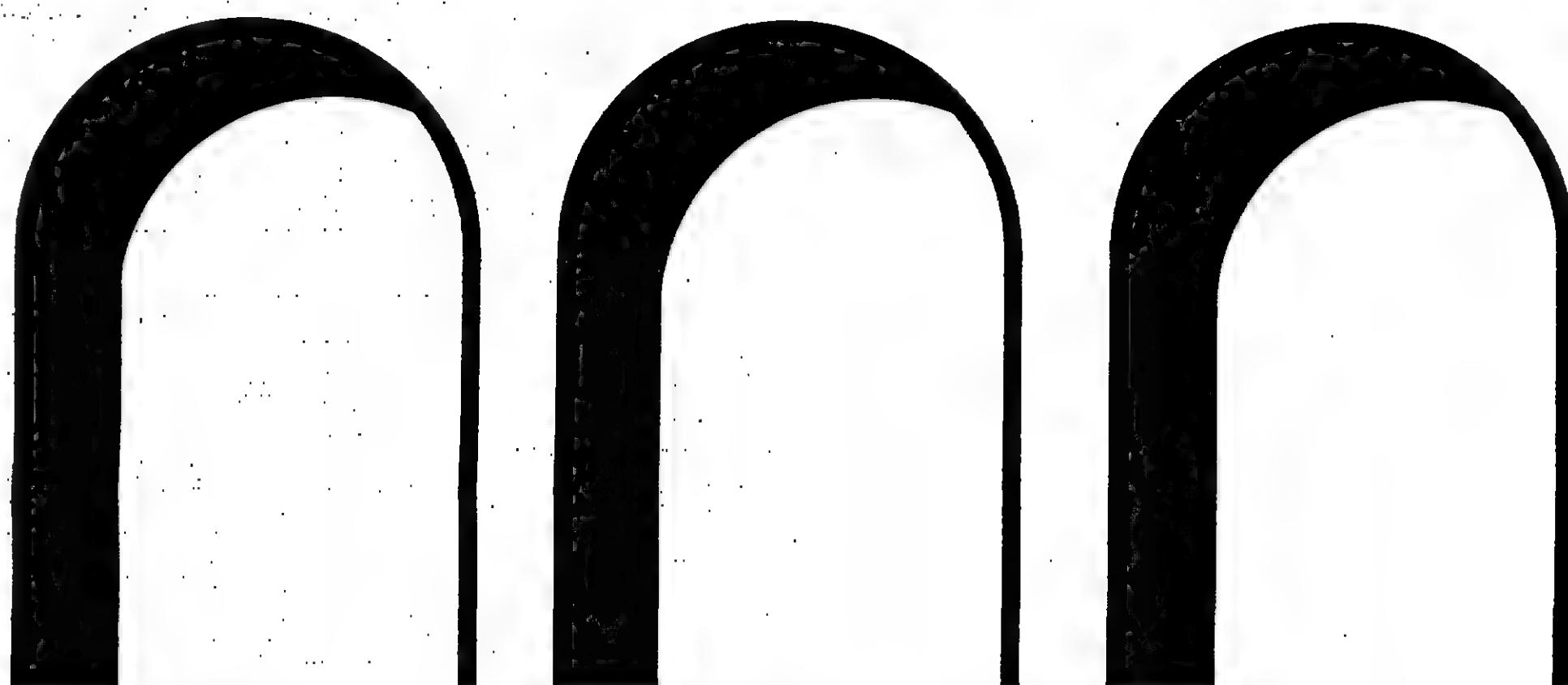
**COMMENT mener discussions et négociations**

**LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE**

**Dunod**



# Le moment est venu de construire le pont.



Aujourd'hui, même les systèmes informatiques les plus évolués ont encore leurs limites. Leur conception même les rend incompatibles avec d'autres systèmes. En raison des contraintes qu'ils imposent, ils n'offrent que des solutions provisoires, incomplètes et fermées comme les systèmes eux-mêmes.

A la différence d'autres constructeurs, Olivetti-Logabax n'est pas animé par la volonté d'enfermer les utilisateurs dans une architecture système.

C'est pour cela qu'Olivetti présente aujourd'hui le Pont. Une architecture conçue pour qu'un système puisse fonctionner avec d'autres systèmes. Et personne n'est mieux placé qu'Olivetti pour créer une telle architecture. Parce qu'Olivetti ne dépend pas de technologies "maison" imposant des politiques restrictives aux utilisateurs.

L'offre Olivetti comporte bien sûr une gamme complète de minis et de superminis performants et totalement intégrés. Mais plus important encore, l'architecture sur laquelle s'appuient ces produits est entièrement ouverte. Ouverte aux autres systèmes, ouverte à la croissance, ouverte aux progrès technologiques futurs.

Cette architecture peut évoluer avec vos besoins et

vous permet d'assurer la pérennité de vos équipements et technologies déjà en place.

Elle apporte des outils de développement et un choix de solutions aux entreprises de toutes tailles. C'est le pont indispensable dans le monde informatique. Le Pont qui relie le passé au présent, le présent au futur.

## Olivetti Open System Architecture : la solution Olivetti.

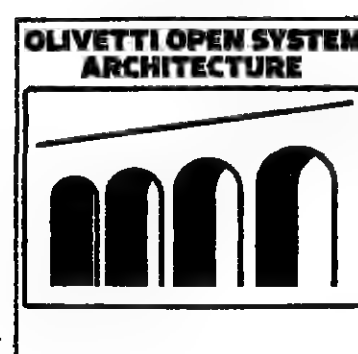
L'Architecture Système Ouverte est construite autour de la famille d'ordinateurs LSX 3000, une ligne totalement intégrée de minis et de superminis pouvant relier de deux à deux cents utilisateurs. Olivetti a fondé cette famille sur un système d'exploitation basé sur le standard UNIX System V et aux normes X/OPEN : ses ordinateurs reçoivent une multitude de logiciels d'application répondant aux besoins les plus variés et les plus complexes.

La communication inter-systèmes est réalisée par une gamme de produits Olinet répondant aux normes ISO/OSI. Avec une totale connexion à l'environnement MS-DOS et aux bases de données de l'entreprise, où qu'elles soient.

Si vous voulez savoir comment construire ce pont qui relie les hommes et les différents départements de l'entreprise, adressez votre carte de visite à Olivetti-Logabax - Direction de la Communication 91, rue du Faubourg-St-Honoré 75008 PARIS.

## Le Groupe Olivetti-Logabax en France.

- Un chiffre d'affaires de plus de 2,5 milliards de francs.
- 2000 collaborateurs directs dont plus de 1000 spécialistes de support et de maintenance.
- 500 points de vente et d'assistance répartis sur tout le territoire dont plus de 250 spécialisés en informatique et en applications.
- Plus de 200 000 heures de formation annuelles.
- Une base installée de plus de 100 000 micro-ordinateurs, 8 000 mini-ordinateurs et 100 000 périphériques.



**olivetti-logabax**



# Economie

## SOMMAIRE

■ Les marchés n'ont pas été très convaincus par l'accord américain sur la réduction du déficit budgétaire (lire page 43).

■ La première opération de privatisation lancée en Autriche et concernant la société nationale de pétrole OEM a été un succès (lire page 46).

■ En Allemagne fédérale, le rapport annuel des « cinq sages » ne prévoit un taux de croissance que de 1,5 % pour 1987 et pour 1988 (lire page 43).

■ Après le tribunal de Créteil, en juillet dernier, le tribunal de Bobigny a déclaré « illicite » la grève des navigants d'Air Inter prévue pour mardi 24 novembre (lire ci-contre).

■ Le congrès de la Confédération des syndicats médicaux français enregistre une détente dans les relations avec le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie (lire page 41).

## La campagne des élections prud'homales

### M. Maire s'en prend aux juges, aux patrons et au gouvernement

LILLE  
de notre envoyé spécial

Plus de deux mille personnes ont assisté, le samedi 21 novembre, au palais des congrès de Lille, à un meeting de M. Edmond Maire pour la campagne des élections prud'homales du 9 décembre. Après Longwy, Lyon, et avant Strasbourg et Nantes, le secrétaire général de la CFDT avait choisi d'encourager la région Nord-Pas-de-Calais, qui présentera 1089 candidats cédistes aux vingt-trois conseils de prud'hommes. En 1982, avec 22,11 %, le score de cette région était inférieur à la moyenne nationale (23,5 %) mais, aux élections de 1986 dans les comités d'entreprise, la CFDT y a progressé de deux points contre 0,2 au niveau national.

Voulant donner une dimension symbolique à ce meeting, l'Union régionale CFDT a mis en avant « l'esprit d'équipe ». Plusieurs personnalités locales ont défilé sur la scène du palais des congrès pour témoigner aux côtés d'un Edmond Maire condamné à une figuration inutile, de cet « esprit d'équipe » : M. Matra, adjoint aux sports de M. Mauroy et un des responsables du Football Club de Lille, le professeur Moriamet, de l'université de Valenciennes, Bernard Langlois — ex-journaliste d'A 2 privé de son émission « Résistances », — des représentants de SOS-Racisme, etc.

Même M. Jean-Claude Cassades, directeur de l'Orchestre national de Lille, qui a l'habitude de donner des concerts dans les usines, est venu expliquer comment « la

musique peut contribuer à l'humanisation » de l'entreprise.

Pendant plus d'une heure, M. Maire, chaleureusement applaudi à plusieurs reprises, a abordé les thèmes habituels de la CFDT, en affirmant d'emblée que « le syndicalisme n'est ni mort ni moribond ». Commentant le jugement du tribunal de Bobigny, déclarant illicite le préavis de grève des pilotes d'Air Inter (voir ci-contre), il a jugé que cette propension des juges à se prononcer sur le caractère raisonnable ou non des revendications était « le fait le plus grave qui se soit produit depuis longtemps dans l'histoire des relations sociales de ce pays ». « Si, a-t-il affirmé, on leur avait donné le droit, depuis un siècle, de pouvoir apprécier les revendications, nous serions toujours un pays sous-développé, où il y aurait eu une révolution, sans qu'on puisse savoir ce qu'elle aurait donné ».

#### Le dirigisme populiste

M. Maire s'en est également pris vivement aux chefs d'entreprise qui réprimant les syndicalistes dans l'idée de profiter de l'affaiblissement des syndicats : « S'il y a un type de délinquance qui n'est pas suffisamment réprimé, c'est bien la délinquance sociale d'origine patronale ». Prenant de nouveau la défense des immigrés, M. Maire a fustigé « les porteurs de haine du Front national ». Il a jugé « positives » les propositions du rapport Hamours sur le racisme, en ajoutant

qu'il faudrait « pousser encore plus fort pour les transformer en décisions gouvernementales ».

Le secrétaire général de la CFDT a attaqué la politique du gouvernement en faisant ressortir « les dégâts du libéralisme économique ». Il a critiqué une politique fiscale qui « favorise les hauts revenus », faisant allusion à la répartition des noyaux durs des entreprises privatisées par M. Balladur, il a ajouté : « Le libéralisme sait se doubler de dirigisme quand les intérêts privés les plus importants sont en question ». M. Balladur a aussi été la cible de l'ironie de M. Maire à propos de sa sollicitude pour le capital des petits porteurs : « On n'est plus dans le capitalisme populaire ; nous allons tout droit vers le dirigisme populiste ».

M. Maire a également profité de ce meeting pour souligner les possibilités de « renouveau » du syndicalisme. L'idée de la campagne cédetiste, « pour que chacun gagne », est de faire en sorte, pour M. Maire, que « toute l'équipe et chacun de ses membres gagnent ». « Nous refusons d'être un syndicat groupe de pression des salariés les mieux placés. Nous refusons de n'être que l'équipe de ceux qui ont un statut ou un emploi. L'équipe CFDT joue pour que personne ne soit hors jeu (...). Le 9 décembre, on verra quel syndicalisme va être dominant pour l'avenir ». Un laïus de ballons multicolores a marqué la fin du meeting, les cédistes lillois étant persuadés que, pour eux, le matin du 10 décembre, au lendemain de ces élections, sera « nourissant ».

MICHEL NOBLECOURT.

## Nouvelle intervention des juges

### Le tribunal de Bobigny déclare illicite la grève des navigants d'Air Inter

Il n'y aura pas de grève des navigants d'Air Inter le mardi 24 novembre : le tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), comme l'avait fait celui de Créteil (Val-de-Marne) le 30 juillet dernier (Le Monde du 1<sup>er</sup> Août), a ordonné en référé la suspension du préavis de grève déposé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC). Ceux-ci demandaient que les futurs Airbus A-320 d'Air Inter soient, au moins pour une période transitoire, pilotes à trois et non à deux, comme cela est prévu et comme cela se passe dans la plupart des compagnies aériennes, en s'engageant à améliorer leur productivité.

Selon le tribunal, « les syndicats envisagent d'exercer leur droit de grève d'une manière abusive et de créer un trouble illicite qu'il convient de faire cesser ». Pour lui, l'exploitation technologique et les raisons économiques permettent de commencer l'exploitation de l'A-320 avec deux pilotes. D'autre part, il estime que « le trouble invoqué par Air Inter n'est pas contestable ». Il a rejeté l'intervention de principe de la CFDT, qui portait sur la liberté d'exercice de la grève.

Les deux syndicats vont faire appel du jugement. Quant à la direction d'Air Inter, elle affirme sa « volonté de poursuivre les conversations entamées sur l'avenir des mécaniciens navigants et sur les garanties sociales qui leur sont offertes ».

Les juges s'étant prononcés à Bobigny comme à Créteil sur le contenu des revendications et non

sur les conditions d'exercice de la grève, leur décision a soulevé les mêmes protestations des syndicats (sauf la CGC) — et pas seulement ceux qui étaient concernés — pour des raisons de principe.

C'est M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, qui a été le plus violent. Notant que la CFDT ne soutenait pas la revendication du SNPL et du SNOMAC, il a réaffirmé : « Ce n'est pas aux juges à estimer si une revendication est déraisonnable ou pas ». Pour lui, « la barre de la liberté tout court est franchie ». Rappelant un arrêt de la Cour de cassation du 4 juillet 1986 (1), il a réclamé un « contrôle des décisions » de ses décisions et lancé un appel au président de la République, FO et la CGT, considérant le jugement comme « extrêmement grave » et exprimé des points de vues analogues : « C'est bien de l'exercice du droit de grève qu'il s'agit », a déclaré M. André Bergeron, et la fédération des transports CGT, considérant le jugement comme « extrêmement grave » et annonçant qu'« une riposte s'impose ».

De son côté, le Parti socialiste demande au gouvernement et au garde des sceaux de « prendre toutes les mesures de droit permettant de faire respecter la Constitution ».

(1) La Cour avait jugé abusif un mot d'ordre de grève, les syndicats demandant à plusieurs compagnies aériennes de maintenir le pilotage à deux pendant vingt ans, engageant « déraisonnablement ».

## Selon un sondage

### 54 % des salariés du secteur public pensent que leur statut n'en fait pas des privilégiés

60 % des salariés du secteur public ne sont pas ou peu satisfaits de leur rémunération actuelle (39 % de satisfaction), selon un sondage réalisé par IPSOS du 14 au 27 octobre auprès de mille salariés du secteur public à l'occasion d'un colloque sur Les fonctionnaires et l'argent, organisé le jeudi 23 novembre par le Crédit social des fonctionnaires. Ce pourcentage d'insatisfaction monte à 66 % chez le personnel des services sociaux et de santé, à 71 % chez le personnel de l'équipement, 77 % chez les professeurs et chercheurs, 78 % chez les instituteurs et 85 % chez les postiers. En revanche, les militaires et les policiers sont majoritairement satisfaits.

73 % des salariés du secteur public interrogés (chaque sous-échantillon étant représentatif du public considéré : postiers, instituteurs, etc.) estiment qu'ils sont plutôt moins bien rémunérés que les salariés du secteur privé ayant des responsabilités similaires.

54 % des personnes interrogées considèrent que leur statut n'est pas plus avantageux que les salariés du

secteur privé (pourcentages qui montent à 65 % pour les militaires et à 66 % pour le personnel des services sociaux et de santé).

Interrogés sur l'éventualité d'une privatisation de leur entreprise publique, 41 % estiment que leur situation statutaire serait inchangée, 28 % qu'elle serait détériorée et 22 % qu'elle serait améliorée ; les pourcentages d'opinions négatives (situation détériorée) montent à 52 % chez les postiers et à 53 % chez les électriciens et gaziers.

Les salariés interrogés ont une estimation de leur possibilité d'épargne mensuelle qui montre une faible capacité à épargner : elle est de 0 % pour 30 %, de 1 % à 10 % de leur rémunération mensuelle pour 22 % et de 11 % à 15 % pour 31 %. 48 % jugent la période actuelle défavorable pour emprunter (44 % favorable). 51 % pensent qu'ils emprunteraient plutôt moins dans les années à venir. Il est vrai qu'ils sont endettés en moyenne de 98 000 F (seuls 30 % n'ayant aucune dette).

« On entend dire parfois que les salariés du secteur public bénéficient, en dehors de la rémunération proprement dite, d'un statut plus avantageux que les salariés du secteur privé. Vous-même, êtes-vous, ou non, d'accord avec cette opinion ? »

	ENSEMBLE
D'accord .....	41 %
Pas d'accord .....	54 %
Ne se prononce pas .....	5 %
	100 %

## CONCOURS LE MONDE DU VIN LE COURRIER DU CONCOURS

La réplique de M. Pierre Coste à M. Michel Bettane

A la suite de la publication de l'article de M. Michel Bettane intitulé « Attention œnologie algée » (Le Monde du 31 octobre), nous avons reçu une réplique de M. Pierre Coste. Nous publions aujourd'hui la première partie du texte de M. Coste, la seconde sera publiée dans le Monde du 25 novembre.

Il convient de féliciter M. Bettane de la passion qu'il exprime pour le vin complet ; ses ardeurs démontrent et complètent flatter notre odorat ; il caresse notre palais de ses riches saveurs ; il doit élever notre goût, et non l'élever. Et quand sa classe et sa réussite sont indiscutables, il captive notre esprit : Michel Bettane a grandement raison de désavouer les vins ennuyeux qu'on ne manque pas de rencontrer sur sa route.

Pourtant, je le crains, cette sainte odeur l'entraîne à se méprendre sur quelques principes fondamentaux de la connaissance du vin. Faut-il en déduire que ces propos sur « l'œnologie algée » traduisent seulement son désir d'écrire un provocant morceau de bravoure ?

Il faut être privé de goût, d'odorat et de mémoire pour oublier l'axiome fondamental de l'amateur, qu'il soit œnologue professionnel : seul un médiateur vin commun, un arôme de plume par exemple, présente des odeurs et un goût à vagues. Elles sont déjà éloignées et sensiblement plus intenses que celles du grain ou du moût de raisin frais (exception faite des cépages aromatiques, frustes ou sauvages par exemple). Tout dégustateur un peu averti sait aussi qu'un

cépage noble, adapté au sol noble qui le nourrit, donne une palette aromatique, certes variée, mais objectivement mesurée dans un terroir donné. Restons dans mon domaine bordelais. Le cabernet sauvignon sur les grèves de Pauillac et Saint-Julien se manifeste par des parfums rétro, fruités et balsamiques : résine de châtaigne, menthe, cassis, café, cacao. Il est tout autre à Pessac, tout autre à Langoiran. Le merlot sur sol argilo-calcaire se dévoile souvent par des parfums de truffe et de vanille. Le sémillon concentré par Botrytis à Sauternes et Barsac dévoile l'ambre, les résines fines, les peaux d'agrumes, la prune reine-claude. Je ne cite que quelques noms d'une liste heureusement interminable, car l'innomé, la richesse et la complexité des parfums croissent avec la qualité du sol.

C'est précisément sur ces constantes que se base la notion française d'appellation d'origine. Quant aux classements qui s'établissent à l'intérieur des grands terroirs, ils ne font que consacrer la décision de l'ultime juge : le consommateur qui accepte de donner le plus grand prix aux plus grands vins (...).

## ERRATUM

### à la question 44 du CONCOURS LE MONDE DU VIN

Il fallait lire : « ... Un médecin du roi dans un traité de médecine et d'histoire médicale... » et non d'histoire médiévale...

Cette question est parue dans le Monde du 10 novembre daté 11 novembre 1987

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

## La rencontre des meilleurs

Un programme de 3<sup>e</sup> cycle concentrant le meilleur du Centre HEC-ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 102 professeurs spécialisés, 3000 cas, 120 ordinateurs et terminaux... Un enseignement par groupes compacts et motivés. Le sceau d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1300 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier, tests et entretien. Critères : diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, compétente et motivée.

L'ISA : 16 mois  
pour apprendre le management

### Réunion d'information

le jeudi 26 novembre 1987, à 18 h 30,  
Cercle France-Amérique, 1<sup>er</sup> étage, 9, av. Franklin-Roosevelt,  
Paris (8<sup>e</sup>), métro Franklin-Roosevelt.  
Renseignements : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-74-10,  
ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## GOVERNO QUÉRCIA

### APPROVISIONNEMENT DE PLUSIEURS EQUIPEMENTS D'ENTRETIEN POUR LE SYSTEME DE PUISSANCE DE LA CESP AVIS DE CONVOCATION PUBLIQUE

La CONVOCATION PUBLIQUE 8755, de cadre international, se trouve ouverte pour l'approvisionnement de :  
a) 2 (deux) thermoviseurs ;  
b) 5 (cinq) compteurs de facteur de puissance ;  
c) 1 (un) condensateur standard à gaz comprimé, 650 kV ;  
d) 650 (six cent cinquante) isolateurs polymériques, lequel compte sur des ressources du Prêt n° 194/IC-BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

Cette CONVOCATION PUBLIQUE est restreinte aux fournisseurs de denrées originaires des pays membres de la BID.  
Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être prises, par les candidats autorisés, moyennant le paiement de C\$ 10.000,00 (dix mille cruzeiros) à la Divisão de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Major Paladino, 126 de Sh à 11h30min et de 13h30min à 16h.

La réception des documents et des propositions aura lieu à 14h, le 16 décembre, 1987, Rua Major Paladino, 126.

Francisco Rodolfo Almeida  
Directeur Administratif

SECRETARIA  
DE OBRAS

CESP  
Companhia  
Energética  
de São Paulo

Votre P...  
en livraison im...  
c'est po...  
chez  
NEUBA



مكتبة القرآن



## Économie

Le congrès de la CSMF

### La sérénité inquiète

Existe-t-il une sérénité inquiète ? C'est pourtant ainsi que l'on peut qualifier le climat dans lequel s'est tenu le dixième congrès national de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la plus importante organisation de praticiens libéraux (douze mille adhérents environ) du vendredi 20 au dimanche 22 novembre : les résultats obtenus en 1987 ne masquent pas les inquiétudes et les tiraillements internes de la profession.

La sérénité des responsables de la CSMF repose sur quelques avantages tangibles obtenus des caisses nationales d'assurance-maladie et du gouvernement en 1987. D'abord le relèvement important, de l'ordre de 13 % en moyenne, des tarifs de consultation des généralistes et des spécialistes. L'accroissement du contrat provoqué par le ministère de l'économie et des finances — un report de trois mois du dixième relèvement accordé aux généralistes — peut être oublié : les négociations, qui ont commencé le 18 novembre avec les caisses d'assurance-maladie, laissent prévoir une augmentation de 10 francs du tarif de la visite au domicile du malade pour le début 1988, ce qui n'est pas négligeable (1), et continuent la remise à niveau des honoraires médicaux.

D'autre part, à l'issue de discussions parfois assez laborieuses, la CSMF a eu gain de cause sur la façon de distinguer en pratique les soins prévus pour les maladies longues durée remboursées à 100 % et les autres affections.

Enfin, caisse d'assurance-maladie et syndicats médicaux se sont mis d'accord sur le démantèlement des six expériences de participation des médecins libéraux aux interventions d'urgence : ce sera la première tranche des quinze expériences prévues dans l'accord signé le 16 décembre 1986. Le gouvernement, de son côté, va publier, dans quelques jours, trois décrets sur l'organisation générale des urgences. Il a accordé aussi certains avantages fiscaux réclamés depuis longtemps par les syndicats médicaux (2) et vient d'exonérer de la TVA les cliniques privées.

M. Alain Juppé, ministre du budget, est venu rappeler ces avantages, ainsi que les autres allègements, dont les médecins, comme d'autres contribuables, ont bénéficié cette année et bénéficieront en 1988. Même si la CSMF est loin d'avoir obtenu tout ce qu'elle souhaitait, le bilan n'est pas négatif. De leur côté, le gouvernement et les caisses d'assurance-maladie peuvent se féliciter du succès du « plan de rationalisation gouvernemental » et des actions de modération des dépenses menées par les caisses. Comme l'a rappelé, devant les congressistes, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, la croissance des dépenses d'assurance-maladie est revenue, en francs constants de 7,1 % à la fin de janvier 1987 à moins de 1,5 % à la fin d'octobre, et

les refus des dispositions réglementaires ont été « marginaux ».

Ces gains de part et d'autre ont détendu le climat et ont donné de la crédibilité aux bonnes paroles prodiguées au congrès par trois ministres, MM. Séguin et Juppé et M. Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, période pré-électorale oblige.

#### Tiraillements

M. Séguin, en particulier, n'a pas mesuré les éloges, les remerciements et les promesses. Eloges obligés de la médecine libérale à laquelle le ministre s'est dit « viscéralement attaché », comme la compatibilité entre le système libéral et de la protection sociale généralisée. Remerciements pour la participation de la CSMF aux états généraux et surtout pour « la contribution et la compréhension » des médecins généralistes au plan Séguin : « Le succès du plan dépendait de vous... vous avez pleinement tenu vos engagements. Je suis ici pour vous en donner publiquement acte, pour vous exprimer ma gratitude et pour rendre hommage à l'ensemble des médecins libéraux ». Promesse enfin de réduire encore les promotions d'étudiants en médecine au-delà des quatre mille cents prévus pour 1989-1990 et faciliter les départs à la retraite à soixante ans, ce qui ralentira l'accroissement du nombre des médecins. Promesse enfin de toujours porter l'effort d'économie sur l'hospitalisation publique l'an prochain.

Acquis et promesses ne font pas disparaître les inquiétudes et les tiraillements. Quelques quatre cents

médecins seulement au moment le plus fort ont participé au congrès : moins que l'an dernier où la CSMF et ses syndicats départementaux avaient cherché à donner une image positive de la profession. Cette désaffection relative est peut-être le résultat du climat de détente actuel : c'est selon les conflits que l'on se mobilise. Mais les désaccords internes subsistent sur le plan séguin. Si la confédération a joué le jeu, certains de ses adhérents demeurent hostiles ou craignent un interventionnisme des caisses. Surtout, les tensions demeurent entre généralistes et spécialistes. Les généralistes sont les principaux bénéficiaires des accords récents et des réajustements d'honoraires décidés ou en discussion, en partie inévitables parce que leurs revenus ont décliné au cours des dernières années, contrairement à ceux des spécialistes et parce que le plan Séguin a entraîné une baisse de leurs activités en 1987. Mais, évidemment, cela ne satisfait guère les spécialistes, surtout ceux qui font des actes dits « techniques » (radiologie, chirurgie ou cardiologie, par exemple). Le plan de position des « sages » dans leur rapport sur la Sécurité sociale ajoute sans doute à leur amertume.

GUY HERZLICH.

(1) La visite du généraliste est actuellement rémunérée 85 F, plus 20 F d'indemnité de déplacement (30 F à Paris, Lyon et Marseille). Ce sont ces indemnités qui seraient majorées.

(2) Le plan séguin qui donne aux médecins adhérent à une association de gestion agréée le même abattement sur les revenus que les salariés a été porté de 200 000 à 400 000 F par an. L'amortissement du véhicule à usage professionnel a été augmenté de 30 %.

### « Horaires modifiables » aux Chantiers navals de l'Atlantique

Les Chantiers de l'Atlantique (groupe Alstom) à Saint-Nazaire mettent en place, pour la première fois, un système de « modulation des horaires » qui touchera 2 500 des 4 500 salariés du chantier naval, a indiqué la direction le 21 novembre.

Le chantier nazairien est confronté à une « sous-charge » en décembre, qui pourrait se prolonger en janvier et février. En revanche il doit faire face à une « surcharge » au deuxième trimestre 1988, notamment en raison de la construction de deux car-ferries.

Fin décembre, six jours dans l'atelier de tôlerie (dont deux jours de chômage partiel) et quatre jours dans la section « montage d'armement » ne seront pas travaillés. Ces jours seront cependant normalement payés. Lorsque les salariés concernés « reprendront » ces journées en mars-avril 1988, ils bénéficieront d'une majoration pour heures supplémentaires au-delà du temps de travail légal. Cette nouvelle disposition fait suite à un récent accord dans la métallurgie.

## BULL A UN PLAN D'INTEREPARGNE

### LA PARTICIPATION EN ACTION

BULL, groupe industriel, informatique et bureautique de dimension mondiale, mise sur ses salariés et les associe à la marche de l'entreprise. En France, BULL a mis en œuvre un Plan d'Épargne d'Entreprise pour intéresser ses 21 000 salariés à ses résultats et à son expansion.

BULL a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Fonds Commun de Placement.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Angenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.



“Nous sommes à plein temps sur le marché des valeurs. Pour conjuguer opportunités d'analyse et de négociation.”

Alain GUILLOU - Responsable du Département Actions de FIMAGEST

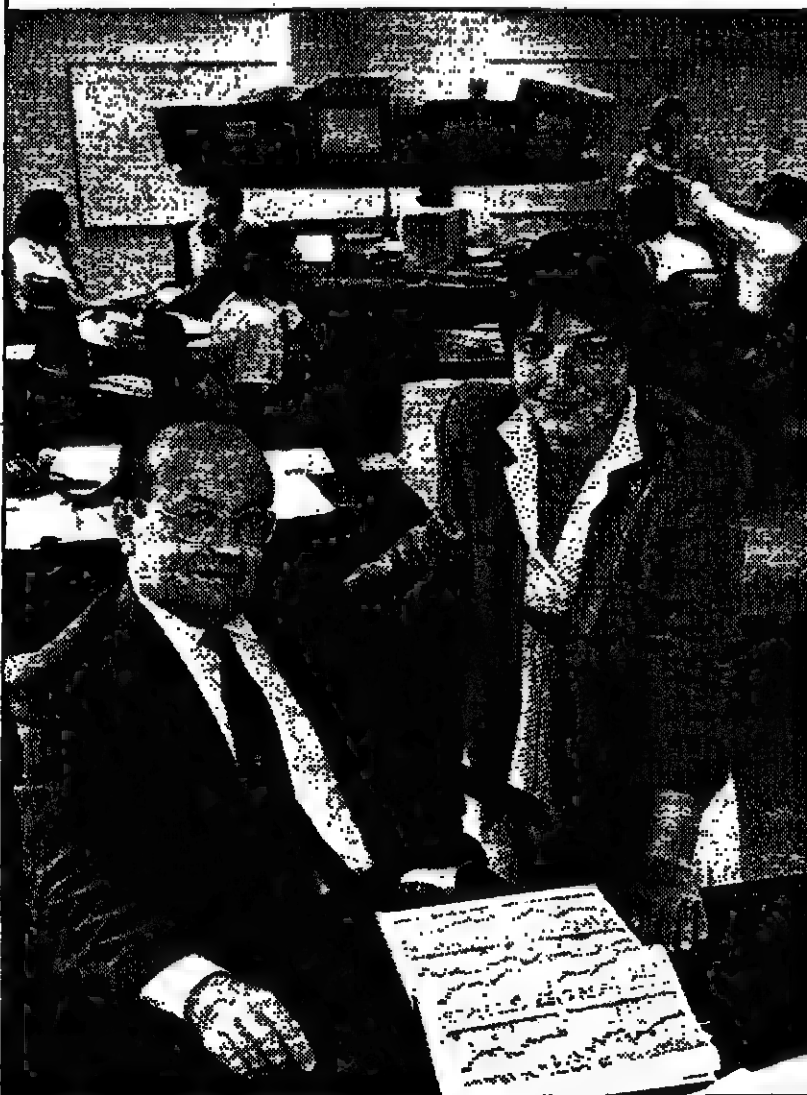


Photo : Alain GUILLOU (à gauche) Muriel FAURE (Analyse)

Le gérant retiré loin des « bruits » du marché tout comme celui qui fonde sa gestion sur les « rumeurs de corbeille » sont, pour des raisons qui se rejoignent, des espèces en voie de disparition.

En quelques années, le paysage s'est transformé : marché continu, marchés à terme, marchés d'options, interdépendance désormais totale des économies et des bourses qui les représentent...

Dans ce nouvel univers, nous restons des généralistes, rompus à l'analyse fondamentale. Mais à l'écoute du monde entier, nos systèmes d'information nous permettent d'être présents, en temps réel, sur tous les marchés afin de conjuguer dans nos gestions opportunités d'analyse et de négociation.

Dès qu'un paramètre évolue, dès qu'une tendance se dessine, nous agissons. Nous sommes décisionnaires, chacun dans notre domaine. Mais nos compétences se croisent, se confrontent et s'optimisent en temps réel.

La gestion de capitaux doit être une gestion d'entrepreneurs. Nous connaissons le problème... Aux côtés du Groupe Suez (45%) et de deux sociétés connues pour la qualité de leur gestion financière (18%), les salariés de FIMAGEST possèdent 35% du capital de leur entreprise.

Cela vaut un contact. Avez-vous le téléphone de Fimagest ?

147-149, boulevard Haussmann  
75008 PARIS  
Tél. 42.89.03.89.

## FIMAGEST

Profession gestionnaire.

Votre PEUGEOT en livraison immédiate c'est possible chez

**NEUBAUER**  
Plus vite, moins cher!



Notre stock de 1 000 véhicules maintenu en permanence nous permet de vous assurer (sous réserve des options choisies) votre 309 ou un autre modèle de la gamme PEUGEOT en livraison immédiate

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48 21 60 21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42 85 54 34



# Eurotunnel. Devenez actionnaire du plus gigantesque péage du monde.

En souscrivant à l'Émission Publique d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde aux côtés d'une centaine d'investisseurs institutionnels qui comptent parmi les plus grands groupes financiers internationaux.

**"Des unités" franco-britanniques.** Vous allez pouvoir acquérir des "unités", composées chacune d'une action française et d'une action anglaise indissociables, et devenir ainsi actionnaire du groupe privé franco-britannique Eurotunnel. 40 % de l'émission de 7,5 milliards de francs environ, sont en effet réservés au marché financier français.

Aucun dividende ne pourra être escompté avant 1995, mais la valorisation du titre, pendant la durée de la construction, telle qu'elle peut être estimée, sur la base des dividendes prévisibles, pourrait être importante. Selon les prévisions des promoteurs du projet, le titre devrait offrir un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de la concession.

**Des avantages pour les souscripteurs.** A chaque unité, acquise pendant l'émission, sera attaché un bon de souscription. Dix bons de sous-

cription donneront le droit de souscrire à une nouvelle unité entre le 15 novembre 1990 et le 15 novembre 1992.

De plus, pour les souscripteurs qui conserveront leurs titres, des conditions particulières seront consenties pour la traversée du tunnel. Des avantages croissants sont prévus pour les souscripteurs de 100, 500, 1000 et 1500 unités. L'avantage maximum consenti à ces derniers donnera droit, moyennant un forfait annuel d'environ 100 francs et un tarif de 10 francs par passage, à un nombre illimité de trajets pendant toute la durée de la concession jusqu'en 2042 pour le conducteur, sa voiture et ses passagers.

**En devenant actionnaire d'Eurotunnel, vous deviendrez actionnaire du plus gigantesque péage du monde. N'attendez pas.**

Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris La Défense. Minitel 3615 EUROTUNNEL. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers. (Visa n° 87427 du 13.11.1987).



## EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

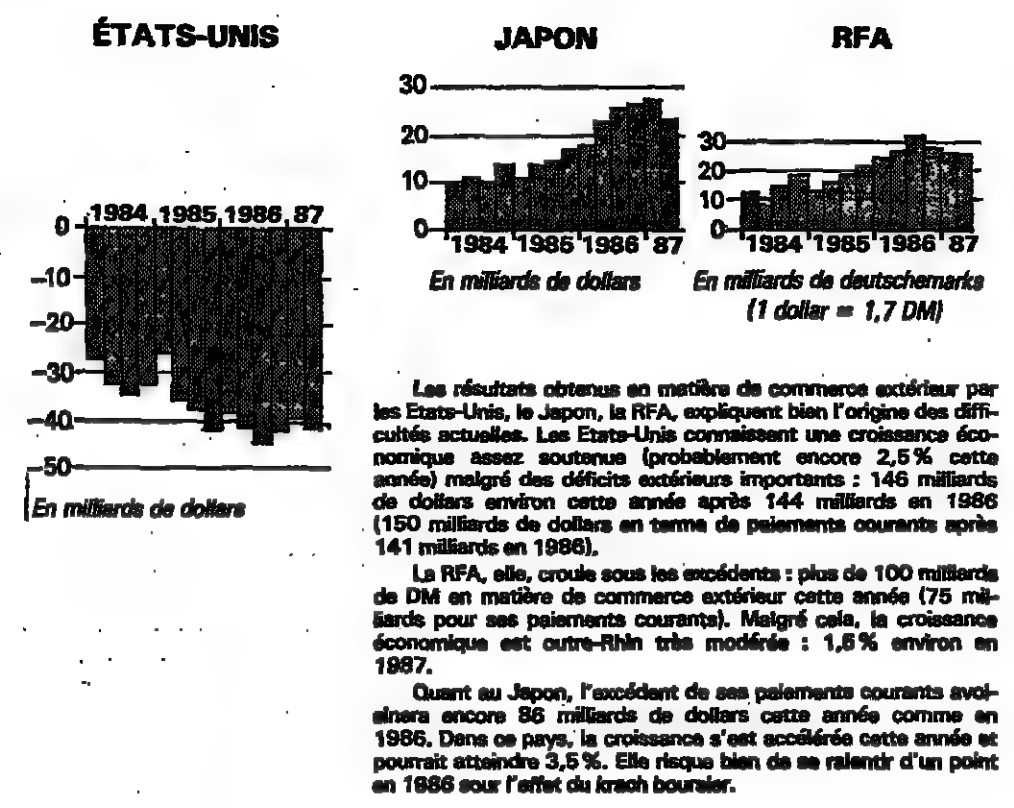
هكنا من الأول



# Économie

## CONJONCTURE

### Déficit et excédents commerciaux



### Le scepticisme des marchés

(Suite de la première page.)

L'acalmie pourrait venir également d'une prochaine réunion du « groupe des sept », principales puissances industrielles pour faire renaitre l'espoir d'une reprise en main concertée de l'économie internationale.

Sur ce terrain, les déclarations ont été pour le moins contradictoires quant à la date d'une telle réunion. Après avoir assuré que l'accord américain permettrait de créer une « meilleure atmosphère » sur les marchés, le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, se contentait d'« espérer » en « G7 » en décembre. Les Japonais, toujours d'accord pour une rencontre, ont assuré qu'ils n'en prendraient pas l'initiative. Quant au secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, il a exclu une entente à sept avant que le Congrès ne précise et ne concrétise l'accord cadre du 20 novembre.

**Passer aux actes**

Ces propos ont fait naître un petit jeu des devinettes peu susceptibles d'apaiser les marchés financiers et monétaires. Tout le monde est pourtant désormais d'accord pour estimer que Washington ayant donné le signal attendu par ses partenaires, il appartient désormais au Japon et à la RFA de faire leur part du chemin. Il ne suffit pas, comme l'a fait le ministre ouest-allemand des finances, le samedi 21 novembre, de se féliciter de la décision « efficace et crédible » du Congrès américain. Il convient de passer aux actes. C'est ce qu'a souligné,

dans une interview à la Tribune de l'économie, l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, en estimant que la leçon des derniers événements financiers était « claire : l'économie mondiale a besoin d'être gérée collectivement ». Cela suppose des mesures de la part des pays en excédent, « essentiellement le Japon et l'Allemagne », ainsi qu'une meilleure solidarité au sein de la CEE avec la constitution d'un « puissant pôle monétaire européen » passant « dès 1988 » par la « création d'une banque centrale européenne ». Des objectifs partagés par la classe politique française comme par la Commission de Bruxelles, mais encore mal acceptés par Bonn ou Londres.

**Le refus de M<sup>me</sup> Thatcher**

Le gouvernement ouest-allemand, pressé de toutes parts de prendre des mesures de relance, n'envisage que des mesures limitées. Une baisse d'un demi-point du taux d'escompte, si le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, parvient à persuader son conseil d'administration, ce qui est loin d'être évident, pourrait l'accompagner, selon un haut fonctionnaire allemand, de certaines mesures ponctuelles : « l'abandon de quelques recettes de poche » pour 3,5 milliards de marks » (taxes sur l'alcool et le tabac envisagées pour l'an prochain) ; l'absence de mesures fiscales de compensation au cas où l'excédent de la Bundesbank, qui représente quelque 6 milliards de marks, bon an mal an, se trouve-

rait réduit par la revalorisation du mark vis-à-vis du dollar, limitant ainsi les rentrées du Trésor fédéral.

Mais à moins d'une véritable récession ou d'une flambée du chômage, « il reste hors de question d'accélérer un peu plus la réforme fiscale prévue pour 1990 ». Une vision toujours très rigoureuse de la position économique qui risque de décevoir plus d'un partenaire de Bonn. Les Américains, qui comptent sur l'effet d'entraînement allemand pour éviter une croissance marginale dans le monde. Les Européens, qui attendent désormais un signe pour mettre en place une nouvelle stratégie de relance apparemment compatible avec une relative stabilité des prix, tant l'inflation paraît sous contrôle, pour le moment tout au moins. Les Britanniques, qui envisageraient d'adhérer au mécanisme de change du système monétaire européen et voient leur premier ministre, M<sup>me</sup> Thatcher, ultime bastion du refus au SME, trouver de nouveaux arguments dans la politique allemande pour exclure une telle hypothèse.

Dans une interview accordée au Financial Times, M<sup>me</sup> Thatcher souligne en effet qu'il n'est pas question d'adhérer à un système dominé par un pays, la RFA, qui poursuit une politique déflationniste contraire à celle préconisée par Londres. Ceux qui rêvaient de la discipline imposée par le SME pour limiter tout dérapage inflationniste outre-Manche en seront pour leurs frais, une fois de plus.

FRANÇOISE CROUGNEAU

### Les cinq « sages » prévoient une croissance limitée à 1,5 % en RFA l'an prochain

BONN de notre correspondant

Les cinq « sages » désignés par le gouvernement ouest-allemand pour évaluer les perspectives de la conjoncture économique nationale et internationale ont remis lundi 23 novembre leur rapport annuel. Il était attendu avec une particulière attention, car les cinq professeurs d'économie sont les premiers à prendre en considération, dans une étude globale, les derniers développements intervenus sur les marchés monétaires et financiers.

Tout en notant que, « pour la sixième année consécutive, l'économie ouest-allemande restera sur le chemin de l'expansion, même si celui-ci est plutôt plat », les experts observent que cette croissance va être freinée par la crise boursière de ces dernières semaines. Ainsi le taux de croissance prévu pour l'année 1987 en RFA se limitera à 1,5 %, et ne devrait pas dépasser ce chiffre en 1988. Le ministre des finances, M. Gernard Stoltenberg, table de son côté sur un taux de croissance de 2,5 % du revenu disponible des ménages, celle-ci restant le principal moteur de l'expansion, avec l'augmentation de l'endettement de l'État fédéral et des Länder, qui devrait passer de 11 milliards de deutschemarks en 1987 à 57 milliards en 1988.

Enfin, les prix devraient rester stables avec une augmentation de 1,5 % en 1988, la même qu'en 1987. Cela devrait aboutir à une augmentation de 2,5 % du revenu disponible des ménages, celle-ci restant le principal moteur de l'expansion, avec l'augmentation de l'endettement de l'État fédéral et des Länder, qui devrait passer de 11 milliards de deutschemarks en 1987 à 57 milliards en 1988.

L.R.

## REPÈRES

### FAO Adoption du budget 1988-1989

Le budget de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour l'exercice biennal 1988-1989 a été approuvé le 20 novembre par 99 votants - dont la France - sur 110. Les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et l'Australie se sont prononcés contre ce budget qui s'élèvera à 482,360 millions de dollars, en hausse de 0,25 % sur celui de 1986-1987. Parmi les sept pays qui se sont abstenus, le Mexique, l'Équateur et le Brésil ont invoqué leurs difficultés liées à leur dette extérieure. Le directeur général de la FAO, M. Saouma a rappelé que les arriérés dus à son organisation s'élevaient à plus de 100 millions de dollars, dont 87 millions restant à verser par les États-Unis.

trimestre de 1986, ils ont augmenté de 4 %. Le secteur manufacturier, qui intervient pour plus du tiers dans les investissements, a enregistré une baisse de 1,5 % sur le trimestre précédent, mais une hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre de 1986. Dans les services, la chute est de 7 % sur un trimestre et la progression de 2 % sur un an.

### « Voiture propre »

#### Le Parlement européen donne son feu vert

Le Parlement européen a donné son feu vert à la « voiture propre » en approuvant le projet de directive adoptée en juillet dernier par les ministres de la CEE, après deux ans de discussions. Cette directive, qui limite la pollution par les gaz d'échappement et favorise l'utilisation de l'essence sans plomb, n'attendait que l'avis du Parlement pour entrer en vigueur. Elle fixe des normes de pollution pour les voitures de plus de 1400 centimètres cubes selon des modalités et un calendrier qui varient en fonction de la cylindrée des véhicules. D'ici à la fin de l'année, la Commission européenne devra encore proposer aux ministres les dispositions à prendre pour les voitures de moins de 1400 centimètres cubes, qui constituent l'essentiel du parc automobile en ville.

### Investissements

#### Baisse de 5 % en Grande-Bretagne

Malgré l'amélioration de l'activité économique, les dépenses d'investissement ont diminué de 5 % en Grande-Bretagne durant le troisième trimestre, indique le ministère du commerce. Par rapport au troisième

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis est publié à titre d'information seulement  
émission juillet 1987

**FRANKOPARIS SICOMI**

**Emprunt obligataire convertible à bons de souscriptions d'actions 400 000 000 F 1987-1997**

Obligations de 1 250 F convertibles chacune en 10 actions de 100 F + 6 bons permettant chacun de souscrire à une action à 130 F

**KUWAITI-FRENCH BANK**

Crédit Industriel et Commercial de Paris  
Financière Septentrion  
Société Nancéenne Varin Bernier  
Banque Industrielle et Mobilière Privée

**BANQUE WORMS**

Caisse Nationale de Crédit Agricole  
Banque Nationale de Paris  
Union Industrielle de Crédit  
Crédit Industriel de l'Ouest

Les obligations ont été admises au second marché (code sicoam : 10346)  
Les bons sont inscrits au hors-cote (code sicoam : 21014)  
vise COB 87-254 du 23 juin 1987

Cet avis est publié à titre d'information seulement  
émission 1 Octobre 1987

**FRANKOBAIL SICOMI**

**Emprunt obligataire convertible en actions 65 000 000 F 1987-1995**

Obligations de 1 300 F convertibles chacune en 10 actions de 100 F  
Jouissance : 1<sup>er</sup> Novembre 1987

**KUWAITI-FRENCH BANK**

FINANCIAL INVESTMENT AND MANAGEMENT COMPANY  
LES MUTUELLES DU NORD

**Augmentation de capital 50 000 000 F**

Le capital de la société a été porté à 250 000 000 F par l'émission de 500 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 F.

La KUWAITI-FRENCH BANK a agi en tant que Conseiller Financier de FRANKOBAIL.

LE CHARME INDISCRET.

**BALMAIN PARIS**

MODÈLE QUARTZ PLAQUÉ OR.  
CADRAN AVEC ARABESQUES EN RELIEF, LUNETTE MÉTALLISÉE. ÉTANCHE. FABRICATION SUISSE.  
BALMAIN Montres, un département de LONGINES FRANCE, 78, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. 1/42.78.06.27.

E GÉANT



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# November 1987, la BFCE émet 4 milliards de F d'obligations garanties par l'Etat.

Emprunt à taux fixe: 10% F 1 à 3 milliards.  
Obligations F 5000.

Prix d'émission: 99,48% soit F 4974 par obligation.  
Jouissance et date de règlement: 7 décembre 1987.  
Durée: 8 ans et 1 mois.

Intérêt annuel: 10%  
Amortissement normal: in fine le 7 janvier 1996.  
Amortissement anticipé: possible par rachats en Bourse.  
Taux de rendement actuariel: 10,10%.

Emprunt à taux variable (TME) avec bons d'échange contre des obligations à taux fixe (9%):  
F 1 à 3 milliards.

Obligations F 5000.

Prix d'émission: 100% soit F 5000 par obligation.

Jouissance et date de règlement: 7 décembre 1987.

Assimilation aux obligations à taux variable (TME) septembre 1987 après détachement  
du 1<sup>er</sup> coupon, soit le 6 novembre 1988.  
Durée: 9 ans et 334 jours.

Intérêt annuel: égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des  
emprunts d'Etat (TME) établis par la CDC et à 57% du TME pour le 1<sup>er</sup> coupon du 5 novembre 1988.  
Marge actuarielle: -0,52% sur la base d'un TME constant de 10,09%.

Le bon d'échange attaché à chaque obligation est exerçable au gré du souscripteur du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1988  
à raison d'une obligation à taux variable et d'un bon contre une obligation à taux fixe donnant un taux  
actuariel de 9,24%.

Amortissement normal: au pair, en deux tranches les 5 novembre des années 1996 et 1997.  
Amortissement anticipé: possible par rachats en Bourse.

Une note d'information (visa COB n° 87-428 en date du 18 novembre 1987)  
est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE,  
21, Boulevard Haussmann, 75009 Paris. BALO du 23 novembre 1987.  
L'émission sera close sans préavis.

**BFCE** Banque Française  
du Commerce Extérieur



Le conseil de surveillance de DUMEZ, présidé par M. André CHAUFOR, a, conformément aux statuts, nommé dans sa séance du 18 novembre le directeur qui prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1988 pour quatre ans.

Le conseil, unanime, a exprimé ses remerciements à M. Jacques FOURNIER, actuel président du conseil, qui, atteint par la limite d'âge, cessera ses fonctions au 31 décembre 1987.

Le conseil a renouvelé les mandats de M. Jean-Paul Parayre, nommé président du conseil, et de MM. André KAMEL et Jean-Jacques CHAUFOR, nommés directeurs généraux.

**sliminc**

Le conseil d'administration de la Société s'est réuni sous la présidence de M. Henri SAUTY de CHALON, en vue d'examiner les comptes au 30 juin 1987 et l'activité de la société depuis le début de l'exercice.

Le produit d'exploitation bancaire au 30 juin 1987 s'établit à 203,6 MF (contre 191,9 MF au 30 juin 1986) et le bénéfice net, compte tenu des produits et des charges exceptionnelles, à 73,9 MF (contre 72,6 MF au 30 juin 1986).

Les opérations s'inscrivent en un cours de signature permettant d'envisager une production de l'ordre de 350 MF, supérieure à celle de l'an dernier.

Les comptes à fin 1987 devraient enregistrer une nette progression des résultats, permettant d'envisager une nouvelle augmentation du dividende.

Des réflexions viennent de s'engager avec la Société Unibail pour évaluer l'intérêt du rapprochement éventuel des deux sociétés.



Le conseil de surveillance de DUMÉNIL-LEBLE S.A. s'est réuni le 17 novembre 1987, sous la présidence de M. Alain DUMÉNIL.

Le président du conseil, M. Philippe DUMÉNIL, a souligné l'importance pour le Directeur de poursuivre l'œuvre d'adaptation des structures du groupe DUMÉNIL-LEBLE à l'expansion rapide de ses activités. Pour faciliter celle-ci, il a annoncé qu'il quitte la présidence du conseil et a suggéré qu'elle soit confiée à M. Jacques LETERTRE.

Le conseil de surveillance a donc nommé M. Jacques LETERTRE, président du conseil, M. Philippe DUMÉNIL demeurant directeur général, membre du conseil.

## Économie

### Des puces dans les compteurs d'EDF

La vie des Français va bientôt être simplifiée: EDF va, en effet, tester de nouveaux compteurs électroniques qui leur éviteront d'être présents lors de leurs relevés de consommation.

L'entreprise vient de passer commande de quatre-vingt-dix mille appareils, qui vont être expérimentés à compter du deuxième semestre 1988 dans sept ou huit centres de distribution (dont Mulhouse, Reims, Rouen et Chalon-sur-Saône) auprès de nouveaux abonnés, chez des clients changeant de tarif ou chez des usagers dont le compteur est inaccessible. Les machines, actuellement testées en laboratoire, ont été mises au point par une petite société alsacienne, Sauter. Les premières unités coûteront encore cher: 840 F environ, contre 600 F pour un compteur électronique classique équipé d'un relais, et 180 F pour les compteurs ordinaires.

Le marché est énorme: le parc installé est d'environ 25 millions de compteurs, mais il s'élève annuellement à 900 000 unités. Deux entreprises, Landis-Gyr et Schlumberger, se le partagent actuellement. En proposant un nouvel appareil, plus moderne, Sauter jette une pierre dans leur jardin: le projet Burdits de Schlumberger, visant à élaborer un tableau de branchement de la

deuxième génération, plus sophistiqué, n'en est qu'au stade du prototype.

Pour EDF, l'intérêt est évident: le nouveau compteur permettra en effet de différencier les tarifs de l'électricité selon les heures ou les saisons. Or, dans quelques mois, elle s'apprête à expérimenter un «tarif bleu» modulable comportant six plages horaires. Il s'agit donc bien d'un premier pas vers la vérité des tarifs à laquelle rêve également une autre entreprise nationale, la RATP, en testant à Blois des tickets dotés d'une puce électronique (Le Monde Affaires du 21 février 1987). L'usager, fait-on valoir chez EDF, pourra ainsi faire varier sa consommation d'énergie en fonction de ses prix.

Le nouvel appareil permettra également de résoudre les problèmes liés à l'absence des usagers lors des relevés, effectués trois fois par an: plus d'un compteur sur deux pose actuellement des problèmes d'accessibilité. Même si, finalement, «les gens se débrouillent», soit en laissant leurs clés, soit en renvoyant la carte d'autorisation que leur fournit EDF, le taux d'absence représentait encore l'an passé près de 5 % des 118 millions de relevés.

F. V.

#### En Norvège

### Le président de Statoil démissionne

M. Arve Johnsen, président, ainsi que les six membres du conseil d'administration de la compagnie norvégienne d'Etat Statoil ont démissionné au cours du week-end, à la suite de pressions politiques. L'opposition parlementaire reproche aux dirigeants de la première société norvégienne, créée en 1972, d'avoir largement sous-estimé le coût de la construction de la raffinerie de Mongstad, dont le devis dépasse les prévisions de 5,4 milliards de francs. Proche des travaillistes au pouvoir le président de Statoil est une éminente personnalité du monde économique et politique norvégien. Le ministre de l'énergie, M. Arne Osnes (travailliste), qui avait dans un premier temps cherché à éviter la démission des dirigeants de Statoil, mis en accusation au Parlement, a annoncé qu'un nouveau conseil d'administration serait nommé cette semaine à la tête du groupe pétrolier.

«Négociation germano-algérienne sur le gaz... L'Allemagne fédérale serait prête à négocier un contrat de fourniture de gaz avec l'Algérie, à condition qu'Alger propose des conditions de prix favorables», a déclaré, vendredi 20 novembre, le secrétaire d'Etat allemand à l'économie, M. Erich Riedl. M. Riedl, qui rendait compte des travaux de la commission économique germano-algérienne qui s'était tenue à Bonn, a précisé que des pourparlers seront engagés en décembre entre Runges et les autorités algériennes, qui pourraient «jetter les bases d'un accord à long terme» entre les deux pays. Jusqu'ici, le RFA, qui a trois fournisseurs principaux (URSS, Pays-Bas et Norvège), avait toujours refusé de s'intéresser au gaz algérien, mais le secrétaire d'Etat a estimé qu'il existe des signes montrant qu'Alger est prêt désormais à réfléchir à des propositions de prix attractives. — (AFP)

#### TRANSPORTS

### Les dix ans de Concorde

L'avion supersonique Concorde a fêté, dimanche 22 novembre, son dixième anniversaire de l'atout entre Paris et New-York. Anniversaire discret mais chaleureusement applaudi par les quelques invités qui purent, ce jour-là, se rendre à New-York et en revenir après avoir passé trois heures sur le sol américain.

Les premiers vols réguliers de Concorde sur les États-Unis n'avaient pu se faire qu'après une longue bataille politico-judiciaire à laquelle se mêlèrent les plus hautes autorités des deux pays. Aujourd'hui, les Américains sont devenus les premiers clients de cet avion. La quasi-totalité (80 %) des passagers sont des hommes d'affaires. Air France assure un vol aller-retour par jour pour le prix de 27 990 F. Le représentant de la compagnie française à New-York, M. Jean-Claude Baumgartner, a fait valoir que les vols sur Concorde avaient fortement repris au départ des États-Unis en 1987 (+ 45 % de passagers par rapport à 1986), mais que l'avenir immédiat était difficile à prévoir en raison de la crise financière de ces dernières semaines.

#### Volkswagen

### ferme son usine américaine

Le constructeur automobile ouest-allemand Volkswagen a annoncé, le 20 novembre, que sa filiale américaine, Volkswagen of America, fermera d'ici à mi-1988, son usine d'assemblage automobile de Westmoreland (Pennsylvanie) qui emploie deux mille cinq cents personnes. Même si cette usine ne tournait déjà qu'à 30 % de sa capacité (cent Jetta et trois cents Golf par jour), sa fermeture marque la fin d'une époque. Volkswagen avait en effet été le premier européen à implanter industriellement aux États-Unis en rachetant une usine de Chrysler, en 1976, qui sortait la première Golf américaine, baptisée Rabbit, en avril 1978.

Volkswagen a annoncé récemment une baisse de 7,7 % du volume de ses ventes sur les marchés étrangers pendant les neuf premiers mois de 1987 par rapport à la période correspondante de 1986. Aux États-Unis, elles devraient atteindre deux cent mille véhicules en 1987, soit environ cinquante mille unités de moins que les prévisions initiales du constructeur et nettement en dessous des performances réalisées en 1986 et 1985 (277 000 et 292 105 unités respectivement).

### British Caledonian : vers une offre du scandale SAS

La compagnie aérienne scandinave SAS (Scandinavian Airlines System) se prépare à lancer cette semaine une offre de rachat partiel de British Caledonian, selon The Financial Times. Le samedi 21 novembre, British Airways a offert 1,47 milliard de francs pour le rachat de British Caledonian (le Monde du 22-23 novembre). SAS, qui est détenue à 50 % par les États suédois, norvégien et danois et à 50 % par des intérêts privés, chercherait à prendre une «large participation minoritaire» dans British Caledonian, probablement, avec le soutien d'institutions financières.

«Un nouveau conseil de surveillance à la Chapelle-Darblay. Les actionnaires de la Financière Chapelle-Darblay réunis en assemblée générale le 21 novembre ont nommé un nouveau conseil de surveillance dans lequel sont représentés à parts égales l'Etat et les locataires gérants nommés le 2 novembre, à savoir le groupe français Pinault et le canadien Cascades (le Monde du 4 novembre). Paribas et l'ex-PDG M. Kils ne sont pas représentés dans ce conseil dont la mise sur pied met fin à la location-gérance. Les nouveaux organes dirigeants du groupe se réuniront prochainement pour convoquer une assemblée générale extraordinaire de la Financière Chapelle-Darblay, à laquelle sera proposée une augmentation de capital. Cette opération permettra au tandem Pinault-Cascades de prendre le contrôle du groupe papeter.

«Nomination d'un administrateur judiciaire chez Barthiez-Saint-Etienne. — Un administrateur judiciaire, M. Philippe Charnière, a été nommé chez Barthiez-Saint-Etienne, la seconde filiale de Machines françaises lourdes (MFL). MFL a été mise en redressement judiciaire le 19 novembre ainsi que son autre filiale Forest-Liné (le Monde du 21 novembre). Un administrateur judiciaire, M. Levat, avait été nommé pour ces deux sociétés.

26 NOVEMBRE 1987

## CANAL + S'INTRODUIT AU SECOND MARCHÉ

Après trois ans d'existence, Canal +, la chaîne du cinéma et du sport, se situe au premier rang des télévisions privées en Europe, ou à péage dans le monde. Elle offre de larges perspectives de rentabilité et de développement.

	1985 (F)	1986 (F)	1987 (F)	1988 (C.A.C.T.)
Nombre moyen d'abonnés individuels	460.000	1.100.000	1.850.000	2.380.000
Chiffre d'affaires (en millions de F)	557,8	1.887,1	3.400,0	4.300,0
Résultat net (en millions de F)	-330,1	+3,5	400,0	630,0
Résultat net par action (en F)	-184	62	+224	+350

Les abonnés de Canal + (2.070.000 au 14.11.87) sont particulièrement fidèles: en effet le taux de résiliation est inférieur à 2%. Cette confiance confirmée par les intentions d'abonnement (3 millions de nouveaux foyers. Sondage Médiamétrie) assure à la chaîne un avenir serein.

#### LES MODALITÉS D'INTRODUCTION

Nombre d'actions offertes: 1.571.163 actions de 20 F nominal, soit 8,5%.	
Possession des ordres: avant le mercredi 25 novembre à 15 heures.	
Prix minimum de mise en vente: 275 F.	
Éléments d'appréciation du prix	1987 (F)
Bénéfice par action	224 F
Dividende par action (avoir fiscal inclus)	262 F (*)
Coefficient de capitalisation	12,3
Rendement (avoir fiscal inclus)	7,9
	9,5%

(\*) Il est prévu de distribuer la moitié des résultats sous forme de dividendes et l'autre moitié sous forme de bonus.

Un prospectus financier est disponible sur simple demande.

**CANAL+** LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES

مكتبة المجلد

LE NO





# ALPHAPAGE C'EST DANS LA POCHE

Les TELECOM font un grand bond en avant en lançant leur nouveau service de radiomessagerie : ALPHAPAGE. ALPHAPAGE, c'est un petit récepteur de poche et trois services pour rester au courant tout en bougeant. Avec ALPHAPAGE Texte, on peut vous joindre par Minitel à tout moment et vous adresser un message alphanumérique (chiffres et lettres) de 40 ou 80 caractères qui vient s'afficher sur votre récepteur. Vous pouvez aussi avec ALPHAPAGE 15 recevoir des messages de 15 chiffres et avec ALPHAPAGE Bip être averti qu'un correspondant cherche à

vous joindre. Quand vous mettez le pied dehors, vous gardez vos affaires en main : rendez-vous annulé, informations de dernière minute, occasion à saisir au bond... avec ALPHAPAGE, c'est dans la poche. ALPHAPAGE est en service dès le 18 novembre 1987 dans la région parisienne et le sera dès 1988 sur Lyon, Marseille puis Lille. Pour en savoir plus, téléphonez au **NUMERO VERT 05 05 36 09**, faites un saut à votre agence commerciale des TELECOM ou chez un distributeur agréé (liste disponible au Numéro Vert).

SOUS RÉSERVE D'AGREMENT MINISTÉRIEL



LE NOUVEAU SERVICE DE RADIOMESSAGERIE





## Marchés financiers

## L'offre de la société nationale de pétrole OMV

## Succès de la première opération de privatisation en Autriche

La première opération de privatisation lancée en Autriche par la vente de 15 % du fonds social de 2 milliards de schillings de la société nationale de pétrole OMV a été un succès. En moins de trois jours - au lieu de neuf - les 300 000 titres, d'une valeur nominale de 1 000 schillings, offerts au public au prix de 4 400 schillings ont été placés en Autriche (245 000) et à l'étranger (55 000). La souscription, close le 18 novembre, a été dépassée de plus de 90 % en Autriche et de 10 % à l'étranger. L'OMV envisage une deuxième tranche d'émission, probablement au printemps prochain. Au total, l'Etat cédera 49 % de sa participation à l'OMV. Les actions seront introduites le 3 décembre à la Bourse de Vienne et le 9 décembre à Francfort et à Munich.

VIENNE  
de notre correspondante

Le krach boursier avait amené le consortium de banques autrichiennes (Creditanstalt, Länderbank et Girozentrale) à lancer l'opération à réduire le volume d'actions offert au public de 25 % à 15 % et de baisser le prix d'émission initialement fixé à 5 000 schillings. L'idée de reporter le coup d'envoi à une date ultérieure plus propice n'a pas été retenue pour des raisons psychologiques. Les banques ont voulu éviter d'inquiéter outre mesure les petits investisseurs autrichiens, qui n'ont que très peu d'expérience des placements en Bourse. Jusqu'à présent cent cinquante mille Autrichiens seulement sont actionnaires.

Cette première opération de semi-privatisation a valeur de test, et son succès est considéré comme déterminant pour la réalisation de l'ensemble du programme de désengagement de l'Etat, qui prévoit, dès l'année prochaine, l'introduction sur le marché des actions de la compagnie aérienne AUA et de la Société nationale d'électricité.

Le succès leur a donné raison. L'OMV aura, à l'avenir, trente mille actionnaires, dont quelque deux mille employés du groupe en Autriche ; 95 % des ordres d'achat ont

été effectués par de petits investisseurs qui n'achetaient que vingt actions au maximum. Un dividende de 16 % leur sera versé pour l'année 1987, ce qui correspond à un taux de rendement de 3,6 %. En 1986, l'OMV a versé un dividende de 15 %, soit 300 millions de schillings, à son seul propriétaire, l'Etat autrichien.

## Une entreprise bénéficiaire

Le groupe pétrochimique de l'OMV compte au total quinze mille employés, dont huit mille cinq cents en Autriche. L'achat, en juin dernier, de la filiale bavaroise du groupe américain Marathon Oil (chiffre d'affaires annuel de 7 milliards de schillings) a fait de l'OMV le septième producteur pétrochimique d'Europe occidentale et a été un pas décisif, selon ses dirigeants, vers l'internationalisation du groupe. Les chiffres d'affaires réalisés en Autriche ont été, en 1986, de l'ordre de 44 milliards de schillings.

L'OMV, seule entreprise d'Etat qui fait des bénéfices, a réalisé, au cours des cinq dernières années, 17,5 milliards de schillings de cash-flow (3 milliards en 1987, plus de 1 milliard en provenance des différentes filiales) et s'attend, en 1988, à une amélioration des résultats financiers. En 1986, le groupe a exploité 825 000 tonnes de pétrole et 645 millions de mètres cubes de gaz naturel des gisements autrichiens, et a importé 4,5 millions de tonnes et 3,9 millions de mètres cubes. 7,3 millions de tonnes de brut ont été traitées, l'année dernière, dans la seule raffinerie pétrolière de l'OMV à Schwechat, près de Vienne. La production de l'OMV couvre 73 % des besoins du pays en produits pétroliers.

Le groupe a lancé, en 1988, un marché pilote en Europe en signant le premier contrat de livraisons de gaz naturel avec l'Union soviétique, qui a servi de modèle à d'autres pays ouest-européens. Par la construction de plusieurs pipelines à partir de 1974 pour transporter le gaz soviétique, notamment vers l'Italie et la France, l'Autriche est devenue une plaque tournante pour les livraisons soviétiques vers l'Europe occidentale.

WALTRAUD BARYLL

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## I - Augmentation des capitaux propres

Par suite de l'exercice de bons de souscription attachés aux obligations émises en 1984, 151 695 actions nouvelles ont été souscrites pendant les neuf premiers mois de l'année pour 88 millions de francs environ. Les capitaux propres de la société s'établissent après cette opération à 327 millions de francs.

## II - Comptes au 30 septembre 1987

	30-09-86	30-09-86	(en %)
	(MF)	(MF)	
Nouv. engagements de crédit-bail conclus (HT) .....	127	124	- 2,4
Produits d'exploitation .....	234,9	263	+ 12,8
Charges d'exploitation, amortissements et prov. ....	159,6	173,3	+ 8,6
Résultat d'exploitation (MF) .....	75,3	91,6	+ 21,6
Bénéfice net (après éléments exceptionnels) (MF) ..	73,9	84,6	+ 14,5
Bénéfice net par action (après aug. du capital) (F) ..	41,1	43,4	+ 5,6

Le volume des engagements de crédit-bail pour l'exercice 1987 sera, compte tenu des accords conclus depuis le 1<sup>er</sup> octobre, d'environ 300 millions de francs (236 millions en 1986).

## III - Rapprochement à l'étude

Des études préalables menées par UNIBAIL et son confrère SLM-MINCO ont fait apparaître la forte complémentarité existant entre les deux entités.

Le conseil a autorisé son président, Jean MEYNIAL, à entamer le processus permettant le rapprochement des deux sociétés. Si les conversations se poursuivent favorablement, elles pourraient déboucher sur une fusion en 1988.

L'ensemble ainsi constitué, dont le total de bilan serait de l'ordre de 4 milliards de francs, serait bien placé pour aborder une nouvelle phase de développement en France et éventuellement à l'étranger.

UNIBAIL - UNION DU CRÉDIT BAIL IMMOBILIER

108, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : (1) 40-15-21-21.

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS  
RÉABONNEZ-VOUS**  
au Monde et à ses publications  
36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global, de base 100: 28 décembre 1986  
13 nov. 20 nov.

Valeurs françaises	78	73,8
Valeurs étrangères	81,4	75,1
Valeurs européennes	78,8	71,1
Indice global	78,8	71,1
Indice des valeurs françaises	78,8	71,1
Indice des valeurs étrangères	81,4	75,1
Indice des valeurs européennes	78,8	71,1
Indice des valeurs françaises	78,8	71,1
Indice des valeurs étrangères	81,4	75,1
Indice des valeurs européennes	78,8	71,1

Base 100: 28 décembre 1986

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Valeurs européennes

Indice global

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation  
(en millions de francs)

ACTIF

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	407 179
Or	221 329
Disponibilités à vue à l'étranger	102 987
Autres	63 863
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
Comptes au Trésor public	36 800
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉF. MONÉTAIRE	187 238
4) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
5) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
6) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
7) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
8) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
9) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
10) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
11) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
12) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
13) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
14) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
15) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
16) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
17) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
18) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
19) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
20) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
21) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
22) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
23) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
24) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
25) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
26) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
27) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
28) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
29) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
30) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
31) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
32) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
33) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
34) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
35) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
36) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
37) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
38) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
39) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
40) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
41) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
42) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
43) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
44) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
45) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
46) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
47) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
48) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
49) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
50) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
51) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
52) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
53) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
54) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
55) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
56) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
57) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
58) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
59) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
60) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
61) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
62) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
63) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
64) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
65) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
66) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
67) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
68) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
69) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
70) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
71) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
72) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
73) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
74) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
75) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
76) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
77) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
78) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
79) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
80) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
81) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
82) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
83) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
84) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
85) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
86) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
87) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
88) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
89) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
90) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
91) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
92) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
93) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
94) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
95) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
96) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
97) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
98) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
99) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842
100) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 842

Base 100: 28 décembre 1986

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Valeurs européennes

Indice global

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Ind



# Marchés financiers

## BOURSE DU 20 NOVEMBRE

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS				
Compos.	VALEURS	Cours prior.	Dernier cours	% + -	Compos.	VALEURS	Cours prior.	Dernier cours	% + -	Compos.	VALEURS	Cours prior.	Dernier cours	% + -
1032	4.6 % 1973	1060	1060	---	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
4005	G.R.P. T.P.	4000	4000	+ 0.50	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1107	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050	1050	+ 0.65	1780	Lesclap	1421	1421	- 0.63	620	S.A.T.	524	520	- 1.89
1116	Ch. de la Vallée	1050</												

**Comptant**

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Emp. 7 1/2 % 1973	6780		Centaur (Bel)	185	181	Louise (Sul)	1184	1160	Steel Ptn. del-CP	278 10	280
Emp. 8.00 % 77	124 70	4 378	Centel	110	111	Luthi	800	800	St. John	848	812
Emp. 8.00 % 78/81	98 08	5 824	Chemung (Bel)	800		Macdonald	20		Toronto Bond	148	142
Emp. 8.00 % 79/84	102 16	2 302	C.I.C. (France del)	128	128	Magneton (Sul)	170 50		Toronto-Anglo	380	380
Emp. 8.25 % 80/85	109 02	4 191	C.I.M. (Bel)	840	878	Magneton U.S.	70	62 20 d	Toronto-Ed	400	384
Emp. 8.50 % 80/85	112 00	5 848	Cine-Sud	346		Magneton S.A.	380	408	Union S.M.A.	800	848
Emp. 8.75 % 80/85	117 21	6 181	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 9.00 % 80/85	112 00	5 848	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 9.50 % 82	114	7 213	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 10.00 % 82	113 20	10 100	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 10.50 % 82	114 30	12 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 11.00 % 82	114 30	14 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 11.50 % 82	114 30	16 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 12.00 % 82	114 30	18 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 12.50 % 82	114 30	21 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 13.00 % 82	114 30	23 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 13.50 % 82	114 30	25 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 14.00 % 82	114 30	27 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 14.50 % 82	114 30	29 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 15.00 % 82	114 30	32 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 15.50 % 82	114 30	34 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 16.00 % 82	114 30	36 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 16.50 % 82	114 30	38 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 17.00 % 82	114 30	40 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 17.50 % 82	114 30	43 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 18.00 % 82	114 30	45 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 18.50 % 82	114 30	47 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 19.00 % 82	114 30	49 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 19.50 % 82	114 30	51 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 20.00 % 82	114 30	54 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 20.50 % 82	114 30	56 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 21.00 % 82	114 30	58 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 21.50 % 82	114 30	60 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 22.00 % 82	114 30	62 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 22.50 % 82	114 30	65 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 23.00 % 82	114 30	67 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 23.50 % 82	114 30	69 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 24.00 % 82	114 30	71 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 24.50 % 82	114 30	73 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 25.00 % 82	114 30	76 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 25.50 % 82	114 30	78 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 26.00 % 82	114 30	80 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 26.50 % 82	114 30	82 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 27.00 % 82	114 30	84 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 27.50 % 82	114 30	87 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 28.00 % 82	114 30	89 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 28.50 % 82	114 30	91 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 29.00 % 82	114 30	93 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 29.50 % 82	114 30	95 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 30.00 % 82	114 30	98 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 30.50 % 82	114 30	100 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 31.00 % 82	114 30	102 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 31.50 % 82	114 30	104 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 32.00 % 82	114 30	106 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 32.50 % 82	114 30	109 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 33.00 % 82	114 30	111 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 33.50 % 82	114 30	113 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 34.00 % 82	114 30	115 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 34.50 % 82	114 30	117 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 35.00 % 82	114 30	120 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 35.50 % 82	114 30	122 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 36.00 % 82	114 30	124 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 36.50 % 82	114 30	126 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 37.00 % 82	114 30	128 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 37.50 % 82	114 30	131 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 38.00 % 82	114 30	133 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 38.50 % 82	114 30	135 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 39.00 % 82	114 30	137 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 39.50 % 82	114 30	139 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 40.00 % 82	114 30	142 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 40.50 % 82	114 30	144 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 41.00 % 82	114 30	146 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 41.50 % 82	114 30	148 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 42.00 % 82	114 30	150 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 42.50 % 82	114 30	153 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 43.00 % 82	114 30	155 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 43.50 % 82	114 30	157 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 44.00 % 82	114 30	159 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 44.50 % 82	114 30	161 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 45.00 % 82	114 30	164 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 45.50 % 82	114 30	166 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 46.00 % 82	114 30	168 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 46.50 % 82	114 30	170 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 47.00 % 82	114 30	172 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 47.50 % 82	114 30	175 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 48.00 % 82	114 30	177 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 48.50 % 82	114 30	179 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 49.00 % 82	114 30	181 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 49.50 % 82	114 30	183 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 50.00 % 82	114 30	186 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 50.50 % 82	114 30	188 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 51.00 % 82	114 30	190 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 51.50 % 82	114 30	192 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 52.00 % 82	114 30	194 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 52.50 % 82	114 30	197 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 53.00 % 82	114 30	199 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 53.50 % 82	114 30	201 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 54.00 % 82	114 30	203 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 54.50 % 82	114 30	205 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 55.00 % 82	114 30	208 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 55.50 % 82	114 30	210 200	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 56.00 % 82	114 30	212 400	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 56.50 % 82	114 30	214 600	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 57.00 % 82	114 30	216 800	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 57.50 % 82	114 30	219 000	Cine-Sud	300	320	Magneton S.A.	380	408	U.T.A.	802	800
Emp. 58.00 % 82	114 30	221 200									

**SICAV** (select)[illegible]

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DIVISES	COURS		COURS 20/11		
	préc.	20/11	Achat	Vente		préc.	20/11			
Etats-Unis (20 \$)	5 700	5 689	5 490	8	Or (le kilo en francs)	86800	86700	Or (le kilo)	111	181 20
Belgique (20 F)	336 400	339 710	327	347 900	Or (le kilo en francs)	86200	86200	C. (le kilo)	111	181 20
Allemagne (100 M)	18 198	16 213	185	16 600	Plaques françaises (20 F)	540	540	Duché de Luxembourg (100 F)	608	628
Portugal (100 R)	301 600	301 750	290	308	Plaques italiennes (20 F)	558	556	Hydro-Genève	335	310
France (100 F)	80 070	80 070	81	81	Plaques belges (20 F)	622	618	Monnaie de Paris	250	
Maroc (100 M)	88 070	88 980	85	92	Sous-sol	622	618	Nicaragua	340	30
Grande-Bretagne (2 £)	10 182	10 186	9 800	10 800	Plaques de 20 dollars	3100	3045	Monnaie R.D.	3400	
Géorgie (100 G)	4 322	4 320	3 600	4 400	Plaques de 10 dollars	1540	1530	Réunion M.V.	325	320
Indonésie (100 R)	4 912	4 912	350	375	Plaques de 5 dollars	317	316	S.A.B.	114	184
Italie (1 000 lire)	414 000	413 340	401	421	Plaques de 50 francs	337	3340	St. Pierre	363	362
Israël (100 N)	94 080	94 080	90	95	Plaques de 10 francs	312	312	Union	380	
Autriche (100 sc)	48 240	48 240	46 800	48 200	Or Zurich	465 80	465 25	Union Bancaire	128 80	
Espagne (100 pes)	5 046	5 038	4 780	5 330	Or Londres	465 50	465			
Argentine (100 arg)	4 180	4 182	3 820	4 400	Or Hongkong	464 15	465 05			
Chili (100 pesos)	4 362	4 341	4 150	4 580						
Uruguay (100 uru)	4 214	4 208	4 080	4 250						

c : coupon détaché - e : eff.

## Marché libre de l'or

trav. Rurales	502,20	1004	48	Mexicain	8333,42	43089,42	Tcheco-You	5502,04	8263,12
trav. 1	3354,41	8210	17	Mali-Océaniques	8211,04	4061,42	Yahou	5532,05	5180,25
trav. Cochin	481,16	476	85	Mali-Union S.S.	3411,43	138,62	U.A.P. Insectes	355,88	343,86
trav. 2	948,43	918	21	Mali-Ann.	8223,08	8211,27	U.S. Américains	113,08	113,08
trav. 3	294,80	276	10	Mali-Ann.	13616,12	136,12	Union	389,40	381,28
trav. 4	670,90	497	28	Mali-Crois. terre	20248,48	20248,48	Union	1057,10	1057,10
trav. 5	6062,05	6274,04	28	Mali-Industrie	8226,18	803,34	U.S. Europe	1318,82	1282,04
trav. 6	13346,76	13308,08	28	Mali-Ann.	1127,71	1087,53	Union	760,92	760,92
trav. 7	10942,80	10942,80	28	Mali-Océaniques	5240,54	516,76	U.S. Afrique	2636,28	2425,48
trav. 8	321,34	230,36	38	Mali-Industrie	12411,45	1228,12	Union	2122,78	2052,98
trav. 9	4622,02	4760,68	38	Mali-Financiers	68683,47	68683,47	Union	182,80	182,80
trav. 10	276,42	276,42	38	Mali-Ann.	1029,36	58,72	Union-Africa	885,22	876,46
trav. 11	363,73	376,88	38	Mali-Sécher.	10331,26	1031,26	Union-Océaniques	1481,22	1402,56
trav. 12	120,13	120,82	38	Mali-Météo	995,12	573,36	Union	611,08	611,08
trav. 13	432,04	427,76	38	Mali-Ann.	4742,43	4627,38	Union	6040,08	6009,87
trav. 14	328,51	317,57	38	Mali-Sat. Télévis.	1188,28	1165,86	Union	1542,78	1541,24
trav. 15	90,70	89,03	38	Mali-Ann.	1260,28	1224,88	Union	61090,48	61029,88

\* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - \* : marché continu

c: coupon détaché - o: offert - \*: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu



هكذا قالوا له